

Souvenirs d'Afrique

L'actualité et les souvenirs mettent une fois de plus en lumière les rapports complexes et ambigus qui unissent la France et l'Afrique. A quelques semaines du sommet franco-africain de Lomé, M. Jean-Christophe Mitterrand, nouveau conseiller de l'Elysée pour les affaires africaines, va devoir user de diligence pour gérer dans la mesure où la présidence de la République conserve des prérogatives en la matière — quelques dossiers délicats. Sans doute est-ce pour cette raison qu'un « conseiller diplomatique », en la personne de M. Jean Audibert, a été nommé aux côtés du fils du chef de l'Etat.

Paris, en effet, accueille actuellement un hôte encombrant. M. Savimbi, chef des maquisards angolais de l'UNITA, s'apprête à en recevoir un autre, M. Pieter Botha, président de la République sud-africaine, et se trouve débarrassé d'un troisième, l'ex-empereur de Centrafrique, M. Bokassa.

En réalité, le retour rocambolesque à Bangui du tyran mégalomane représente plus de menaces potentielles qu'il ne résout le « problème Bokassa ». Le seul nom de l'ancien chef de l'Etat évoque bien des souvenirs, qu'un ancien président de la République, M. Giscard d'Estaing, aurait sans doute souhaité oublier. L'« affaire des diamants » qui a empoisonné la vie politique française, risque, pour peu que M. Bokassa veuille se venger de l'ingratitude de son « cher cousin », de ranimer de vieilles querelles.

Dans le climat électoral qui commence à s'installer dans l'Hexagone, une poignée de diamants peut beaucoup pour perturber le jeu politique de l'actuelle majorité. Pour cette raison, et aussi parce qu'un procès public est de nature à troubler l'ordre à Bangui, le régime du général André Kolingba, qui ne se maintient que grâce à notre soutien militaire et financier, n'a rien à gagner à un « grand déballeage ».

M. Savimbi et Botha posent des problèmes d'une autre nature au gouvernement français. Leur présence dans notre pays veut à Paris bien des critiques de la part des pays africains « amis » de la France et de ceux avec qui elle entretient des rapports d'Etat à Etat. Nul doute qu'à Lomé, où M. Houphouët-Boigny persiste à ne pas vouloir se rendre, pour protester contre l'insuffisance des apaisements que lui a prodigués l'Elysée après des articles de la presse française le mettant directement en cause, — M. Mitterrand et M. Botha entendent en privé quelques remarques acérées sur la position de Paris à l'égard du régime de Pretoria, qui aide puissamment l'UNITA.

Outre cependant que bon nombre de pays africains sont mal placés pour donner des leçons à ce sujet, la Parti socialiste, qui accuse M. Chirac de « continuer le régime de l'apartheid », semble avoir des difficultés à rassembler ses souvenirs : en 1984, le gouvernement socialiste n'avait-il pas, lui aussi, autorisé M. Botha à rendre hommage, sur le sol français, aux soldats sud-africains morts au cours des deux guerres mondiales ?

La crise tchadienne enfin, avec l'apparente redistribution des cartes au sein de l'opposition au gouvernement de M. Hissène Habré, remet l'accent sur l'ambiguïté de l'engagement de l'armée française, qui participe au partage de fait du pays. Déçu d'un soutien qu'il juge timoré, M. Habré pourrait être tenté d'entraîner Paris dans une nouvelle « aventure ».

La diplomatie française en Afrique a ses errances ; l'actualité et les souvenirs les mettent aujourd'hui crûment à jour.

(Lire nos informations page 3.)

Le « dauphin » de l'imam Khomeiny écarté

La guerre de succession s'aggrave en Iran

La disgrâce de l'ayatollah Montazeri, qui a présenté sa démission du poste de « dauphin » de l'imam Khomeiny, constitue une victoire pour l'hodjatolislam Rafsandjani, le numéro deux du régime de Téhéran. Ce dernier fait de plus en plus figure de successeur « de facto » de l'imam dans le cadre d'un conseil de tutelle collégial.

La détérioration lente mais inexorable de l'état de santé de l'imam Khomeiny a relancé la lutte pour la succession qui s'était engagée au cours de l'été à Téhéran. L'ayatollah Montazeri, qui, en juillet dernier, avait été confirmé solennellement par l'assemblée des experts dans ses fonctions de dauphin de l'imam, a la semaine dernière présenté sa démission du poste de successeur désigné, cédant ainsi à une campagne orchestrée par les « hommes d'appareil » de l'Etat (le Monde date 21-22 septembre). Ces derniers redoublent d'efforts pour empêcher l'installation — en cas de disparition subite de l'imam que certains estiment proche — d'un homme qu'ils considèrent comme étranger au sérail politique qui monopolise l'essentiel du pouvoir à Téhéran.

L'imam Khomeiny n'a pas encore accepté la démission de son dauphin, mais il est certain



que le prestige et la crédibilité de ce dernier, déjà mis en cause par une importante partie du clergé, ont été sérieusement atteints.

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 4.)

Un projet de loi de M. Balladur

Le gouvernement va favoriser l'épargne des ménages

M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, présentera, lundi 27 octobre, les lignes directrices du projet de loi sur l'épargne. L'objectif du gouvernement est d'inciter, à l'aide d'avantages fiscaux, les Français à accroître leur effort d'épargne, notamment en vue de la préparation de leur retraite.

Les Français épargnent de moins en moins. D'après le rapport économique et financier associé au projet de loi de finances pour 1987, ils ne mettront de côté l'an prochain que 12 % de leur revenu disponible, le taux le plus bas depuis 1949 (depuis que des données statistiques de ce type existent).

Le projet de loi préparé par M. Balladur prévoit d'abord la création d'un « livret d'épargne-retraite », un produit qui doit être « le plus grand public possible » et qui doit laisser « le maximum de liberté d'épargne », a indiqué le ministre d'Etat, jeudi à Asnières-Bains, l'occasion d'une conférence-débat organisée par le conseil général de la Savoie. Les versements sur ce livret seront déductibles du revenu imposable dans la limite d'un plafond qui sera de 6 000 francs par personne (12 000 francs par ménage). Le ministre d'Etat a précisé que des dispositions fiscales sont prévues pour

inciter les Français à prendre leur retraite le plus tard possible.

Le texte comprend ensuite des dispositions en faveur des plans d'options sur actions (les stock-options) permettant aux cadres — et éventuellement aux mandataires sociaux — d'être partiellement rémunérés en actions de leur propre entreprise. « Il est essentiel de se doter des moyens de motiver les cadres... en les associant plus étroitement au succès de l'entreprise et en les incitant à participer à son capital social », a déclaré à ce sujet M. Jacques Chirac jeudi 23 octobre à Paris.

Enfin, le gouvernement souhaite favoriser la reprise des entreprises par leurs salariés. Une réforme du dispositif introduit en 1984 devrait rapprocher le système français de ceux en vigueur dans les pays anglosaxons.

(Lire page 31 l'article d'ERIK IZRAELWICZ.)

Vers l'« Etat-Chirac » ?

La valse lente des grands commis

Ils sont cinq cents exactement. Directeurs centraux dans les ministères, recteurs, préfets, généraux, ils tiennent dans leurs mains les leviers essentiels de l'Etat. Leurs noms et leurs visages sont inconnus du public. Ils règnent dans l'ombre sur la police, l'armée, l'Université. Leurs postes sont dits « à la disposition du gouvernement ». Une signature, et les voilà remplacés. Déchus, ils regagnent de confortables mais très écumoyeuses « réserves » : Conseil d'Etat, inspection des finances, Cour des comptes. Ils y attendent tranquillement le prochain changement de majorité.

Depuis le 16 mars, le gouvernement de M. Jacques Chirac a beaucoup signé. Il sacrifie ainsi à un rite relativement récent dans l'histoire républicaine. Avant lui, M. Valéry Giscard d'Estaing avait consciencieusement chassé le chiraquien. Et la gauche victo-

rieuse avait joyeusement coupé les têtes giscardiennes.

Bien sûr, on ne le dit pas. Chacun proteste très fort de sa volonté de ne se séparer que des « incompetents ». « Avoir ouï-dit de moi un haut fonctionnaire socialiste ne me gêne absolument pas s'il est fidèle à l'Etat et fait son métier », assure sans rire M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, qui épura pourtant plus vite que son ombre. A l'unique exception de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, pas un ministre n'a résisté à la tentation. Après six mois de « chasse », les chiraquiens détiennent même une légère avance sur les socialistes à la même époque : soixante-dix neuf postes touchés contre cinquante-quatre.

Notre enquête dans la haute administration raconte comment

se pratique cette chasse-là. Comment quelques boules puantes lâchées dans un meeting RPR coûtèrent son siège à un préfet. Comment un article dans le Monde perdit un jeune banquier talentueux. Comment, à l'inverse, un jeune industriel non moins talentueux, mais socialiste, sauva son siège à force d'amour pour son entreprise. Comment le très sérieux CNRS fut le théâtre d'un savoureux va-et-vient entre chercheurs de sympathies opposées.

Voici donc le portrait des plus « politiques » parmi les nouveaux promus. Ils forment le squelette de ce qui, à ce rythme-là, pourra dans quelques mois s'appeler l'« Etat-Chirac ». Cela ne surprendra personne : il vaut mieux, pour trouver sa place dans cette nouvelle classe dirigeante, avoir coté M. Edouard Balladur sur les bancs de l'ENA que M. Pierre Menroy à Matignon. Il vaut

mieux être l'ami intime de M. Jacques Chirac qu'un copain de M. Laurent Fabius. Il vaut mieux être président de chambre de commerce en Corrèze que médecin ami du chef de l'Etat, comme M. Georges Vinson, nommé en 1981 ambassadeur aux Seychelles.

Et la cohabitation, dira-t-on ? « Ce sera un tout petit rouleau, avec un tout petit compresseur », avait assuré le locataire de Matignon à celui de l'Elysée. Les premiers mois, le chef de l'Etat a mené une guerre de retardement, en exigeant un recensement « décent » des uns et des autres. A l'intérieur du domaine réservé et à ses limites, l'Elysée est pour l'instant parvenu à sauver quelques meubles. Mais la valse lente des grands commis continue.

(Lire pages 15 à 17 l'enquête de LAURENT GRELLSNER et DANIEL SCHNEIDERMAN.)

Le sud du Liban au bord du chaos

La « loi » rampante du Hezbollah.

PAGE 4

Les quotas de diplomates

La double fonction des employés soviétiques.

PAGE 6

Querelle au Front national

Lutte d'influence entre les « anciens » et les « modernes » autour de M. Le Pen.

PAGE 8

Avertissement aux policiers

Le préfet Broussard rappelle les fonctionnaires de police aux devoirs de leur charge.

PAGE 12

Serrault dans « l'Avare »

Un rapace de charme.

PAGE 26

La Gaîté-Lyrique

La scène parisienne va perdre un de ses plus beaux théâtres.

PAGE 25

Le sommaire complet se trouve page 36

De nouvelles unités de soins seront créées en France

Mieux assister les mourants

M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, devait rendre public, le vendredi 24 octobre, le rapport rédigé par le groupe de travail Aide aux mourants (1) et annoncer la création prochaine d'unités dites « de soins palliatifs » destinées notamment à « accompagner les malades en phase terminale » dans les divers établissements de soins publics ou privés (hôpitaux, maisons de retraite, etc.).

Regarder ensemble la mort en face ? En acceptant d'officialiser les conclusions d'une réflexion sur l'accompagnement des mourants, commencée sous le précédent gouvernement, M^{me} Michèle Barzach ouvre, non sans quelque courage, un difficile dossier. Elle le fait — coïncidence — au moment

où une remarquable série d'émissions télévisées aborde le même sujet, en montrant comment l'on meurt dans les pays industrialisés et, surtout, comment on peut aider à mourir.

Hormis de rares services hospitaliers où règne un état d'esprit particulier, la communauté des soignants se sent mal à l'aise devant l'imminence de la mort, qui représente à ses yeux un irrémédiable échec. Aussi l'approche de la mort, qu'elle soit ou non marquée par la souffrance, est-elle presque toujours vécue dans la solitude.

On ne meurt presque plus aujourd'hui à domicile. En théorie les médecins savent mieux qu'hier soulager les souffrances des mourants. Et ces dernières années, est apparue la notion de « soins pal-

liatifs ». Il s'agit, comme le précise le rapport rendu public ce vendredi, « de pallier la douleur, la souffrance, la peur, en revenant aux principes mêmes de la médecine : mettre en œuvre tous les moyens propres à soulager et à soulager les êtres qui souffrent ».

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 14.)

(1) Le groupe de travail, présidé par M^{me} Geneviève Laroque, adjoint au directeur général de la santé, comportait vingt-quatre membres : médecins, psychologues, infirmiers, assistants sociaux, prêtres, etc. Installé en février 1985, il s'est réuni en rythme d'une fois par mois. Le rapport ne cache pas, en introduction, que les points de vue des différents membres ont parfois été « très divergents ». Ce groupe de travail avait été mis en place en février 1985 par M. Edmond Hervé, alors secrétaire d'Etat à la santé.

Débats

Les chemins de la liberté

C'est par une lente et progressive maturation qu'il faut réformer l'enseignement supérieur.

par JACQUES ROBERT (*)

LA RÉFORME DES UNIVERSITÉS

Le Sénat continue de débattre sur la loi Devaquet réformant l'enseignement supérieur. Jacques Robert explique pourquoi ce texte prudent et modéré fait heureusement échapper aux risques d'un bouleversement proné par certains professeurs. A l'inverse, Luc Soubre bataille contre ce projet qui, selon lui, restaure une politique de favoritisme.

PARCE que nous avons, dans ces colonnes (1), appelé à la vigilance face à l'éventualité d'un nouveau bouleversement universitaire auquel voient bico imprudemment procéder certains, nous sommes aujourd'hui particulièrement à l'aise pour noter avec satisfaction la prudence et la modération du projet de loi sur l'enseignement supérieur.

Cette mesure et cette sagesse se manifestent dans chacune des cinq innovations principales du texte en discussion.

1. — Si la possibilité est donnée à certaines unités internes composant les universités d'obtenir le statut d'établissement public et de rédiger elles-mêmes leurs nouveaux règlements, une telle latitude n'est consentie qu'à deux conditions : il faut que l'unité intéressée propose un projet pédagogique original et cohérent ; l'autorisation définitive ne lui sera accordée que par le ministre, après avis du Comité national d'évaluation.

Ainsi permettra-t-on demain à certaines unités spécifiques qui se sentent soit à l'étroit, soit brimées dans le carcan administratif — ou politique ! — de trop grandes universités de retrouver une autonomie souhaitable, tout en évitant le risque d'écarts trop nombreux qui remettraient en cause la carte universitaire.

2. — La représentation des professeurs dans les deux conseils (conseil d'administration et conseil scientifique) est nettement augmentée, mais ce qu'il faut surtout prendre en compte est la majorité très large accordée avec juste raison à l'ensemble des personnels enseignants. Qui contestera que c'est tout de même eux, dans leurs différentes et nécessaires composantes, qui par leur permanence statutaire et la durée du temps qu'ils passent à l'université, constituent l'élément moteur de l'institution ?

En même temps, par la proportion importante qui est parallèlement attribuée dans les conseils aux « personnalités extérieures », le nouveau projet marque bien l'intérêt qu'il attache à l'ouverture de l'université et à la richesse des expériences inestimables dont elle peut judicieusement faire son profit.

3. — Il fallait ensuite trouver un indispensable compromis entre le principe d'une Université largement ouverte à tous pour la promotion du plus grand nombre et la nécessaire autonomie d'une institution qui doit pouvoir librement canaliser les flux de ses utilisateurs.

Ainsi le projet rappelle-t-il tout à la fois que s'importe quel bachelier a vocation à poursuivre

ses études à l'université, mais que chaque établissement public déterminera, chaque année, les conditions d'accès aux différentes formations, en tenant compte des caractéristiques de celles-ci, des aptitudes requises des étudiants et des capacités d'accueil.

4. — Le projet invite opportunément les établissements publics à déterminer librement les formations qu'ils dispensent et les diplômes qu'ils délivrent, en maintenant néanmoins, afin de sécuriser les moins téméraires, la possibilité pour eux d'en demander l'accréditation par l'Etat.

5. — On pouvait enfin, craignant qu'entre l'acte de décès officiel de la loi Savary et la mise en place effective des nouvelles structures un temps bien long ne vienne passer les énergies, dans une vacuité regrettable du droit. Le projet imagine un dispositif provisoire qui, mettant en place provisoirement des conseils constitués de professeurs et de faire approuver les nouveaux statuts des universités, devrait conduire dans un délai raisonnable à l'élection des conseils définitifs et de leurs présidents.

conjoncture, d'être de plus en plus sévère ? Sont-ils prêts, en même temps, à payer des droits de scolarité qui, sans fourchette fixée par le gouvernement, cesseraient très vite d'être symboliques ?

Les enseignants, de leur côté, sont-ils décidés à abandonner les sécurités rassurantes de leur statut pour se voir soumis à une concurrence privée qui les remettrait tous demain en question ?

Les Français, dans leur ensemble, jugent-ils aujourd'hui opportun d'engager leurs universités, qui accueillent libéralement depuis des lustres leurs enfants au sortir du lycée, dans la voie étroite et sélective des grandes écoles professionnelles ?

A l'évidence, non. Qu'on le regrette ou qu'on s'en réjouisse, il faut en prendre acte. Et procéder alors sans rupture. Pas à pas. Au nom de l'expérience acquise. Par une lente et progressive maturation.

(1) Le Monde du 2 mai.

COURRIER DES LECTEURS

■ Auschwitz : une lettre du Père Riquet

Le Père Michel Riquet, jésuite, ancien déporté, nous écrit à propos de l'article « Les pélicans d'Auschwitz », paru dans le Monde du 23 septembre. Il se réjouit de cette initiative judéo-chrétienne d'un pélagisme au camp de la mort et de la « déclaration de repentance » que son place par le Père Bernard Du-Puy, représentant l'épiscopat français, a donné les précisions suivantes :

« L'abbé Du-Puy, incriminé « la fois juif et chrétien » dans la polémique, a écrit dans le Monde du 23 septembre : « C'est reconnaître les positions prises par Pie XI dès 1928... et surtout oublier quel coup de tonnerre fut pour l'Allemagne hitlérienne la magistrale encyclique de Pie XI, "Mit brennender Sorge", du 21 mars 1937, condamnant solennellement le racisme et l'antisémitisme nazis. Sa diffusion dans toute l'Allemagne fut remarquablement organisée, en dépit des interdictions fulminées par le pouvoir national-socialiste. Des centaines de prêtres, des milliers de laïcs allemands, furent envoyés à Dachau ou à Sachsenhausen pour avoir enfreint ces interdictions. »

Cela m'amène à une autre critique de votre article, par ailleurs bien éloquent. Il s'agit de la géographie imposée de ne pas reconnaître entre les deux camps d'Auschwitz I et Auschwitz II-Birkenau.

Auschwitz II-Birkenau fut, dès 1942, le site privilégié de la shoah. Il n'en est pas de même pour le camp d'Auschwitz I, situé dans l'agglomération urbaine, peuplée de 45 000 habitants avec des usines et un combinat chimique des plus importants. C'est là que se trouve le premier camp d'Auschwitz. Il utilisait les casernes en briques rouges de l'armée autrichienne, puis polonaises.

Dans ces bâtiments en dur, tout autres que les baraques de Birkenau, les Allemands vainqueurs ont interné en 1939 des prisonniers de guerre polonais, puis soviétiques. Ensuite, on y entassa les Polonais coupables ou simplement suspects d'hostilité envers la puissance occupante. Le Père Maximilien Kolbe fut de ceux-là et mourut martyr de sa charité dans le bunker de la faim avec dix-neuf autres Polonais.

Dans ce camp, il y eut finalement plus de chrétiens que de juifs. C'est en 1942, lorsque fut décidée la solution finale, que fut créé, à cette fin, le camp de Birkenau, avec ses chambres à gaz et ses crématoires. Celui-ci se trouve en dehors de la ville, à plusieurs kilomètres du premier camp. Pour les Polonais, il n'est pas question de confondre l'un avec l'autre.

C'est pourquoi ils comprennent mal le scandale provoqué dans le monde juif par l'installation d'une douzaine de crématoires dans un théâtre municipal construit en 1915, à proximité mais en dehors des casernes d'Auschwitz I, à plusieurs kilomètres de Birkenau, le site authentique de la shoah. (—)

Les dangers d'une loi inutile

A l'autoritarisme, ce texte ajoute le malthusianisme

par LUC SOUBRE (*)

QUI réclame une nouvelle loi sur l'enseignement supérieur ? Assurément pas la très grande majorité des universitaires si l'on en juge par ce qu'ils déclarent depuis plusieurs semaines. Ce ne sont pas davantage les étudiants, plus soucieux de réussir des études débouchant sur un emploi que de se livrer au déchiffrement d'une nouvelle loi. Quant à l'opinion publique dans son ensemble, les plus récents sondages prouvent que son appréciation sur les universités est de plus en plus favorable. Alors qui ? Essentiellement un petit groupe de pression assez bien situé au sein du RPR et de l'UDF pour que ces partis prennent les fantômes de quelques activistes pour une nécessité politique.

Que l'on ne s'y trompe pas, le projet Devaquet-Monory n'a pas d'autre but que de rétablir les « pépés » dans leur fief. Pour eux, il est proposé de revenir au système des facultés monodisciplinaires, abandonné dans tous les grands pays.

C'est aussi afin de bien doter ces grands féroces que leur suzerain ministre se réserve le droit de morceler les universités en autant d'« établissements fédérés » qu'il aura d'appétits à satisfaire. Dans ce cas, passer outre à l'avis du conseil d'administration de l'un-

versité ne leur paraît pas incompatible avec les principes d'autonomie.

Pauvre autonomie que celle-ci ! Ses limites sont parfaitement révélées par les dispositions de l'article 15 : le comité national d'évaluation est supprimé au profit de personnalités nommées par le ministre. Du même coup disparaissent des instances comme le CNESER (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche) qui assurent la transparence de la gestion de l'administration centrale. Ces mesures sont significatives d'une volonté d'abattre tout obstacle à une politique de favoritisme, et ce au mépris de l'intérêt national.

Droits d'inscription et conditions d'accès

A l'évidence, les raisons de combattre ce projet ne manquent pas. Le débat parlementaire doit être l'occasion de montrer qu'à l'autoritarisme il ajoute le malthusianisme.

Aux antipodes de telles conceptions, le Parti socialiste estime (*) Secrétaire national PS à l'éducation nationale et à la formation permanente.

que la France doit, d'ici quinze ans, doubler le nombre de ses étudiants pour atteindre les deux millions. Ce choix ne peut évidemment s'inscrire dans la logique du texte Devaquet. Le processus législatif, y compris la bataille d'amendements, sera utilisé pour illustrer la démarche proposée.

Ainsi est-il tout de suite nécessaire de rappeler la vocation de l'enseignement supérieur à être un service public et non un conglomerat d'établissements qui s'ignorent les uns les autres. Il faut également expliquer l'apport de la pluridisciplinarité dans l'orientation professionnelle du premier cycle. S'impose ainsi la définition d'une application intelligente de l'autonomie laissant leur université libres d'élire leur président aussi bien parmi les enseignants chercheurs permanents que parmi les personnalités extérieures membres du conseil d'administration. En outre, il convient de démontrer les conséquences néfastes d'un retour à plusieurs docteurs, alors que la thèse de quatre ans favorisait l'insertion des chercheurs dans le tissu économique et incitait enfin la recherche française en harmonie avec la communauté scientifique internationale.

Deux autres problèmes méritent une attention toute particulière : les droits d'inscription et les conditions d'accès à l'université.

De 1981 à 1986, le budget de l'enseignement supérieur s'est accru de 11,52 milliards de francs à plus de 21 milliards, et les bourses pour les étudiants ont été multipliées par deux. Cet effort très important n'a cependant pas résolu les difficultés financières auxquelles sont confrontés les universités. Celles-ci ont besoin d'argent à la fois pour assurer leur fonctionnement et renouveler leurs parcs scientifiques et immobiliers. Qu'il soit bien entendu que pour les socialistes les financements indispensables ne doivent pas être cherchés dans la poche des étudiants ou de leurs familles, en augmentant considérablement les droits d'inscription et en laissant les universités les fixer à leur guise. L'avenir de notre jeunesse justifie bien l'effort de la nation tout entière.

Quant aux conditions d'accès au premier cycle, elles ont déjà été réglementées par la loi de janvier 1984. Ce texte, précédemment laxiste, en fait édicte des règles qui s'imposent au quart des étudiants. La question est claire : convient-il d'augmenter le nombre des filières à sélection quand celle-ci ne peut s'appuyer que sur des résultats sanctionnés par l'acte du baccalauréat. Le manque de diversité des classes dans les lycées, l'isolement encore trop grand de l'enseignement technique, le dévoiement de la terminale C en seule filière d'excellence, sont quelques-unes des causes d'une réussite incertaine et d'une médiocre orientation de beaucoup d'élèves. Dans ce contexte, renforcer la sélection à l'entrée du premier cycle serait se priver de talents non encore révélés quand à peine 19 % d'une classe d'âge entrent dans l'enseignement supérieur. Pour autant, refuser aujourd'hui le renforcement de la sélection à l'entrée de l'université ne signifie nullement que cette position doit être à jamais conservée.

Le débat public suscité par le projet Devaquet doit servir à rassembler tous ceux qui souhaitent des universités puissantes et responsables capables de préparer les étudiants à assumer le vingt et unième siècle.

DEMAIN TOUS BANQUIERS OU CHÔMEURS ?

Charles Goldfinger
La géofinance
Pour comprendre la mutation financière

149 F

La géofinance est l'étude de la répartition géographique des plus importantes banques mondiales. Elle est l'analyse de la nouvelle géographie financière. Cet ouvrage présente trois qualités de premier ordre : la clarté, la précision, la compréhension de l'actualité. Révisé de CARPENTIER, ROUSSEAU et de la Société des Banquiers de France.

SEULE

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75227 PARIS CEDEX 09
Tél : MONDIPAR 636572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Robert Beauvillier (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Date de la société : 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MME André Fontaine, gérant, et Hubert Beauvillier, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS
BP 507 05
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
394 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
607 F 1 357 F 1 952 F 2 550 F

ÉCHANGE (par mandat)
L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS
399 F 762 F 1 000 F 1 300 F
IL — SUISSE TUNISIE
394 F 772 F 1 044 F 1 300 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse, défects, en province : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les autres propos en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 30-15 - Télégroupe

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montesson, 92007 PARIS
Tél : (1) 45-85-91-82 ou 45-85-91-71
Tél : MONDIPUB 206 136 F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde (IMP 700-010) est publié deux fois par semaine par la Société d'édition Le Monde, 45-47 rue de la Harpe, 75005 Paris. Son siège social est à New York, N.Y. Les commandes de publicité sont à adresser à la Société d'édition Le Monde, 45-47 rue de la Harpe, N.Y. 10014.

مكتبة الشارقة

CENTRAFRIQUE : le retour à Bangui de Jean-Bedel Bokassa

Un prisonnier bien encombrant

L'ex-empereur centrafricain, M. Jean-Bedel Bokassa, qui a été libéré, jeudi matin 23 octobre, à Bangui, sous le nom d'emprunt de Christian Solé, a été placé en état d'arrestation et détenu à la maison d'arrêt de Ngaranga. Un communiqué de la présidence de la République centrafricaine, diffusé à la radio nationale, précise que l'opère de Bokassa (où se trouvait son palais, à 80 kilomètres à l'est de Bangui), qui a été condamné à mort par contumace, le 19 décembre 1980, « sera tenu à la disposition de la justice en vue de la procédure prévue par la loi ».

Au terme de son rocambolesque périple pour regagner son pays après sept ans d'exil (le Monde du 24 octobre), l'ancien chef de l'Etat sera donc jugé pour les crimes qui lui sont imputés. Son épouse Catherine, ainsi que ses cinq enfants, est revenue, ce vendredi matin 24 octobre, à Paris, à bord d'un avion d'Air Afrique, d'où elle a été littéralement accueillie par la police française.

Alors qu'à Bangui les autorités centrafricaines s'interrogent sur les circonstances ayant permis à M. Bokassa de quitter le territoire français — où il était sous surveillance de la police — à Paris, les autorités françaises ont reconnu avoir été prises de court par le départ du « châtelain de Hardrieourt » (Yvelines). M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, a déclaré à ce sujet : « Le gouvernement français n'a participé à aucun complot. Je puis vous assurer que le gouvernement ne souhaitait nullement le retour de M. Bokassa dans son pays. »

Condamné à mort par contumace, pour « assassinats, détournement de biens de l'Etat, coups et blessures, meurtre de cadavres, anthropophagie, pour en dire plus » (le Monde du 24 octobre), le général André Kolingba définit ainsi, en mai dernier, la nature des charges pesant sur celui qui se fit nommer président, puis « empereur », le 4 décembre 1977, au cours d'une cérémonie grandiose et délicate, à laquelle assistaient des membres du gouvernement français de l'époque.

Le général Kolingba, au pouvoir à Bangui depuis septembre 1981, ajoutait : « Je ne souhaite pas pour Bokassa de revenir en Centrafrique, que le rôle qu'il a joué dans le retour à Bangui de M. Jean-Bedel Bokassa ne soit un exemple à ne pas suivre. »

Hypothèses toutefois hautement improbables : en cas de crise au Tchad, ce sont les troupes basées en Centrafrique qui seraient immédiatement envoyées sur place. Paris a donc tout intérêt à soutenir le régime de l'ancien empereur, le président centrafricain. Les généraux, commandés par des officiers français, peuvent donc à la sécurité, et la Caisse centrale de coopération économique et la FAC (Fonds d'aide et de coopération) aux finances.

Par quelle aberration de l'esprit, quel aveuglement, sur la loi de la justice, l'ex-empereur s'est-il ainsi jeté en pâture à un châtiment qu'il ne pouvait ignorer ? S'agit-il d'un « coup monté », comme le suggère le fils aîné de l'ex-empereur, M. Georges Bokassa ? Faut-il voir des arrière-pensées de politique intérieure française ou, au contraire, une volonté de « déstabiliser » le régime de Bangui ? Et si, au bout du compte, il s'agit simplement d'une « opération de police » chargée de surveiller discrètement M. Bokassa ? L'enquête à laquelle les autorités françaises, selon M. Denis Baudouin, porte-parole de l'Hotel Matignon, vont procéder permettra — peut-être — d'en savoir plus.

Un « coup monté » ? Par quelle aberration de l'esprit, quel aveuglement, sur la loi de la justice, l'ex-empereur s'est-il ainsi jeté en pâture à un châtiment qu'il ne pouvait ignorer ? S'agit-il d'un « coup monté », comme le suggère le fils aîné de l'ex-empereur, M. Georges Bokassa ? Faut-il voir des arrière-pensées de politique intérieure française ou, au contraire, une volonté de « déstabiliser » le régime de Bangui ? Et si, au bout du compte, il s'agit simplement d'une « opération de police » chargée de surveiller discrètement M. Bokassa ? L'enquête à laquelle les autorités françaises, selon M. Denis Baudouin, porte-parole de l'Hotel Matignon, vont procéder permettra — peut-être — d'en savoir plus.

Paradoxalement, une étincelle — et M. Bokassa, par ses révélations, peut-être un bon exemple — peut enflammer Bangui. On l'a vu lorsqu'un « journal français » s'est égaré sur un quartier de la capitale, en mars dernier, faisant tressailler et un mort, immédiatement, de violents manifestations antifrancophones ont eu lieu, que les autorités n'ont pu rapidement calmer.

La présence des EFAO (Emissaires français d'assistance opérationnelle) sur les rives de l'Oubangui est ressentie, par une partie de la population, comme pesante. Dans les quartiers populaires de la capitale, au « kilomètre 5 », ce cri de toutes les velléités de révolte, à Bay-Raba, Minkine, les goudables n'apprécient pas les hermines (ancien nom donné aux soldats français).

La présence des EFAO (Emissaires français d'assistance opérationnelle) sur les rives de l'Oubangui est ressentie, par une partie de la population, comme pesante. Dans les quartiers populaires de la capitale, au « kilomètre 5 », ce cri de toutes les velléités de révolte, à Bay-Raba, Minkine, les goudables n'apprécient pas les hermines (ancien nom donné aux soldats français).

La présence des EFAO (Emissaires français d'assistance opérationnelle) sur les rives de l'Oubangui est ressentie, par une partie de la population, comme pesante. Dans les quartiers populaires de la capitale, au « kilomètre 5 », ce cri de toutes les velléités de révolte, à Bay-Raba, Minkine, les goudables n'apprécient pas les hermines (ancien nom donné aux soldats français).

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

En dépit de réels efforts d'assainissement économique depuis deux ans, le régime du général Kolingba serait proche de la banqueroute si le « robinet » de l'aide française s'arrêtait brusquement.

A l'Elysée

M. Jean-Christophe Mitterrand est nommé conseiller aux affaires africaines et malgaches

M. Jean-Christophe Mitterrand a été nommé, jeudi 23 octobre, conseiller aux affaires africaines et malgaches à la présidence de la République, en remplacement de M. Guy Pénne (le Monde du 19-20 octobre). M. Jean Audibert, ambassadeur de France à Bruxelles, qui occupa les fonctions de directeur de cabinet de M. Jean-Pierre Cot lorsque celui-ci était ministre de la coopération, est nommé « conseiller diplomatique » aux côtés de M. Jean-Christophe Mitterrand.

« Monsieur fils »

Lorsque, le 3 août 1982, M. Jean-Christophe Mitterrand fut nommé adjoint de M. Guy Pénne, conseiller de M. François Mitterrand aux affaires africaines et malgaches, personne n'osa parler de nepotisme. Mais, ici et là, on s'étonna : le fils du président nommé à la présidence ?

« Mais, ici et là, on s'étonna : le fils du président nommé à la présidence ? »

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Journaliste à l'agence France-Presse depuis 1973, spécialiste du continent noir — il avait été en poste

Le séjour à Paris de Jonas Savimbi, chef de la rébellion angolaise

« Que peut-on faire pour vous aider ? »

M. Jonas Savimbi, qui se sent « choqué » d'être « vu comme un « délinquant », voire comme un « terroriste », par les autorités françaises, sous-estime son talent médiatique. Le chef des magnanimes anglois de l'UNITA, bien qu'officiellement boudé par le gouvernement, a, d'ores et déjà, marqué quelques points dans ce qu'il qualifie lui-même d'« offensive diplomatique ». Lors de son séjour à Paris, le 22 octobre par le président de l'Assemblée nationale, puis, jeudi, par une trentaine de députés de la majorité et du Front national, après avoir été écouté auparavant par une centaine de parlementaires européens, il a, en outre, pu s'exprimer librement devant les médias. L'homme, il est vrai, a un charisme certain, soutenu par une maîtrise parfaite de la langue française. Il sait faire vibrer une corde sensible — le « péril soviétique » en Afrique noire, condamne ses propres amis sud-africains pour cause d'apartheid, et ne dédaigne pas grand-chose, sinon un peu de compréhension pour son combat de « résistant ». Pour beaucoup de députés de la majorité, M. Chaban-Delmas en tête, la résistance, éternelle.

L'entourage de M. Chirac y était favorable, au nom de la logique : en substance, la guerre civile angolaise est dans une impasse militaire. MM. Savimbi et Dos Santos sont condamnés à s'entendre, tout ce que nous pouvons faire pour faciliter un dialogue entre les deux hommes sera bénéfique pour l'Angola. Le Quai d'Orsay, qui a multiplié les pressions en sens inverse, adoptait une attitude très classique : pas de vague, surtout à quelques semaines du sommet franco-africain de Lomé. Mercredi 22 octobre, les partisans d'une rencontre avec M. Chirac avaient apparemment gagné la partie : le premier ministre recevait M. Savimbi, discrètement et en terrain « neutre », à l'Hotel de Ville de Paris. Et puis, le soir même, on apprenait, de source proche de M. Chirac, que tout avait changé, après notamment les avis très négatifs donnés par des chefs d'Etat africains amis de la France. Bien sûr, cette décision ne vint pas forcément pour les conseillers du premier ministre, notamment M. Foccart, qui s'occupe des affaires africaines.

L'impression démentait que, « quel que soit », les députés étaient un peu gênés de s'afficher en compagnie d'un « délinquant » — notamment par le pays de l'apartheid. De plus, les députés du Front national — qui n'étaient pas invités — étaient nettement majoritaires. Qu'importe, les présents étaient sous le charme. M. Savimbi, tiré à quatre épingles dans un costume à col Mao vert bronze, cane à pommeau d'ivoire en main, voit clauder et regardé défilant, se penche adroitement à toutes les questions, et demeure impassible sous la tirade de compliments. « Que peut-on faire pour vous aider ? », demandait avec inquiétude plusieurs députés. M. Savimbi ne se fit pas prier : la France peut « mobiliser discrètement certains pays européens » pour que ceux-ci usent de leur influence auprès du régime de Luanda et l'amenent à composer, elle peut « encourager les Africains à parler de la guerre civile en Angola ». De toute façon, c'est l'Union soviétique qui est le plus grand ennemi de l'Angola. Il faut donc « défendre », dans la mesure où, si les Soviétiques réussissent à élargir la « Résistance », ils auront acquis « une position géostratégique incontestable », et ils remonteront « jusqu'au Gabon ».

L'UNITA, au dire de son chef, combat avec 6 000 hommes — la moitié organisée en « bataillons », l'autre moitié en « commandos » — face à 45 000 Cubains, 2500 Soviétiques, 3000 Allemands de l'Est, 3000 communistes portugais et 2000 Nord-Coréens ». C'est, a-t-il précisé à M. Chirac, Delmas, a envoyé 10 000 enfants angolais du quatre à sept ans à La Havane. M. Savimbi ne veut pas que l'on continue à « sacrifier toute une génération d'Angolais et, puisque la « solution militaire n'est pas viable, il faut négocier ». Car, M. Savimbi reconnaît être puissamment aidé, militairement, politiquement et financièrement, par les Etats-Unis, « deux pays africains », l'Afrique du Sud, mais, outre qu'il n'a pas « demandé » le soutien de Pretoria, celui-ci est obligatoire, dès lors que l'Angola est « condamné par la géographie ».

M. Savimbi n'a pas été « perdu » pour tout le monde. Tout ce que le Front national compte de baronnets : MM. Roger Holsinger, Pierre Berges, Jean-Pierre Stéris, l'UDF de « grands reporters » comme M. Jean-François Durand, et d'anti-marxistes purs et durs, tels MM. Frédéric Dupont, Gentier, Delille, le RPR de « battants », comme M. Robert-Aurélien Vivien, étaient présents, jeudi après-midi, dans un bureau du Palais-Bourbon, pour voter la loi sur la profession de foi « pour la liberté » de M. Savimbi. A vrai dire, cela ne faisait pas beaucoup de monde. M. Charles Millon (UDF), organisateur de la rencontre, eut beau expliquer qu'il avait reçu des « dizaines de lettres » de collègues qui étaient « restés » dans leur circonscription ou par l'examen du budget (l'hémicycle était pourtant désert, comme à l'habitude).

M. Savimbi n'a pas été « perdu » pour tout le monde. Tout ce que le Front national compte de baronnets : MM. Roger Holsinger, Pierre Berges, Jean-Pierre Stéris, l'UDF de « grands reporters » comme M. Jean-François Durand, et d'anti-marxistes purs et durs, tels MM. Frédéric Dupont, Gentier, Delille, le RPR de « battants », comme M. Robert-Aurélien Vivien, étaient présents, jeudi après-midi, dans un bureau du Palais-Bourbon, pour voter la loi sur la profession de foi « pour la liberté » de M. Savimbi. A vrai dire, cela ne faisait pas beaucoup de monde. M. Charles Millon (UDF), organisateur de la rencontre, eut beau expliquer qu'il avait reçu des « dizaines de lettres » de collègues qui étaient « restés » dans leur circonscription ou par l'examen du budget (l'hémicycle était pourtant désert, comme à l'habitude).

M. Savimbi n'a pas été « perdu » pour tout le monde. Tout ce que le Front national compte de baronnets : MM. Roger Holsinger, Pierre Berges, Jean-Pierre Stéris, l'UDF de « grands reporters » comme M. Jean-François Durand, et d'anti-marxistes purs et durs, tels MM. Frédéric Dupont, Gentier, Delille, le RPR de « battants », comme M. Robert-Aurélien Vivien, étaient présents, jeudi après-midi, dans un bureau du Palais-Bourbon, pour voter la loi sur la profession de foi « pour la liberté » de M. Savimbi. A vrai dire, cela ne faisait pas beaucoup de monde. M. Charles Millon (UDF), organisateur de la rencontre, eut beau expliquer qu'il avait reçu des « dizaines de lettres » de collègues qui étaient « restés » dans leur circonscription ou par l'examen du budget (l'hémicycle était pourtant désert, comme à l'habitude).

M. Savimbi n'a pas été « perdu » pour tout le monde. Tout ce que le Front national compte de baronnets : MM. Roger Holsinger, Pierre Berges, Jean-Pierre Stéris, l'UDF de « grands reporters » comme M. Jean-François Durand, et d'anti-marxistes purs et durs, tels MM. Frédéric Dupont, Gentier, Delille, le RPR de « battants », comme M. Robert-Aurélien Vivien, étaient présents, jeudi après-midi, dans un bureau du Palais-Bourbon, pour voter la loi sur la profession de foi « pour la liberté » de M. Savimbi. A vrai dire, cela ne faisait pas beaucoup de monde. M. Charles Millon (UDF), organisateur de la rencontre, eut beau expliquer qu'il avait reçu des « dizaines de lettres » de collègues qui étaient « restés » dans leur circonscription ou par l'examen du budget (l'hémicycle était pourtant désert, comme à l'habitude).

Force 10.
Des nœuds forts comme la mer.



Avec du câble marin d'acier et de l'acier, Fred crée des nœuds plats pour ses nouveaux bijoux Force 10.

FRED
JOAILLER

6, rue Royale, Paris. 42.60.30.65

Le Caridge, 74, Champs-Élysées, Hôtel Mérienne, Espace «Galerie Lafayette», Paris • Aéroport d'Orly, 21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Loews, Monte-Carlo, 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

Proche-Orient

Dans le sud du Liban au bord du chaos

La « loi » rampante du Hesbollah

A peine deux semaines après une trêve imposée par Damas, les combats ont repris, jeudi 23 octobre, entre chiïtes et Palestiniens dans le sud du Liban, autour du camp de Rachidiyeh, près de Tyr. Les affrontements, rapporte notre correspondant Lucien George, ont fait 14 morts et une vingtaine de blessés des deux côtés. Il est question d'un éventuel assaut

TYR
de notre envoyée spéciale

« Mort à la France ». Sur la guérite blanche surélevée du poste 3.11.A, l'inscription est bien visible. Des sacs de sable et des croix de fer — protections abandonnées —, c'est tout ce qu'il reste d'un des nombreux points de contrôle désertés par le contingent français de la FINUL. A l'entrée de l'ancien quartier général de Maarak, la pancarte « French Barr » est toujours en place, mais ce sont des soldats ghazis qui y ont pris position. Aucun n'est d'ailleurs visible. Dans ce « triangle de fer » de la résistance anti-Israélienne, devenu un haut lieu du Hesbollah, soldats sépals et ghazis qui remplacent les Français, ont abandonné les contrôles routiers et se sont retranchés dans leurs postes.

A l'entrée d'Abbassieh, là où ont commencé les incidents du 11 août, un soldat sépal regarde en souriant, du haut de sa guérite, passer les voitures. Ce qu'il transporte, qui le occupe, cela n'est plus son problème. A Jouza, gros bourg de 15 000 habitants où les émigrés chiïtes d'Afrique mesurent leur réussite à la grandeur de leur maison, le PC français demeure. Dans leur villa du haut du bourg, environ 160 000 hommes témoignent encore de la présence française. Avec les deux autres postes occupés chacun par une soixantaine d'hommes, c'est tout ce qui reste du contingent français de la FINUL en zone d'opération. Les soldats ne sont pratiquement plus, et la nuit, ils sont à leur poste de combat ou dorment dans les abris. Leur mission essentielle est de se protéger ; leur « redéploiement » a toutes les allures d'un repli précédent le départ en cas de nouveau coup dur. Que pourraient-ils d'ailleurs faire retranchés derrière leur barrière de terre qu'ils renouent sans arrêt ?

Coups de la population, donc de l'essentiel des renseignements, ils ont perdu « oreilles et yeux », ce qui ne manque pas d'inquiéter leurs officiers. L'arrêt du harcèlement de la FINUL depuis trois semaines — aucun indice n'a été décelé depuis le 28 septembre — n'est considéré que comme une pause à laquelle chacun trouve des explications différentes. La plus évidente étant peut-être que le repli sur des postes mieux protégés et plus faciles à défendre complique la tâche des agresseurs. A moins aussi, estiment certains, que la menace d'un départ trop précipité de la FINUL ne contrarie les plans du Hesbollah, qui souhaite, peut-être, garder encore un peu de cette force en gage comme une carte à négocier dans un éventuel règlement de la question du Sud.

Des experts iraniens

Le départ de la FINUL, tout le monde en est pour une fois d'accord, évoquera un immense chaos au sud du Liban dont nul ne peut prévoir exactement qui en sortira vainqueur. Quel qu'il en soit, il ne fait pas de doute que le Hesbollah gagne chaque jour du terrain et que l'emprise iranienne est de plus en

plus évidente. Au niveau militaire, les moyens importants et sophistiqués utilisés avec une efficacité redoutable contre la FINUL ou contre l'Armée du Liban du sud (ALS, milice créée cette année et financée par Israël) laissent penser que des officiers iraniens conseillent directement sur le terrain leurs fidèles. Si les camps d'entraînement du Hesbollah se situent toujours dans la Bekaa, plusieurs témoignages confirment que des Iraniens, religieux ou militaires, font des va-et-vient au Liban sud.

La force militaire du Hesbollah reste difficile à évaluer avec précision, car ses miliciens ne se déplacent pas souvent comme tels et n'ont pas, contrairement à la milice Amal, de casernes ou de permanences bien établies. « Les mosquées ou les maisons leur servent de caches d'armes », confie un habitant de la région, et ils opèrent par petits groupes bien structurés. Leur commandement sous la direction d'Iraniens est de loin le plus rigoureux. Ils n'ont pas de problèmes d'armement ni de financement, étant de loin aujourd'hui les miliciens les mieux payés du Liban, environ 4 000 LL par mois, contre 2 à 3 000 LL pour Amal ou le PSP (Parti socialiste progressiste à majorité druze). L'Iran, estime-t-on, dépense environ chaque mois au Liban 7 à 9 millions de dollars. Avec un dollar coté à 45 LL, son moyen d'action est considérable, et on comprend mieux ainsi que certains chefs de villages puissent payer de 300 à 400 dollars une opération contre un poste de la FINUL.

Le retour palestinien

Cette force nouvelle du Hesbollah, qui recrute surtout parmi les jeunes, ne doit pas occulter le fait que le mouvement n'est pas populaire dans les milieux chiïtes du Sud. La grande majorité des habitants le rejette parce que trop lié aux Iraniens et parce qu'ils ont le sentiment qu'ils vont être une nouvelle fois sacrifiés. D'autre part, la soif de pouvoir, d'hégémonie des jeunes cheikhs hebzollahs indispose les notables religieux traditionnels qui veulent fonder leur pouvoir. L'ayatollah Meckhidi, le président de l'assemblée des experts qui en juillet dernier avait consacré le triomphe du dauphin, l'ayatollah Meckhidi, dont le gendre est le redoutable hodojolehman Ray-Chari, le ministre des renseignements, a lancé vers la fin de l'été une véritable campagne contre Montazeri en affirmant qu'il existait dans le pays un fort courant favorable à la création d'un conseil de tutelle de trois ou cinq religieux en cas de disparition de l'imam.

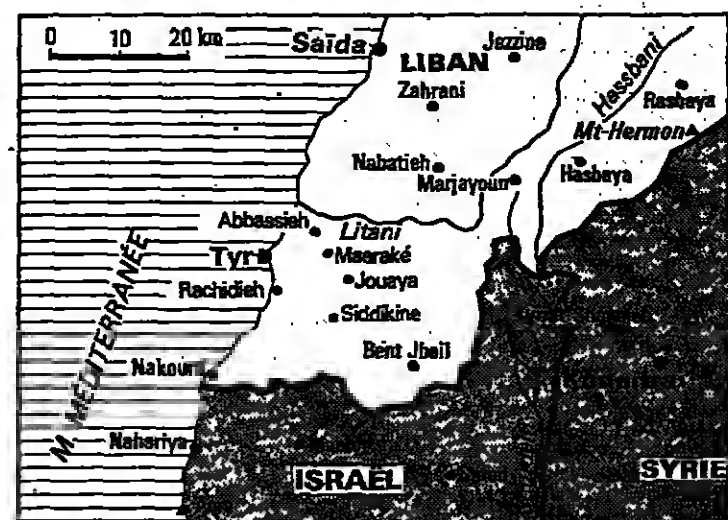
Interrogé à ce sujet par le religieux de Qom, M. Ali Akbar Khomeini, le machiavélique fils de l'imam, laissait aussitôt entendre que son père n'était pas favorable à la désignation de l'ayatollah Montazeri comme son unique successeur, mais penchait plutôt vers la formule collective prévue par la Constitution (1). A la même époque, c'est-à-dire vers la fin de septembre, la radio iranienne consacre certaines des déclarations politiques de l'ayatollah Montazeri et le bureau de l'imam, ainsi que son fils Ali Akbar, manifestent de nouveaux des faibles (avis religieux), une prérogative qui avait, pendant près d'un an été celle de l'ayatollah Montazeri en sa qualité de successeur désigné. Ce dernier exprimait aussitôt son mécontentement en quittant son domicile de Qom pour aller « boudier » à Najafabad, sa ville natale.

En fait, le véritable animateur de la lutte contre l'ascension de l'ayatollah Montazeri semble être le hodojolehman Rafsanjani, le tout puissant et ambitieux président du Parlement, qui est en même temps le représentant de l'imam au sein du Conseil supérieur de défense. Ne possédant, vu son jeune âge, aucune des qualifications religieuses qui auraient pu le catapultier au sommet du régime islamique après la disparition de l'imam, il favorise depuis un certain temps la formule du conseil de tutelle où il pourrait continuer à jouer un rôle déterminant dans la politique iranienne, avec l'aide des autres religieux hostiles au régime de l'ayatollah Montazeri.

contre le camp (qui abrite 15 000 personnes) par les miliciens du mouvement chiïte Amal. L'objectif serait de refouler les Palestiniens plus au nord, vers la ville de Saïda (à majorité sunnite) où ils sont déjà fortement implantés. Amal a entrepris, d'autre part, des perquisitions dans deux autres camps palestiniens de Tyr.

Interdit toute expression politique autre que celle de ces deux milices. Des milices qui, au niveau de la base sont quasiment interchangeables.

Chef d'Amal pour la région de Tyr, Daoud Daoud, qui n'entrevoit



que des rapports distants avec Nabih Berrî à Beyrouth, est surtout préoccupé par l'affirmation de son autorité sur la région. Celle-ci dépend tout à la fois de sa capacité à résister aux Hesbollahs et d'un *modus vivendi* non avoué avec Israël. Seule l'application de la réso-

lution 425, qui exige le retrait d'Israël du Liban, proclament les responsables d'Amal, peut sauver la situation au Sud, en coupant l'herbe sous le pied du Hesbollah, allié dans sa lutte contre Israël aux Palestiniens. Sans être revenu à la situation

Plusieurs Palestiniens ont été arrêtés ; une centaine ont déjà été refoulés près de Saïda et un millier d'autres s'apprêtaient à prendre le même chemin. Les hostilités ont été relancées par un raid palestino-chiïte contre un poste d'Amal au nord du camp de Rachidiyeh, au cours duquel 7 miliciens chiïtes ont été tués et 6 autres blessés.

Une requête que l'on rejette, toutes organisations confondues — y compris le Front de salut national, allié inconditionnel de Damas, chez les Palestiniens — qui retrouvent leur unité dans les combats contre la milice chiïte Amal.

Dans ces conditions, une guerre interchiïte n'est plus totalement à exclure au Sud, et elle aurait, inévitablement, au caractère syro-iranien, la Syrie soutenant Amal, l'Iran les Hesbollahs.

La maintenance de la FINUL n'a d'intérêt, dans cette situation, que de geler la situation, les protagonistes fournissant leurs armes. Les discussions sur une éventuelle parti-

D'autre part, à Beyrouth-Ouest, l'attaché militaire grec a échappé, jeudi, à un enlèvement, tandis que l'ambassade soviétique a essuyé des tirs d'origine mystérieuse la nuit précédente. Autant d'incidents qui remettent en cause le plan de pacification de la partie musulmane de la capitale imposé par les Syriens en juillet dernier.

La situation de la FINUL dans le maintien de la sécurité au Sud ne sont pas prises très au sérieux en haut lieu à Beyrouth. Quelle armée dit-on et avec quelles consignes ? Sans consensus national sur l'avenir du Sud que pourrait faire l'armée libanaise prise entre des milices aux objectifs différents ? L'essentiel dit-on est de gagner du temps pour tenter de négocier un accord libano-syrien avant le renouvellement du mandat de la FINUL le 19 janvier prochain.

Si, la FINUL partie, le Sud-Liban n'échappera pas au chaos. Sans prévoir une nouvelle occupation israélienne, le scénario le plus souvent admis est celui d'opérations ponctuelles de l'armée israélienne qui aurait pour effet de faire fuir une nouvelle fois les habitants vers Beyrouth et sa banlieue et de transformer le Sud-Liban en terre brûlée. Une terre sur laquelle l'Iran tente d'imposer sa loi pour peser sur le conflit et les protagonistes du conflit du Moyen-Orient. Inquiet de cette évolution, Damas ne peut rêver que pas ses alliés Amal, mais on voit mal comment la Syrie pourrait mettre en pas directement les Hesbollahs alors qu'Israël occupe toujours le Sud-Liban. « Débarrassez-vous d'Israël », on répète ensuite le problème du Hesbollah disant en chœur les dirigeants libanais, mais visiblement M. Shahrîr ne l'entend pas de cette oreille.

FRANÇOISE CHÉPAUX.

Le « dauphin » de l'imam Khomeiny écarté

La guerre de succession s'aggrave en Iran

(Suite de la première page.)

Il est peu probable que l'ayatollah Montazeri puisse un jour renverser la situation en sa faveur. En Iran, plus qu'ailleurs, la roche tarpeuse se trouve près du Capitole.

Paradoxalement, le premier coup porté à l'ayatollah Montazeri est venu de son propre camp. L'ayatollah Meckhidi, le président de l'assemblée des experts qui en juillet dernier avait consacré le triomphe du dauphin, l'ayatollah Meckhidi, dont le gendre est le redoutable hodojolehman Ray-Chari, le ministre des renseignements, a lancé vers la fin de l'été une véritable campagne contre Montazeri en affirmant qu'il existait dans le pays un fort courant favorable à la création d'un conseil de tutelle de trois ou cinq religieux en cas de disparition de l'imam.

Interrogé à ce sujet par le religieux de Qom, M. Ali Akbar Khomeini, le machiavélique fils de l'imam, laissait aussitôt entendre que son père n'était pas favorable à la désignation de l'ayatollah Montazeri comme son unique successeur, mais penchait plutôt vers la formule collective prévue par la Constitution (1).

A la même époque, c'est-à-dire vers la fin de septembre, la radio iranienne consacre certaines des déclarations politiques de l'ayatollah Montazeri et le bureau de l'imam, ainsi que son fils Ali Akbar, manifestent de nouveaux des faibles (avis religieux), une prérogative qui avait, pendant près d'un an été celle de l'ayatollah Montazeri en sa qualité de successeur désigné. Ce dernier exprimait aussitôt son mécontentement en quittant son domicile de Qom pour aller « boudier » à Najafabad, sa ville natale.

En fait, le véritable animateur de la lutte contre l'ascension de l'ayatollah Montazeri semble être le hodojolehman Rafsanjani, le tout puissant et ambitieux président du Parlement, qui est en même temps le représentant de l'imam au sein du Conseil supérieur de défense. Ne possédant, vu son jeune âge, aucune des qualifications religieuses qui auraient pu le catapultier au sommet du régime islamique après la disparition de l'imam, il favorise depuis un certain temps la formule du conseil de tutelle où il pourrait continuer à jouer un rôle déterminant dans la politique iranienne, avec l'aide des autres religieux hostiles au régime de l'ayatollah Montazeri.

La « trahison »

De plus en plus d'ailleurs, M. Rafsanjani fait figure de numéro deux du régime islamique et de successeur de facto de l'imam. Il joue un rôle plus prépondérant non seulement dans les affaires intérieures du pays, mais aussi, et surtout, dans la conduite de la guerre, qui jusqu'à tout récemment encore relevait du fameux domaine réservé de l'imam. C'est ainsi que le président du Majlis vient de faire approu-

ver par le conseil supérieur de défense une nouvelle stratégie militaire qui renvoie pratiquement aux calendes grecques la « nouvelle offensive imminente et définitive » de la fin de l'été.

L'hodojolehman demeure toujours partisan d'une mobilisation générale et d'une guerre à outrance

nationales de la révolution islamique ». Le MLI est présidé par Sayed Mehdi Hachemi, qui est le frère du gendre de l'ayatollah Montazeri.

Personnage fort controversé, Sayed Mehdi Hachemi avait été, sous le régime du chah, condamné à la prison à perpétuité pour avoir dirigé de ses propres mains, en



contre le régime basiste, mais la nouvelle stratégie qu'il préconise tend essentiellement à anéantir les alités régionaux et internationaux de l'Irak à mettre fin au soutien qu'ils apportent au président irakien Saddam Hussein. Dans ce but, M. Rafsanjani a récemment multiplié les paroles rassurantes, faisant notamment savoir que l'Iran ne mettrait pas en cause, en cas de départ de Saddam Hussein, l'unité et l'intégrité de l'Irak et serait prêt à négocier avec le nouveau régime de Bagdad, « même si ce dernier était pro-américain ». Il a également fait savoir que l'Iran était prêt à abandonner toutes ses velléités passées d'imposer à l'Irak un régime islamique et a enfin assuré que Téhéran garantirait la sécurité et l'intégrité de tous les régimes du Golfe, mettant ainsi une sourdine au sacro-saint principe islamique de l'exportation de la révolution dans les pays du Golfe.

Les prises de position de M. Rafsanjani ont été aussitôt qualifiées de « capitulation » par les milieux jusqu'adhésionistes de Téhéran, qui ont crié à la « trahison ». Le plus solennel des destructeurs de la nouvelle stratégie militaire a été le Mouvement de libération islamique (MLI), qui s'occupe dans le corps des pèlerins des « brigades inter-

L'enlèvement du diplomate syrien

Sayed Mehdi Hachemi, qui comme la plupart des dirigeants du MLI entretient d'excellentes relations avec la Libye, a été le premier à s'opposer à la stratégie de M. Rafsanjani, en affirmant qu'elle « bradait la révolution islamique », « abandonnait à leur sort les mouvements de libération islamiques » et « assurait la victoire de la Syrie », laquelle, selon lui, est chargée d'assurer au niveau international l'application du nouveau plan du président du Majlis. Il est maintenant établi que ce sont les partisans de Sayed Mehdi Hachemi qui ont enlevé et passé à tabac, le 3 octobre dernier, M. Ayat Mahmoud, le chargé d'affaires syrien à Téhéran, « pour lui donner une bonne leçon » et « lui apprendre à ne pas se mêler des affaires intérieures iraniennes ».

M. Ayat a été accusé par ses rivaux d'être intervenu dans les pro-

blèmes de la succession et d'avoir complotté contre l'ayatollah Montazeri.

L'arrestation de M. Ayat, qui n'a été libérée que grâce à l'intervention rapide et personnelle d'Ali Akbar Khomeiny, a été le point de départ du déclin de l'ayatollah Montazeri et de ses amis. Quelques jours seulement après la libération du diplomate syrien, l'hodojolehman Ray-Chari ordonnait l'arrestation de Sayed Hachemi. Des tonnes de documents compromettants, dont des copies de faux papiers et titres de voyage, ont été saisis à cette occasion dans les bureaux du MLI. Le lendemain, c'était au tour du frère de Mehdi Hachemi d'être arrêté.

L'ayatollah Montazeri semble cette fois personnellement visé, puisque l'ayatollah Khomeiny, son grand-père, son chef de cabinet et son homme à tout faire. Le dauphin de l'imam sort de sa retraite de Najafabad et se précipite au Jomaran, où il est reçu par l'imam Khomeiny en présence du président de la République, M. Khamenei, et de son premier ministre, M. Mir Mousavi. Il défend énergiquement ses proches et clame qu'il est la victime d'un complot, avant de présenter sa démission de son poste de dauphin.

L'imam Khomeiny, tout en insistant sur le fait qu'il est opposé à l'existence d'un Etat au sein de l'Irak — ce qui semble indiquer qu'il éprouve les thèses des adversaires de l'ayatollah Montazeri — confie à M. Khamenei et Mir Mousavi la mission de régler cette affaire à l'amiable. Il affirme cependant que la décision d'accepter ou de rejeter la démission de Montazeri appartient en dernier ressort à l'assemblée des experts. Depuis, les deux frères Hachemi ont été libérés sous caution, mais des dizaines de leurs collaborateurs sont encore sous verrous, et les bureaux du MLI demeurent toujours fermés.

Au-delà des péripéties de la succession qui n'en finissent plus, cette grave crise interne concerne l'avenir du Mouvement de libération islamique et les modalités d'exportation de la révolution islamique dans le monde. Jusqu'à présent, l'ayatollah Montazeri avait su faire sa chasse gardée de cette entreprise. Le ministère des affaires étrangères a de tout temps résisté que le MLI soit placé sous sa supervision. Il en est de même du ministère des renseignements, qui a estimé qu'il lui revenait de contrôler l'exportation de la révolution. Qui désormais contribuera le MLI ? De la réponse à cette question dépendra en grande partie le comportement de la République islamique sur la scène internationale.

JEAN GUEYRAS.

(1) En l'absence d'un consensus sur le choix du successeur, l'assemblée des experts devra, selon la Constitution, désigner un conseil de tutelle comprenant trois ou cinq religieux.

En Une Demi Heure,
vos Repas CHEZ VOUS
par « LAYRAC à domicile »
en téléphonant à 46.34.21.40
(Vous pouvez choisir votre Menu sur MINUTEL à 43.31.24.24)

(Publicité)

UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE
APPRENEZ LE CHINOIS
EN CHINE
dans une grande université
Pékin, Shanghai, Canton...
PLACES LIMITÉES
A partir de février 87, UN SEMESTRE 15.500 F + droits inscription. Logement compris.
CEPES, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.45.03.19 ou 47.22.94.94.

(Publicité)

LANGUES'O

Initiations linguistiques
en formation continue

ARABE - CHINOIS - HINDI - JAPONAIS - RUSSE, etc.

INSTITUT NATIONAL DES LANGUES ORIENTALES

Tél. : 42-70-70-40 (poste 227) de 14 h à 17 heures

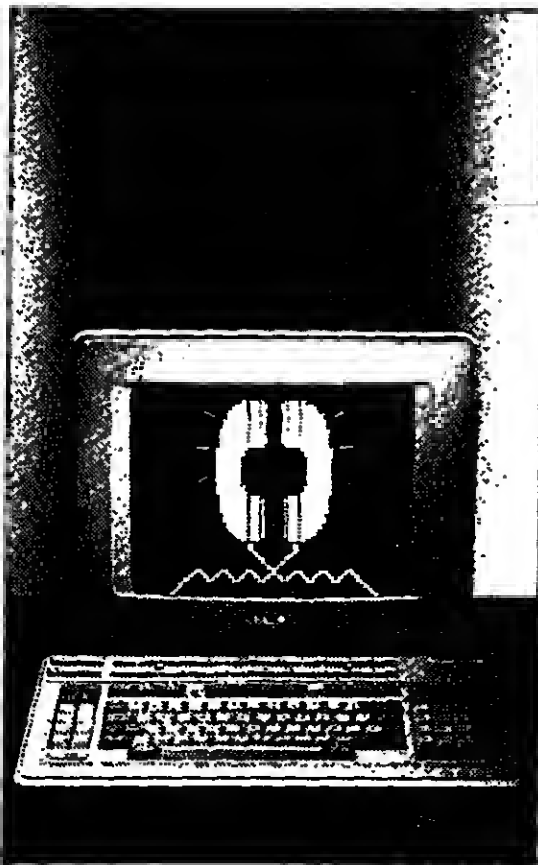
مكتبة القرآن

I SVERIGE * FÖRENLÄR ETT TRÄD FÖRBINDELSERNA PÅ NÄTET.

* En Suède un arbre facilite les liaisons sur le réseau.

Il y a cinq ans, Televerket (les télécommunications suédoises) cherchait un partenaire pour faire évoluer son réseau national. En concurrence avec tous les grands de l'informatique présents sur la place, c'est BULL qui fut choisi. L'avance des solutions BULL pour la gestion des réseaux était ainsi reconnue. De ce partenariat sont nées des solutions neuves, audacieuses, compétitives. En 1986, et dans le cadre d'accords de coopération BULL Suède et les Télécommunications continuent de bâtir un réseau télématique des plus modernes. Pour les Suédois, cette collaboration prend les formes d'une "success story".

BULL Suède est par ailleurs un des créateurs avec BULL Norvège et BULL Danemark de Nordic Bull Net A/S, filiale spécialisée dans le développement de solutions informatiques et de produits de réseaux s'intégrant dans le cadre de l'architecture de systèmes distribués DSA. L'activité de Nordic Bull Net A/S se fera en étroite coopération avec l'ensemble du groupe BULL et les utilisateurs scandinaves.



Aujourd'hui, BULL Suède, avec 300 personnes, est la première société française de Suède. Bien représentée dans le secteur public, BULL Suède compte également de nombreux clients dans la

Banque, les Assurances, l'Industrie et la Distribution. Partout, ses clients sont à l'avant-garde dans leur domaine. Les solutions BULL marquent des points car leur adaptabilité à des métiers différents, à des entreprises de tailles différentes, garantit plus de pertinence, plus d'efficacité. Cette souplesse favorise le partenariat que BULL entend développer avec ses clients.

Le développement de BULL Suède tient sans doute à sa capacité d'offrir aux Suédois des solutions globales et intégrées mais aussi ouvertes car compatibles avec les standards internationaux. Cela veut dire une informatique plus communicante. Une informatique qui, tous les jours, donne à ses utilisateurs plus de liberté pour mieux développer leur entreprise.

Stellan Horwitz
Directeur Général
de BULL Suède



Washington met fin à la « guerre des diplomates »

Les Etats-Unis ont décidé, jeudi 23 octobre, de mettre fin au moins provisoirement à la « guerre des diplomates », en réagissant avec modération aux mesures annoncées la veille par Moscou.

M. Charles Redman, nouveau porte-parole du département d'Etat, n'a pas annoncé en effet de nouvelles expulsions de diplomates soviétiques. Tout en jugeant « injustifié » l'expulsion par Moscou de cinq diplomates américains, il a ajouté : « Nous espérons que cette question est maintenant derrière nous », et fait valoir qu'il n'avait désormais de « s'efforcer de résoudre les questions affectant plus largement les relations américano-soviétiques et de construire à partir des progrès enregistrés à Reykjavik ».

Alors que les autorités américaines cherchaient à justifier leur ordre d'expulsion de cinquante-cinq diplomates soviétiques en soulignant qu'il avait permis de « décapiter » le réseau d'espionnage aux Etats-Unis du KGB et du GRU (les services de renseignement civils et militaires soviétiques), certains responsables reconnaissent que la riposte du Kremlin allait sérieusement perturber le fonctionnement de leur ambassade à Moscou.

Outre les inconvénients qu'il présente pour les diplomates américains à Moscou et à Leningrad, le départ des deux cent soixante employés soviétiques — cuisiniers, chauffeurs, mécaniciens, femmes de ménage, employés administratifs et autres — risque de s'avérer coûteux à plus d'un titre pour les Etats-Unis. Il leur

faudra « importer » un certain nombre d'employés spécialisés américains — qu'il faudra payer en dollars et suffisamment pour qu'ils acceptent d'aller à Moscou — et ceux-ci prendront en outre la place de diplomates américains du fait du plafond de 251 personnes imposé unilatéralement par Washington.

Washington risquait donc d'avoir du mal à répliquer du tac au tac au dernier coup de Moscou dans ce jeu d'échecs, car les Soviétiques n'emploient quasiment aucun Américain dans leurs représentations aux Etats-Unis.

M. Kampelman à Paris

A Moscou, la plupart des employés soviétiques de l'ambassade américaine avaient reçu mercredi soir ou tôt jeudi matin un coup de téléphone leur enjoignant de ne pas se rendre au travail. D'autres sont venus à l'ambassade mais n'ont pas été autorisés à y pénétrer. Les employés soviétiques étaient fournis à l'ambassade par un organisme gouvernemental, la direction pour les services du corps diplomatique dépendant en principe du ministère des affaires étrangères. Conséquence symbolique de la nouvelle situation : l'ambassadeur Arthur Hartman est arrivé à son bureau en conduisant lui-même sa Mercedes, en l'absence de son chauffeur soviétique.

Tandis qu'à Washington le chancelier Kohl se disait convaincu, au terme d'entretiens avec les respon-

bles américains, qu'un nouveau sommet entre MM. Reagan et Gorbatchev aura lieu en 1987, M. Max Kampelman, chef de la délégation américaine aux pourparlers de Genève sur les armements nucléaires et spatiaux, s'est entretenu jeudi avec M. Mitterrand et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. Il a admis que des « responsables français » lui avaient fait part de leur préoccupation au sujet de l'élimination éventuelle des armes nucléaires américaines en Europe dans le cadre de « l'option zéro » discutée à Reykjavik, mais ajouta qu'il n'avait été confronté à « aucune crainte de découplage » de la part des alliés de Washington dans ses entretiens à Rome et à Paris. (AFP, AP.)

Une résolution du Parlement européen. — A Strasbourg, nous signalons notre correspondent, une courte majorité de socialistes, de communistes et de pacifistes au Parlement européen a refusé à faire voter, par 129 voix pour, 126 contre et 3 abstentions, une résolution d'une rare sévérité pour ce genre de texte. Ce texte « regrette profondément que l'attachement inflexible des Américains à l'initiative de défense stratégique ait fait manquer une occasion historique de réduire sensiblement le nombre des missiles stratégiques et de supprimer tous les missiles à moyenne portée en Europe » et considère comme « absolument inadmissible qu'un programme tel que l'OSD, qui sert actuellement les Etats-Unis, fasse obstacle à la prise de mesures visant au désarmement ».

En marge de la querelle

La double fonction des employés soviétiques

M. Gorbatchev a sans aucun doute compliqué la vie quotidienne des diplomates américains en poste à Moscou en leur supprimant les services des deux cent soixante employés soviétiques mis à leur disposition (moyennant d'ailleurs des salaires deux ou trois fois supérieurs à ceux en vigueur dans le pays, sans compter des avantages de toutes sortes). Il n'est pas sûr, cependant, que cette mesure ait fait plaisir à tous les dirigeants soviétiques, à commencer par les responsables du KGB.

Cuisiniers, chauffeurs, femmes de ménage et interprètes soviétiques mis à la disposition des Occidentaux résident en URSS constituent, en effet, volontairement ou par nécessité, une partie importante du dispositif de surveillance dont les diplomates et les correspondants sont les victimes. Ration du salaire exceptionnel qu'ils reçoivent : tous sont obligés de faire rapport sur les activités de leurs maîtres, leurs conversations, leurs fréquentations, leurs déplacements, leurs lectures. Tous, bien sûr, n'y mettent pas la même zèle, et ce sont parfois des rapports étranges — faits de méfiance mais aussi de sympathie et de condescendance — qui s'échangent entre Occidentaux et certains de leurs employés soviétiques.

Tous les employés dépendent d'un organisme unique et central, le Service pour le corps diplomatique, connu uniquement

sous son sigle russe, l'OuPK. En principe, l'OuPK, dont dépend aussi une grande partie de la vie quotidienne des résidents étrangers, est une annexe du ministère des affaires étrangères. En fait, il est étroitement contrôlé par le KGB : il y a quelques années encore, c'était d'ailleurs un général (en civil) qui le dirigeait.

Infestée de systèmes d'écoute

Les employés soviétiques ne constituent pas cependant le seul moyen de recueillir des informations sur les résidents étrangers. Outre les écoutes téléphoniques, il faut signaler notamment les innombrables micros placés dans les murs des ambassades et des appartements. Dernier exemple : les autorités américaines envisagent très sérieusement de faire raser la nouvelle chancellerie en construction à Moscou tant elle est déjà infestée de systèmes d'écoutes.

C'est pour tenter de dépiécer ces systèmes que les grandes ambassades font régulièrement l'objet d'une inspection minutieuse par des techniciens venus de leur pays d'origine. De toute façon, les conversations sensibles entre diplomates ont lieu dans des chambres fortes inscrites dans des bâtiments construits en Occident, et dont les employés soviétiques ne peuvent pas en principe approcher.

La rareté des employés soviétiques va contrairement les femmes

des diplomates américains à retourner à leurs foyers et à servir à table. Il oblige aussi les autorités américaines à utiliser une partie de leur quota diplomatique pour fournir un minimum de chauffeurs et d'employés aux diplomates en poste à Moscou et à Leningrad. Les Américains ne sont, sur ce terrain, aucune possibilité de représailles puisque les ambassades soviétiques n'emploient pratiquement pas de citoyens étrangers. Tous les chauffeurs, serveurs et autres cuisiniers sont soviétiques et sont souvent haut en grade dans l'armée de l'ombre.

Le nouveau quota auquel veulent se tenir les Etats-Unis est de 251 diplomates dans chaque pays (225 à Moscou comme à Washington et 26 au consulat de Leningrad et à celui de San-Francisco). C'est la première fois que cette règle de la réciprocité est imposée à l'Union soviétique. En règle générale, l'URSS possède en effet des effectifs bien supérieurs dans ses ambassades à ceux des ambassades étrangères à Moscou. A Paris, par exemple, on compte 68 diplomates soviétiques accrédités et 110 collaborateurs n'ayant pas le statut diplomatique, alors qu'on ne compte que 47 diplomates français à Moscou et 82 collaborateurs non diplomatiques. Les effectifs du consulat soviétique de Marseille sont de 19 ; ceux du consulat de France à Leningrad se montent à 7.

J. A.

En présentant le budget du Quai d'Orsay à l'Assemblée nationale M. Raimond affirme que « la France continuera d'assumer ses responsabilités » au Liban

A l'occasion de la discussion, ce vendredi matin 24 octobre, du budget des affaires étrangères à l'Assemblée nationale (le Monde du 11 octobre), M. Jean-Bernard Raimond a prononcé devant les députés un discours dont on trouvera ci-dessous les principaux points.

CONFLIT ISRAËLO-ARABE

Si nous sommes ouverts à la proposition d'origine soviétique d'une conférence internationale précédée d'un comité préparatoire, comprenant notamment les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, c'est sans nous dissimuler les difficultés de cette proposition, compte tenu de la volonté de certaines des parties intéressées de privilégier des négociations bilatérales ; c'est en ayant conscience, aussi, qu'Israël ne se montre pas hostile à un forum international sous certaines conditions ; c'est enfin parce que, depuis l'échec de l'initiative jordanienne lancée en février 1985, il n'y a pas eu d'autre initiative.

FINUL

Dès le mois d'avril, c'est-à-dire bien avant les incidents de cet été, le gouvernement français a demandé au Conseil de sécurité de ne pas renouveler automatiquement pour six mois le mandat de la FINUL, parce que la situation au sud du Liban s'était radicalement transformée. En même temps, nous demandions à être relayés de la mission

logistique que la France seule n'a cessé d'accomplir depuis la création de la Force. Nous avons rencontré l'indifférence générale, ce qui prouve qu'au mois d'avril, nous étions seuls à analyser correctement la situation. Nos appréhensions se sont, hélas, cruellement vérifiées, et notre contingent a payé un lourd tribut. On a voulu à cette occasion faire croire qu'il était visé en tant que tel. (...) N'en doutons pas : c'est la FINUL en son entier, l'Occident, que certains forces au Moyen-Orient veulent chasser (...). C'est à la communauté internationale de dire de quelle façon la Force pourra poursuivre sa mission, car on imagine trop bien les conséquences qu'aurait inévitablement son départ. La France continuera d'assumer ses responsabilités, selon des modalités qui dépendront à la fois de sa propre analyse de la situation et des dispositions qui seront arrêtées à New York.

TERRORISME

La France s'est prononcée en faveur de la coopération internationale. (...) Mais nous ne sommes ni pour la multiplication des instances ni pour la création d'organismes qui échapperaient au contrôle politique et à la souveraineté de chaque Etat. Quant aux sanctions à prendre contre les Etats tiers, il faut faire les distinctions nécessaires. Les attentats à Paris, en septembre, ont coïncidé avec d'autres affaires. (...) Il était tentant de voir là une vague de terrorisme concerté. Pour à peu,

l'opinion a pris conscience que ces actions terroristes étaient plus complexes. Je rappellerai simplement que la mise en cause d'Etats tiers ne peut se fonder que sur des preuves.

AFRIQUE DU SUD

La politique du gouvernement (...) poursuit deux objectifs : maintenir les chances d'un dialogue susceptible de déboucher sur la coexistence des communautés qui composent la République sud-africaine et exercer une pression sur le gouvernement de Pretoria pour qu'il s'engage dans cette politique de dialogue. C'est la raison pour laquelle nous sommes favorables à des mesures restrictives, mais prises par les Douze. (...) En revanche, nous estimons que des sanctions obligatoires (...), tout en étant d'une efficacité discutée, ruinerait toute chance de dialogue.

SOMMET DE REYKJAVIK

La rencontre n'est pas en elle-même, contrairement aux premières affirmations des participants, un échec, mais devrait inciter nos alliés américains à une réflexion approfondie sur les aléas et les conséquences d'un désarmement nucléaire qui passerait sur les liens politiques et de sécurité existant entre l'Europe et les Etats-Unis.

CONSTRUCTION EUROPEENNE

Les modifications institutionnelles — extension du vote à la majorité qualifiée, accroissement des compétences d'exécution de la Commission, plus grande consultation de l'Assemblée européenne — n'entraînent pas de transfert de souveraineté, et n'affectent pas l'équilibre des pouvoirs dans la Communauté. Le compromis de Luxembourg garde toute sa valeur ; les acquis des politiques communes, et en particulier ceux de la politique agricole, sont préservés. (...) L'acte unique (...) apparaît ainsi comme un pas modeste, mais nécessaire, dans une construction européenne à long terme, certes difficile, mais qui a fait la preuve de sa solidité.

(1) Conclut entre les Douze à Luxembourg, le 22 décembre 1985, pour la mise en œuvre, à partir du 1er janvier 1986, l'Union européenne, et qui devrait être ratifiée par le Parlement français en novembre prochain (NDLR).

M. Bandonin dément qu'il y ait des « tractations pour la vente de nouveaux armements » à la Syrie

M. Denis Bandonin, le porte-parole du premier ministre, a opposé, jeudi 23 octobre, « au démenti catégorique » à des informations faisant état de négociations, actuellement, entre la France et la Syrie à propos de contrats en matière d'armement.


« La Syrie », a affirmé M. Bandonin, en réponse à des questions, dispose d'armements européens. C'est vrai. Et c'est vrai, aussi, que les commandes antérieures passées à la France, comme à ces autres pays européens, sont honorées. Mais il n'y a pas de tractations, actuellement, pour la vente de nouveaux armements français. J'oppose le même démenti catégorique à la rumeur prochaine, ou non, posant la même question sur de tels contrats.

Approvisionnée en majorité par l'Union soviétique, la Syrie a acheté à la France, principalement, des systèmes d'armes antichars, comme l'hélicoptère Gazelle équipé de missiles anti-chars Hot ou comme le missile anti-chars portatif Milan pour l'infanterie. Elle a aussi acquis deux avions de liaison Falcon-20, pour le transport des personnalités politiques et les chefs militaires.

Lors de la visite à Paris, en juillet dernier, du vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, le délégué syrien a eu l'occasion d'indiquer à des industriels français de l'armement qu'elle était intéressée par l'achat de certains types de matériels militaires français : il s'agit, notamment, de canons automoteurs de 105 millimètres, de munitions correspondantes, de pièces d'artillerie, de nouveaux hélicoptères anti-chars et de batteries de défense anti-aérienne (missiles sol-air).

Des industriels français ont envoyé sur place des missions commerciales et techniques d'évaluation des besoins de la Syrie, après la présentation de cette « liste d'achats » potentiels. Comme le veut ensuite la réglementation française en la matière, les industriels concernés doivent présenter au gouvernement, par l'intermédiaire de la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (CIEEMG), des demandes d'autorisation pour la prospection des marchés éventuels et pour la promotion de leurs matériels. La CIEEMG a été saisie de ces demandes d'autorisation de prospection, mais le premier ministre et chaque ministre impliqués (premier ministre, ministère des affaires étrangères, ministère de la défense, ministère des finances, ministère du commerce) donnent un avis autorisé, partiellement ou totalement, ou interdisant, de son point de vue, l'industriel à continuer la prospection.

Dans le cas particulier de la Syrie, la CIEEMG n'a pas encore été saisie d'autres demandes (comme, par exemple, des demandes d'autorisation de négociation, voire de vente à plus forte rai-



L'islam dans le monde

110 francs

Le mérite de l'excellent livre de Paul Balta est d'appeler à connaître avant de juger, à comprendre avant de condamner, à ne pas prendre un dialogue pour un duo amoureux et un mariage bâclé pour une union durable...

Un instrument de travail comme un ouvrage de référence sur l'Islam contemporain. — Le Monde

Une co-édition La Découverte / Le Monde

La visite en France du président sud-africain

Le gouvernement ne recevra pas M. Pieter Botha

M. Denis Bandonin, porte-parole du premier ministre, a confirmé, jeudi 23 octobre, que le chef de l'Etat sud-africain, M. Pieter Botha, se rendra en France, le 11 novembre, à Longueval (Somme), pour inaugurer un monument à la mémoire des soldats sud-africains

morts au cours des deux guerres mondiales. Cette visite, a ajouté M. Bandonin, est « tout à fait normale » et M. Botha n'a « aura d'entretiens ni avec les uns ni avec les autres ».

Le président sud-africain s'était déjà rendu à Longueval, le 7 juin

1984, pour poser la première pierre de ce monument, dans le cadre d'une tournée européenne qu'il avait menée en Italie, au Portugal, en Suisse, en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale, en Belgique et en Autriche. A Longueval, il sera accompagné par le secrétaire d'Etat français aux anciens combattants, comme en 1984.

L'affirmation, par le porte-parole de l'hôtel Matignon, que M. Botha ne sera pas reçu par les autorités françaises n'a pas empêché le Parti socialiste d'affirmer que M. Chirac « est en train d'apporter une caution au régime de l'apartheid ». Selon un communiqué du PS, « le gouvernement Chirac multiplie, à l'égard de l'Afrique noire, provocations et maladroites. Après l'expulsion de cent un Malgaches, il s'apprête à recevoir Pieter Botha ».

IRAN-IRAK Les clés du conflit

24 heures sur 24 posez vos questions aux journalistes du Monde.

Le Monde sur Minitel 36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVE A QUI PARLER



Politique

budgétaire à l'Assemblée nationale

• CULTURE : M. Léotard se réfère à Montaigne

Les députés ont examiné, jeudi 23 octobre, le budget de la culture. Une partie de ces crédits ont été adoptés (le RPR et l'UDF votant pour, le PS contre, le PCF ne participant pas au vote). L'autre partie sera soumise au vote de l'Assemblée nationale avec le budget de la communication la semaine prochaine. Ce budget 1987 de la culture, stricto sensu (hors grands travaux), s'élève à 7 372 millions de francs contre 7 342 millions de francs pour l'année dernière (le Monde du 24 octobre).

Les ministres, qui défendent depuis mardi leur budget devant l'Assemblée nationale, semblent décidément tous saisis d'une soudaine passion pour les voies moyennes. Le ministre de la culture et de la communication, M. François Léotard, n'a pas fait exception à cette règle. Il est défilé dans l'hémicycle tout à la fois hostile à « l'idée d'un Etat réduit aux acquits, version rajoutée de la vieille idée du département de l'Etat », comme à « l'interventionnisme même des ministres (qui) condamne l'Etat à l'obésité ». Le credo du secrétaire général du PR passe par « l'individu ». Dans la société libérale, « la culture, tout comme la communication d'ailleurs, c'est le fait pour un individu (...) de pouvoir créer quelque chose de personnel », a affirmé le ministre à la tribune, approuvé de la tête par son secrétaire d'Etat, M. Philippe de

Villiers, le créateur du spectacle vendéen du Puy du Fou. Respectueux de la liberté de création de « l'individu », l'Etat, a expliqué M. Léotard, doit se cantonner à ses fonctions régaliennes (enseignement et recherche, protection du patrimoine, etc.) et à sa vocation de « médiateur ou d'accélérateur des initiatives ».

Le ministre a tenu également à souligner combien son budget était « différent des autres. Pourquoi ? Je pourrais répondre avec Montaigne : parce que c'était lui, parce que c'était moi ; à lui », c'est le champ de la culture, cet espace ouvert (...) et « moi », c'est François Léotard, ce ministre qui souhaite, avec le gouvernement, « faire souffler un vent neuf ».

Intervenant pour soutenir l'ambition du ministre, le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Jean de Gaillet (RPR, Deux-Sèvres), a estimé que ce budget devait « faire justice des accusations faites au gouvernement de sacrifier la culture sur l'autel de la rigueur budgétaire ». Il a toutefois demandé, au nom de la commission, qu'une véritable politique du mécénat soit instaurée grâce à « la création d'un cadre juridique et fiscal approprié ». Le rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, M. Jean-Claude Fieck (UDF, Haut-Rhin), s'est inquiété pour sa part de la « pause » réalisée dans l'enrichissement des collections des musées nationaux, de la réduction des dotations aux activités symphoniques et instrumentales, enfin de « l'amputation de l'aide aux activités théâtrales ».

L'opposition a repris à son compte ces critiques en les amplifiant. « Votre budget marque un recul historique », a protesté M. Guy Hermer (PCF, Bouches-du-Rhône) : « il est en trompe l'œil », a enchaîné M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines) ; « il n'apporte aucune réponse au défi de la régression culturelle », a conclu M. Bruno Mégret (FN, Loire). Quant à M. Pascal Arriard (FN, Bouches-du-Rhône), qui trouve à M. Léotard une « ressemblance frappante avec le moins iconoclaste Savonarole », il a rappelé au ministre de la culture que son blason ministériel était définitivement entaché par « le péché originel » de sa décision concernant le maintien des colonnes de Bureau dans la cour du Palais-Royal.

Enfin, l'Assemblée nationale a frôlé l'incident, dans l'après-midi, à la suite d'un échange entre M. de Villiers et M. Jean Le Garrec (PS, Nord), concernant les plans relatifs en navette entre Lille et Paris. Le secrétaire d'Etat ayant utilisé le terme de « reculeur » à l'égard du maire de Lille, M. Le Garrec, en fidèle manœuvre, devait, indigné, demander une suspension de séance d'une demi-heure, en signe de protestation. M. de Villiers devait alors préciser que ce terme de « reculeur » avait été avancé sur le mode interrogatif par... M. Pierre Mauroy lui-même, au cours d'un dîner « particulièrement sympathique », a souligné par la suite M. de Villiers, qu'ils avaient en ensemble pour tenter de régler le sort des plans relatifs.

PIERRE SERVANT.

En visite à Paris

Des élus polynésiens accusent M. Flosse d'« affairisme, ingérence et corruption »

Le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, le conseiller du premier ministre chargé des affaires africaines et de l'outre-mer, M. Jacques Foccart, et le ministre de la Défense, M. André Giraud, avaient rendez-vous, ce vendredi 24 octobre, avec deux élus polynésiens en colère, MM. Emile Vernaudon, maire de Mahina, et Quito Braun-Ortega, qui, au sein de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française, le principal groupe d'opposition au président du gouvernement local, M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud.

Celui-ci est même un mot faible pour exprimer les sentiments que nourrissent ces deux conseillers territoriaux vis-à-vis de M. Flosse. Car MM. Vernaudon et Braun-Ortega, dirigeants du parti Amatahina Mo Teoroha - le parti de l'Union pour la Polynésie française de demain - qui réunit essentiellement des divers droits, n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer l'emprise de M. Flosse sur les affaires polynésiennes : « affairisme, ingérence, détournement de pouvoirs, corruption ».

Dossiers et plaintes en justice à l'appui, ils ont décidé de venir à Paris pour lancer « un dernier avertissement solennel aux pouvoirs publics ». « Cela fait longtemps que nous attirons l'attention de tout le monde sur le comportement dictatorial de M. Flosse, qui se comporte en escroc de la Polynésie, mais personne n'a jusqu'à présent tenu compte des faits que nous présentons. C'est pourquoi nous sommes venus dire qu'il ne nous reste plus que la rue pour nous exprimer et que nous allons le faire », MM. Vernaudon et Braun-Ortega se sont, en effet, associés à tous les autres partis de l'opposition locale, en particulier aux indépendantistes - bien qu'ils ne partagent pas leurs options idéologiques - pour l'organisation d'une manifestation commune, le lundi 3 novembre à Papeete. Officiellement, ce rassemblement aura pour objectif d'exiger la fermeture du Centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique.

Mais ce démantèlement commun n'est qu'un prétexte pour la création d'un front uni « anti-Flosse ». « Ce jour-là, malheureusement, des débordements sont à craindre car la population polynésienne, dans sa majorité, est exaspérée », affirment les deux chefs de file de ce courant contestataire, en rappelant que seul le découpage électoral a donné au parti de M. Flosse, le Taharua huiatira, - Rassemblement pour la Polynésie, app. RPR, la majorité des sièges à l'Assemblée territoriale, alors que ses listes n'avaient rassemblé, au total, le 16 mars, que 41,12 % des suffrages sur l'ensemble du territoire (1).

Entré M. Flosse et ses adversaires politiques locaux les contentions sont lourdes et il ne date pas d'aujourd'hui. Il s'agit de mille polémiques engendrées par le remarquable savoir-faire du président du gouvernement territorial, aussi habile dans l'art de la politique que dans celui des affaires, au point de disposer actuellement d'un pouvoir presque absolu en Polynésie et d'un patrimoine personnel évalué par ses opposants à 3 650 millions de francs.

Vingt mille tee-shirts coréens

La plupart des plaintes déposées au palais de justice de Papeete l'ont été par M. Braun-Ortega, président-directeur général de la Compagnie tahitienne maritime (CTM) qui accuse le secrétaire d'Etat de porter préjudice à ses activités professionnelles à des fins purement partiales. Il en veut pour preuve les facilités accordées par le président du gouvernement territorial à un importateur local de ciment coréen afin d'éliminer de ce marché sa propre compagnie maritime, contrainte à envisager des licenciements parmi son personnel. Le plaignant relève, à ce sujet : « C'est cet importateur mis par M. Flosse en position de monopole, qui a fourni plus de vingt mille tee-shirts imprimés en Corée au nom du parti de M. Flosse pendant la dernière campagne électorale ».

Dans la plainte qu'il a formulée en date du 23 septembre, M. Braun-Ortega soutient, à ce sujet, que M. Flosse « a bénéficié de manœuvres corruptrices ou en a été à l'origine ».

Ce même conseiller territorial accuse M. Flosse de plusieurs délits d'ingérence. En tant que vice-

président du gouvernement du territoire l'ancien député RPR aurait notamment ordonné en 1984, le paiement en deux parties, d'une somme de 82 797 F au profit d'une agence de voyages dont il est l'actionnaire majoritaire. Toujours selon M. Braun-Ortega, M. Flosse, à la même époque, aurait ordonné, en sa qualité de chef de l'exécutif territorial, un versement de 83 965 F au profit d'un magasin tenu par son épouse.

Autant de polémiques accentuées, depuis le 16 mars, par la participation de M. Flosse au gouvernement et par l'hommage chaleureux rendu au soir dernier par le premier ministre à son secrétaire d'Etat. M. Jacques Chirac avait affirmé, en effet, lors de son escalade à Papeete, en revenant de Nouméa, que ce dernier était pour lui « beaucoup plus qu'un ministre, plus qu'un président de gouvernement. C'est un frère » avait lancé le chef du gouvernement.

Aujourd'hui, c'est avec la responsabilité de l'Etat qui est en cause à travers M. Flosse, déclarent les deux chefs de file de l'opposition modérée en Polynésie.

Le fait que MM. Vernaudon et Braun-Ortega aient été reçus ce vendredi par deux ministres et par l'un des principaux conseillers du premier ministre, particulièrement informés des graves exactions portées par ceux-ci contre le secrétaire d'Etat chargé du Pacifique-Sud traduit-il la prise de conscience à l'intérieur même du gouvernement, d'un vrai « problème Flosse » ?

ALAIN ROLLAT.

Décentralisation : inquiétudes aux Antilles

La présidence du conseil régional de la Martinique, détenue par M. Aimé Césaire (app. PS), qualifiée d'« inacceptable », d'« irréaliste » et de « sans fondement » les propos tenus le 20 octobre par M. Jacques Chirac, devant le congrès des présidents de conseils régionaux réuni à Saint-Denis-de-la-Réunion, en faveur d'une limitation des pouvoirs de gestion des élus régionaux (1). « Inacceptable, parce qu'ils nient le pouvoir régional souhaité par une écrasante majorité », affirme M. Camille Desobres (app. PS), premier vice-président du conseil régional, signataire de la déclaration tendue publiquement le mercredi 22 octobre. « Irréaliste, parce qu'ils vont à l'encontre du grand courant démocratique qui aspire, partout dans le monde, à la responsabilité effective des élus locaux ». « Sans fondement, parce qu'ils font fi du travail considérable effectué (...) depuis plus de trois ans - dans la région, M. Desobres estime, de plus, que les

déclarations du premier ministre sont « dangereuses », car elles « risquent fort de compromettre le climat de sérénité qui (...) préside à l'action du conseil régional ».

D'autre part, la fédération socialiste de la Guadeloupe a également protesté contre ces propos de M. Chirac, en soulignant que la loi de décentralisation a donné « au peuple guadeloupéen et à ses élus les moyens d'assumer leur identité dans la République » et qu'une restriction des compétences de la région serait « un retour à une politique usée et dépassée inspirée par les mentalités issues du colonialisme ».

(1) M. Chirac avait réaffirmé son hostilité à « l'idée que les régions puissent devenir progressivement vers les tâches de gestion qui entraînent inévitablement le développement de services administratifs nouveaux et l'engorgement inutile de charges qui pèsent sur le pays ».

• COOPÉRATION: pas de sélection!

L'Assemblée nationale a adopté, le jeudi 23 octobre, les crédits du ministère de la coopération; d'un montant de 5869,2 millions de francs, ils représentent 0,5 % du budget de l'Etat, et, à structures budgétaires constantes sont en diminution de 1,07 % par rapport à l'an dernier (le Monde du 18 septembre). Les députés du RPR et de l'UDF les ont approuvés, alors que ceux du PS et du PC s'y opposaient tandis que ceux du FN s'abstenaient.

« Le sous-développement au Sud et le chômage au Nord sont deux facettes d'une même crise : aider l'Afrique c'est à terme nous aider nous-mêmes ». En justifiant ainsi l'action du ministère qu'il dirige, M. Michel Aurillac a présenté une analyse défendue sur tous les bancs de l'Assemblée. Sans pour être sur ceux de l'extrême droite, dont le porte-parole, M. Bruno Gollish (FN, Rhône) s'est surtout inquiété des conditions d'utilisation de l'aide apportée par la France et a mis en cause le « marxisme » des dirigeants africains, leur « corruption », et les « dictatures sanglantes ». Il est vrai que sous leur aspect idéal, il transparaît à travers les propos de certains des orateurs de la majorité, un souci de privilégier l'aide au « vrai ami » de la France. Le ministre n'en est pas du tout partisan; il partage, sur ce point comme sur les autres, les positions de M. Yves Gama (RPR, Dordogne) : « Nous devons aider tous les pays du « champ » sans marchandages et sans tenir compte de leurs choix de politique intérieure; ce sont leurs affaires ».

Un « consensus » est donc envisageable. M. André Bellon (PS, Alpes-de-Haute-Provence), rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, l'a reconnu. Seulement il y a les conditions de mises en application de ce principe. M. Bellon regrette la nouvelle répartition des pouvoirs entre le ministère des affaires étrangères et celui de la coopération. Tout en contestant

l'analyse de la droite selon laquelle l'extension de la « coopération » à tous les pays pauvres de 1981 avait été faite au détriment de l'Afrique francophone, il regrette la restriction du « champ » d'intervention intervenue depuis le changement de la majorité. « Allez vous devenir le ministère de la France d'outre-mer ? », a demandé M. Alain Vivien (PS, Seine-et-Marne). En revanche les orateurs RPR et UDF se sont tous félicités de cette priorité redonnée « au premier cercle de nos amis ».

La diminution de certains crédits inquiète en revanche, tout le monde. M. Vivien est particulièrement mécontent de la chute des sommes consacrées à la recherche et aux organisations non gouvernementales et rejoint les députés de la majorité qui regrettent spécialement la faiblesse des sommes consacrées aux bourses accordées aux étudiants africains voulant faire leurs études en France. M. Jacques Sourdille (RPR, Ardennes), rapporteur de la commission des finances, l'a jugé « inadmissible » et M. Aurillac, lui-même, l'a estimé « gênant ».

L'affaire du Carrefour du développement a été inévitablement abordée dans un tel débat. M. Aurillac, qui continue à jouer son rôle de ministre tout à la fois « cohabitationniste » - il approuve la politique menée au Tchad « depuis deux ans et demi » - et « purificateur », a évidemment utilisé comme preuve

du « laxisme » de la gestion de son prédécesseur. Elle fut, bien entendu, un argument pour les intervenants de droite - parmi lesquels M. Pierre Descaves (FN, Oise) s'est particulièrement distingué - qui souhaitent la remise en cause de l'aide apportée par des fonds publics à de multiples associations. M. Jean-Claude Dahos (RPR, Gironde) a même demandé aux ministres d'user de ce moyen de pression financière pour empêcher M. Pierre Mauroy de faire de la Fédération mondiale des villes jumelées « une annexe du Parti socialiste ».

M. Aurillac a refusé de le suivre dans ses accusations contre l'ancien premier ministre. Mais, comme M. Sourdille, il veut en la matière faire « la chasse au gâs sans tomber dans la chasse aux sorcières ». Si M. Vivien a pris vivement la défense de toutes ces associations « qui se dévouent » pour aider les pays pauvres, il est d'accord avec la méthode préconisée par le ministre de ne pas accepter qu'elles servent à contourner les règles de la comptabilité publique, de ne plus participer à leurs frais de fonctionnement mais en compensation accroître le soutien financier apporté à leurs projets précis d'aide au développement dans les pays africains. Le débat sur les moyens n'empêche pas certains accords sur la manière de les utiliser.

THIERRY BRÉMER.

Je fais mes courses d'un coup de baguette

Le Monde sur Minitel

36.15 tapez : LEMONDE

LE MINTEL A TROUVE A QUI PARLER.



Pan Am vous fait passer l'hiver au chaud. 5990F un séjour en Floride.

Attendre l'été pour profiter du soleil, des palmiers et avoir un teint bien doré, c'est long. Beaucoup trop long! Pan Am et Vacances Fabuleuses vous proposent une bonne formule pour réussir pleinement vos vacances d'été cet hiver. Alors profitez-en! Les prix baissent. Et la température monte. 5990F c'est le prix par personne pour un séjour à deux d'une semaine. Tout compris, vous bénéficierez : d'un voyage aller/retour Paris-Miami sur l'autoroute céleste Pan Am, d'une semaine de voiture kilométrage illimité, d'une semaine d'hôtel en chambre double, d'une entrée pour une journée à Disneyworld et Epcot. Ne laissez pas s'envoler un si beau voyage. Et partez à deux, c'est mieux.

Pan Am Rien ne remplace jamais l'expérience.

Prix sujet à modification. Offres soumises à des conditions particulières de validité, valables jusqu'au 31 mars 1987, sauf entre le 15 décembre et le 5 janvier.

Demander le brochure à votre agent de voyages ou à Vacances Fabuleuses, 1, rue Scribe, 75009 Paris, Tél. 42.60.41.70.

Nom _____ Adresse _____ Code postal _____

VACANCES FABULEUSES

Politique

La réforme de l'enseignement supérieur au Sénat

La majorité considère que le projet Devaquet est un premier pas

Une loi de plus, n'est-ce pas une loi de trop ? Cette question a été la première posée par l'examen en première lecture du projet de loi sur l'enseignement supérieur, qui a commencé jeudi 23 octobre et qui se poursuivra mardi 28, au Sénat, par la discussion des articles, sur lesquels plus de deux cents amendements ont été déposés.

La discussion générale a clairement montré ce premier clivage entre la majorité, pour qui ce nouveau texte constitue une expansion de M. Jean Delors (R.I. Indre-et-Loire), « une nouvelle chance pour l'université, et partant pour la société », et la gauche, pour qui le projet n'est qu'un retour à l'ancien état des lieux.

M. René Monory, ministre de l'éducation nationale, a eu beau nier que le projet n'est nullement inspiré par un esprit de revanche mais qu'il répond à un engagement électoral, l'opposition ne voit dans les intentions gouvernementales que la volonté de « défaire pour défaire », comme l'a assuré M. Francis Sérusclat (P.S. Rhône).

Considérée par M. Paul Séramy (Union centriste, Seine-et-Marne), rapporteur de la commission des affaires culturelles, comme un « ectoplasme législatif », la loi Savary devait être abrogée, estime la majorité. Est-ce suffisant pour combler les vœux des plus libéraux ? Sur ce point, les drapeaux se sont tus. Du RPR aux Centristes en passant par les républicains et indépendants et la Gauche démocratique, les porte-parole de la majorité se sont tous montrés satisfaits d'un texte dont M. Alain Devaquet, ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, est le premier à souligner le caractère volontariste, « prudent et progressif ». Le dispositif envisagé donne à l'enseignement supérieur les moyens de « franchir une étape dans sa nécessaire transformation », a affirmé M. Séramy, pour qui il n'aura de sens que « conçu comme une pièce d'un dispositif plus vaste ». Ses principaux mérites résident dans la série de critères simples qu'il contient et qui évitent « les affrontements superflus tout en affirmant les mesures complémentaires », a jugé M. Pierre-Christian Taittinger (R.I. Paris).

Augmentation des droits d'inscription

Sont apparus bien discrets les regrets de M. Pierre Laffitte (gauche démocratique, Alpes-Maritimes) qui, tout en reconnaissant que « les mœurs universitaires » ne sont pas mûres pour supporter une nouvelle « tarification », aurait souhaité que la loi interdise pas à des hommes tels que M. Mauguier, Esambert, Fauroux et Guillaumat, tous présidents de grandes écoles, de devenir présidents d'université et qu'elle consacre l'abandon du doctorat unique.

Les vraies critiques, souvent sévères, sont venues de la gauche. D'abord des communistes, avec M. Ivan Renard (Nord), qui a tenté sans succès de convaincre le Sénat que le projet Devaquet est inconstitutionnel en ce qu'il ne respecte pas le principe d'égalité d'accès à la formation, menacé notamment par les augmentations prévisibles des droits d'inscription. Puis M. Hélène Luc (Val-de-Marne) a proposé — elle n'a été suivie que par les socialistes — le vote d'une question préalable dont l'objet est de décider qu'il n'y a pas

lieu à débattre. Quant à M. Danielle Bidart-Reydet (Seine-Saint-Denis), elle a mis en avant la principale critique du PC : le projet adapte l'enseignement supérieur « à la crise capitaliste » et consacre « l'éclatement du service public en brisant sa cohésion nationale et en annonçant le désengagement de l'Etat ».

Pour M. Gérard Delfan (P.S. Hérault), il aurait été préférable que la loi Savary soit « assouplie ». Ses principaux reproches : une représentation non équitable des composantes de l'université, la diminution prévisible du nombre des personnels extérieurs appelés dans les universités, la véritable « balkanisation » qu'engendrerait la création d'établissements fédérés. Alors que M. André Bettencourt (R.I. Seine-Maritime) accueille avec faveur, en citant Georges Pompidou, l'objectif d'une université faisant plus de place à l'individu qu'à la qualité, M. Roland Grimaldi (P.S. Nord) ne voit qu'un « carcan » qui étouffera la pluridisciplinarité. Intervenant pour la première fois depuis leur élection le 28 septembre, MM. Guy Penne (Français de l'étranger), Jean-Luc Mélenchon et Paul Lorient (Essonne) se sont montrés tout aussi virulents. M. Mélenchon parlant des « brachés du libéralisme pris en flagrant délit d'archaïsme » et accusant le gouvernement de sortir « le mandarin de la naphthaline ».

A. Ch.

Un entretien avec le ministre chargé des collectivités locales

M. Galland veut négocier avec le CNPF une amélioration du statut des élus locaux

M. Yves Galland, ministre délégué chargé des collectivités locales depuis le 19 août dernier, prévoit l'entrée en application du nouveau statut de la fonction publique territoriale avant la fin du premier semestre de 1987. Parallèlement, il envisage des discussions avec le CNPF pour faciliter aux élus l'exercice de leur mandat.

L'Assemblée nationale en discutera ensuite, la mise en application se faisant à l'été 1987.

Que gardez-vous de l'ancien statut ?

Tout ce qui touche aux principes communs aux trois statuts de la fonction publique (Etat, collectivités locales, et personnels hospitaliers), notamment la distinction du grade et de l'emploi et les droits et obligations des fonctionnaires. Ensuite sont maintenues l'unicité du statut de la fonction publique territoriale pour favoriser la mobilité et les règles d'équilibre entre l'autorité nécessaire du « patron » de la collectivité locale et les garanties des agents qui travaillent pour lui.

Et que modifiez-vous ?

Les collectivités locales doivent avoir l'entière responsabilité du choix de leurs collaborateurs. C'est pourquoi l'accès à la fonction publique territoriale sera effectif lorsque le candidat, inscrit sur une liste d'aptitude établie après concours, sera recruté par l'autorité locale. La possibilité de recourir des collabora-

teurs contractuels pour des fonctions spécialisées sera élargie.

Le système implique que la fonction publique territoriale ne soit pas organisée en « corps », mais en « cadre d'emplois », ce qui permet la gestion, au niveau de chaque collectivité, l'avancement, la notation, les mutations ne dépendront plus, comme dans le statut de 1984, des centres de gestion extérieurs à la commune, au département ou de la région.

Serpent de mer du débat politique, le statut de l'Etat local toujours promis reste au niveau des intentions. Quelles sont vos idées personnelles sur cette question ?

L'erreur a été de vouloir tout traiter en même temps : indemnités, retraite, assurances, disponibilité et formation. Le coût du statut imaginé par M. Debrange en 1982 était de 12 milliards, à la charge des collectivités locales (1).

Pour ma part, je souhaite aborder les problèmes de façon pragmatique, distinguer ce qui est le plus urgent : le problème prioritaire, c'est

que les Français puissent participer à la vie locale et détenir des mandats électifs, sans bouleverser complètement leur vie professionnelle et familiale.

Les élus qui viennent du secteur privé sont souvent défavorisés. Or beaucoup d'entreprises commencent à prendre conscience de l'intérêt qu'il y a à ce que leurs salariés participent à la vie publique locale.

C'est sur ce mouvement que je compte m'appuyer pour engager avec le CNPF et les organisations représentatives des élus une négociation. C'est ce que j'ai dit le semaine dernière à M. Michel Maury-Larivière, vice-président du CNPF. On peut imaginer (mais ceci fera l'objet de la discussion) un premier crédit d'heures pris en charge par l'entreprise pour permettre aux salariés d'exercer leur mandat et un second, plus important, auquel participerait le salarié lui-même.

Ne craignez-vous pas que le statut de l'Etat local ne remette en cause la limitation du cumul des mandats ?

Il ne s'agit pas de statut, mais plutôt d'un « cadre ». Personnellement, je suis partisan de limiter le nombre des mandats que le même élu détient. La législation, qui commence à faire sentir ses effets le 1^{er} janvier prochain, règle convenablement la question. Je ne suis pas partisan d'un retour en arrière, que d'ailleurs personne ne propose.

Une maîtrise des dépenses

Le gouvernement ne cesse d'appeler les collectivités locales à participer à son effort de rigueur budgétaire. Est-il entendu ?

D'abord je m'inscris en faux contre ceux qui prétendent que la décentralisation coûte cher aux contribuables. Si elle coûte, il est aussi des domaines où elle permet des économies, comme par exemple les dépenses d'aide sociale qui ont été transférées de l'Etat aux départements.

Je note d'ailleurs, surtout de la part des maires, un effort important pour maîtriser leur fiscalité. Les communes améliorent leur gestion, et, tout compte fait, depuis trois ans, les dépenses des communes se sont relativement stabilisées, en moyenne bien entendu.

Ce n'est pas le cas de toutes les collectivités locales... Peut-être en effet faut-il être plus vigilant vis-à-vis des finances des régions. Comme ce sont des collectivités plus récentes à qui ont été confiées des compétences nouvelles et importantes, en particulier en matière scolaire, elles ont pu avoir tendance à accumuler plus vite que les communes et les départements leur pression fiscale.

Quant à l'endettement des collectivités locales, en général, il est vrai que les taux d'intérêt considérables des années 1982-1984 pèsent lourdement sur certaines d'entre elles. Ces par cas, toutefois, le gouvernement a été conduit à demander à la Caisse des dépôts d'examiner favorablement l'allègement des dettes de certaines communes particulièrement touchées.

Les collectivités locales sont de plus en plus sollicitées pour intervenir dans la vie économique. Cet interventionnisme ne comporte-t-il pas le risque d'introduire des distorsions de concurrence à l'égard des entreprises ?

Je suis très net. Il est malaisé que des communes interviennent de manière trop directe dans la gestion et le redressement d'entreprises en difficulté situées sur leur territoire. La proximité géographique ne permet pas un dialogue objectif sur ce problème entre le maire et l'entreprise en difficulté. Nous allons faire avec les préfets le bilan de quatre années d'application de la loi en la matière.

J'en ferai prochainement la synthèse, pour en tirer une ligne d'action et proposer, éventuellement, des modifications à la loi du 2 mars 1982. En tout état de cause, si l'intervention du point, ou doit, y avoir, l'échelon de la commune ne paraît pas le meilleur. De surcroît, l'effort prioritaire des collectivités locales doit se concentrer sur les infrastructures d'accueil de l'entreprise.

Propos recueillis par ANNE CHAUSSEBOURG et FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) M. Pierre Mauroy, alors premier ministre, avait chargé M. Marcel Debrange, sénateur socialiste de Seine-Saint-Denis, d'un rapport sur le statut de l'Etat local, départemental et régional, et sur la limitation du cumul des fonctions et mandats électifs. Ce rapport avait été remis en janvier 1982.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

On pourrait appliquer à la grève ce que Winston Churchill disait, en grinçant, de la démocratie : elle est le pire des moyens de lutte sociale, à l'exception de tous les autres. Le pire assurément, puisqu'il est d'abord la démonstration que toutes les procédures de conciliation qui régissent la vie courante d'une entreprise ont échoué, ou bien n'ont pas été engagées, sciemment ou par le jeu des circonstances.

Le pire aussi, puisque les acteurs mis en jeu dans la grève sont n'y peuvent rien : les usagers, ces chers usagers que les grévistes sont toujours accusés de traiter en paillasse ; soit se lancent dans une partie de poker qu'ils ne sont pas certains de gagner, les mineurs battent en retraite, ou bien quelques choses qui observent trois cent cinquante-six jours de grève en 1984-1985 pour n'obtenir rien, strictement rien, sinon le désespoir venu de l'humiliation.

En 1872, Pierre Larousse écrit à l'article « grève » de son dictionnaire universel : « Les grèves ont souvent avorté, comme celle des cochers de Paris, qui fit tant de bruit à la fin de 1865. Il est clair, en effet, que, dans cette lutte entre le cocher du Capitaliste et l'ouvrier de l'ouvrier, les probabilités de la victoire sont toutes pour le premier. » Plus loin, il ajoute : « Les grèves telles que nous les voyons ne sont qu'un moyen barbare, imparfait, pour résoudre des difficultés qui demandent avant tout, pour être résolues, beaucoup de raison, de sang-froid et de loyauté de part et d'autre. »

Mais, plus de cent ans étant passés, des Républiques, d'innombrables lois et d'assez nombreux théoriciens de la vie sociale, quel autre moyen ? C'est en effet un argument peu convainquant que celui des adversaires de la grève disant, pour de bonnes ou de mauvaises raisons, ou bien qu'elle apporte une gêne intolérable aux usagers des services publics, ou bien qu'elle est étrangère au conflit. Quand on ne voit pas d'étranges tribunaux, confondant la loi et leur équité, condamner les grévistes à rembourser les pertes que leur mouvement aurait causées à l'entreprise.

Si l'on a de la peine, ou de se faire entendre, parce que toutes les autres voies sont restées closes, ce ne saurait être par le moyen de méthodes si égrégables que les victimes prétendues en redemanderaient.

ATF 1

M. Philippe Séguin : « Les idéologies, c'est fini »

« L'épisode » de la cohabitation « va peser davantage sur le comportement politique qu'on ne le pensait au départ », a affirmé, le jeudi 23 octobre, au cours de l'émission de TF 1 « Questions à domicile », M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi et maire (RPR) d'Epinal.

« Beaucoup ont cru que ce serait un mauvais moment à passer », a commenté M. Séguin, mais il faut bien constater « qu'en fait l'adhésion des Français à ce système bizarre que nous connaissons en train de vivre, qu'il y a de leur part une aspiration beaucoup plus profonde à dépasser justement ces clivages gauche-droite ».

S'il reconnaît l'existence d'une « culture de gauche » et d'une « culture de droite », le ministre des affaires sociales juge obsolète l'affrontement droite-gauche qu'il estime « totalement artificiel » : les Français ont donné pour voir que les idéologies, c'est fini ».

En arrivant dès lors à ce que la classe sociale qui s'est battue, parfois au prix de son sang (on ne saluait jamais assez le mémoire des marins de Lyon), pour conquérir le droit de se faire entendre collectivement paraisse déposée de ce droit au profit d'ouvriers de la onzième heure.

La fonction publique fut en effet le dernier tranche de population active à être investie. Il a fallu attendre le « statut général » de 1946 pour que les fonctionnaires accèdent au droit commun. Auparavant, florissaient de plus an-

menaces pour l'imposer à ceux qui ne veulent pas y participer.

Il n'est pas inutile de préciser que cette loi (de 25 mai) est toujours en vigueur, à l'article 414 du code pénal, dans un paragraphe à l'intitulé dédicatoire : « Violation des règlements relatifs aux manufactures, au commerce et aux arts » (c'est-à-dire aux techniques).

Mais le droit à la grève, sous réserve des limites que lui apporte le droit de la grève, est une arme à double tranchant. En y recourant, les syndicats montrent leur force, ou leur déclin : la politique de la grève n'est pas plus facile à conduire que la politique tout court.

Grève

D'AUTANT que la grève est, lorsqu'elle survient, alternativement accusée d'être politique ou corporatiste, d'être le fait d'irresponsables qui ne prennent pas en compte l'état du pays et de son économie, ou de privilégiés qui ne sont jamais rassasiés. Les uns, que l'enlèvement n'effraie pas, disent que les usagers sont « pris en otages », cependant que l'autre dénoncerait l'appât et l'aveuglement des « nantis ». C'était M. Barre, alors premier ministre, visant les fonctionnaires et les personnels dits « à statut ». Il n'avait pas tout à fait tort, ainsi qu'il lui en fut donné acte en son temps.

De fait, les personnels assurés de conserver leur emploi craignent moins de recourir à la grève, parfois même lorsque la loi la leur interdit.

Il y a à cela de bonnes raisons. Le gréviste du secteur public peut subir durablement la rançune de son chef de bureau, celui-ci n'aura pas le pouvoir de mettre son collaborateur à la porte. Telle n'est pas, en fait, si l'on veut bien voir les choses en face, la situation du secteur privé. Il n'est, pour en être convaincu, que de voir comment, sans trop de peine, peuvent être poussés dehors ces salariés théoriquement « protégés » que sont les élus du personnel ou des syndicats.

Comme, de surcroît, et sans qu'il soit vraiment besoin de le rappeler, le licenciement à vu se procureur de l'indulgence gouvernementale (à chacun son laxisme), comme ce procédé a reçu droit de cité dans la panoplie d'une politique économique bien pensée, comme la conjonction n'est pas fameuse, les salariés du secteur privé ont une forte tendance à se tenir tranquilles. Il faut faire le dos rond et se satisfaire d'un emploi peu réjouissant plutôt que d'en être privé.

On en arrive dès lors à ce que la classe sociale qui s'est battue, parfois au prix de son sang (on ne saluait jamais assez le mémoire des marins de Lyon), pour conquérir le droit de se faire entendre collectivement paraisse déposée de ce droit au profit d'ouvriers de la onzième heure.

La fonction publique fut en effet le dernier tranche de population active à être investie. Il a fallu attendre le « statut général » de 1946 pour que les fonctionnaires accèdent au droit commun. Auparavant, florissaient de plus an-

droes « amicales », notamment chez les instituteurs. Cela ne trompait personne, mais les apparences étaient sauves.

Aujourd'hui (la propos devait-il faire honte), entre deux hommes qui sont payés ou plus bas, mais dont l'un est assuré de conserver son emploi, la distance n'est pas mince. Il y a loin du SMIC certain au SMIC incertain. La revendication d'un fonctionnaire en 1986 ne peut plus être émise dans les mêmes termes qu'à l'époque du quasi plein emploi. Même fastidieux et mal payé, l'emploi auquel est attachée une sorte d'immobilité oblige à y regarder de deux fois avant de songer à s'en plaindre.

C'est là où l'Etat, premier employeur de la nation, pèse son mot. Il ne lui est pas bien compliqué de rendre impopulaire une grève de fonctionnaires dans un pays qui compte deux millions et demi à trois millions de chômeurs. C'est jouer sur du velours.

Jusqu'où, partant de là, un Etat peut-il faire sur le bureau et sous-payer ses employés ? Jusqu'où la garantie de l'emploi équilibre-t-elle la faiblesse de sa rémunération ? La question n'est pas si abstraite.

De plus, il ne faut pas s'attendre que des fonctionnaires s'estiment mal payés — et, pas toujours à tort, au bas de l'échelle — fassent du zèle. Signaler les risques d'une dégradation accrue du service public ne relève pas que du vocabulaire syndical.

Si l'est vrai, en outre, qu'il n'y a pas à proprement parler de suppression d'emploi dans la fonction publique tant qu'ils sont occupés, il est tout aussi vrai que nombre de postes sont désormais supprimés au départ de leurs titulaires.

Il est probable que certains secteurs ne perdront rien à être allégés. Mais dans d'autres... Est-ce bien le moment, par exemple, de supprimer des postes dans l'éducation nationale ? N'est-elle plus « la priorité des priorités », ou une « ardente obligation », comme de Gaulle disait du Plan ?

Il ne faut pas se cacher derrière son doigt, mais aussi prévoir l'époque où, jetant le masque pour certains, s'y résolvant à contrecoeur pour d'autres, le gouvernement alignerait les fonctionnaires sur le droit commun et permettrait leur licenciement, au gré d'un ne sait quel.

Depuis le temps qu'on entend dire, en matière de législation sociale, « il n'y a pas de ça, et qu'il n'y a pas », le fort, chacun devrait comprendre que tout peut arriver. Est-on bien sûr qu'un discours sur la solidarité nationale et sur la nécessité de faire payer par tous les langages de l'emploi ne passerait pas comme... une lettre à la poste dans une large partie de l'opinion ? Oh ! certes, ce serait un discours co-signé par les Jésuites et par Machiavel. Mais croire qu'il ne peut pas être tenu est une illusion.

Que se passerait-il ? La gauche gagnerait du terrain ? Pas certain. C'est déjà chez les fonctionnaires qu'elle recrute ses gros bataillons. Ailleurs, la fonction publique est enviable, mais peu aimée. Le président de la République s'opposerait à pareille entreprise ? Comment ?

Actuellement, le licenciement d'un fonctionnaire se nomme révocation. C'est alors une procédure disciplinaire. Elle est rare. Que se passerait-il quand coexisteraient (cohabiteront) dans l'accomplissement d'un même service public des personnels que l'on doit révoquer et d'autres que l'on peut licencier, si l'on veut s'en débarrasser ?

C'est là bien sûr une référence au contestable projet sur les prisons privées. Mais ce projet ne peut-il servir d'exemple, d'expérimentation, ou de ballon d'essai ? Possédons-nous ? Il peut exister un devoir de pessimisme.

هكمان الزمحل

Communication

La préparation de la loi sur les télécommunications

M. Longuet rassure la DGT

M. Gérard Longuet veut de son côté au Parlement le projet de loi sur la concurrence en matière de télécommunications dès le printemps prochain. C'est ce que le ministre des P et T a annoncé aux cadres de la Direction générale des télécommunications (DGT) réunis en convention, le jeudi 23 octobre. M. Longuet s'est employé à démontrer que la libéralisation prochaine du secteur ne menaçait en rien l'avenir de la DGT et le statut de ses agents. Une initiative qui prend tout son sens deux jours après la grève de la fonction publique, très largement suivie aux P et T.

Le ministre s'est donc efforcé de rassurer en montrant que la DGT n'a pas grand-chose à redouter des expériences de libéralisation annoncées depuis quelques mois. Les cabines téléphoniques publiques, ouvertes à la concurrence du privé, sont un secteur déficitaire (500 millions de francs sur un chiffre d'affaires de 3 milliards). Il pourrait, selon le ministre, « devenir rentable si on y pratiquait la liberté des prix, ce à quoi le ministre des finances semble pour le moment réticent ». Pour les réseaux câblés, la concurrence décriée par la loi sur la communication ne suscite guère l'enthousiasme des investisseurs. M. Longuet le déplore mais se

félicite de voir la DGT « retrouver la liberté de choisir ses partenaires » et se débarrasser des investissements lourds et « peu rentables » d'un câblage généralisé de la France.

Sur le radio-téléphone, le ministre des P et T veut bien jouer l'ouverture au privé mais — manque de chance — « les fréquences nécessaires appartenant aux militaires, ce qui promet des arbitrages longs et délicats ». Quant aux services à valeur ajoutée, la tarification à la durée verrouillera le dispositif en évitant que des entrepreneurs privés détournent par ce biais le trafic téléphonique et « ébranlent les secteurs les plus rentables du marché ». Même raisonnement pour les téléports, réclamés par certains élus pour favoriser l'implantation régionale d'entreprises et que M. Longuet qualifie « d'utopie sympathique ».

Libéralisme de façade donc : le ministre le reconnaît implicitement quand il qualifie ces expériences de « prétextes » pour obtenir « l'autonomie » nécessaire à la DGT dans sa stratégie d'entreprise. Dans ce domaine, M. Longuet estime être « sur la bonne voie ». Il acquit une baisse symbolique des prévisions sur son budget 1987, la tarification

téléphonique à la durée et le principe de l'assujettissement à la TVA. Il s'apprête à lancer la DGT sur de nouveaux marchés, notamment le transport d'images de télévision en concurrençant Télédiffusion de France.

« Motiver » le personnel

Mais cette logique d'entreprise implique à terme un changement de statut qui inquiète les fonctionnaires de la DGT. M. Longuet, lui, n'y voit que des avantages : la possibilité d'accroître les effectifs, celle de « motiver » un personnel confronté à des pratiques plus commerciales. Néanmoins, le ministre des P et T souhaite que la future loi « laisse aux agents de la DGT le choix de leur statut ».

Pour achever de rassurer ses cadres inquiets des hésitations sur les choix technologiques et industriels en matière de communication téléphonique, M. Longuet a clairement laissé entendre que le commutateur ESS 5 de la firme américaine ATT serait dans doute préféré aux appareils proposés par Siemens, ITT et Ericsson.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Le deuxième anniversaire de « l'Événement du jeudi »

Parade américaine pour Jean-François Kahn

« Happy birthday l'Événement ! ». Le « la » était donné, avec un délicieux accent new-yorkais, par une jeune et glamouruse reporter de l'« Herald Tribune ». Pour célébrer, ce 23 octobre le deuxième anniversaire de l'« Événement du jeudi » et son succès (140 000 exemplaires diffusés annonçant Jean-François Kahn, son directeur) ainsi que le centenaire de la statue de la Liberté, la régie publicitaire du journal, Archat Régies, avait mis les petits plats dans les grands.

Sous un immense chapiteau dressé sur la pelouse de l'hippodrome d'Auteuil, plus de deux mille invités, publicitaires, annonceurs, journalistes et hommes politiques — il y avait là pour cette « cohabitation festive » MM. Laurent Fabius, Claude Malhuret, Jacques Toubon, Jacques Barrot... — se pressaient dans une ambiance de grande américaine, à la fois mondaine et bon enfant.

Un anniversaire n'est rien sans spectacle. Le chapiteau s'est donc rempli des tableaux et des clameurs de l'histoire des États-Unis d'Amérique, depuis ce soir-là, de manière un peu manichéenne, le porte-parole de la liberté, Cow-boy et équestre, bootleggers, stars d'Hollywood et astronautes se sont succédés sous la grande tente, enveloppés par des accents de country music, de jazz ou de rock.

Mais l'émotion était aussi au rendez-vous de cette fête de la liberté. Témoins de gravité, avec le rappel d'un absent emprisonné depuis plus de deux ans au Liban, Jean-Paul Kautzmann.

On plus étonnante, avec la *Banquette étoilée* chantée à gorge déployée par un enfant noir américain lors de la célébration du centenaire de Miss Liberty, et retransmise par vidéo exposée aux deux mille convives. Qui se sont tous levés aux premiers accents de la Marseillaise.

Nouvelles turbulences à la rédaction de « l'Express »

Mini-tournoi-mémo à l'Express. Après la parution la semaine dernière de l'« hebdomadaire », « Style », sa rédactrice en chef, M^{me} Clémence Gustin, a indiqué qu'elle avait été déchargée de ses fonctions, car le journal qu'elle avait réalisé ne correspondait pas à celui qui convenait à la direction. M^{me} de Saignes — épouse de M. Henri Tézennas du Montcel, qui fut rédacteur en chef de l'« hebdomadaire économique Votre argent » avant d'en démissionner à la fin du mois de septembre — s'est vu proposer un poste de rédactrice en chef rattachée à la direction des publications, poste qu'elle n'a pas encore accepté.

M^{me} Clémence Gustin, épouse de M. Alain Gomez, PDG de Thompson, qui fut chargée de mission du ministre de la justice M. Alain Peyrefitte avant d'être journaliste à *Paris-Match* et correspondante du *Point* à New-York, et M^{me} Laure Boulay, épouse de M. Goldsmith, PDG de l'Express et ancienne pigiste à *Paris-Match*, ont été nommées corédactrices en chef du supplément « Style » de l'Express.

Quant à Patrick Arnoux, responsable de la rubrique « Réussir » de l'Express, il a décidé d'en démissionner. Patrick Arnoux conteste l'orientation que M. Jean-Paul Pignasse, directeur des rédactions du groupe, veut donner aux pages « Réussir ».

Ces troubles ont lieu alors que parait, ce 24 octobre, le quatrième « hebdomadaire » de l'Express, consacré à la science, à la technologie et à la santé.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique
Permanence téléx
Rédaction d'actes
et constitution de sociétés.
GEICA/42-96-41-12
58 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Crise à TMC

Les syndicats de la station assignent en référé Europe 1

Le Syndicat monégasque de l'audiovisuel vient d'intenter une action en référé contre Europe 1 Communications pour contraindre le groupe à remplir son rôle d'actionnaire de TMC-Monte-Carlo (TMC). Le syndicat affirme, en effet, qu'Europe 1, actionnaire à 30 % de la station de télévision régionale, ne verse plus sa contribution financière depuis janvier 1986.

TMC, qui s'était lancée dans un ambitieux plan de relance lié à l'extension de sa zone de diffusion, a dû, faute de moyens, supprimer ses programmes de l'après-midi, arrêter sa production propre et réduire ses achats de films. Ces décisions ont entraîné une baisse sensible de l'audience et, par suite, des recettes publicitaires. TMC affiche aujourd'hui un déficit mensuel de 3 millions de francs par mois, comblé par des avances de trésorerie de ses deux autres actionnaires, Radio-Monte-Carlo et la principauté de Monaco.

Mais ce déséquilibre entre les actionnaires ne peut pas subsister très longtemps. Le 15 octobre, lors d'une réunion de la commission de liaison et de concertation de TMC, équivalent du comité d'entreprise en droit monégasque, M. Pierrick Borvo, directeur général de RMC a annoncé qu'il ne pourrait pas continuer à verser des avances à TMC sans mettre en péril l'équilibre de RMC. Les syndicats de la télévision régionale redoutent maintenant des licenciements et veulent forcer les actionnaires de la station à clarifier entre eux la situation.

L'affaire intervient au moment où la SOFIRAD, actionnaire de RMC et de TMC, tente de vendre les deux entreprises (le *Monde* du 26 septembre) et d'obtenir d'Europe 1, racheté au début de l'année par Hachette, la vente de ses parts dans TMC. Le référé devrait être examiné le 26 novembre par le tribunal de première instance de Monaco.

J.-F. L.

TF1 attribue la bourse Jean-d'Arcy

La bourse Jean-d'Arcy pour les jeunes journalistes a été décernée, le lundi 20 octobre, à M. Gilles Bouleau, diplômé du Centre de formation des journalistes de Paris. Sélectionné parmi quatorze candidats présentés à l'issue de leur étude, par les sept écoles reconnues par la convention nationale des journalistes, le lauréat rejoindra la rédaction de TF1 pour un stage de trois mois. C'est la troisième fois que cette bourse est attribuée depuis que TF1 a été créée, en 1984. Les prix Jean-d'Arcy en hommage à celui qui, depuis le 19 janvier 1983, fut l'un des pionniers de la télévision française et le fondateur de l'Eurovision. L'attribution de cette bourse a pour but de susciter et de favoriser les carrières de journalistes spécialisés dans l'écriture audiovisuelle.

Programmes de télévision par satellite pour les DOM-TOM

Les téléopérateurs de Martinique, de Guadeloupe, de Guyane, de la Réunion et ceux de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon n'auront plus à attendre entre trois semaines à trois mois pour découvrir certaines émissions diffusées en métropole. Depuis le mardi 9 septembre, vingt et une heures de programmes leur parviendront chaque semaine par le satellite Télécom-L, ce qui leur permet d'y avoir accès le jour même ou avec un simple décalage de vingt-quatre heures.

RFO, la société française de radio-télévision pour l'outre-mer assure ce nouveau service, les envois se faisant désormais quotidiennement par Télécom-L depuis Cognac-Jay. Jusqu'à présent, seuls les journaux d'information ou certains événements sportifs bénéficiaient de ce circuit, les autres émissions étant enregistrées sur cassettes et acheminées par avion vers les DOM-TOM.

Parmi les programmes désormais envoyés par satellite figurent : « Téléfoot », « Des chiffres et des lettres », « Mardi-Cinéma » et « Cinéma-cinéma ». Les séries, feuilletons et films continueront, en revanche, à être acheminés par voie aérienne.

© Jacques Hébert, directeur adjoint de l'actualité à RMC. — Jacques Hébert, ancien journaliste à TF1 et à Radio-France, secrétaire en chef de *Magazine Hebdo*, vient d'être nommé directeur adjoint de l'actualité à Radio Monte-Carlo. Il dirigera à ce titre la rédaction parisienne de la radio. M. Hébert s'installera dans la nouvelle équipe de direction constituée de M. Pierrick Borvo, le nouveau directeur général, M. Patrice Duhamel, directeur général adjoint, et M. Jean-Luc Gellin, directeur de l'actualité.

Aux Etats-Unis

Le groupe Viacom racheté par ses dirigeants

Viacom International, l'un des plus gros groupes de communication américains, va être racheté par ses dirigeants pour la coquette somme de 2,97 milliards de dollars. Le conseil d'administration du groupe a en effet donné son accord pour cette OPA, menée par des cadres de Viacom, appuyés par de nombreuses institutions financières, dont Drexel Burnham Lambert, First Boston Corp et Assurance Society. Selon les analystes financiers américains, les dirigeants de Viacom cherchent ainsi à se prémunir contre les tentatives de prises de contrôle émanant de Coca Cola, Time Inc ou de National Amusements, principal actionnaire actuel du groupe.

Viacom est propriétaire de quatre stations de télévision, huit stations de radio et de nombreux réseaux câblés totalisant plus de huit cent mille abonnés. Gros producteur de films et de séries télévisées, le groupe est devenu en 1985 le leader des chaînes par câble en prenant le contrôle de la chaîne payante Showtime et des deux télévisions musicales du groupe MTV.

La société québécoise Vidéotron candidate à l'achat d'une chaîne française

Vidéotron, le plus important groupe canadien de télévision par câble, souhaite s'associer avec des partenaires français pour acquiescer une chaîne de télévision en France. Son président, M. André Chagnon, a révisé, le jeudi 23 octobre, à Montréal, que la société serait prête à investir jusqu'à 50 millions de dollars canadiens (environ 230 millions de francs) pour le rachat de Canal Plus, TV6, T65 Monte-Carlo ou TF1, cette dernière constituant à ses yeux « le plus gros défi ».

Le groupe Hersant et Philippe Amoury figuraient parmi les partenaires potentiels de Vidéotron, au même titre que la Compagnie générale des eaux avec laquelle l'entreprise québécoise est associée pour le câblage de trois millions de foyers français. M. Chagnon estime que son groupe pourrait apporter à des partenaires « un savoir-faire dans la programmation susceptible de leur aider dans la préparation de leur dossier », mais son association éventuelle avec des groupes français est, dit-il, liée à l'assurance de pouvoir exporter ou importer des programmes.

Clips

La télévision française a cinquante ans ! Oui, cinquante ans déjà que quelques privilégiés ont vu sur leurs écrans Béatrice Bretty, socia-taire de la Comédie-Française, raconter sa tournée joyeuse en Italie, cinquante ans déjà que plusieurs Parisiens ont vu sur des postes installés dans divers quartiers de la ville des images de danse présentées par Suzy Winckler, la première speakerine.

De cet anniversaire, Canal Plus veut faire une fête, un événement médiatique parrainé par les assu-

rances La France et diffusé en clair, le 7 décembre, pendant plus de trois heures, et direct depuis la grande halle de La Villette. Un rythme rapide, des dizaines d'invités qui ont vécu les moments forts de la télévision, des séquences courtes et calées, des clips pour éclairer les mémoires avec des moments choc... De « 36 chandelles » aux « Enfants du rock », de « Discorama » à « La piste aux étoiles », et de « Belle et Sébastien » à « Cocorico-cocorico ».

A. Co.



288 pages
79f

Michèle Cotta

Les miroirs de Jupiter

On espérait un livre plein de confidences, de surprises, de révélations. Le lecteur ne sera pas déçu... Michèle Cotta trace des portraits savoureux qui valent mieux que mille explications sur les méconismes à la télévision.

Jean-François Lacan, *Le Monde*

Dans un livre rapide, brillant et mélancolique, elle dénonce cette comédie sans hargne mais sans pitié, avec une verve constante et une sarte d'indulgence attristée envers le personnel politique.

François Giraud, *Le Nouvel Observateur*

Michèle Cotta croque la télévision en toute liberté... 281 pages sauteuses, nettes remarquablement affinées par une plume lisse, qui ne dessine des fleurs que pour enrubanner l'iranie. Le public se demande parfois quel est le poids de l'Etat et des hommes politiques sur les médias. Tout ici est clairement exprimé, sans colère, sans souci idéologique, sans mièvrerie. L'ouvrage est accessible à tous.

Jouis de France

Un livre-explication, une foule d'anecdotes et de portraits parfaits sévères.

Le Matin

Avec cette moderne Madame de Staël, c'est de l'autre côté du miroir que nous voulons aller.

Frank Eskenazi, *Libération*

Un livre qui passionnera tous ceux qui s'intéressent à la transformation du paysage audiovisuel.

La Paroisse Libre

« Les miroirs de Jupiter » font œuvre de salubrité pour sauligner notre extraordinaire retard dans la liberté des images.

Pierre Ysmal, *Sud-Ouest*

Les heurts et les malheurs de la Haute Autorité... Portraits tendres et chaleureux, atérés ou venimeux.

Jean-Pierre Elkabbach, *Europe 1*

Un beau travail de journaliste et de diplomate. Un livre-témoignage qui fascinera tous ceux qui s'intéressent au « pouvoir de l'image ».

Jean-Paul Mulot, *Le Quotidien de Paris*

FAYARD

Les mesures d'expulsion à l'encontre du MDA

L'appel des treize Algériens a été rejeté

L'appel des treize Algériens, membres ou sympathisants du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) de M. Ahmed Ben Bella, contre l'arrêté d'expulsion pris par le ministre de l'Intérieur en début de semaine a été rejeté le jeudi 23 octobre. M^{re} Huguette Bacro, présidente de chambre à la Cour d'appel de Paris a confirmé l'ordonnance les plaçant en rétention administrative. Elle a cependant repris les arguments présentés par les avocats, selon lesquels ces « opposants au régime dictatorial de l'Algérie » seraient menacés de mort dans leur pays, au terme d'« événements précis où ne seraient pas garantis les droits de la défense ».

Ces treize Algériens, résidents en France de longue date et dont le délai de rétention expire le 27 octobre, sont : Saad Abssi, Ali Benzaïm, Mohammed Benelhadji, Ali Serradi, Mustapha Bouhiche, Mohamed Sefraoui, Hassan Baghadi, Abdelkader Achbouche, Habib Kadi, Moufah Badoui, Brahim Kestoum, Tahar Amir, Khelil Berhache. Dans un communiqué signé par onze d'entre eux, ils affirment leur « attachement indéfectible aux principes de la lutte pacifique (...) ». Nous sommes un mouvement politique dont le combat a pour seul but de contribuer à instaurer un système démocratique dans notre pays ».

De l'ancien député au grutier

La plupart des treize Algériens menacés d'expulsion portent des noms connus dans les milieux maghrébins de France, le plus notoire d'entre eux, et qui est en même temps le doyen du groupe, étant Saad Abssi. Un ouvrage de base récent évoque son important rôle politique passé (1). Plus récemment il était devenu un permanent du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) de l'ancien président Ben Bella (le Monde du 23 octobre) et passait pour donner une coloration de plus en plus islamiste à son hostilité au régime d'Alger.

Né vers 1927 près de la palmeraie d'El-Oued, ce Saharien de souche paysanne milita très tôt pour l'indépendance de l'Algérie, d'abord au côté de Messali Hadj. Dès le 3 novembre 1954, au lendemain du déclenchement de l'insurrection nationaliste dans les Aurès, il était interpellé une première fois. Rallié ensuite au Front de libération nationale (FLN), arrêté derechef, il est, en tant que « agitateur », interdit de séjour dans les départements français d'Afrique du Nord et d'installe en France en mars 1957. Il va y occuper une place déterminante historique dans l'histoire du FLN en France. Bénédicté par le chef de « zone » du mouvement, il est l'un des organisateurs des réunions de compte politique à grande échelle — reconstruites dans le très beau film d'Okacha Touita, Les Sacrifiés (le Monde du 25 mars 1983) — qui donne finalement au FLN le primauté sur les messalistes.

Emprisonné en 1960, Saad Abssi reste en France après l'indépendance de son pays (1982) et y dirige jusqu'en 1964 la section lyonnaise de l'Armée des Algériens en Europe tout en étant élu député du Sahara au Parlement d'Alger. Dès juin 1965, il entre, en France, dans l'opposition contre le régime militaire qui vient de renverser le président Ben Bella et, depuis lors, il n'a eu que des déboires de cette attitude.

Ainsi que nous l'a déclaré l'un des avocats de neuf des treize Algériens, M^{re} André Meunier, du barreau de Paris, tous les événements expulsés ont un emploi et sont munis de titres de séjour réguliers en France, où la plupart résident depuis longtemps et exercent au grand jour des activités politiques d'opposition, notamment au sein du MDA, auquel tous cependant n'appartiennent pas et que certains avaient récemment quitté, tel Saad Abssi. Plusieurs d'entre eux ont des enfants ayant choisi la nationalité française et au moins un, Mohamed Ben El-Hadi (né en

1952), est marié à une Française. Décrit par son entourage comme « un vrai progressiste arabe pas du tout tenté par l'islamisme », M. Ben El-Hadi est le petit-fils d'un beghache grand-croix de la Légion d'honneur... Brahim Kestoum, demeurant à Arras, est le seul du groupe à avoir été trouvé en possession d'une ou deux armes légères.

Parmi les autres figures connues, on relève le nom de Mohamed Sefraoui (né en 1928), en France depuis 1953, ancien responsable de l'Armée des Algériens en Europe (1982-1986) ; Tahar Amir (né en 1932), en France également depuis 1953 et délégué régional de l'Armée jusqu'à fin 1982 ; Mustapha Bouhiche (né en 1933), ancien responsable de l'Armée à Marseille (1982-1985).

Une seule femme fait partie des treize, Khelil Berhache (née en 1958), immigrée depuis onze ans et épouse d'un infirmier algérien de l'association humanitaire Franco-terre d'asile ; journaliste, elle écrit parfois dans l'édition francophone d'El-Badi, organe du MDA. Elle serait ancienne de deux mois, selon M^{re} Meunier. Un autre journaliste est dans le groupe : Ali Serradi (né en 1932) ; il a collaboré à un des magazines arabes de Paris, El-Watan-et-Arabi (pro-trakien) et à la version arabo-française d'El-Badi ; il est ici depuis dix ans.

On peut citer aussi un informaticien de la région lyonnaise, Habib Kadi (né en 1948), en France depuis 1972 ; Ali Benzaïm (né en 1937), en France depuis 1963 ; Aboune Baghadi, commerçant dans l'Hexagone depuis plus de vingt ans ; Abdelkader Achbouche (né en 1931), en France depuis 1965 et gérant d'une agence de voyages à Colombes (région parisienne). Son beau-frère, qui n'avait pas d'activité politique connue, est sous les verrous, en Algérie, depuis dix-huit mois, afin, semble-t-il, d'amener M. Achbouche à renoncer à son appartenance au MDA. Enfin, Moufah Badoui (né en 1950), un grutier travaillant ici depuis 1988, père de six enfants de nationalité française et ayant quitté, cette année, le MDA, mais restant membre d'un petit syndicat autonome, le Comité des travailleurs algériens, se trouve également parmi les treize.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Benjamin Stora, Dictionnaire biographique de militants nationalistes algériens (1926-1954), L'Harmattan, 1985, 405 pages, 190 F.

Place de la République à Paris

Rassemblement pour les 101 Maliens

Quelque six cents personnes, dont de nombreux Africains, ont participé, le jeudi 23 octobre, à un rassemblement, place de la République à Paris, organisé par le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) afin de protester contre la récente expulsion collective de 101 Maliens. Une quarantaine d'associations et organisations avaient également appelé à ce rassemblement, soutenu par la CGT, la CFTD, le PCF et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR).

La statue de la place de la République était décorée d'une banderole des associations de travailleurs maliens en France : « Que sont devenus nos droits et dignité ? Non aux expulsions inhumaines. Oui à la solidarité franco-malienne. Certains travailleurs immigrés afri-

cains tenaient symboliquement de bout de bras une chaîne blanche et rouge. Secrétaire général du MRAP, M. Albert Lévy a dénoncé une « loi mauvaise, scélératesse et dangereuse », assurant que certains des expulsés avaient des permis de séjour en règle.

« Nous sommes tous des immigrés et nous devons tous être solidaires, quelles que soient nos origines, pour balayer résolument le racisme », a-t-il conclu. Un nouveau rassemblement est prévu, samedi 25 octobre, à 15 heures, place du Trocadéro, à l'appel notamment de SOS Racisme, tandis qu'une manifestation de rue est envisagée pour la semaine prochaine. Des amis des treize Algériens du MDA menacés d'expulsion ont également pris la parole.

Une circulaire du directeur central des polices urbaines

M. Broussard : des fonctionnaires indisciplinés discréditent gravement la fonction policière

M. Robert Broussard vient d'adresser un sévère rappel à l'ordre aux personnels de police de province. Aujourd'hui préfet et directeur central des polices urbaines au ministère de l'Intérieur, il commande l'ensemble des corps urbains de la police nationale, à l'exception de ceux qui sont du ressort de la préfecture de police de Paris. Or, dans une circulaire datée du 7 octobre et adressée aux préfets et aux directeurs départementaux des polices urbaines (DDPU), M. Broussard met en cause « des fonctionnaires maladroits et indisciplinés [qui] discréditent gravement la fonction policière ». Il réclame contre eux « des sanctions exemplaires, quel que soit leur grade ».

« Je constate avec inquiétude, écrit M. Broussard dans sa circulaire, que le renom des polices urbaines subit une certaine déconsidération par le fait de fonctionnaires qui portent délibérément atteinte à la dignité de la fonction ou qui dévalent avec une totale désinvolture la qualité de l'accueil du public, qui doit être l'une de nos préoccupations constantes ».

Avec cette vigueur de ton peu courante dans les circulaires administratives du ministère de l'Intérieur, le directeur central des polices urbaines ajoute : « Alors que la très grande majorité des personnels de tous grades accomplissent sa mission avec efficacité et courage, dans le souci de l'intérêt général, quelques fonctionnaires maladroits et indisciplinés discréditent gravement la fonction policière et lui portent des coups aux conséquences durables. Cette situation n'est pas tolérable et je ne l'accepterai pas ».

M. Broussard demande donc aux préfets et aux directeurs départementaux des polices urbaines de lui « signaler ces faits répréhensibles en [lui] adressant une copie du dossier disciplinaire destiné aux instances hiérarchiques qui vous ne manquez pas de saisir systématiquement, en réclamant pour les fautes, quel que soit leur grade, des sanctions exemplaires ».

Ce rappel à l'ordre catégorique semble sans précédent. Au poste d'observation qui est le sien, M. Broussard juge la situation suffisamment grave pour s'adresser en

La privatisation des prisons

Les cadres de l'administration pénitentiaire sont favorables au projet Chalandon

Nous à une politique pénale uniquement axée sur l'incarcération. Qui, cependant, au plan Chalandon de privatisation des prisons car celui-ci est encaissé de « garanties ». Tel est le sens de la lettre que vient d'adresser au garde des sceaux M. Jean-Pierre Martinet, secrétaire général du Syndicat national des personnels de direction (Force ouvrière).

Le syndicat de M. Martinez déclare grouper 80 % des cadres de l'administration pénitentiaire. Il affirme être attaché à la prévention mais constate que les prisons sont surpeuplées et qu'un rythme actuel de création de nouvelles places « il faudrait près de quarante ans pour faire face aux besoins ».

« Nous aurions souhaité, écrit M. Martinez, que le grave problème de la prison soit pris totalement en compte par l'Etat, mais nous comprenons bien que son incidence budgétaire aurait représenté une charge trop lourde pour la collectivité nationale ».

Aussi les cadres de l'administration pénitentiaire se sont-ils pas opposés à la privatisation. Il ont trouvé dans le projet Chalandon (le Monde du 23 octobre) des garanties qui les satisfont, « notamment celles concernant le respect de l'égalité de traitement de la population pénale ainsi que celles relatives au contrôle hiérarchique de l'administration centrale et des directions régionales » sur les prisons privées.

Enfin, M. Martinez indique qu'à ses yeux la mise en œuvre de la nouvelle loi « ne saurait se passer d'un vaste plan de rénovation du secteur public ».

ces termes aux responsables départementaux. Car l'avertissement vaut pour eux aussi, invités à plus de vigilance et à plus de fermeté dans le contrôle hiérarchique d'éventuels dérapages.

Accumulation d'incidents

Au ministère de l'Intérieur, personne ne confirme une aggravation récente des incidents. Officiellement, la circulaire de M. Broussard ne serait qu'un rappel normal : « Les fonctionnaires ne sont ni plus nombreux ni plus graves qu'avant, confie en style direct un responsable, mais il faut rentrer dedans ! Pour valoriser les gens qui font bien, il faut sanctionner ceux qui font mal ». M. Broussard veille d'ailleurs à féliciter lui-même, chaque matin, au téléphone, les services qui ont réussi de « belles affaires ».

Il semble bien pourtant que l'accumulation de faits divers où l'action de certains policiers a été discutable soit à l'origine de cette mise en garde. Il y a d'abord ces trois « bavures » mortelles depuis juillet, qui ont toutes des causes diverses. Si l'« accident » de Grenoble — intervenu après la diffusion de la circulaire — souligne le surarmement et l'insuffisante formation au tir, si l'affaire de Fontenay-sous-Bois peut être mise sur le compte de l'affolement et de la pression psychologique, les rétroactions du CRS Burgos, dans la « bavure » de la rue Mogador, font mauvais effet. La justice semble désormais convaincue que sa première version, visant à l'innocenter, lui fut conseillée par sa hiérarchie qui alla jusqu'à lui faire répéter la première reconstruction des faits dans le casernement où il était consigné.

Au tribunal de Paris

M. Roland Dumas contre « le Figaro-Magazine »

M. Jean Douvroule, premier vice-président au tribunal de Paris, devait dire, ce vendredi 24 octobre, s'il y a lieu de désigner un huisnier pour faire constater l'importance de la diffusion du numéro du Figaro-Magazine du 18 octobre qui insistait en cause M. Roland Dumas dans l'affaire de l'aéroport d'Antigua.

Cette mesure a été demandée par l'ancien ministre des relations extérieures qui prépare une action en diffamation et entend, pour cela, faire évaluer l'importance du préjudice qu'il estime avoir subi, non seulement par la publication de l'article, mais aussi par la publicité qui fut faite, tant par des affichettes que par des messages diffusés par RMC, Europe 1 et RTL, insistant à l'achat de ce numéro.

Pour une audience de référé, ce se fut pas, jeudi, une audience brève. Si M^{re} Christiane Charrière-Bourmazel, avocat de M. Dumas, devait, pour justifier sa demande, dénoncer d'abord le « caractère insultant » d'un article tendant à faire croire que M. Dumas serait intervenu pour faire pression sur des organismes officiels afin que soit garanti un prêt de 11 millions de dollars, elle enchaîna d'une « diffamation caractérisée envers un ministre pour laquelle le parquet, seul habilité à déclencher l'action publique, sera inévitablement saisi ». M^{re} Albert Benatar, au nom de la société du Figaro allait, lui, soutenir que la demande de désignation d'un huisnier était irrecevable.

D'autant plus, devait-il ajouter, que « nous communiquons de nous-mêmes à notre adversaire toutes les informations qu'il souhaite ».

Des chiffres

De fait, M^{re} Benatar a présenté au tribunal ces quarante pièces et donné des chiffres. On veut savoir quel fut le tirage du numéro incriminé ? Il fut de huit cent trente-deux mille six cent cinquante-neuf exemplaires. Le coût des annonces à Radio Monte-Carlo ? 51 730 F. Le nombre des affichettes mises dans les kiosques avec la mention « Questions à Roland Dumas sur 11 millions de dollars » ? cinq mille neuf cent quatre-vingt. Le prix de leur opposition ? 11 875 F, etc. Alors, à quel bon huisnier ?

« Eh bien », devait répondre M^{re} Charrière-Bourmazel, parce que ces documents ne sont pas forcément paroles d'évangile et que, « a priori, je doute de tout ce qui vient du Figaro. Je préfère tenir les chiffres, et notamment ceux du prix et du nombre de messages publicitaires diffusés par les radios, de ces radios elles-mêmes, auprès des

Mais M. Broussard vise plus largement un laxisme répandu dans le comportement quotidien à l'égard du public. Plusieurs cas précis où des policiers auraient refusé d'enregistrer des plaintes et ainsi contribué à démoriser les usagers auraient été récemment signalés. Par ce laisser-aller, certains policiers accablent dans l'opinion l'idée que la police « ne peut rien » contre l'insécurité, qu'elle n'a pas les moyens de son action et que les responsables politiques n'ont pas une volonté répressive suffisante. L'argot des commissariats n'appelle-t-il pas « vittie de condolances » les constatations sur les lieux d'un cambriolage ?

Une division des rôles

Ce relâchement s'accompagne parfois d'une moralité discutable. De nouveaux cas de recel par des policiers en service, qui se servent parmi les objets volés saisis, ont donné lieu à des procédures disciplinaires. A Maisons-Laffitte (Yvelines), en août, des policiers ont, au minimum, fait preuve de non-assistance à personne en danger en abandonnant un clochard victime de coups et blessures sur un parking au lieu de le conduire à l'hôpital, où il devait finalement arriver grâce aux gendarmes (il devait mourir dix jours plus tard). Enfin, la fouille corporelle « poussée » d'une lycéenne par un gardien parisien est venue allonger une liste qui n'est probablement pas exhaustive.

Or la première réaction sans ambiguïté contre ces excès provient de la haute hiérarchie administrative et non pas des autorités ministérielles. Il y a indéniablement une différence de ton entre la circulaire de M. Broussard et les discours publics

de M^{re} Charles Pasqua et Robert Pandraud, qui se refusent à une critique publique du comportement de certains policiers. Certains responsables policiers estiment, en tout cas, que les encouragements parfois intempestifs des ministres ont contribué à dégrader le climat. S'agit-il de l'occurrence d'une division des rôles, les responsables administratifs sanctionnant, pendant que les ministres se préoccupent de « moral des troupes »... et de l'opinion ?

De fait, M. Pandraud se signale, ces derniers temps, par sa rapidité à suspendre les policiers impliqués dans des incidents. Et M. Pasqua a tenu à rappeler, devant le congrès syndical de la FASP, qu'il ne tolérerait « aucune faute contre l'honneur ». La circulaire de M. Broussard participe de cette évolution. Ce souci de restaurer un certain nombre de valeurs rencontre les préoccupations des syndicats majoritaires qui s'inquiètent de l'image donnée de leur profession par quelques « extrémistes ».

La FASP a ainsi proposé l'instauration d'une « haute autorité » de la police, un « conseil supérieur de l'activité policière » qui serait composé de « personnalités irréprochables » afin d'éviter les polémiques et de faire toute la lumière sur chaque affaire. Une suggestion que M. Broussard, interrogé la semaine dernière par RTL, n'a pas rejeté. Ce syndicat propose aussi la restauration d'une vieille coutume policière en vigueur dans les années 60 : le « prix de la courtoisie », une prime annuelle (100 francs à l'époque) pour les policiers qui se sont le mieux comportés avec le public.

EDWY PLENEL.

Au tribunal de Paris

M. Roland Dumas contre « le Figaro-Magazine »

quelles serait mandaté un huisnier.

A quel M^{re} Benatar rétorqua que, si son adversaire entendait tellement obtenir du juge des référés la désignation d'un huisnier, c'était pour que la presse puisse déjà dire que M. Dumas avait remporté une première victoire sur le Figaro.

Le président Douvroule tentait alors une médiation. Que M^{re} Charrière-Bourmazel puisse éprouver des doutes sur la sincérité des pièces produites par le Figaro, il le comprenait fort bien, mais si ces pièces pouvaient être certifiées conformes, ne pourrait-il pas alors avoir satisfaction, étant en possession des documents susceptibles d'estimer le préjudice causé ?

M^{re} Charrière-Bourmazel devait admettre que ce pourrait être le cas éventuellement pour les documents concernant le tirage, mais non point pour le reste. Autrement dit, il maintenait bel et bien sa demande de désignation d'un huisnier, demande que M^{re} Benatar, dans ces conditions, estimait de nouveau être irrecevable, les éléments d'information sollicités par son adversaire ne risquant ni de disparaître, ni d'être altérés.

C'est dans ces conditions que M. Douvroule dut se résigner à rendre une ordonnance, alors que, visiblement, il aurait préféré donner acte au Figaro de la production des documents apportés par son avocat.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Le chef de l'ASALA-Mouvement révolutionnaire sera jugé pour association de malfaiteurs

Monté Melkonian, considéré comme le principal responsable de l'ASALA-Mouvement révolutionnaire, condamné prochainement devant la 14^e chambre correctionnelle de Paris. Le magistrat-instructeur, M. Guy Boulouque, a rendu, le jeudi 23 octobre, une ordonnance de renvoi portant sur les délits d'association de malfaiteurs, détention d'arme de première catégorie et de munitions de première et de quatrième catégories, détention d'armes et d'appareils destinés à faire éclater des engins explosifs ou incendiaires, faux, usage de faux documents administratifs et recel.

Arrêté à la fin du mois de novembre 1985, dans le 14^e arrondissement

de Paris, par la Direction de la surveillance du territoire (DST), Monté Melkonian détenait, dans un appartement de l'avenue de Saint-Mandé (12), un pistolet automatique, des munitions, un dispositif électronique de mise à feu à retardement et des faux papiers. La locataire de l'appartement, M^{re} Zibour Kassab, vingt-quatre ans, militante du Mouvement national arménien (MNA), est également renvoyée devant le tribunal correctionnel.

En revanche, M. Benjamin Kochichian, journaliste au bimensuel Hay Bghyor, vingt-quatre ans, militant du MNA, arrêté alors qu'il se trouvait en compagnie de Melkonian, a bénéficié d'une ordonnance de non-lieu.

A Poitiers

Deux ans de prison (dont un avec sursis) pour abus de biens sociaux

POITIERS
de notre correspondant

Poursuivi pour abus de biens sociaux, usage de crédits de la société qu'il présidait, écritures fictives et fraude sociale, M. Jacques Muzzolini, cinquante-sept ans, habitant à Poitiers, où il est vice-président de la chambre de commerce, a été condamné, le mercredi 22 octobre, par le tribunal de grande instance de Poitiers, à deux ans de prison, dont un avec sursis. Premier directeur général de la société SA Muzzolini de 1979 à

1984, M. Muzzolini n'est fait construire à Ligugé, près de Poitiers, sur les fonds de sa société, une somptueuse demeure. Les factures sont estimées à 2 millions de francs et vingt-sept mille heures de travail ont été décomptées.

M^{re} Ginette Rhé, ancienne épouse du PDG, actuelle directrice de la société Muzzolini, a été condamnée à un an de prison avec sursis. M. Jacques Muzzolini, directeur technique de la société réorganisée, et M^{re} Ginette Rhé ont déjà remboursé 1,5 million de francs à la société.

سكائن المظفر

JUSTICE

Carrefour du développement
Le secret des fonds secrets

Existe-t-il un « secret des fonds secrets » au même titre que le secret médical ou de la confession ? La question pourrait se poser après la démission effectuée par le juge d'instruction chargé de l'affaire du Carrefour du développement, M. Jean-Pierre Michaux, après des services du premier ministre.

Lors d'un entretien à l'hôtel Matignon, le mardi 21 octobre, avec le chef de cabinet de M. Jacques Chirac, M. Michel Roussin, le magistrat a demandé à entendre les fonctionnaires du secrétariat général du gouvernement chargés de distribuer les fonds secrets mis à la disposition du premier ministre par le Parlement, afin d'obtenir des informations sur leur répartition et leur régime.

Or l'utilisation de ces fonds — qui n'ont de « secret » que leur non-puissance leur volume est voté, chaque année, en même temps que le budget — est, selon la loi, laissée à l'entière discrétion du premier ministre : ni le Cour des comptes ni l'administration ne peuvent le contrôler. La question est donc de savoir dans quelle mesure la justice est en droit de s'y intéresser.

Les fonds secrets apparaissent dans l'affaire du Carrefour du développement à deux niveaux. Ils ont servi, d'une part, à financer la plus grande partie du sommet franco-allemand de Buzumbar, en décembre 1984. Ils ont alimenté, d'autre part, le compte sur lequel M. Christian Nucci a prélevé, pendant près de deux ans, le montant de ses cotisations au Parti socialiste. Si le juge obtient les renseignements qu'il souhaite, l'ancien ministre de la coopération pourrait donc se trouver dans une situation difficile.

Pour l'instant, le magistrat semble surtout s'intéresser au financement du sommet de Buzumbar. Il faut rappeler que celui-ci a été annulé, pour plus de soupçons, par l'association (loi

de 1801) Carrefour du développement sur les crédits du Fonds d'aide à la coopération (FAC) et non par les voies traditionnelles de la comptabilité publique. Le FAC n'étant pas assez « riche » pour faire face aux dépenses considérables engagées pour cette réunion, il a fallu la financer à l'aide des fonds spéciaux du premier ministre. C'est pourquoi sur cette opération que le juge souhaite des éclaircissements.

Pour ce sommet, qui aurait coûté environ 45 millions de francs, l'Etat a payé 67 millions de francs. A l'origine, affirme M. Yves Chénier, l'ancien chef de cabinet de M. Nucci, dans le mémorandum qu'il a fait parvenir au nouveau ministre de la coopération, les services du premier ministre n'ont octroyé que 11 millions de francs sur la réserve spéciale et s'acquiescent de « refuser » à que plusieurs mois plus tard. Sur quelles bases ce supplément a-t-il été alloué ? Telle est une autre des questions que peut se poser le juge.

Les fonctionnaires que souhaite entendre M. Michaux répondront-ils à ces interrogations ? Ceux-ci peuvent contester le contrôle financier et le secrétaire général du gouvernement, qui débouche les fonds. Cependant, la comptabilité concernant les fonds spéciaux est tenue chaque année, après quinze de premier ministre, et on imagine mal que cette procédure n'ait pas été employée avant le changement de gouvernement du mois de mars. La divulgation de renseignements sur les fonds mis à la disposition de premier ministre créerait en outre une sorte de précédent dont d'autres pourraient se prévaloir par la suite. Pour toutes ces raisons, le « secret des fonds secrets », même s'il ne semble pas prévu par la loi, risque de rester bien gardé.

CORINE LEBLANC.

Inculpé de viols

Un directeur de colonie de vacances est remis en liberté

M. Pierre Roux, quarante ans, inculpé en mai de juin dernier de cinq viols et de quatre attentats à la pudeur sur des jeunes filles de moins de quinze ans (*Le Monde* du 22-23 juin), a été remis en liberté le lundi 20 octobre sur ordonnance de la chambre d'accusation d'Orléans.

M. Pierre Roux, qui était détenu à la maison d'arrêt de Tours, est placé sous contrôle judiciaire assorti d'une interdiction de se rendre à Chinon (Indre-et-Loire). Les faits reprochés à l'inculpé survenant, en effet, été commis dans une colonie de vacances dont M. Roux était le directeur, et qui est gérée par l'association Jeunesse chironnaise en plein air.

Cadre bancaire, ancien conseiller municipal de Chinon, M. Roux a toujours rejeté avec force les accusations portées contre lui.

M. Dejoie, président du Conseil supérieur du notariat

Le Conseil supérieur du notariat vient de porter à sa présidence M. Luc Dejoie (sans siège administratif au RPR) de Loire-Atlantique. Le Conseil supérieur du notariat représente l'ensemble de cette profession qui groupe les sept mille trois cents notaires et leurs trente-sept mille collaborateurs. Les notaires reçoivent chaque année en forme cinq millions de contrats intéressant près de quinze millions de personnes.

Né le 6 février 1931 à Nantes, M. Dejoie est inscrit en droit et notaire depuis 1962. Il est maître de Notaire (Loire-Atlantique) depuis 1971, conseiller général depuis 1973 et vice-président de l'assemblée départementale depuis 1982. Il a été élu sénateur en 1983.

Condamnation d'un réfugié basque espagnol. — M. Francisco Irujo Martinez, réfugié basque en France depuis six ans et poursuivi, pour la troisième fois, pour infraction à l'arrêté d'assignation à résidence, a été condamné, le jeudi 23 octobre, à six mois de prison ferme par le tribunal de Bayonne. — (Corresp.)

RELIGIONS

Apolittisme et activisme social

Les évêques au charbon

L'assemblée plénière annuelle des évêques français s'est ouverte le vendredi 24 octobre à Lourdes.

Jusqu'à jeudi, elle examinera la situation du clergé diocésain, la mise en forme

d'un « plan de solidarité » regroupant l'ensemble des activités caritatives de l'Eglise de France, la place de l'Etat et la participation des laïcs. Un ouvrage va sortir dans quelques jours qui souligne

l'originalité du rôle politique et social de l'épiscopat.

Il est le résultat d'une recherche menée par un politologue, M^{me} Brigitte Vassort-Roussel (1).

C'est une affaire entendue : les évêques de France ne font pas de politique ! Pourtant, on ne les a jamais autant vus aux avant-postes, dès qu'un événement met en cause, selon eux, des valeurs ou des droits fondamentaux de l'homme.

Ils défendent des immigrés gravement de la faim, mobilisent l'opinion contre les « nouvelles pauvretés », proposent des formules de partage du travail et s'inquiètent de menaces pesant sur la liberté scolaire. Ils mettent en garde le corps médical contre le risque de jouer les apprentis sorciers et réagissent dès qu'un film met en cause les convictions de leurs fidèles. Ils ont enfin une solide expérience pacifique et tiers-mondiste.

La hiérarchie catholique pèse de peu de poids dans l'élaboration des décisions politiques. Mais elle tente de regagner en influence sociale et morale ce qu'elle a perdu sur le terrain strictement politique.

L'ouvrage de Brigitte Vassort-Roussel souligne l'indifférence des évêques par rapport aux formes de gouvernement. Près d'un sur deux (42 %) refuse d'exprimer un quelconque soutien à l'avenir politique de la France à l'horizon de 1990. 44 % ne veulent pas répondre à la question de savoir quel système politique servirait le mieux les intérêts de l'Eglise.

Leur attitude par rapport aux partis renforce cette impression de neutralité. 22 % se disent « en bons

termes avec tous les partis » ; 31 % estiment qu'ils sont « tous mauvais » ; 31 % ne montrent d'enthousiasme pour aucun ; 16 %, enfin, se disent « hostiles à la fois au marxisme et au libéralisme ».

Trois générations

Ce désintérêt apparent pour la politique est le fait des évêques les plus âgés, attachés à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais aussi des plus jeunes, nommés depuis 1975 défenseurs de la primauté spirituelle de l'Eglise contre tout risque de compromission politique.

La génération intermédiaire est celle des évêques de cinquante-cinq à soixante ans qui, avec la guerre, s'est

froitiée aux réalités du monde, s'est engagée dans les brèches ouvertes par le concile et a été, dans les années 1965-1975, attirée par le socialisme non marxiste.

Une minorité d'évêques exprime ainsi une préférence pour une forme de socialisme modéré ou de catholicisme social. Mais il s'agit moins d'un rattachement à « un programme politique concret », dit l'auteur de l'enquête, que d'une « représentation modérée idéologique et vague de ce qui illustre le mieux, pour cette génération d'évêques, le prophétisme religieux ».

Pour 62 % des évêques français, toute adhésion d'un prêtre à un parti est « regrettable ». Le prêtre n'est pas un citoyen comme les autres, car ses prises de position engagent l'Eglise. Plus d'un évêque sur trois (36 %) se dit même prêt à sanctionner un prêtre qui serait candidat à une fonction électorale.

Si l'on déserte les lieux d'influence politique, l'épiscopat se manifeste, en revanche, par une activité déconcertante sur le plan social. 29 % des évêques disent y consacrer entre un quart et un tiers de leur temps, et 7 % près de la moitié.

Lorsqu'on demande à un évêque s'il croirait pour lui, d'abord, de prêcher les vertus chrétiennes, d'enseigner la justice sociale ou de témoigner sa solidarité à des opprimés en dénonçant toute forme de répression, plus de la moitié (55 %) choisissent cette dernière proposition. 12 % vont même au-delà et préconisent un engagement des fidèles à leurs côtés. Seulement 14 % préchent la doctrine sociale de l'Eglise, et 7 % souhaitent s'en tenir à un rôle d'intermédiaire entre les parties en conflit. Un bloc de 12 % refuse toute manifestation sur les questions sociales et déclare préférer la morale chrétienne.

Si l'on a un tempérament de gauche dans l'épiscopat français aujourd'hui, il est bien dans cette sorte d'activisme social. Il rappelle, note justement l'auteur de cette étude, la « fonction tribunitienne » que Georges Lévay attribuait autrefois au parti communiste, défenseur des catégories « pieuses ».

HENRI TIMCO.

(1) « Les Evêques de France en politique », par Brigitte Vassort-Roussel, docteur en sciences politiques de l'université Yale (E.-U.), chargée des conférences à l'Institut d'études politiques de Grenoble. Le Car et les pressions de la Fondation nationale des sciences politiques. 320 pages. 109 F. L'auteur de cette recherche a eu des entretiens individuels avec 75 évêques pendant deux ans (1979-1981).

EDUCATION

Projet de calendrier scolaire 1987-1988

	ZONE I	ZONE 2	ZONE III
Académies (1)	Paris, Orléans, Versailles.	Bordeaux, Com, Clermont-Ferrand, Grenoble, Montpellier, Nancy-Metz, Nantes, Nice, Rennes.	Als-Moselle, Angers, Brest, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Orléans-Tours, Poitiers, Reims, Rouen, Strasbourg, Toulouse.
Rentrée 1987	Mardi 8 septembre		
Tournoi	Du mardi 27 octobre au jeudi 5 novembre		
Noël	Du samedi 19 décembre au lundi 4 janvier		
Février	De jeudi 4 février au lundi 15 février	De jeudi 11 février au lundi 22 février	De jeudi 18 février au lundi 29 février
Pâques	De samedi 26 mars au lundi 11 avril	Du vendredi 1 ^{er} avril au lundi 18 avril	
Pentecôte	De vendredi 20 mai au lundi 26 mai	Du samedi 21 mai au jeudi 26 mai	
Fin 1988	Jeudi 30 juin		

(1) Les dates indiquées correspondent au jour de départ, après la classe, et au jour de rentrée, le matin.

Les parents et les enseignants : contre

Le projet de calendrier scolaire 1987-1988 de M. Monory fait l'unanimité des parents et des enseignants contre lui. Les parents de la FCPE (ex-Fédération Américaine) le considèrent comme « une hérésie ne tenant aucun compte des avis des médecins, pédagogues ou psychologues », et ceux de la FEEP (ex-Fédération Schleret), opposée à la suppression des options au lycée, auraient souhaité qu'on « définit d'abord finalités et contenus de formation puis les structures horaires qui en découlent, et non le contraire ». Même hostilité chez les enseignants du SNES (FEN), qui désignent ainsi le « véritable objectif » de M. Monory : « Amputer, toujours

amputer, et réaliser d'importantes économies de moyens dont élèves et enseignants feront les frais ».

Le SGEN (CFDT) demande « quelle crédibilité peut encore avoir M. Monory ? ». Quant au SNALC, il s'inquiète du report des examens en juillet, « amputant ainsi les vacances des candidats et de leurs examinateurs ». Enfin, le SNI-PECC (FEN) « dénonce un calendrier tenant compte des intérêts des industries du tourisme et non des enfants ». Un soupçon qu'a confirmé involontairement M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat au tourisme, en déclarant que le pro-

jet de M. Monory était « favorable à l'industrie touristique française ».

Manifestations lycéennes à Rouen et au Havre. — Cinq cents lycéens rouennais ont manifesté, jeudi 23 octobre, pour protester contre « les mauvaises conditions de travail » dans les établissements. Une délégation a été reçue par le recteur. Les lycéens ont décidé de suspendre leur mouvement de grève (lancé une semaine auparavant au LEP Marcel Sembat de Rouen) et de créer des « comités de coordination » pour « étendre le mouvement à la France entière ».

Plus d'un millier de lycéens avaient également défilé la veille au Havre pour des raisons identiques.

PAVILLON DAUPHINE

DU 22 AU 27 OCTOBRE.

de 10 heures à 20 heures.

ROVER

VOUS INVITE A VENIR ESSAYER

LA NOUVELLE ROVER 800



Rover Série 800 :
6 versions de 111 000 F (9 CV) à 191 500 F (13 CV).
Tarif au 30.09.86. Millésime 87. Modèle présenté :
Rover 825i Sterling Option Pack : 191 500 F.

LE SAVOIR VIVRE



* Pavillon Dauphine : Place du Maréchal de Lattre de Tassigny - 75016 PARIS - Tél. 47.37.66.98.

Financement Universel Rover : Rover Your game Rover

PIANOS DAUDÉ
A VOTRE SERVICE DEPUIS 1924

Propose en piano d'étude

UN PIANO STEINMANN NEUF
modèle CANTATE EQUITANT LES CONSERVATOIRES

AU PRIX EXCEPTIONNEL de 12200 ou POUR LE MONTANT D'UNE LOCATION de 275 F PAR MOIS

PIANO W. STEINMANN
Série 1000
DÉMO-ALLOCATION R.D.A.

ENTRAÎNEMENT GRATUIT ET ANNUÉ

OUVERT AUSSI LE DIMANCHE de 9 h à 19 h

PIANOS DAUDÉ

C'EST AUSSI 25 AUTRES MARQUES DE PIANOS • DES SAXOS • DES FLUTES

L'accompagnement des mourants

La circulaire ministérielle

Des unités de soins pluridisciplinaires

C'est sous la forme d'une circulaire ministérielle « relative à l'organisation des soins et à l'accompagnement des malades en phase terminale » que les pouvoirs publics ont décidé d'inciter à la création d'« unités de soins palliatifs ». Ce texte de sept feuillets est signé pour le ministère des affaires sociales et de l'emploi par l'ancien directeur des hôpitaux, M. Jean de Kervadon, et par le professeur Jean-François Guiraud, directeur général de la santé.

Selon cette circulaire, les USP (unités de soins palliatifs) doivent être des unités de petite taille (entre cinq et quinze lits) dotées d'une consultation externe, afin d'assurer le traitement des malades à domicile et de ceux qui sont hospitalisés dans d'autres services.

L'équipe de soins attachée à l'USP sera dirigée par un médecin et groupera plusieurs spécialistes (psychiatre, anesthésiste, réanimateur, infirmiers, aides soignantes, psychologue, kinésithérapeute, etc.). Diététiciens et pharmaciens doivent également être associés à une telle équipe. « En outre, indique la circulaire, l'équipe peut proposer au malade l'intervention, s'il le désire, de ministres du fait et de bénévoles ».

Le fonctionnement de l'équipe est basé sur le volontariat de ses membres, le projet précisant que les modalités d'intervention de chacun devront être élaborées en commun.

« Lorsque l'unité de soins est regroupée, indique la circulaire, les locaux doivent être conçus de façon que les membres puissent être personnalisés et posséder une liaison téléphonique avec la ville. L'unité sera aussi équipée d'une pièce pour les réunions d'équipe et les rencontres avec les familles. Le mourant devra pouvoir, à l'occasion, s'isoler de sa famille dans cette pièce ou dans une autre aménagée à cet effet. Le service doit par ailleurs veiller à la qualité de l'accueil des familles dans les chambres mortuaires ».

Outre leur mission de soins, les USP devront également être des



Valérie Winckler ne déteste pas la difficulté. L'an dernier, cette photographe parisienne avait posé plusieurs fois à la maternité de l'hôpital de Sèvres (Hauts-de-Seine), guidant les premiers pas de la vie, les nouveaux parents des bébés, le jour de leur naissance (le Monde du 27 septembre 1985).

Cette unité de quatre enfants vient de commencer un autre voyage — à l'autre bout de la vie celui-ci. Elle a déjà passé cinq mois dans deux établissements hospitaliers de la région parisienne, tentant de saisir le regard des mourants et de ceux qui les soignent. Certaines photos sont dures, voire insupportables.

Valérie Winckler ne photographie pas les malades qu'après de longues conversations avec eux. « Par humanité, dit-elle, j'ai toujours mon appareil sur moi. Le plus pénible, c'est avec les déments parce qu'ils ne disent jamais rien ».

Des soignants travaillent déjà sur ses photos. « Ils ont besoin d'un regard extérieur », souligne Valérie Winckler. Généralement ils trouvent ces images plus dures que ce qu'ils vivent. Comme si l'image de la mort était plus forte que la mort elle-même... »

centres de formation et de recherche, accessibles aux praticiens locaux.

Un chapitre de la circulaire est consacré aux enfants. C'est l'équipe soignante du service de pédiatrie qui devra assumer les soins palliatifs. Elle devra, souligne la circulaire, veiller à l'accueil de l'enfant malade et de ses parents, atténuer le sentiment de culpabilité éprouvé par les parents et les aider à préserver

autant que possible l'équilibre familial. Le rôle de l'équipe devra se poursuivre après le décès du malade, notamment pour prévenir l'apparition de maladies consécutives à la perte d'un proche.

Les directeurs d'établissements hospitaliers publics ou privés ne disposeront d'aucun moyen nouveau pour mettre en œuvre ce ambitieux programme. « Les moyens nécessaires à la mise en application pratique des soins d'accompagnement

des mourants seront recherchés par le redéploiement des moyens existants », précise la circulaire qui ajoute pourtant, dans un peu banal paradoxe : « Les soins palliatifs ne sauraient, en aucun cas, se concrétiser par une médecine au moindre coût ».

A l'hôpital des Sablons de Grenoble

Le second combat

Dans l'unité d'oncologie médicale de l'hôpital des Sablons à Grenoble, l'équipe du professeur Schaefer s'efforce d'apporter au malade entré dans la phase terminale le maximum de « soins palliatifs » pour le soulagement de ses souffrances.

GRENOBLE de notre correspondant

« Nous voulons que nos malades gardent ce qu'il leur reste de vie sans être écrasés par la souffrance physique », explique le professeur René Schaefer, chef du service d'oncologie. Il s'efforce depuis cinq ans, avec son équipe médicale, d'appréhender d'une façon nouvelle la vie de ses patients arrivés dans la phase terminale de leur maladie, lorsque plus aucun traitement antitumoral ne peut modifier le cours de leur mal et que la mort est devenue la seule issue de leur combat.

« Nous ne répondons pas bien aux souffrances multiples, physiques d'abord, mais aussi affectives et spirituelles, qui accompagnent cette phase et qui, pour la dernière, touchent au-delà du malade qui souffre, touchent aussi la famille qui l'entoure », affirme le professeur Schaefer.

C'est en s'inspirant du mouvement des humanités qui s'est développé en Grande-Bretagne il y a une vingtaine d'années qu'un nouveau traitement de la douleur a été mis en place. Il consiste à utiliser par voie buccale des médicaments extrêmement simples à base essentiellement de morphine, qui s'altèrent par la conscience et qui, même utilisés pendant des mois, n'entraînent ni dépendance ni accoutumance et permettent donc l'administration de doses de plus en plus fortes. Selon les pharmacologues de l'hôpital de Grenoble, la prise de morphine très régulière, c'est-à-dire toutes les quatre heures, est à la base de la réussite du traitement qui fonctionne dans 90 % à 95 % des cas. « C'est un médicament naturel dont les substances qui le

composent sont proches de celles que nous produisons dans notre corps pour calmer notre propre douleur », rappelle le professeur Schaefer. Ainsi, aux heures précises et sans que la douleur soit revenue, le patient absorbe son médicament et se prend en charge.

Le malade, libéré de ses douleurs physiques, peut alors engager un second combat, cette fois contre sa souffrance affective et spirituelle. « La douleur chassée, un climat de dialogue peut alors s'engager entre le malade et son entourage médical et familial. Nous pouvons l'écouter. Ainsi nous avons pu nouer des relations extrêmement riches avec des patients qui nous offrent de merveilleux bouquets floraux », explique le professeur. Parallèlement, l'équipe qu'il dirige et qui s'efforce de prendre en compte la globalité des souffrances du malade en phase terminale a pu elle-même surmonter ses propres difficultés matérielles et morales dans le combat qu'elle mène quotidiennement.

Cette démarche a abouti dans le service gériatrique de cancérologie à une réorientation des priorités médicales, l'objectif premier étant le « confort » du malade, ce qui va souvent, expliquent les médecins, à l'encontre de nos réflexes habituels. Toutefois, font-ils remarquer, cette attitude n'exclut pas un diagnostic précis du mal dont souffrent leurs patients.

« Si le malade n'est plus dérangé par la souffrance, si celui-ci ne porte plus sa vie comme un fardeau, si sa famille ne considère plus que son combat est un non-sens, alors la demande d'euthanasie deviendra très exceptionnelle », analyse le professeur Schaefer qui estime que cette question préoccupe d'abord les personnes en bonne santé anxieuses par la souffrance et la déchéance. L'accompagnement de la mort proposé à Grenoble permet de stopper la douleur sans supprimer la conscience, de redonner un sens aux derniers moments de la vie.

CLAUDE FRANCHON.

A l'hôpital Paul-Brousse de Villejuif

Dernière veille

Le docteur Renée Sebag-Lanoë dirige à l'hôpital Paul-Brousse à Villejuif un service de moyens et longs séjours gériatriques. Les deux cents malades dont elle a la charge ont une moyenne d'âge de quatre-vingts ans. Le docteur Renée Sebag-Lanoë, avec son équipe d'infirmières, de soignantes et d'aides-soignantes, a pourtant voulu faire de son service autre chose qu'un mouloir.

Il y a une heure, un malade de son service est mort. Cela arrive six fois par mois. L'homme était ici depuis sept ans. Au début, il s'était montré tyrannique, arrogant, capricieux, maniaque. On aurait pu l'envoyer dans un autre service. Tout le monde a tenu à le garder. Pourquoi ? « Parce qu'il avait une très forte personnalité », pense-t-elle. « Sait-on au juste ? Le docteur Renée Sebag-Lanoë se souvient simplement de la dernière fois qu'elle a quitté son che-

vet. Elle savait. Elle est sortie de la chambre les larmes aux yeux. La plupart des vieillards mourant ici paisiblement. Tout le personnel les y prépare. Quand la maladie ingratifiable laisse la place à la certitude que la mort a pris le dessus, on passe des « soins curatifs » aux « soins palliatifs ». Il s'agit, alors, de contrôler la souffrance physique, d'entourer le malade de « confort » comme le dit le docteur Sebag-Lanoë. On redouble d'efforts pour assurer la propreté. On atténue la douleur au moyen d'antalgiques, selon le protocole en usage dans les hospices anglais : toutes les quatre heures, en veillant à préserver le plus possible l'état de conscience du mourant pour qu'il exprime ses souhaits et ses sentiments. Un mouvement des yeux, un signe de la tête.

Les mourants font souvent des phrases. Le docteur Sebag-Lanoë en a entendu quelques-unes de sublimes. Cette malade qui évoquait « l'ange noir

qui la frôle de ses ailes », ont autre qui avouait « partir pour la grande aventure ». La plus souvent, ce sont de simples appels qui traversent les lèvres ou les regards. Certains demandent du champagne, du lait chaud ou qu'on leur amène leur chien. Ou une main à tenir serrée. « Le personnel, la famille, s'efforcent ensemble de satisfaire ces dernières vœux. L'horizon des vœux est sans limite, jour et nuit. Les dernières n'ont jamais plus de deux lit, si l'autre malade a voulu rester, il participe parfois à l'accompagnement ».

« Nous avons besoin d'apprendre la mort », la mort sera-t-elle « apprivoisée » aujourd'hui ? « Non », répond Renée Sebag-Lanoë. On ne s'y fait jamais. Mais on sent notre travail justifié quand un malade meurt sans trop souffrir, et entouré de présences amies (1).

CHARLES VIAL.

(1) Le docteur Renée Sebag-Lanoë a écrit *Mourir accompagné*, éd. Descartes de Bouvier, 235 p., 98 F.

1974-1985

UNE AUSSI LONGUE CRISE

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR : TOME 4



Avec un index complet des quatre tomes

Le siècle soudain de chavirer : le vieux mythe

■ L'Amérique retire ses G.I. du Vietnam, mais le génocide au Cambodge discrédite les vieilles idéologies ■ Sadate fait le pèlerinage de Jérusalem, mais le Liban explose et l'Irak entame une « guerre de cent ans » contre l'Irak et... les ennemis de Dieu ■ En Europe, le Portugal, la Grèce et l'Espagne entrent leur dictature, mais en Pologne le vent de la liberté est étouffé ■ La France choisit Mitterrand et fait l'expérience de l'alternance ■ Le Monde termine la publication de l'Histoire au jour le jour, sélection de ses articles les plus significatifs et des « unes » historiques de la période 1974-1985 ■ L'Histoire au jour le jour est un ouvrage de référence qu'il faut lire et conserver dans sa bibliothèque.

240 PAGES

En vente chez tous les marchands de journaux

Le Monde

LE JOUR - TOME 4 : UNE AUSSI LONGUE CRISE 1974-1985 - L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR - TOME 4 : UNE

هكمان الزامل

Le Monde

SANS VISA

VERS L'ÉTAT-CHIRAC ?

Ni tambour ni trompette. Depuis sept mois, la nouvelle majorité chasse les « sorcières » de la haute administration avec autant d'application, sinon davantage, que les socialistes triomphants de 1981, mais on ne le clairotte plus sur les toits. Notre enquête dans les différentes administrations de la République et une lecture attentive du Journal officiel le démontrent : « l'Etat-Chirac » se met en place. Mais à toute petite vitesse. Par wagonnets anodins de deux ou trois nominations hebdomadaires en conseil des ministres.

Par
Laurent Greilsamer
et Daniel Schneidermann



Dessin de PLANTU.

GRANDS COMMIS ET VALSE LENTE

La chasse est ouverte. Mais avec quelle discrétion ! Les socialistes le reconnaissent : « La droite est beaucoup plus habile que nous. Ses leaders n'ont fait aucune déclaration fracassante, style Valence : « Il faut couper des têtes. » Mais en douce, ils ne se gênent pas. Question de méthode, question de doigté. Après dix conseils des ministres, en 1981, dix directeurs d'administration centrale avaient valé à grands sons de trompe. Le gouvernement de M. Jacques Chirac, dans le même délai, s'est empressé de donner leur congé à dix-neuf directeurs comme l'on règle des affaires de famille. Sans avoir l'air d'y toucher.

L'air bonhomme et vertueux, M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a décroché la palme de la déclaration étonnante : « Avoir auprès de moi un haut fonctionnaire socialiste ne me gêne absolument pas s'il est fidèle à l'Etat et fait son métier. On n'a pas à demander l'opinion politique des gens », assure-t-il au cours de l'émission « L'heure de vérité ». De tous les ministres, c'est pourtant bien le sien qui a connu le plus grand nombre de mutations, à tous niveaux. Et l'on ne peut s'empêcher de sourire lorsque le maître de la place Beauvau affirme : « La chasse aux sorcières n'est pas notre style. Nous souhaitons seulement nous débarrasser des incompetents. »

La tâche fut rude et menée sans faiblesse ! Du 10 avril au 26 juin, la quasi-totalité des directeurs centraux se voient remerciés. De grands professionnels, « vétérans » de l'ancien « Etat-RPR » et du défunt « Etat-Giscard », ont été faits de se glisser à leurs postes. M. Jacques Perrot, conseiller technique du ministre Jean de Broglie puis chef de cabinet du premier ministre Georges Pompidou dans ses années de jeunesse, devient directeur général de l'administration. M. Yves Massillon, lui aussi

jadis chef de cabinet dans l'équipe de Joseph Fontanet, prend la direction de l'administration territoriale et des affaires politiques. L'un des premiers, M. Michel Blaszyk, qui a longtemps suivi dans l'ombre M. Lucien Lanier (le directeur de la campagne présidentielle de M. Giscard d'Estaing en 1974), est nommé directeur des personnels et de la formation de la police.

Ces belles promotions ont tout de même l'air pâlottes comparées à celle de M. Philippe Massoni, qui cumule allègrement sa fonction de directeur adjoint du cabinet de M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité, et celle de directeur central des renseignements généraux. Il est vrai que le « Bouddha » — ainsi le surnomme ses collègues — a une expérience incontestée de la police. M. Chirac, en 1976, l'avait appelé à l'hôtel Matignon pour suivre les dossiers de la police nationale. M. Raymond Barre n'avait pas cru bon de s'en séparer. M. Dominique Latournerie, nommé, pour sa part, directeur des libertés publiques — une direction créée par M. Pierre Joxe lors de son passage au ministère, — a fait partie d'un comité juridique créé par le RPR. Cela valut à ce maître des requêtes au Conseil d'Etat d'être contesté par le Parti communiste lorsqu'il dut traiter le contentieux électoral des villes de Thionville et Houllès.

Dans le train express de nominations décidées au ministère de l'Intérieur, certaines se parent cependant de couleurs plus cohabitationnistes. Aucun socialiste ne trouve à redire à l'accession de M. Jean-Paul Proust à la direction de la défense et de la sécurité civiles. Voilà un haut fonctionnaire considéré comme « un homme neutre ». De même, l'Elysée, que l'on sache, ne se plaint pas de M. Bernard Gérard, ancien haut commissaire en Polynésie française, placé le 10 avril

au poste éminemment sensible de « patron » de la Direction de la surveillance du territoire (DST), l'une des deux branches de notre contre-espionnage. A l'hôtel Matignon, en revanche, le seul nom de M. Gérard déclenche des soupçons exorbités.

L'opération « Monsieur Propre » déclenchée par M. Pasqua ne s'est pas arrêtée en si bon chemin. Si elle a épargné, pour l'instant, M. Pierre Verbrughe, directeur général de la police

générale de l'Inspection nationale (IGPN), la « police des polices », Arrêtons-la la litanie ! Et notons que le « coup de torchon » a été énergique en Nouvelle-Calédonie : le souci du détail a fait que le responsable des renseignements généraux, le commissaire central de Nouméa et un collaborateur de la DST ont été promptement matés en métropole.

Le ministre de l'Intérieur, parti dans une grande chasse aux

« La chasse aux sorcières n'est pas notre style. Nous souhaitons seulement nous débarrasser des incompetents. »

nationale, à la demande du président de la République, une petite phrase du ministre a en raison de M. Guy Fougère, préfet de police de Paris sous la gauche : « Le préfet de police [de Paris], il dépend du gouvernement et, généralement, il fait ce que le gouvernement lui dit de faire, autrement, il est remplacé dans les vingt-quatre heures. C'est cela un préfet de police », lance M. Pasqua. Le lendemain, M. Fougère, piqué au vif, remet sa démission. M. Jean Padoa-Schioppa, ancien préfet de police de Paris, ancien directeur des cabinets de MM. Michel Poniatowski et Christian Bonnet, le remplace alors. Dans les vingt-quatre heures...

La tornade a aussi aspiré vers les postes de commandement d'autres hommes, tel M. Marcel Leclerc, ancien patron de la brigade criminelle. Réputé par Gaston Defferre après qu'il eut refusé de diriger la police judiciaire de Marseille, il s'est vu rapidement

« incompetents », s'est aussi occupé des préfets. Le ballet, qui ressemble fort, en l'occurrence, à un funk sans pitié, est désormais classique. Les préfets eux-mêmes ne souhaitent pas avoir à appliquer, dans le même département ou la même région, devant les mêmes interlocuteurs, deux politiques différentes.

Une véritable hécatombe a frappé les membres des cabinets ministériels de l'ancien pouvoir : M. Jacques Seval, ex-membre du cabinet Mauroy et préfet de la région Picardie, a été placé hors cadre le 11 juin, comme M. Claude Bussière — tout récemment nommé préfet de la région Lorraine, — qui fut directeur adjoint du cabinet de Gaston Defferre. M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, l'avait accusé d'avoir « empêché une liste de se présenter » dans la Haute-Garonne et d'être ainsi à l'origine de l'annulation des élections législatives dans ce départe-

ment. M. Paul Leroy, ancien directeur du cabinet de M. Joseph Franceschi et préfet de Lot-et-Garonne, s'est vu pour sa part placé hors cadre dès le 14 mai.

La liste des « hors-cadre » n'est pas close. Sans être exhaustif, signalons les cas de M. Alain Jézéquel, ancien préfet de police du Rhône finalement recasé dans les Deux-Sèvres, qui paie ainsi une polémique avec l'ancien éditorialiste de *France-Soir*, Jean Dutourd, à propos de l'insécurité ; de M. Maurice Siegel, qui s'acquittait une certaine notoriété dans la Meuse, et au-delà, comme « premier préfet communiste », ou de M. Jacques Royette, haut commissaire en Nouvelle-Calédonie à l'époque des troubles que l'on sait. Autre victime du « syndrome calédonien », M. Michel Levallois (hors cadre le 23 avril), ancien directeur des affaires politiques de l'outre-mer.

Le rouleau compresseur n'a pas épargné non plus M. Maurice Sabot, préfet de la Guadeloupe, qui fit pourtant partie de plusieurs cabinets ministériels de M. Chirac dans le passé. M. Sabot paye de la sorte le désagréable incident qu'eut à essuyer le président du RPR lors d'une tournée électorale à Basse-Terre : M. Chirac avait vu son meeting perturbé par une dizaine de trublions armés de pétards et de boules puantes. La passivité des forces de l'ordre avait alors scandalisé la délégation RPR.

La Guadeloupe a accueilli depuis M. Yves Bonnet, ancien patron de choc de la DST, l'homme qui sut « vendre » à l'Elysée l'expulsion, en 1983, de quarante-sept « diplomates » soviétiques. Ce spécialiste des menées subversives saura, estime-t-on à Matignon, se colletter habilement aux indépendantistes guadeloupéens.

Dans cette mini-tornade, les hors-cadre de la période 1981-1986 sont réapparus miraculeusement. M. Jean Anciaux, qui

patientait depuis cinq ans pour avoir diffusé aux maires du département des Landes — chef-lieu Latche — une lettre leur expliquant pourquoi ils ne devaient pas voter en faveur de M. François Mitterrand, a été nommé préfet de la Réunion dans les tout premiers. M. Michel Giffard, ancien conseiller technique de M. Alain Peyrefitte, se retrouve préfet de la Charente-Maritime. MM. Jean Amet et Thierry Kaepfelin, quant à eux, ont été respectivement nommés préfet de la région Basse-Normandie et préfet de la région Aquitaine. M. Kaepfelin va retrouver à Bordeaux M. Jacques Chaban-Debas, dont il fut le conseiller technique à Matignon, avant d'être secrétaire général de la Gironde.

C'est avec la même rapidité que le nouveau pouvoir a procédé, au conseil des ministres du 23 juillet, à la nomination de huit recteurs. M. Raymond Prien, ancien recteur et conseiller technique du maire de Paris jusqu'en 1983, est ainsi propulsé à la tête du rectorat de Créteil. M. Armand Pêcheux, militant RPR depuis 1981, est nommé à Limoges, tandis que M. Jean-Louis Bourassin, ancien recteur et directeur de l'école des cadres du RPR, conseiller de Paris depuis 1983, arrive à Montpellier. M. Didier Linotte, opposant farouche au projet Savary, est nommé à Nice où il n'a d'ailleurs pas tardé à contrarier son ministre de tutelle, M. Alain Devaquet, en ne s'opposant nullement à la libération du tarif des inscriptions à l'université de Nice.

Quant au nouveau recteur de Caen, M. Pierre Lottin, on est venu le chercher... à la Lyonnaise des eaux, entreprise présidée par M. Jérôme Monod, qui fut le premier secrétaire général du RPR. Voilà pour les nominations les plus politiques.

(Lire la suite page 16.)

Enquête

GRANDS COMMIS

(Suite de la page 15.)

On reconnaît là, d'ailleurs, que la patte de M. René Monory, ministre de l'éducation nationale, celle de M. Yves Durand, conseiller du premier ministre pour l'éducation et la recherche, lui-même ancien recteur remercié par la gauche et ancien vice-président de l'UNI (antimarxiste). S'il fallait une preuve supplémentaire que ces promotions ont été directement inspirées par l'Hôtel Matignon, on la verrait dans la personnalité très différente des « nommés » au siège même du ministère de l'éducation. Le nouveau directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche, M. Jacques Bégin, serait plutôt giscardien — il a présidé la commission éducation des Clubs Perspectives et Réalités, — et le nouveau directeur des lycées et collèges, M. Michel Lucius, n'est pas spécialement marqué à droite. En revanche, le nouveau directeur des enseignements supérieurs, M. Christian Philip, a été, de 1981 à 1986, suppléant de M. François Fillon, député (RPR) de la Sarthe.

Police, préfectorale, enseignement : dans ces trois secteurs, les nominations ont frappé vite et fort. Les ministères de l'intérieur et de l'éducation partageant la palme de la rapidité avec celui de la culture et de la communication. M. François Léotard est assurément obsédé par la volonté d'écarter de son entourage tout ce qui peut rappeler son envahissant prédécesseur. Mais tout aussi obsédé par « le souci de ne pas se couper des milieux culturels », explique un proche de Jack Lang.

Dès le 16 avril, le directeur aux affaires générales, M. Francis Beck, qui occupe le poste stratégique de « grand argentier » du ministère, est remplacé par un conseiller d'Etat, M. Jean Lado-
vic Sticani, sans appartenance politique marquée. Mais il ne s'agit que d'un hors-d'œuvre. N'acceptant pas les coupes budgétaires qui lui sont imposées, M. Dominique Wallon, directeur du développement culturel, donne sa démission. C'est ensuite au tour de M. Claude Mollard, délégué aux arts plastiques, d'être

remplacé par M. Dominique Bozo, ancien directeur du musée d'art moderne du Centre Beaubourg. Le choix est intelligent : François Léotard nomme là un homme unanimement respecté dans les milieux artistiques, que même les proches de l'ancien ministre n'hésitent pas à qualifier de « grand monsieur ».

A la direction du patrimoine. M. Jean-Pierre Bady, ancien chargé de mission pour la culture à l'Hôtel Matignon sous Jacques Chirac et Raymond Barre, remplace M. Thierry Le Roy, ancien directeur de cabinet de Jack Lang et membre de longue date du CERES. Enfin, à la rentrée, c'est M. Maurice Fleuret, directeur de la musique, qui, au cours d'une conférence de presse d'un genre inédit, annonce son départ. Là encore, le choix de son remplaçant est des plus astucieux : la personnalité de M. Marc Blaise, ancien directeur du Conservatoire de Paris, amené à lui succéder, ne saurait être contestée. De la flamboyante époque de Jack Lang restent quand même trois rescapés : le directeur du théâtre, M. Robert Abirached, celui du livre, M. Jean Gattegno, et le directeur du Centre national du cinéma, M. Jérôme Clément.

Quant au secteur ultra-sensible de l'audiovisuel, il peut se prêter à deux lectures. Certes, M. François Schoeller, ancien président de Télédiffusion de France (TDF), vieux compagnon politique de M. Mitterrand, est remplacé dès le 9 avril par M. Claude Costamini, ancien membre des cabinets de ministres gaullistes, mais les proches de l'actuel gouvernement font remarquer qu'ils n'ont « pas touché » aux présidents, aux équipes dirigeantes ni aux journalistes de TF 1 et d'Antenne 2. D'accord, répondent les socialistes, mais jetez donc un œil du côté de FR 3, où cinq des douze directeurs régionaux ont été destitués en même temps. Et regardez quelle place prend, aux côtés de la présidente, M^{me} Janine Langlois-Glandier, le nouveau directeur général délégué, M. René Ham, militant RPR avoué ! Quant à la nomination, très remarquée, de l'ancien direc-

teur de cabinet de M. Léotard, M. Pierrick Borvo, comme directeur général de Radio Monte-Carlo, on s'efforce d'expliquer, à l'Hôtel Matignon, qu'il s'agit d'une « nomination de transition » en attendant la privatisation...

Après le TGV, le train rapide. M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, n'est certes pas homme à couper des têtes plus que de besoin et se garderait bien de donner au pays l'image du sectarisme. Au diable donc la guerre civile. Rue de Rivoli, trois direc-

teurs de cabinet. En revanche, pas de pitié pour M. Loïc Le Floch-Frigent, ci-devant président de Rhône-Poulenc, dont les variations ont été fraîchement appréciées rue de Rivoli : « Un jour, il était pour les privatisations, le lendemain, il disait le contraire. » Pas de pitié non plus pour M. Jean Peyrelevade, président débauché de la Compagnie financière de Suez, qui paie un ardent plaidoyer dans les colonnes du Monde en faveur de la société d'économie mixte. Tant pis pour la « révélation bancaire de la gauche ».

**Pas de casse à TF 1 et Antenne 2
affirment les proches du gouvernement.
Mais regardez du côté de FR 3,
rétorquent les socialistes...**

teurs « seulement » ont sauté. M. Jean Planet, directeur du personnel et des services généraux, ancien conseiller technique au cabinet de M. Jacques Delors, a dû laisser sa place à M. Paul-Henry Watine, ancien chargé de mission auprès de Maurice Papon, ex-ministre du budget. Même pas de deux à la direction générale des impôts. M. Yves Olivier, ancien conseiller technique auprès de Gaston Defferre avant de diriger les impôts, a été écarté au profit de M. Robert Baconnier, ancien directeur adjoint du cabinet de Maurice Papon. A la direction des douanes, M. Jean Weber, ancien conseiller technique de M^{me} Simone Veil, remplace M. Bernard Camillière, ancien directeur de cabinet de M. Henri Emmanuelli.

Du côté de l'industrie, on regarde simplement, froidement, qui servira sans états d'âme le libéralisme triomphant et qui il est préférable d'écarter. Ainsi M. Alain Gomez, cofondateur du CERES avec Jean-Pierre Chevènement il y a bien longtemps — et « qui s'est complètement identifié à Thomson », admet-on dans l'entourage du ministre d'Etat, —

L'éviction de M. Georges Pébereau, président de la CGE, ne saurait évidemment donner matière à aucune interprétation politique. Ancien « patron » de M. Edouard Balladur à la CGE, à l'époque où le futur ministre d'Etat présidait deux filiales du groupe, M. Pébereau a-t-il fait les frais de quelque obscur désaccord avec son « subordonné » ? A-t-il payé une trahison de la mémoire de son prédécesseur, M. Ambroise Roux, ami proche, lui, de M. Balladur ? Rue de Rivoli, on se contente d'affirmer que M. Pébereau, après avoir présidé une CGE privée, puis une CGE nationalisée, ne saurait sans dommage reprendre les rênes de la même entreprise privatisée. Trop d'aller et de retours.

Le coup de balai de M. Balladur a épargné quelques personnalités dites « de gauche » : M^{me} Yvette Chassagne reste à la tête de la compagnie d'assurance UAP — mais elle atteindra l'âge de soixante-cinq ans en mars prochain. M. René Thomas, proche du président de la République, conserve la présidence de la BNP — mais on fait crédit à ce « président de consensus » d'avoir

embanché, comme directeur général adjoint, M. Jacques Wahl, ancien collaborateur de M. Giscard d'Estaing. On ne relève cependant parmi les promus que des dirigeants soit strictement neutres, soit incontestablement de droite.

La « garde montante » de M. Balladur, pour simplifier, se divise en trois bataillons : les « cadeaux », les « militants » et les « proches ». Au nombre des « cadeaux », il faut bien entendu compter M. Michel François-Poncet, nommé président de Paribas. Par ailleurs, d'une des filles de M. Jacques Chirac, M. François-Poncet est l'un des rares amis intimes du premier ministre. S'il comptait, avant le 16 mars au rang des principaux cadres de l'entreprise, il n'était pas pour autant le premier dans l'ordre de la succession. Outre son amitié avec M. Chirac, on joue pour lui le fait qu'il était « de la maison », d'une « maison » particulièrement inhospitalière aux corps étrangers, et sa bonne connaissance des Etats-Unis, dont il avait la charge à Paribas avant sa promotion.

Egalement au rang des « proches », M. Jean-Paul Delacour, beau-frère de M. Balladur, promu directeur général de la Société générale. Une promotion « normale », compte tenu de l'ordre hiérarchique. M. François Heilbrunn, nouveau président du GAN, où il succède à M. Bernard Attali, frère jumeau de Jacques Chirac, fait aussi partie des « proches ». Sa carrière a suivi de celle de Jacques Chirac, dont il était encore, depuis le 16 mars, directeur adjoint du cabinet. Enfin, M. Jean Dromex, qui succède à la tête du CIC au banquier socialiste Georges Dumas, est un camarade de promotion d'Edouard Balladur, qu'il a rencontré sur les bancs de l'ENA.

Une belle part a aussi été faite aux sympathisants politiques. M. Jean-Maxime Lévêque, qui remplace M. Jean Delfassieux à la tête du Crédit lyonnais, reçoit la récompense d'une vibrante croisade pour le libéralisme. M. Jean Camdets, qui avait, sous le socialisme, payé de quelques années de purgatoire son opposi-

tion à la nationalisation de Rhône-Poulenc, devient président de Pechiney. M. Renaud de La Genière, nommé président de la Compagnie financière de Suez, s'était signalé pour sa part au cours des élections législatives par une prise de position en faveur de l'opposition, qui avait tranché avec la réserve habituelle de ce grand commis de l'Etat.

Dans la même série des politiques, deux membres du « RPR banques » reçoivent des présidences. M. Jean-Baptiste Pascal devient président de la banque Hervet, et M. Pierre Habib-Deleau arrive à la banque Chaix. M. Jean-Luc Javal, à qui revient la présidence du Crédit chimique, est un ancien du cabinet de Georges Pompidou à Matignon, où il a dû rencontrer un certain Edouard Balladur et un certain Jacques Chirac. Enfin, le nouveau patron des Mutuelles du Mans, M. Jean-Claude Jolain, était jusqu'alors directeur des affaires économiques de la Ville de Paris.

Dernière catégorie des heureux élus : ceux dont la nomination apparaît nettement comme un cadeau des chiraquiens aux autres composantes de la majorité. A cet égard, M. Jean-René Fourton, nouveau président de Rhône-Poulenc, revient de loin. Cet ancien patron d'un petit cabinet-conseil, le groupe Bossard, qui s'était notamment penché sur le mal-vivre existentiel des mouvements giscardiens, ne doit qu'à l'intervention directe de l'ancien chef de l'Etat auprès du premier ministre d'avoir décroché son fauteuil. Une première démarche de François Léotard auprès d'Edouard Balladur s'était heurtée à une fin de non-recevoir polie. De la même façon, la nomination de l'ancien préfet Philippe Poutet à la banque La Hénin apparaît comme un geste en direction à la fois des barrières et des giscardiens : ou soi, une manière d'exploit.

Police, culture, affaires : telles sont les trois grandes masses du changement chiraquien. En regard, comme les autres secteurs ont l'air paisible ! C'est à croire que la chancellerie somnole. M^{me} Michèle Giamotti, premier

rencontre

Par
Roland-Pierre
Paringaux

**Dans l'archipel
de Vanuatu,
anciennes
Nouvelles-Hébrides,
une île résiste
depuis trois siècles
aux agresseurs
comme aux
évangélistes.**

MAGINEZ, perdue dans l'immensité du Pacifique, une île fragile mais ténue entre toutes, dont la population demeurerait obstinément arc-boutée sur sa coutume et enivrée de ses mythes trois siècles après l'irruption des premiers conquérants. Figurez-vous une « terre sauvage » dont la culture et la société n'auraient pas été irrémédiablement dénaturées par les effets conjugués de l'évangélisation, de la colonisation, de la modernité et de l'indépendance.

Pareille histoire, c'est à ne pas y croire, tant il est rare, de nos

jours, de voir surgir dans la masse des récits ordinaires la chronique d'une aventure humaine extraordinaire.

Longtemps ignorée mais déjà légendaire et exemplaire, la saga de Tanna, « la dernière île », c'est pourtant tout cela et bien d'autres « trésors » encore. Tanna la mélancolique, terre noire, magique et ensorcelée ; Tanna aux moyens apparemment dérisoires (1) face aux empires blancs conquérants ; Tanna traditionnelle, spirituelle et obstinément rebelle ; Tanna guerrière, tour à tour déchirée entre ses mythes fondateurs et les réalités importées, les agressions étrangères et l'affrontement de ses clans, entre sa coutume, la Bible et la loi ; Tanna sans cesse en quête de sa foi, de sa voie, entre la route des Blancs, le chemin de la tradition et les avenues piégées d'une indépendance à l'occidentale.

Tanna, affirme l'auteur, c'est « le symbole du monde ». C'est, en tout cas, le vivant symbole du traumatisme, des interrogations et de la résistance d'une société traditionnelle et païenne sauvage face au « progrès » brutalement imposé de l'extérieur. C'est aussi un symbole menacé. A Tanna, l'avenir de la coutume, de l'identité culturelle et de l'organisation sociale peut paraître aujourd'hui incertain, compte tenu non seule-



ment du contexte politique dans l'archipel de Vanuatu (ex-Nouvelles-Hébrides) auquel appartient l'île, mais aussi de la dégradation accélérée des schémas culturels et d'autres sociétés insulaires d'Océanie face à l'avancée d'une modernité boudienne.

Agé de quarante-cinq ans et chercheur à l'ORSTOM, Joël Bonnemaison, malgré de nombreuses années passées sur le terrain, se garde de trop engager l'avenir. Il se borne, si l'on peut dire, à nous offrir la langue et foi-

sonnante chronique des mythes et des hommes de Tanna affrontés aux bouleversements et mutations des « temps modernes ». Et c'est déjà beaucoup.

Fragment de la mémoire universelle, son témoignage exceptionnel est à notre portée, résumé en quatre cents pages érudites, attachantes, inoubliables (2).

D'autant plus que, pour composer cet ouvrage, il a dû réunir et combiner les qualités de géographe, d'ethnologue, de sociologue, d'historien, de linguiste, d'enquê-



Joël Bonnemaison,
auteur de *La Dernière Île*.

gestes et témoignages de Britanniques, d'Australiens ou de Français.

Quant à la fraternité, on peut imaginer sa densité lorsque l'auteur ajoute : « En présentant ce livre, j'ai le sentiment de rendre une partie de la dette contractée. L'écriture m'en a été d'autant plus difficile que le sujet m'était proche, toujours sensible, et pas seulement le lieu froid d'une matière « scientifique ».

Dès le dix-huitième siècle, longtemps avant que les ethnologues se lancent dans l'étude des sociétés primitives, les « sauvages » mélanésiens, affrontés plutôt brutalement au débarquement des hommes blancs dans leur univers mythologique insulaire, dépêchèrent des « émissaires » (matelots et coolies) vers l'Occident.

Ceux-là étaient chargés de répondre simplement aux vastes interrogations que suscitaient dans leur peuple les premiers contacts avec ces navigateurs qu'ils avaient initialement pris (compte tenu de la vision mélanésienne traditionnelle du monde) pour des esprits venus du fond des mers. D'où un accueil amical généralisé du moins dans un premier temps. « Les messagers, note l'auteur, ne laissèrent pas de livres mais énoncèrent un message qui prit souvent la forme

ET VALSE LENTE

président de la cour d'appel d'Angers et dirigeant de l'Union syndicale des magistrats (modérée), a été nommé directeur de l'éducation surveillée sans grincements de dents. De même, M. Armand Lax, ingénieur, militaire de carrière, chef de service au SDECE de 1980 à 1982, puis chargé de la politique foncière de la Ville de Paris, a-t-il accédé à la direction de l'administration pénitentiaire sans froisser quiconque, puisque M^{me} Myriam Kervatky était peu soucieuse d'appliquer une nouvelle politique.

Mais gare ! Le mouvement n'est bien sûr qu'amorçé. A titre d'exemple, pourquoi remplacer tout de suite M. Robert Bouchery, procureur général de Paris, puisqu'il prendra sa retraite le 31 décembre ? A contrario, le garde des sceaux n'a pas hésité à nommer à la tête d'une nouvelle section du parquet de Paris chargé de centraliser les dossiers de terrorisme M. Alain Marraud, militant RPR proche de M. Jacques Toubon.

Le ministère de la santé, lui aussi, « progresse » à petite vitesse. M. François Delafosse, ancien conseiller technique de M. Pierre Messmer, remplace M. Jean de Kervadon, membre du PS, démissionnaire. Pour l'instant, M^{me} Michèle Barzach s'est autorisée un seul acte d'autorité sur le terrain délicat des nominations en mettant fin aux fonctions du docteur Jean-Martin Cohen-Solal, délégué général du Comité français d'éducation pour la santé et ancien conseiller de M. François Mitterrand au PS, avant 1981. Le docteur Bernard Serrou, élu RPR de Montpellier, le remplace désormais.

Dans le domaine scientifique, beaucoup de choses sont encore en suspens. Pour l'heure, les chercheurs du CNRS ont pu assister à une permutuation piquante. M. Jacques Lautman, qui avait démissionné avec fracas du Centre, fin 1981, alors qu'il était adjoint du directeur des sciences sociales, revient en force au poste de directeur scientifique. M. Lautman s'était insurgé contre une nomination de M. Jean-Pierre Chevènement... M. Serge Feneuille, docteur en sciences,

condisciple de M. Alain Devaquet à l'Ecole normale d'instituteurs, a pour sa part été promu directeur général du CNRS. A la Société européenne de propulsion (SEP), qui fabrique notamment les moteurs d'Ariane, M. Roger Lesgard, ancien membre du cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement, est remplacé par M. Jean Sollier, proche de l'actuelle majorité. Enfin, M. Jean-Pierre Capron, proche de M. Jean-Pierre Fourcade et André Giraud, ancien directeur des carburants, est nommé administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique.

centrale sur huit ont pris la porte. Une moyenne bien modeste. Mais en matière de modération, le champion toutes catégories s'appelle M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement et des transports : il n'a touché à personne.

Cohabitation oblige, un certain nombre de secteurs-clés ont été préservés du « spoil system » à la française. Le ministère des relations extérieures, rebaptisé ministère des affaires étrangères, est épargné par l'appétit des uns et des autres depuis le bras de fer public entre François Mitterrand

corse, ancien collaborateur de MM. Chirac et Barre, a-t-il été nommé, par le conseil exécutif de l'UNESCO, directeur général adjoint de cette organisation.

L'armée, cette grande muette, est tout aussi préservée des grands remous que le Quai d'Orsay. Encore plus ! « Elle est à prendre comme elle est, c'est la tradition », explique un conseiller du pouvoir. Dès les premiers jours, le chef de l'Etat a ainsi fait comprendre au premier ministre qu'il n'était pas question de toucher au chef d'état-major des armées, le général Jean Sauhier. Tout au plus peut-on remarquer que celui-ci, qui a effectivement conservé son poste, n'a pas participé aux « cellules de crise » réunies à l'hôtel Matignon le mois dernier pour lutter contre le terrorisme, réunions où l'armée a été représentée par le général Maurice Schmitt, chef d'état-major de l'armée de terre.

Aussi les deux changements notables ont-ils touché non pas les armées, mais la délégation générale pour l'armement et le secrétariat général pour l'administration. M. Emile Blanc, ancien patron de la délégation pour l'armement et proche de M. Charles Hernu a été remplacé par M. Jacques Chevalier, ancien directeur des applications militaires au Commissariat à l'énergie atomique et proche de M. André Giraud, ministre de la défense. M. François Bernard, ancien directeur du cabinet civil et militaire de M. Hernu, a pour sa part, dû quitter la direction du secrétariat général en même temps que M. Giraud décidait de sa disparition. Quant à « coupeur de branches pourries », le général René Imbot, « patron » de la DGSE, son siège paraît menacé à brève échéance, en dépit de la collaboration loyale qu'il semble avoir voulu établir avec le cabinet de Jacques Chirac. Mais l'absence de candidat à la succession lui vaut pour le moment un sursis.

Dans un tout autre secteur, le chef de l'Etat s'est opposé au départ du gouverneur de la Banque de France, M. Michel Camdessus. Le premier ministre, qui s'est, pour l'instant incliné, s'est

consolé en nommant au conseil général de la Banque de France un de ses plus solides soutiens corréziens, M. Marcel Estager, président de la chambre de commerce Tulle-Ussel. De même le président de la Caisse des dépôts, M. Robert Llo, ancien directeur de cabinet de M. Pierre Mauroy, doit au chef de l'Etat d'avoir — pour l'instant — conservé son poste.

Plutôt que de se battre contre chaque nomination proposée par le premier ministre, le chef de l'Etat a choisi d'insister au cours de ses entretiens en tête à tête avec M. Chirac, pour un reclassement « honorable » des hauts fonctionnaires « destinés », en insistant sur certains noms. Le premier ministre promet-il ? Toujours est-il que la plupart des « destinés » en faveur de qui des engagements avaient été pris sont restés sur le carreau, ou se sont recasés eux-mêmes.

Ainsi le rocardien Jean-Paul Huchon, ancien directeur général du Crédit agricole, a trouvé tout seul à s'embarquer... au groupe qui contrôle Félix-Potin. L'ancien

directeur des collectivités locales au ministère de l'intérieur, Eric Guilly, est entré, lui, aux Châteaux réunis.

Quant à l'ex-secrétaire général du gouvernement, M. Jacques Fournier, remplacé dès les premiers jours par M. Renaud Denoix de Saint-Marc, M. Chirac lui assura dans un entretien n'avoir « rien à lui reprocher ». On lui promit même « avant la fin de l'année » un reclassement équivalent à celui de ses prédécesseurs. L'un avait atterri à la présidence d'Air-Inter, un autre à celle de la RATP, un troisième à la SNCF. M. Fournier, rentré au Conseil d'Etat, attend toujours.

Après en avoir conçu quelque humeur et bloqué pendant un temps certaines nominations, l'Elysée semble se résigner à observer le rouleau compresseur — « un tout petit rouleau, un tout petit compresseur », avait promis le premier ministre — du changement chiracien.

LAURENT GRELSAMER
et DANIEL SCHNEIDERMAN

**L'armée aussi préservée
des grands remous que le Quai d'Orsay.
« Elle est à prendre comme elle est »,
dit le pouvoir.**

De ci de là, d'autres secteurs ressentent les premiers frissons du changement au sommet de leur direction. M. Jacques Maisonneuve, ancien président d'IBM France, que l'on a pu voir à l'université d'été du Parti républicain à Royan cette année, occupe désormais le bureau de directeur général de l'industrie. Les transports bougent aussi : M. Paul Reverdy, directeur financier à la mairie de Paris jusqu'en 1980, dirige à présent la RATP.

Dans le domaine social, l'ancien député gaulliste René Caillé remplace le socialiste Gérard Fuchs à la direction de l'Office national de l'immigration. Et M. Gérard Belorgey, qui présentait pourtant un beau profil cohabitationniste puisqu'il fut l'ami, sur les bancs de Sciences-Po, de Michel Rocard et de Jacques Chirac, laisse la place de délégué à l'emploi à M. Dominique Balmay. Peu de chose, en définitive. Même le très militant ministre de l'agriculture, M. François Guillaume, a touché pour l'instant avec une grande modération aux équipes en place : deux directeurs d'administration

et Jacques Chirac à propos de M. Eric Rouleau, ambassadeur à Tunis, relégué à la fonction d'« ambassadeur itinérant » sans itinéraire.

M. Jean Noiville a certes été nommé directeur des affaires politiques du Quai d'Orsay, en remplacement de M. Pierre Morel, ancien conseiller technique à l'Elysée, mais ce dernier a été dignement « recasé » comme ambassadeur de la France au comité de désarmement des Nations unies à Genève. Heureuse coïncidence... M. Bernard Garcia, ancien conseiller diplomatique de M. Mauroy, puis directeur des Français de l'étranger et des étrangers en France, se retrouve consul général à Genève à sa satisfaction.

L'UNESCO est, en revanche, l'objet d'une attention plus vive de la part de Jacques Chirac. M^{me} Marie-Claude Cabana, qui assurait la direction des relations internationales de la Ville de Paris lorsque son mari en était le secrétaire général avant d'être ministre, occupe désormais le poste convoité d'ambassadeur de la France auprès de l'UNESCO. De même, M. Michel de Bonne-

CINQ CENTS POSTES A DÉBATTRE

Il y a, au total, exactement 500 hauts fonctionnaires dont les postes sont considérés comme « à la discrétion du gouvernement » : il s'agit surtout des directeurs d'administration centrale (205), des ambassadeurs (143), des préfets (124) et des recteurs (28). En quatre ans et demi (1981-1985), les socialistes avaient changé 54 % des titulaires de ces postes-là (1). Le gouvernement Chirac, après six mois, a renouvelé 79 de ces hauts fonctionnaires (six mois après le 10 mai 1981, ce chiffre s'élevait à 64).

Le tempo de la valse du changement varie selon les ministères. M. Balladur, par exemple, arriva dans ce domaine loin derrière

M. Delors : sur 54 nominations à la tête d'entreprises privatisées (sociétés mères et filiales), l'actuelle équipe a renouvelé 27 sièges et en a maintenu le même nombre. En 1982, seuls 3 PDG sur 46 avaient conservé leur poste.

La « rotation » des recteurs, elle aussi, avait été plus ample en 1981. Les socialistes avaient dès juillet 1981 procédé au remplacement de 13 recteurs ; 3 autres avaient suivi quelques mois plus tard. L'actuel mouvement, pour le moment, n'a affecté que 5 recteurs.

(1) Selon M. Jacques Fournier, in la Coopération du travail gouvernemental, Fondation nationale des sciences politiques, 1983, Paris.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06500 MENTON

Forfait Sotell 7 jours/7 nuits en demi-pension à partir de 1 085 F.

Cuisine spéciale.

HOTEL-VILLA NEW YORK**

Ch. et confort, TV, tél. dir. Vue magnifique, parc exotique, parking clos, à 100 m des plages et du port de Garuru.

Avenue E. Maunier, 06500 MENTON. Tél. 93-35-78-69 « LOGIS DE FRANCE »

Montagne

05490 SAINT-VÉHAN

(Hautes-Alpes, Queyras)

Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste. Road. Plus hte comm. d'Europe, 2040 m.

LE VILLARD

Chamb. et duplex + cuisinette, dep. 450 F par pers./sem. Tél. 92-45-82-88.

BEAUREGARD

Pensions 1 190/1 680 F sem. Demi-pens. 910/1 400. Tél. 92-45-82-82.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES

(près du Théâtre la Fenice)

5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort.

Prix modérés.

Réservez : 41-52-32-333 VENISE.

Tél. : 411150 FENICE I.

Directeur : Dante Apollonio.

Suisse

LEYSIN ALPES VAUDOISES

1400 mètres

4 h 30 de Paris par TGV

SWITZERLAND

HOTEL SYLVANA***

Pour vos vac. d'hiver. Situé, excepté à 30 m. des pistes de ski. Chambres tout confort. Prix en demi-pens. selon saison

57 à 70 FS (env. 220 à 270 FF) et comor. Fam. BONELLI T. 15-41/25/34-11-36

CH-1854 LEYSIN

TOURISME

FERME DE LABESSE XV^e S.

Séjours SKI DE FOND SUR LE HAUT PLATEAU ARDÉCHOIS

7 jours : pension + encadrement + matériel = 1 000 à 1 700 F

Mejean Gérard, 07510 Ussat-de-Rivière

Tél. 75-38-80-64 - Doc. grat. s/dem.

Mer

Iles Anglo-Normandes

ILE DE JERSEY

Pourquoi ne pas profiter de l'automne pour séjourner dans cette adorable Ile de Jersey (20 km sur 10).

A cette époque, l'Ile vous apparaît : les immenses plages de sable fin, la campagne encore très fleurie et les petits ports de pêche.

Dans la capitale, Saint-Hélier, vous céderez à la tentation d'un shopping roi ! Les distractions sont légion : les pubs pittoresques, les submerge, les petites pensions et les grands palais rivaliseront d'amabilité pour vous accueillir.

La table est excellente ! Les produits du cru : légumes, poissons, laitages, contribuent à l'élaboration d'une gastronomie très appréciée. Ajoutez à cela les vins français très sélectionnés et à des prix raisonnables.

Jersey, l'Ile fleur, c'est vraiment le dépaysement, la détente et une qualité de vie particulière.

Pour documentation en couleur, écrire à :

MAISON DE L'ILE DE JERSEY

Département F 15

19, boulevard Malesherbes, 75008 PARIS

Tél. (1) 47-42-93-68

L'INSOUMISE

d'un mythe ». Dans la plupart des îles, « on aboutit à la conclusion que les Blancs détenaient des secrets supérieurs. Pour les partager, il fallait entrer dans l'univers de leur connaissance, abandonner la coutume mélanésienne et bâtir, avec leur aide, une nouvelle société. Les Kanakas opéraient là un choix délibéré en faveur du « progrès blanc ». Ils choisissaient l'Occident et la foi des missionnaires chrétiens comme la meilleure des routes pour arriver à la société dont ils portaient le rêve. Leur espoir fut souvent déçu, mais ce choix initial et l'espoir quasi millénariste qu'il leva furent intensément vécus dans toutes les îles de l'archipel. »

Toutes, sauf une. A Tanna, passé l'accueil euphorique du tout premier débarquement (celui de James Cook et de ses marins en 1772), les relations prirent bientôt un tour qui allait demeurer caractéristique pendant deux cents ans. « L'histoire de ce premier contact est en quelque sorte le modèle de ceux qui s'ensuivirent et le résumé de leurs malentendus », écrit l'auteur, qui ajoute : « On y trouve pêle-mêle ruses, tragédies, violences, spoliations, mais aussi parfois rencontre, dialogue et apports réciproques, le tout malgré des grilles

culturelles différentes. Sur les grèves de l'archipel découvert, Blancs et Mélanésiens se regardèrent dans un climat lourd, fondamentalement ambigu et parfois étrangement amical. La société mélanésienne s'investit formidablement dans ces premiers instants : elle vit dans l'arrivée des Blancs l'aurore d'un nouveau destin et le retour prodigieux des ancêtres. Puis elle recula : ce qu'apportaient les Blancs ne lui convenait pas, la route par laquelle ils arrivaient n'était pas la leur, leur message était celui d'étrangers... »

Pour les habitants de Tanna, pour les hommes qui le soir se réunissent pour mâcher la kava, cette plante euphorisante, le maintien de leur identité et leur avenir tout entier ne pouvaient résider ailleurs que dans la coutume et les grands mythes fondateurs.

C'est de ce choix initial que va dépendre deux siècles durant la suite des événements : le rejet violent des aventuriers, colons et évangélistes ; la vitalité pagane face au nouvel ordre social puritain des missionnaires presbytériens et à la colonisation franco-britannique ; la prolifération du culte millénariste de John Frum ; enfin, à partir de 1978, alors qu'approche l'indépendance, les

affrontements entre les militants occidentalisés, christianisés, et les païens de Tanna. Dans l'île en folie, les Mélanésiens s'entre-déchirent. La répression sera sanglante.

« Les mythes de Tanna fondent une vision du monde tout autant qu'ils portent la mémoire de l'île. Ils livrent les secrets d'une « histoire noire » qui est le pendant profond de celle, superficielle, que vécurent et relatent les acteurs « blancs ». Ici la primauté de la coutume est affirmée sur toute autre vision du monde. Affrontée à la poussée moderniste, la réaction de Tanna fut de ressusciter ses mythes fondateurs, ceux qui s'attachent aux lieux, qui embrassent l'île tout entière, et que Joël Bonnemaison expose dans ses pages merveilleuses.

On y découvrirait comment Wuhing, ce pur esprit, créa la Terre. On suivra la horde hurlante des pierres querelleuses, animées par des esprits et investies de pouvoirs magiques, ici diaboliques et là cosmiques, qui finiront par se sédentariser et, investies de fonctions et de statuts, par préfigurer la société des hommes, auxquels elles donneront d'ailleurs naissance. On verra apparaître simultanément la femme et les nourritures chaudes, on découvrira le temps du rêve, la naissance des

pirogues et le meurtre de Semo Semo, le géant cannibale. Magie, poésie et réalisme se combinent ici à l'envi.

« A Tanna, tout commence par des rumeurs et tout finit par des mythes », affirme encore Joël Bonnemaison. La dernière rumeur — le dernier mythe ? — qu'il nous rapporte d'un récent voyage à Tanna, cinq ans après la révolte, c'est que l'île est « curieusement silencieuse ». Mais la coutume, malgré la sanglante défaite de ses partisans, est toujours vivante. Et il termine ainsi son étonnante chronique : « On parle peut-être moins de la coutume comme d'un rêve ou d'un retour, mais elle vit toujours sur les places de danse des pirogues du temps des origines. Les frères ennemis d'hier semblent même parfois s'y retrouver. Les coutumiers, s'ils ont perdu leur pari sur le temps court du politique, semblent l'avoir gagné sur celui, plus fondamental, des choix culturels. Il m'a semblé alors que le grand silence de Tanna préparait un nouvel éveil... »

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) 561 kilomètres carrés, moins de vingt mille habitants.

(2) La Dernière Ile, par Joël Bonnemaison, Arles-Orstom, 407 p., 130 F.

époque

16

JUN 2011.
Pour la première fois depuis 1945, une bombe

atomique explose : la ville libyenne de Sabha est rayée de la carte. En janvier 2079, la foudre nucléaire s'abat sur Buenos-Aires. Est-ce le début d'un scénario de fin du monde ? Non, car la sagesse va l'emporter. Le premier siècle du troisième millénaire sera l'aube du désarmement général. L'ère de la crise va bientôt prendre fin.

Brian Stableford et David Langford, deux scientifiques anglais, respectivement biologiste et physicien de formation, n'ont pas lésiné sur les « effets spéciaux ».

Le *Troisième Millénaire*, une « histoire du monde de l'an 2000 à l'an 3000 », paraît une tentative exhaustive dans le genre. En quarante chapitres, enrichis d'étonnantes photomontages, leur livre programme l'avenir en quatre âges pleins de bruit et de fureur.

L'ère de la crise, outre la fin de la course aux armements, voit l'avènement de la fusion nucléaire, qui abaisse le coût de l'énergie et la fait surabondante. Malgré le chômage, legs de l'ancien millénaire, la récession s'efface devant les progrès d'une économie maîtrisée. Avec l'ère du redressement, entre 2180 et 2400, l'ONU est consacrée dans son rôle.



Les avions étaient beaucoup utilisés dans l'agriculture, au XXIV^e siècle. Ici, ils répandent des particules agglomérantes sur les sables mouvants du Sud saharien.

QUI A PEUR DE L'AN 3000 ?

d'arbitre par les grandes puissances. Avec la fin des conflits Est-Ouest et sous l'impulsion de l'ONU, la gestion écologique de la planète devient peu à peu réalité. Non sans difficulté, la planification de l'économie mondiale met fin à la rareté alimentaire : la culture à grande échelle de champs de plancton, la production de viandes sans animaux (un essai !), la création de protéines comestibles ou de soupes d'algues, remplacent avantagèrement les anciennes nourritures. Délivrés de la rareté, maîtres d'une lune verdoyante, les hommes de l'ère du changement s'attachent à la conquête du système solaire. Depuis longtemps déjà, des « micromondes », où séjournent des milliers de Terriens, ont colonisé l'espace. Entre 2400 et 2650, la technologie du rejeunissement a vaincu la mort précoce... non sans réveiller la peur de l'ennui.

En l'an 3000, la Terre n'est plus qu'un souvenir pour les lointains peuples des étoiles, *homo sapiens* perfectionnés, ayant conquis leur autonomie après avoir bénéficié d'une modification de leur anatomie.

Mais, avec la « Création du nouveau monde », qui clôt le millénaire, une inquiétude se fait jour : « Est-ce la fin du progrès ? »

Habilement construite et non sans humour, nourrie par tous les rêves de la science-fiction, développée à partir des ouvertures nouvelles de la science et de la technologie contemporaines (génétique, robotique, télématique, etc.), cette histoire du monde futur est terriblement optimiste. Elle séduira les rêveurs de l'âge d'or et confortera dans leurs craintes les contempteurs de la technologie. Demeure une question : peut-on prévoir l'avenir ?

BERNARD LEFORT.

► Le *Troisième Millénaire*, de Brian Stableford et David Langford, traduit de l'anglais par Dominique Defert, Aubier, 223 p., 220 F.

Des peurs de l'an mil aux craintes de l'an 2000. La parole est à Pierre Riché, professeur d'histoire médiévale.

« QUELLE est la réaction d'un spécialiste de l'histoire du haut Moyen Âge à la lecture de ce livre résolument tourné vers le futur ? »

— Pierre Riché : Eh bien, c'est un livre intéressant, amusant, tout à fait séduisant. Le plus souvent, les auteurs de ce genre de fiction réservent leurs prédictions pour l'an 2000. Il est plus téméraire, plus audacieux, de réfléchir au-delà de ce millénaire. Mais je pourrais vous demander pourquoi vous avez ehoisi un médiéviste pour en juger...

— « A l'approche de l'an 2000, peut-on lire, la fin du millénaire exacerbe les sentiments de peur et de doute. » Cette période serait-elle propice au retour des « peurs » de l'an mil ?

— On peut y penser. Aux Etats-Unis, une secte veut construire une « arche d'alliance » afin de préparer la fin du monde en mai 2000. Le retour de la comète de Halley ne fut-il pas considéré comme inquiétant ?... Ce parallèle avec l'an mil doit d'ailleurs être précisé. Il faut faire un sort à ces prétendus « terribles de l'an mil ». Ce qui inquiétait, c'était, comme le notent les auteurs, « la croyance en la magie des nombres », ce chiffre rond. Cela pouvait être lié également à une lecture de l'Apocalypse de Jean annonçant, avec l'enchaînement

nement pour mille ans du diable, la venue de l'Antéchrist, l'approche de la fin du monde.

— Ce texte a été longuement commenté, en particulier par saint Augustin, qui, lui, mettait en garde contre l'analyse de fondamentalistes chrétiens comprenant ces révélations au pied de la lettre. En fait, il faut distinguer entre cette croyance de fin du monde et les peurs engendrées par cette croyance qui court au-delà de l'an mil. Il faut rappeler que Michelet, dans son *Histoire de France*, est responsable, pour une bonne part, de la propagation de la légende. Il en exploite le thème à partir d'une chronique inauthentique du Moyen Âge (écrite, en fait, au XVI^e siècle), qui relatait les terribles supposées de l'an mil.

— Vers 2180, annoncent B. Stableford et D. Langford, la crise qui secoue la fin du XX^e siècle est effacée. Est-ce d'un optimisme forcé ?

— La fin de la crise ? Je ne me hasarderai pas à la prévoir. C'est arbitraire ; on peut imaginer qu'elle ne soit pas éteinte en l'an 2000. Mais de quelle crise s'agit-il ? Faut-il la comparer avec celle qui commence au milieu du XIV^e siècle, marquée par la guerre de Cent Ans et qui se termine par la naissance des Etats modernes un siècle plus tard ?

— Le découpage adopté par les auteurs vous paraît-il arbitraire ?

— Ce que l'on peut dire, en regard du premier millénaire, c'est que les grands événements ne surgissent pas avec l'an mil. Il y a une continuité historique jusque vers 1050 ; c'est vers la fin de ce siècle que le monde occidental prend un autre visage. Là, il y a une accélération de l'histoire. Une autre commence avec la « révolte » de l'Eglise contre le système féodal. La conquête

de l'Angleterre par Guillaume le Conquérant en 1066 a été un événement considérable, comme la création de premières écoles urbaines alors confiées aux moines, ou le début de la renaissance des villes et les premières hérésies. C'est donc seulement après 1050 qu'un autre siècle commence.

— Il faudrait avancer les bornes de l'an 2000 ?

— Je crois en effet qu'au milieu du XX^e siècle, et pas avant, il s'est produit le même type d'accélération de l'histoire. Cela commence avec l'explosion de la bombe atomique. Mais l'accélération est aussi remarquable avec la conférence de Bandung en 1955, qui annonce la fin d'une colonisation du monde commencée avec le XIII^e siècle, et avec le lancement du premier Spoutnik en 1957. Il faudrait aussi rappeler les événements comme Vatican II, en 1963, qui met fin à la latinisation de l'Eglise romaine, ou les premiers pas de l'homme sur la Lune, ou même mai 1968, et mentionner l'extension de l'usage des ordinateurs.

— A mon avis, jusque dans les années 60 nous étions encore des enfants du XIX^e siècle ; aujourd'hui nous sommes déjà entrés dans le XXI^e siècle.

— Que pensez-vous de l'éloignement des menaces de guerre annoncées vers le début du troisième millénaire après une guerre nucléaire désastreuse ?

— Il faut souhaiter, comme les auteurs, que les destructions ne soient pas catastrophiques. Quant à leur idée de paix définitive, il faut bien dire que c'est un vieux projet. La « paix de Dieu », à la fin du premier millénaire, était appelée par les évêques qui, devant la carence du pouvoir royal, réunissaient des assemblées de paix. Le deuxième concile du Latran, en 1139,

avait même proscriit l'usage de l'arbalète comme arme trop meurtrière. On a toujours voulu enrayer les guerres...

— Avec l'allongement spectaculaire de la durée de la vie, la fin des famines, l'abondance de l'énergie, l'an 3000 est annoncé comme le triomphe du progrès. Cela vous étonne ?

— Non, parce que le progrès me semble une réalité. L'homme progresse malgré les crises. Entre un homme de la préhistoire, un homme du Moyen Âge craignant la nuit, et l'homme actuel, il y a un progrès de la conscience. De ce point de vue, je suis assez proche de Teilhard de Chardin, pour qui il y a un progrès continu, jusqu'au « point Oméga ».

— En revanche, je trouve que les auteurs se sont plus intéressés à l'aspect scientifique, technique, de l'évolution, qu'à l'aspect culturel ; le point de vue est plus strictement scientifique qu'humaniste. L'homme me semble écrasé et victime de ses propres techniques, et l'on sous-estime son rôle, comme on ne voit pas bien celui joué par la femme.

— Entre l'auteur de science-fiction et l'historien, n'y a-t-il pas un lien profond qui serait celui de l'imaginaire ?

— En somme, vous voudriez me faire dire que l'histoire, telle que l'historien la raconte, ne correspond pas forcément à la réalité des événements du passé... C'est vrai, l'historien, on pourrait le dire par boutade, est un peu un artiste. Mais je crois que « l'histoire ne peut se passer de l'historien ». Nos ancêtres positivistes étaient utopistes lorsqu'ils jugeaient qu'à partir d'une analyse scientifique du passé ils pourraient faire de l'histoire scientifique. Mais l'histoire ne peut être scientifique au sens d'une analyse de laboratoire. Je ne dirais pas,

a contrario, que l'histoire est avant tout subjective... Tout dépend de l'honnêteté de l'historien ; c'est dire la nécessité d'une vision sans a priori et surtout sans idéologie — ce qui arrive parfois. J'ajouterais que s'il pouvait, en remontant le temps, revivre l'époque carolingienne, l'historien de cette période serait peut-être déçu de son travail...

— Imaginez que vous étiez à la place de ces « historiens » de l'an 3000, qu'en diriez-vous ?

— Ah ! mais je me refuse à me mettre à leur place. On peut évidemment imaginer que la conquête de l'espace est une chose importante, mais, alors, il faut y penser comme un homme du XIV^e siècle qui commence à entendre parler de Marco Polo et de Magellan, conscient de la sphéricité de la Terre et qui, dès lors, peut imaginer d'aller vers d'autres mondes... Je crois surtout en la capacité d'adaptation de l'homme, en son invention, sa force de réaction à l'événement. Mais il ne peut pas prévoir l'avenir ; les événements lui échappent. Ce qu'il peut faire, c'est s'en servir pour progresser. Reste que l'histoire n'est pas rationnelle, qu'il y a toujours une dimension qui échappe. De ce point de vue, la réflexion historique permet d'être un peu moins nerveux face aux événements ; elle permet de montrer que ce qui arrive est important, mais relatif. Elle a un rôle de décrispation.

B. L.

Précision : contrairement à ce que nous avons affirmé dans notre enquête intitulée « Des photographies entre la chance et l'audace » (le Monde sans visa du 18 octobre 1986), Frank Fournier n'appartient pas à l'agence Cosmos, mais à l'agence Contact de Robert Pledge à New-York.

DE
DES

San-Francisco

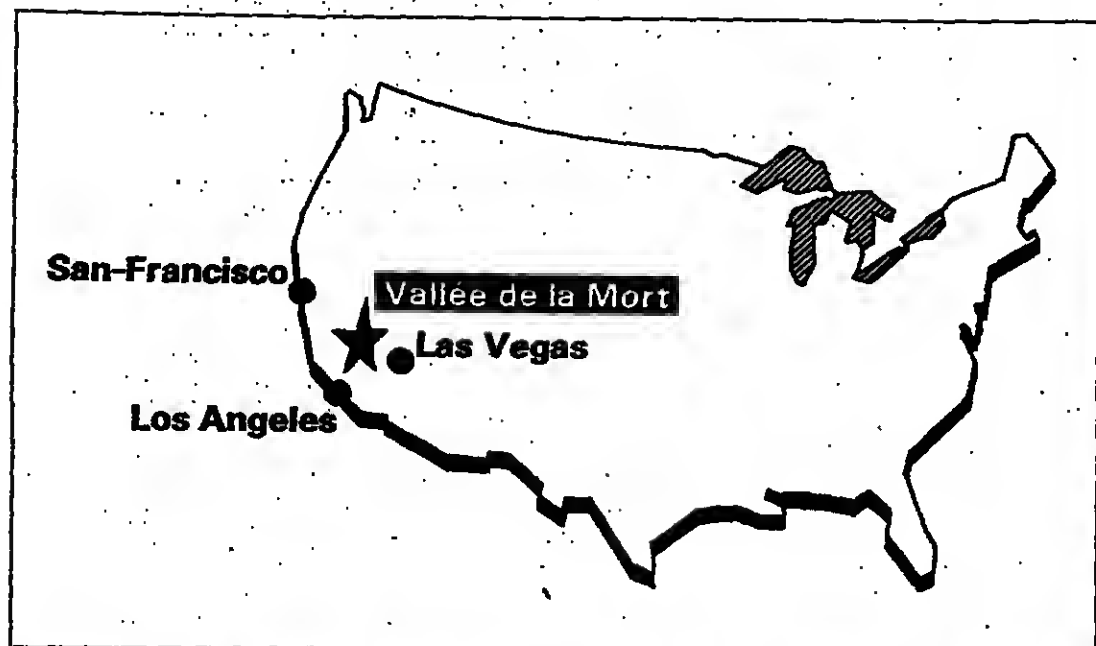
Los Ang

هناك من الأمل

Voyages

DEATH VALLEY, TOMBEAU DES CHERCHEURS D'OR

Par Jean-Claude Charles



LA bicoque en bois arbore fièrement son enseigne : Desert Museum. Elle est fermée. Du porche, à travers un carreau cassé, nous constatons l'évidence : il n'y a plus de « musée du désert ». En tout cas, pas ici. Que des décombres. Il fait horriblement chaud. Où prendre le frais ?

Nous allons boire une bière dans l'unique café du village.

Deux jeunes filles, en short et débardeur, sont penchées sur une carte routière. Derrière le comptoir, Marguerite. « My name is Marguerite. » Plutôt forte, affable. Je dirais même plus : elle est d'une gentillesse désarmante. Elle est serveuse ici depuis... Elle réfléchit un instant. Elle lâche : « Ça fait pas longtemps. » Alors, elle est au courant de rien, Marguerite.

Nous parlons de rien. Tandis que je vise le mur derrière moi, d'un regard panoramique : il est couvert de photos en noir et blanc.

R.J. « Dad » Fairbanks inspecte les objets laissés par les chercheurs d'or qui, en 1849, furent forcés de brûler leurs caravanes et de manger leurs bœufs afin de survivre dans la Vallée de la Mort. « Dad » Fairbanks, qui parlait le *païute*, était un bon copain de Panamint Tom, un Indien qui en savait plus long que tout le monde sur la Vallée. On raconte que c'est Panamint Tom qui a montré à « Dad » l'endroit où les objets étaient planqués. La bague de la photo est une Dodge 1926.

Je rêve.

Puis l'idée nous vient d'aller voir le shérif, à côté. Solidement planté dans l'embrasure de la porte, un type nous apprend la nouvelle, après quelques secondes d'hésitation sur le sens de ma

question. « Ah ! Leon. — Oui, c'est ça, Leon, dis-je. A la vérité, j'avais oublié. »

J'avais connu le bonhomme il y a quatre ans. Il faisait la même chaleur accablante qu'aujourd'hui. Je passais. Je m'étais arrêté un moment pour souffler un peu. Tourant dans ce village de Shoshone, une centaine d'habitants, à 55 miles de Las Vegas, j'étais tombé par hasard sur un trio à bras de cinglé.

Je me souviens d'une paire de godillots poussiéreux religieusement posés sur un présentoir, avec cette légende : « Les chaussures que portait Charlie le jour où il fut assassiné. »

**« Je me souviens
d'une paire de godillots poussiéreux
religieusement posés sur un présentoir,
avec cette légende :
« Les chaussures que portait Charlie
le jour où il fut assassiné. »**

Avec le temps, je suis incapable de reconstituer l'information exacte. Je suis à peu près certain que je suis sorti de la baraque, histoire d'aller voir l'enseigne. J'ai remis mes lunettes noires. Levé les yeux : Desert Museum. Je suis rentré. J'ai demandé au fou furieux qui était là : « C'est qui, Charlie ? »

Je revis la scène, mais je suis incapable de jurer que le mec s'appelait vraiment Charlie. Le conservateur, l'historiographe du désert, m'a répondu. Ne me demandez pas d'aller chercher dans mes notes les termes précis de sa réponse. Je sais que ce fou

m'a donné envie de retourner dans cette région.

Pour retrouver mes souvenirs, j'attends le livre de Suzanne Reynolds sur la vie de Leon. Suzanne, je ne la connaissais pas jusque-là. Je suis donc chez le shérif. Sur le porche. « C'est vous le shérif ? » Non. C'est l'adjoint. Je pose ma question. L'adjoint dit : « Ah ! Leon ? Il est mort. » Voilà pour quoi le Musée du Désert, à un jet de pépère d'or, est fermé.

Dire que la nouvelle me surprend ou m'attriste serait faux. Je raisonne : Shoshone a perdu une part de sa mémoire. Grande et brune, Suzanne, que vient de me présenter le shérif adjoint, a tra-

vailé dans le désordre d'objets et d'images patiemment collectés à la mémoire des chercheurs d'or et de des magnats de borax.

Tandis que son gamin, sans doute énévéré par le climat, tourne comme une toupie parmi nous, elle évoque la vie des pionniers. Elle parle des *pup fishes*, ces poissons qu'on attrape à la main sous les roches du ruisseau, à Hot Springs. « Vers le sud (elle fait un geste de la main). Vers Tecopa, où je vis. Si vous passez par là... »

Nous allons vers le nord. Nous allons vers le plancher du monde. Le point le plus bas de l'hémi-

sphère occidentale. Là où le soleil, salaud, est le plus méchant. C'est la fin de l'été et il y fait, dit la météo, 116 degrés Fahrenheit, c'est-à-dire 46 degrés centigrades. L'enfer. Carcasses fragiles s'abîment.

La petite Ford rouge dévale la côte, puis remonte, et de nouveau plonge. La climatisation ronfle pour des prunes. La ligne d'horizon à la blancheur du borax, est or blanc du désert auquel on doit désinfectants et ciments, médicaments et herbicides, boudiers de protection de réacteurs nucléaires et fibres de verre.

Destination immédiate : Furcose Creek, à 178 pieds au-dessous du niveau de la mer. Je cligne des yeux. Baisse la tête. Rehausse mes lunettes noires. Relève la tête. Repense à R.J. « Dad » Fairbanks et à une autre figure historique de ce bled du bout du monde : Charles Brown, de la Pacific Coast Borax Company.

En fait de « bout du monde », on se rend vite compte que la piste vieille, très vieille, des chercheurs d'or est bel et bien bitumée. L'aventure n'y est plus possible dans les mêmes termes. Il faut changer de langage. De vision du monde.

A Las Vegas, il n'y avait pas de ville. Dans la Vallée de la Mort, il n'y a plus de désert. Plus de mort possible. Ce n'est plus une étendue sans repère. C'est un tombeau.

Celui des Autres, ces Blancs qui ont cru pouvoir avancer les frontières de l'Ouest sans tenir compte des contraintes de la géographie. Ces Chinois qu'ils ont fait trimer comme des bêtes, quitte à asservir les bêtes aussi, hommes et animaux rendant éga-

lement leur souffle. Ces Indiens, dont la rumeur raconte qu'ils forment encore trois familles dans la Vallée. Hou ! hou ! loup y ça-ta ?

Tout est quadrillé. Balisé. Signalisé. Nous autres, modernes, quels que soient nos races, nos positions sociales, nos âges, n'avons plus qu'à prendre des vacances.

Nous savons que les mines d'Ashford, notre première étape, ont été vendues pour une bouchée de pain à un comte hongrois, lequel en a tiré des bénéfices plus tard.

Nous savons que les reptiles ne sortent qu'à la fraîche, donc que nous ne risquons rien à cavalier, comme je le fais, dans les ruines. Nous savons toute la faune et

toute la flore. Et les sites où les plus handicapés d'entre nous peuvent avoir aisément accès.

Deuxième étape. Dans la Vallée, il faut s'arrêter où l'on veut. Créer le sens de sa marche. C'est un musée grandeur nature, mais nature quand même. La colonisation du désert, la fin de l'idée de désert, pas de possibilité d'expédition périlleuse ni d'aller à la conquête d'autre chose que de soi-même, espace maîtrisé, domestiqué, mais à qui veut bien renoncer au dur désir de ne rater aucun site, quelles émotions ! Stoppez n'importe où, sortez de votre caisse roulante, vous sentez la chaleur ?

(Lire la suite page 21.)

EXPLORATOR EXPEDITIONS

POUR QUE L'EVASION DEVIENNE DECOUVERTE

Greenland, Sahara, Arabie, Émirats, Namibie, Yémen, Tibet, Mongolie, Pérou, Patagonie, Bolivie...

Brochure sur demande à :

EXPLORATOR
18, place de la Madeleine
75008 Paris
Tél. (1) 42.86.86.24

Nom _____

Adresse _____

GUIDE

VACANCES AVEC FAMILLES

On l'appelle le tourisme associatif. Ses buts, ses difficultés, ses espoirs.

Par Patrick Francès

« **U**N iceberg délaissé du continent et qui ne sait pas où les vents vont le pousser. » Ainsi M. Gérard Bullat, directeur général de Vacances Anvergne Limousin (VAL), décrit-il récemment la situation du tourisme associatif, à l'occasion d'une conférence de presse destinée à présenter le bilan et les perspectives de Loirs de France, organisme dont il est le président et qui regroupe sept associations réunies sous ce label afin de coordonner leur promotion et leur développement. Observant que « le vent libéral qui a soufflé sur le pays depuis les dernières élections a donné des ailes à des syndicats corporatistes qui ont cru qu'ils allaient pouvoir se débarrasser de nous », M. Bullat évoque la « circonspection » d'un secrétaire d'Etat au tourisme, M. Jean-Jacques Deseamps, « gêné aux entournures par les pressions qui s'exercent sur lui ».

« Cela dit, a relevé M. Bullat, le ministre n'a pas dit que ce secteur ne l'intéressait plus, et nous attendons donc que l'Etat précise sa position. » A commencer par l'épineux problème du statut d'organismes qui se voient régulièrement accusés de faire du « para-

commercialisme » et d'exercer une concurrence déloyale à l'égard du secteur privé. « Un débat complètement dépassé », estime M. Pierre Heslouin, directeur général de l'Organisation centrale des camps et activités de jeunesse (OCCAJ), qui affirme que « les conditions d'exploitation sont identiques ». Ce qui n'empêche pas les responsables du tourisme associatif de reconnaître qu'il existe effectivement, dans ce secteur, « un malaise d'ordre institutionnel et juridique ». Favorables à une évolution, ils souhaitent que l'on puisse passer d'un statut d'association, mal adapté à la situation, à un autre statut, de type « société sans but lucratif », et se déclarent prêts à en discuter.

Véritables entreprises et fonctionnant comme telles, les associations n'en oublient pas pour autant qu'elles sont le fruit d'une histoire, et elles entendent, par conséquent, se battre bec et ongles pour rester fidèles à leur objectif social. « Cette année, a précisé Jean-Pierre Noël, directeur général de VVF, notre association a perçu 36 millions de francs de bons-vacances contre 27 millions l'an dernier et reçu ainsi plus de 55 % de familles assistées. » Interrogé sur ce qui fait leur spécificité, les membres de Loirs de France insistent sur quatre points :

1. — Le tourisme saisonnier français, c'est eux ; ils ont très peu de concurrents privés. Dans le domaine rural, ils sont pratiquement les seuls ;

2. — L'aménagement du territoire, côté tourisme, c'est eux. Ils sont pratiquement les seuls à relever le défi de s'installer dans des déserts touristiques ;

3. — La prise en compte d'une demande familiale, c'est leur spécialité ;

4. — Enfin, leur stratégie tarifaire se caractérise par une amplitude remarquablement modérée : ils n'essaient pas de se rattraper sur la haute saison et, par exemple, de matraquer la clientèle familiale pendant les vacances scolaires.

Mais les associations insistent également sur le contexte difficile dans lequel elles sont aujourd'hui contraintes d'opérer : le rétrécissement considérable des moyens financiers dont elles disposent pour créer de nouvelles réalisations, rénover les anciennes et mener à bien leur politique sociale ; le désengagement de l'Etat et, compte tenu de la décentralisation, la nécessité de nouer un dialogue avec les interlocuteurs régionaux ; enfin, le « couperet » constitué par le calendrier scolaire, qui fait se succéder des périodes de saturation (1) et des périodes de sous-fréquentation, et qui, en réduisant l'amplitude des congés, entraîne un important manque à gagner pour des associations largement tournées vers la clientèle familiale. « Ce qui, relève M. Bullat, limite notre action sociale, liée à de bas tarifs, en nous privant de la possibilité de réduire nos prix. »

Dynamisme

Autant de freins et de contraintes économiques qui expliquent, de l'aveu même des responsables, que l'objectif social ne puisse que se relativiser pour des associations luttant d'abord pour leur survie. « Notre devoir, insiste Jean-Pierre Noël, c'est d'abord d'être d'excellents professionnels. » D'où la satisfaction des membres de Loirs de France non seulement d'avoir mis en place l'une des premières entreprises touristiques de France (258 sites, 95 000 lits, plus d'un million de

vacanciers et plus de 1 milliard de chiffre d'affaires) et un regroupement de poids au service du tourisme saisonnier et familial, mais de pouvoir, en dépit d'une stabilisation de la demande de vacances et d'un calendrier scolaire défavorable, faire état d'une fréquentation globale en hausse de 4 à 5 % et de la création de douze nouveaux villages (soit 4 400 lits), signe que les « sept » se portent bien.

Une vitalité qui se concrétise par l'installation de Loirs de France dans de nouveaux locaux, la mise en place, en collaboration avec le magazine VSD, d'un service d'informations touristiques sur réseau télématique (il permet d'accéder à deux cents propositions de loisirs) et par la volonté d'offrir non seulement des « prix doux » mais également de parfaire la qualité des prestations en soignant l'hébergement, en s'adaptant aux nouvelles attentes des vacanciers (restauration à la carte, accueil spécifique des enfants et des jeunes dans le cadre de séjours familiaux, ainsi que des retraités) et, afin de prendre en compte la vogue des vacances actives, en proposant de nombreux stages culturels et sportifs.

Un dynamisme tous azimuts qui illustre la détermination d'un secteur mis depuis quelque temps sur la sellette et anculé comme un corps malade de se signaler de nouveau à l'attention du public non plus par ses difficultés mais par ses atouts, au premier rang desquels figure un rapport qualité/prix qui devrait attirer une nouvelle clientèle, notamment parmi ceux qui trouvent de plus en plus difficile de gérer leur budget vacances.

(1) Faute de places, VVF a refusé trois mille familles pour juillet-août 1986.

Le club des « 7 »

Sept associations sont regroupées sous le label Loirs de France (82, rue François-Rolland, 94130 Nogent-sur-Marne).

Il s'agit de : VVF (132 villages de vacances, 60 000 lits) : 38, bd Edgar-Quinet, 75014 Paris. Tél. : 43-22-88-88.

OCCAJ (53 villages, 15 000 lits) : 95, rue d'Amsterdam, 75008 Paris. Tél. : 45-26-21-21. A noter un répertoire pour connaître les bonnes affaires du mois : 40-16-90-21.

Vacances Auvergne Limousin (30 villages, 9 000 lits) : 33, rue Eugène-Gilbert, 63038 Clermont-Ferrand. Tél. : 73-93-08-75.

Renouveau (17 villages, 8 800 lits) : 73023 Chambéry Cedex. Tél. : 75-70-37-72. A Paris, 4, rue de l'Hôtel-de-Ville, 75004 Paris. Tél. : 42-76-28-42.

Relais Soleil (15 établissements, 3 600 lits) : Le Bessard, 74320 Sévrier. Tél. : 50-46-51-51.

Vacances bleues (9 résidences ou villages, 1 800 lits) : 60, rue Saint-Jacques, 13006 Marseille. Tél. : 91-37-02-29.

Villages clubs du soleil (2 villages dans les Alpes du Sud, 1 310 lits) : Service réservation, 19, rue de la Paix, 13001 Marseille. Tél. : 91-55-54-55.

Loirs de France dispose également d'un service d'informations touristiques sur Minitel. Composer le 3615 suivi de VSD puis de LDF.

CATALOGUES A PRIX DOUX

TOUTE l'année, Vacances bleues accueille les provinciaux en visite dans la capitale, à l'Hôtel des Provinces, aux cours de Paris. Une résidence des années folles, entièrement rénovée, où il en coûte 1 218 F par personne, en pension complète, pour un séjour d'une semaine.

A Autrans, capitale olympique du ski de fond, une semaine de stage à Noël (4 h 30 par jour, matériel fourni) avec l'OCCAJ, pour 1 790 F par personne, en pension complète. Services enfants, animation, tout est compris.

Pendant les vacances scolaires de février, une semaine de ski tous niveaux (de 1 650 m à 2 450 m) aux Karallis, en Savoie, avec Renouveau. De 1 344 F à 1 780 F (selon les revenus) en pension complète avec services enfants, jardin des neiges et remontées mécaniques.

Toujours pendant les vacances de février, une découverte du haut plateau ardéchois avec VAL : 1 800 F par personne pour une semaine en pension complète, au départ de Paris (aller-retour en TGV et navettes), avec encadrement pour le ski nordique, services enfants et animation.

A Montgenève (1 850 m), la neige en famille mais en dehors des vacances scolaires, avec les Villages clubs du soleil. Un ski sans frontières grâce à l'Italie voisine. De 903 F à 1 058 F la semaine (selon les revenus) en pension complète en janvier. Avec nursery, services enfants, jardin des neiges, école à la neige et encadrement ski alpin.

A noter que Renouveau et VAL proposent également, en janvier, le premier au Karallis, le second aux Estables et à Saint-Jean-la-Vêtre, des formules « école à la neige » qui permettent aux enfants de poursuivre leur scolarité à mi-temps, à l'école de la station, tout en pratiquant le ski l'autre partie de la journée.

Autre mi-temps, cette fois entre le ski et la musique. Du 18 avril au 2 mai, Relais soleil invite les jeunes musiciens à altérer ski, travail de l'instrument et formation d'orchestre pour 1 500 F la semaine, tout compris, au Carroz-d'Arches, en Haute-Savoie.

Pour les sportifs, un choix de stages intensifs. Tennis avec l'OCCAJ, à Bandol (Var), pour 2 150 F la semaine, tout compris, à Pâques. Salon avec VAL, à Chalmazel, dans le massif du Forez : 6 heures de cours par jour, du 24 au 31 janvier pour 1 465 F la semaine, tout compris. Fond et forme avec Relais soleil au massif des Bauges (Savoie) : une semaine de ski de fond, d'aérobic, de massages et de relaxation pour 1 800 F la semaine, tout compris.

Forme encore avec VVF, qui propose de la retrouver à Balazuc-les-Bains grâce au soleil du Languedoc-Roussillon et aux séjours de l'établissement thermal (1 750 F la semaine avec pension complète et cure) ou à Evian grâce aux bienfaits de la cure du centre de crénothérapie et au ski dans les stations d'Abondance et de Thollon (1 800 F le forfait ski et cure d'une semaine en pension complète). A signaler enfin, du 28 mars au 14 avril, un stage de triathlon à Orcières-Merlette (Hautes-Alpes) avec Villages clubs du soleil pour 1 800 F tout compris.

Spécialisée dans les séjours pour retraités, Vacances bleues incite également les grands-parents à emmener leurs petits-enfants : les moins de six ans sont accueillis gra-

tuitement de janvier à juin (hors vacances scolaires) et bénéficient, pendant ces dernières, d'une réduction de 50 % à 70 %. Une formule pratiquée dans ses résidences de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Un exemple : neuf jours à Hyères, du 3 au 11 avril, pour 1 088 F en pension complète.

De son côté, Relais soleil organise un séjour sportif pour retraités, au bord du lac d'Annecy (Haute-Savoie) : une semaine de ski de fond, raquettes, promenades et excursions pour 1 165 F tout compris.

Dix jours de découverte gourmande dans le Limousin, le Périgord et le Quercy, à partir de Turenne, pour découvrir, avec Relais soleil, les secrets de la cuisine de terroir : 2 555 F tout compris. Et on repart avec ses conserves.

Anglais et espagnol avec Renouveau, qui propose d'une part aux adultes quinze heures de cours à Chermouze du 28 mars au 4 avril et du 4 au 11 avril (de 1 132 F à 1 440 F en fonction des revenus), d'autre part un stage d'espagnol à Val-Louron, avec ski et découverte des Pyrénées en famille, du 11 au 25 avril, de 1 335 F à 1 671 F, en fonction des revenus.

Traineau

Attelage de chiens de traîneau, pour, à partir des Estables, découvrir, avec VAL, le Haut-Médoc : 1 743 F la semaine (tout compris) du 24 décembre au 31 janvier. Un site remarquable où l'on peut également pratiquer le ski nordique pendant les vacances de février, de 1 106 F à 1 358 F la semaine, en pension complète. Le forfait cours et matériel : 388 F.

Accès à des domaines skiables de grand renom comme les Trois-Vallees, à partir des Menuires (Savoie) avec l'OCCAJ, qui propose les vacances de Noël (du 28 décembre au 3 janvier) pour 1 810 F par personne en pension complète, et VVF, dont le forfait/semaine, en janvier, s'élève à 1 490 F, comprenant la pension complète, le matériel, les cours et les remontées. De son côté, Renouveau offre, à partir de Courchevel, un domaine skiable de 500 kilomètres de pistes avec une semaine de 770 F à 1 036 F, en pension complète, du 3 au 24 janvier. En option, un forfait ski pour les adultes (1 160 F) comprenant remontées, cours, matériel et assurance pour une semaine.

Quant aux Alpes du Sud, Villages clubs du soleil propose d'explorer 100 kilomètres de pistes à partir d'Orcières-Merlette. De 1 496 F à 2 146 F la semaine, en pension complète, tout compris (remontées et matériel) pendant les vacances de Noël, février et Pâques.

La Saint-Sylvestre à Belle-Ile-en-Mer avec VVF, qui propose du 27 décembre au 3 janvier une cure de détente et de santé, à une époque pour le moins inhabituelle. Le forfait edute varie de 520 F à 800 F, selon le nombre de personnes par appartement (de 360 F à 536 F pour les enfants de moins de onze ans), et comprend la location, les spectacles et activités et le nuit de la Saint-Sylvestre. A noter un réveillon spécial pour les enfants.

Aux indépendants, VVF propose jusqu'en mai, dans douze de ses villages, la location d'un studio pour une ou deux personnes, pour 616 F la semaine. Parmi les destinations proposées, Saint-Jean-Pied-de-Port (Pyrénées-Atlantiques) et Salpêtrick, dans le marais audomarois (Pas-de-Calais).

VOICI UN BON POUR NE PLUS VOUS LAVER PENDANT 15 JOURS.

Si vous en avez assez de votre baignoire, nous vous proposons un torrent. Et à la place de votre douche, une cascade. Mais vous n'êtes pas non plus obligé de vous laver. A pied, on vit plus fort. Et on a sûrement mieux à faire. Ecouter le vent, dévaler une dune ou encore marcher sur les nuages... Du Népal au Sahara, du Vercors au Groenland, des Andes à l'île de la Réunion, partez à la conquête de votre monde.

Demandez notre brochure 87 avec ce bon. De 1600 à 34 000 F, de la simple randonnée aux expéditions lointaines, sous la conduite de nos guides, vivez votre aventure.

Terres d'Aventure, 16, rue Saint-Victor, 75005 Paris - Tél. : 43.29.94.50.
9, rue des Remparts d'Ainay, 69002 Lyon. Tél. : (16) 78.42.99.94.

Terres d'Aventure

LE VOYAGE A PIED

☐ Je désire recevoir la brochure
 Terres d'Aventure 87.

Nom _____
 Prénom _____
 Adresse _____

SAHARA-PASSION !

De dunes en caravanes avec nos amis
 Tour ego à pied, en 4x4, à cheval

AVEC NOMADE

LES AMIS DU SAHARA

10 années d'expérience

Exc. grates 150, av. de l'Europe, 75017 Paris

Tél. : 43.29.94.50

EQUIPEMENT

MALI, MAROC, TANZANIE

RÉSIDENCES

CAMPAGNE
MER
MONTAGNE

MONTAGNE

73550 MÉRIEUX (Savoie)

Promoteur vend directement à prix cassé

TR. BEAUX APPTS meublés, T2,

T3 cabine et T3. Possibilité rapport loca-

tif élevé. Offre limitée. 61-22-81-22.

UN ABRI POUR VOTRE CARAVANE

A 30 km au sud de PARIS.

Places de parking

à louer dans un langage formé.

Tél. 64-24-08-85.

مكتبة الرحال

COMMIS

**VOYAGES CULTURELS
EN URSS**
Vieille Russie,
Caucase, carnaval russe :
8 jours de 3900 F à 4300 F.
Réveilillon Moscou-Leningrad,
vieille Russie : 13 jours, 5990 F.
**CLIO, 16, rue de la Précession,
75015 PARIS**
TEL. 47-34-36-63 (DT: A721)

JEUX

échecs

N° 1200

« TOUT EST FINI »

(Vingt-deuxième partie du match de championnat du monde, Leningrad, 1986)

Blancs : G. KASPAROV
Noirs : A. KARPOV
Gagné - D.

1. d4 Cf3 2. d5 Cc6 3. Cc3 Fc7 4. Fc4 Cc5 5. Fg5 Fd7 6. Fxh6 Fxh6 7. e3 8. Fc3 9. Fc4 10. e4 11. Fxg4 12. h3 13. exd4 14. Fc3 15. Td1 16. Td2 17. Td3 18. Dd2 19. Dd3 20. Dd4 21. Dd5 22. Dd6 23. Dd7 24. Dd8 25. Dd9 26. Dd10 27. Dd11 28. Dd12 29. Dd13 30. Dd14 31. Dd15 32. Dd16 33. Dd17 34. Dd18 35. Dd19 36. Dd20 37. Dd21 38. Dd22 39. Dd23 40. Dd24 41. Dd25 42. Dd26 43. Dd27 44. Dd28 45. Dd29 46. Dd30 47. Dd31 48. Dd32 49. Dd33 50. Dd34 51. Dd35 52. Dd36 53. Dd37 54. Dd38 55. Dd39 56. Dd40 57. Dd41 58. Dd42 59. Dd43 60. Dd44 61. Dd45 62. Dd46 63. Dd47 64. Dd48 65. Dd49 66. Dd50 67. Dd51 68. Dd52 69. Dd53 70. Dd54 71. Dd55 72. Dd56 73. Dd57 74. Dd58 75. Dd59 76. Dd60 77. Dd61 78. Dd62 79. Dd63 80. Dd64 81. Dd65 82. Dd66 83. Dd67 84. Dd68 85. Dd69 86. Dd70 87. Dd71 88. Dd72 89. Dd73 90. Dd74 91. Dd75 92. Dd76 93. Dd77 94. Dd78 95. Dd79 96. Dd80 97. Dd81 98. Dd82 99. Dd83 100. Dd84 101. Dd85 102. Dd86 103. Dd87 104. Dd88 105. Dd89 106. Dd90 107. Dd91 108. Dd92 109. Dd93 110. Dd94 111. Dd95 112. Dd96 113. Dd97 114. Dd98 115. Dd99 120. Dd100.

NOTES

a) Dans la deuxième partie du match, Karpov essaya le nouveau 11... e5 (au lieu de la suite habituelle 11... e6) ; après 12. Dd5, a6 ; 13. Tf-d1, exd4 ; 14. Cxd4, la nulle se profilait déjà.

b) Une finesse de Kasparov, trouvée après la vingt-troisième partie du match de Moscou. Les Blancs évitent le clouage (après 12... exd4 ; 13. exd4, Cb5 ; 14. Fb3, Fg4) du C-R et forcent pratiquement les Noirs à entrer dans la continuation de texte qui leur donne un léger avantage. Ce coup prophylactique est plus fort que 12. Fb3 que l'on jouait jusqu'alors, en raison de la suite 12... exd4 ; 13. exd4, Td8 suivi de Cb8 et de Fd6 avec égalité dans la partie Karpov-Kasparov, Leningrad, 1984. Après 12. b3, cette défense de Karpov n'est plus possible : si 12... exd4 ; 13. exd4, Td8 ; 14. Dd3 !

c) Dans la dixième partie, Karpov joua 13... e5 ; après 14. Fb3, exd4 ; 15. Cxd5, b6 ; 16. Cxd4, Fxd4 ; 17. Dxd4, Cc5 ; 18. Fg4, Fb7 ; 19. Tf-d1, Tg8 ; 20. Dg4, Fxd5 ; 21. Txd5, Dd7 ; 22. Tg-d1, Dd4 ; 23. Dxd4, Cxd4 ; 24. Fd6, Cb6 les Noirs n'avaient plus rien à craindre.

d) La suite de la vingt-troisième partie de Moscou : 14... Td8 ; 15. Td1, Ff5 ; 16. Txd8+ ; Dxd8 ; 17. Dd2, Dd7 ; 18. Td1, Td8 ; 19. Dd4, donnait aussi un petit avantage aux Blancs.

e) Belavsky poursuivit le par 15... Dd7 suivi de l'avance a5-a4 ; par exemple 15... Dd7 ; 16. Dd2, a5 ; 17. a3, a4 ; 18. Fa2, Tf-d8 ; 19. Df4, Fd6 ; 20. Fxg6, Txd6 ; 21. Txd6, Dxd6 ; 22. Dd7, Dd3 avec des chances égales.

f) Ce retrait du C défendant la case e5 ne paraît pas justifié ; 18... Dd7 était plus sûr : 19. Df4, a4 ; 20. Fa2, Cc5 ou Td8, même si les Blancs restent toujours un peu mieux.

g) Si 19... Fd6 ; 20. Td1.

h) Kasparov, qui n'a besoin que d'un demi-point, menaçait-il d'attaquer à la batonnée par g-g3 ? On attendait plutôt 20. Dd4, Cb8 ; 21. Td1.

i) Menace 21... Dd6.

j) Si 21... Dd4, Dd6 !

k) Interdiction à D la case g4.

l) L'échange des D est favorable aux Noirs dans la paire de F peut devenir dangereuse.

m) 25... Fxg4 est nécessaire : 26. Dxd4, bxa3 ; 27. Fg2 (le sacrifice 27. Fxh7+ ; Rxd7 ; 28. Dd6+ ; Rf8 est insuffisant), Cb8 ; 29. bxa3, Dd5 assurant aux Noirs une défense plus facile.

n) Devant la menace 28. Cb5, cette neutralisation du F-D est forcée.

o) L'avantage des Blancs est clairement établi : bon C contre mauvais F.

centralisation des forces blanches, faibles des cases blanches dans le camp des Noirs en d5, f7, g6, h5, Td8 non développée. La première menace consiste en 30. Cxg6, fxe6 ; 31. Dd6+ et 32. Dxd5.

p) Et non 30. Cxg6, fxe6 ; 31. Dd6+ ; Rf7 ; 32. Td5, Dxd4 ; 33. Dxd5, Tf8.

q) Et non 30... Dxb4 ? à cause de 31. Cxg6, fxe6 ; 32. Dxd5+ et 33. Dxd4. Cependant, 30... Tg8 semble plus solide.

r) Si 31... Dxb4 ; 32. Tg8+ ; Rb7 ; 33. Cxd7.

s) 32. Cxd7, Dxb4 ; 33. Tg8, Fxf7 ; 34. Dxd7 jouable puisque les Blancs ont soit l'échec perpétuel après 34... Tf6 ; 35. Dg8+ ; Rg6 ; 36. Dd8+ ; soit une finelle avec un pion de plus après 34... Tf6 ; 35. Dg8+ ; Rg6 ; 36. Dd8+ ; Rb7 ; 37. Dd3. Ce trente-deuxième coup des Blancs reste très fort ; il est possible que Kasparov imagine déjà le schéma de l'attaque des Noirs après Tg8 - Cd7 - Cb8+, tel qu'il apparaît dans une note coupée.

t) Si 32... Td8 ; 33. Tg6.

u) 34. Cd7 n'est pas jouable à cause du mat en b1. Kasparov accentue son avantage.

v) Peut-être fallait-il essayer 34... Td1+ ; 35. Rb2, Td6 ? Mais sûrement pas 34... Td2 à cause de 35. Td8+ ; Rxd8 ; 36. Cxd7+ et 37. Dd6.

w) 35... Td8 ne va pas à cause de la position 36. Td8+ et 35... Td6 non plus à cause d'une autre combinaison 36. Cxd7, Fxf7 ; 37. Dd3+ et 38. Dxd6.

x) Au prix d'un pion, les Noirs ont un peu d'air.

y) Échec 39... Dd1.

z) Dans cette position, au moment de l'ajournement, de nombreux experts croyaient aux chances de nulle des Noirs ; seuls Kasparov et Karpov savaient que la position des Noirs était mince ; comme le dira Karpov : « Si Kasparov a mis 41. Cd7 sous enveloppe, tout est fini ».

aa) Le coup mortel.

ab) Si 41... Dd2 ; 42. Cb8+ ; Rb6 (ou Rg8 ; 43. Td8) ; 43. Dg5 mat ; si 41... f6 ; 42. Cb8+ ; Rb6 ; 43. Dg7.

ac) Si 42... Rg8 ; 43. Td8, etc.

ad) Le bel ouvrage.

ae) Si 43... Tf4 ; 44. axb4, d4 ; 45. b5 (et non 45. f4, f6) ; d3 (et non 45... Dxd3 ; 46. Df4 mat) ; 46. b6, d2 ; 47. b7, d1-d3 ; 48. b8-d mat ; 49. Dg5 ; 50. Dd8+ ; Dd7 ; 51. Dg5 mat ou 48... Dd4 ; 49. Cxg6, Dxd6 ; 50. Dd8+ ; Dd7 ; 51. Dg5 mat. Ou bien 43... Td2 (Td3, Td1) ; 44. a4, Td1 (a2) ; 45. Td4 menaçant 46. Txd5 et si 45... Dd5 ; 46. Td5 mat et si 44... f6 ; 45. Tf4. Sur 43... Td3 (d2, d1), un autre gain est possible : 44. Td8 menaçant 45. Cxg6 et 46. Td8+ ; ou 44... Fb7 ; 45. Dg5+.

af) Un troisième coup mortel qui menace mat en d2 (ou, après 45... Dd3 ; en f4).

ag) Comme dans une étude artistique, la pièce finale qui menace à nouveau mat en d3, forçant 46... Fb7 ; 47. Dxd3 (et non 47. Dd3+ ; g5 ; 48. bxc5+ ; Dxd5 ; 49. Dxd5+ ; Rxd5 ; 50. Cxd7+ ; Rf5 et les Noirs gagnent) et la fin de partie est sans espoir pour les Noirs.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1199
A.O. HERRSTMAN, « Pravda », 1977.

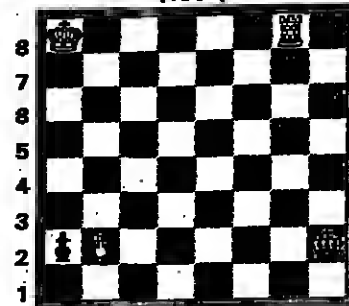
(Blancs : Rc5, Fh5, Pa6, d3, d2, g2. Noirs : Rf5, Fg7, Fd7, b7, c6, f7, f4, b4.)

Se précipiter sur le pion b7 ne sert à rien : 1. axb7, Ff8+ et 2... Fd6.

1. d4+ ; Rb6 (et non 1... Rb6 à cause de 2. Fg4+ ; f5 ; 3. Fxh5+ ; Rxf5 ; 4. axb7 et les Blancs gagnent) ; 2. Ff3+ ; Rb3 ; 3. Fd2+ (et non 3. axb7 à cause de 3... Fxd4+ ; 4. Rd6, f6) ; Rb4 ; 4. axb7 enfin, Fxd4+ ; 5. Rg4, Ff5 ; 6. Fd3 mat.

CLAUDE LEMOINE.

ÉTUDE

V. KALANDADZE
(1986)

BLANC (3) : Ra8, Tg8, Fd2.

NOIRS (2) : Rb2, Fd2.

Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1198

Ann : N. don. Tous vuln.
Ouest Nord Est Sud
X Hackett Y Collings
1 10 1 1
2 2 3 3
3 3 3 3
4 4 4 4
5 5 5 5
6 6 6 6
7 7 7 7
8 8 8 8
9 9 9 9
10 10 10 10
11 11 11 11
12 12 12 12
13 13 13 13
14 14 14 14
15 15 15 15
16 16 16 16
17 17 17 17
18 18 18 18
19 19 19 19
20 20 20 20
21 21 21 21
22 22 22 22
23 23 23 23
24 24 24 24
25 25 25 25
26 26 26 26
27 27 27 27
28 28 28 28
29 29 29 29
30 30 30 30
31 31 31 31
32 32 32 32
33 33 33 33
34 34 34 34
35 35 35 35
36 36 36 36
37 37 37 37
38 38 38 38
39 39 39 39
40 40 40 40
41 41 41 41
42 42 42 42
43 43 43 43
44 44 44 44
45 45 45 45
46 46 46 46
47 47 47 47
48 48 48 48
49 49 49 49
50 50 50 50
51 51 51 51
52 52 52 52
53 53 53 53
54 54 54 54
55 55 55 55
56 56 56 56
57 57 57 57
58 58 58 58
59 59 59 59
60 60 60 60
61 61 61 61
62 62 62 62
63 63 63 63
64 64 64 64
65 65 65 65
66 66 66 66
67 67 67 67
68 68 68 68
69 69 69 69
70 70 70 70
71 71 71 71
72 72 72 72
73 73 73 73
74 74 74 74
75 75 75 75
76 76 76 76
77 77 77 77
78 78 78 78
79 79 79 79
80 80 80 80
81 81 81 81
82 82 82 82
83 83 83 83
84 84 84 84
85 85 85 85
86 86 86 86
87 87 87 87
88 88 88 88
89 89 89 89
90 90 90 90
91 91 91 91
92 92 92 92
93 93 93 93
94 94 94 94
95 95 95 95
96 96 96 96
97 97 97 97
98 98 98 98
99 99 99 99
100 100 100 100
101 101 101 101
102 102 102 102
103 103 103 103
104 104 104 104
105 105 105 105
106 106 106 106
107 107 107 107
108 108 108 108
109 109 109 109
110 110 110 110
111 111 111 111
112 112 112 112
113 113 113 113
114 114 114 114
115 115 115 115
116 116 116 116
117 117 117 117
118 118 118 118
119 119 119 119
120 120 120 120
121 121 121 121
122 122 122 122
123 123 123 123
124 124 124 124
125 125 125 125
126 126 126 126
127 127 127 127
128 128 128 128
129 129 129 129
130 130 130 130
131 131 131 131
132 132 132 132
133 133 133 133
134 134 134 134
135 135 135 135
136 136 136 136
137 137 137 137
138 138 138 138
139 139 139 139
140 140 140 140
141 141 141 141
142 142 142 142
143 143 143 143
144 144 144 144
145 145 145 145
146 146 146 146
147 147 147 147
148 148 148 148
149 149 149 149
150 150 150 150
151 151 151 151
152 152 152 152
153 153 153 153
154 154 154 154
155 155 155 155
156 156 156 156
157 157 157 157
158 158 158 158
159 159 159 159
160 160 160 160
161 161 161 161
162 162 162 162
163 163 163 163
164 164 164 164
165 165 165 165
166 166 166 166
167 167 167 167
168 168 168 168
169 169 169 169
170 170 170 170
171 171 171 171
172 172 172 172
173 173 173 173
174 174 174 174
175 175 175 175
176 176 176 176
177 177 177 177
178 178 178 178
179 179 179 179
180 180 180 180
181 181 181 181
182 182 182 182
183 183 183 183
184 184 184 184
185 185 185 185
186 186 186 186
187 187 187 187
188 188 188 188
189 189 189 189
190 190 190 190
191 191 191 191
192 192 192 192
193 193 193 193
194 194 194 194
195 195 195 195
196 196 196 196
197 197 197 197
198 198 198 198
199 199 199 199
200 200 200 200
201 201 201 201
202 202 202 202
203 203 203 203
204 204 204 204
205 205 205 205
206 206 206 206
207 207 207 207
208 208 208 208
209 209 209 209
210 210 210 210
211 211 211 211
212 212 212 212
213 213 213 213
214 214 214 214
215 215 215 215
216 216 216 216
217 217 217 217
218 218 218 218
219 219 219 219
220 220 220 220
221 221 221 221
222 222 222 222
223 223 223 223
224 224 224 224
225 225 225 225
226 226 226 226
227 227 227 227
228 228 228 228
229 229 229 229
230 230 230 230
231 231 231 231
232 232 232 232
233 233 233 233
234 234 234 234
235 235 235 235
236 236 236 236
237 237 237 237
238 238 238 238
239 239 239 239
240 240 240 240
241 241 241 241
242 242 242 242
243 243 243 243
244 244 244 244
245 245 245 245
246 246 246 246
247 247 247 247
248 248 248 248
249 249 249 249
250 250 250 250
251 251 251 251
252 252 252 252
253 253 253 253
254 254 254 254
255 255 255 255
256 256 256 256
257 257 257 257
258 258 258 258
259 259 259 259
260 260 260 260
261 261 261 261
262 262 262 262
263 263 263 263
264 264 264 264
265 265 265 265
266 266 266 266
267 267 267 267
268 268 268 268
269 269 269 269
270 270 270 270
271 271 271 271
272 272 272 272
273 273 273 273
274 274 274 274
275 275 275 275
276 276 276 276
277 277 277 277
278 278 278 278
279 279 279 279
280 280 280 280
281 281 281 281
282 282 282 282
283 283 283 283
284 284 284 284
285 285 285 285
286 286 286 286
287 287 287 287
288 288 288 288
289 289 289 289
290 290 290 290
291 291 291 291
292 292 292 292
293 293 293 293
294 294 294 294
295 295 295 295
296 296 296 296
297 297 297 297
298 298 298 298
299 299 299 299
300 300 300 300
301 301 301 301
302 302 302 302
303 303 303 303
304 304 304 304
305 305 305 305
306 306 306 306
307 307 307 307
308 308 308 308
309 309 309 309
310 310 310 310
311 311 311 311
312 312 312 312
313 313 313 313
314 314 314 314
315 315 315 315
316 316 316 316
317 317 317 317
318 318 318 318
319 319 319 319
320 320 320 320
321 321 321 321
322 322 322 322
323 323 323 323
324 324 324 324
325 325 325 325
326 326 326 326
327 327 327 327
328 328 328 328
329 329 329 329
330 330 330 330
331 331 331 331
332 332 332 332
333 333 333 333
334 334 334 334
335 335 335 335
336 336 336 336
337 337 337 337
338 338 338 338
339 339 339 339
340 340 340 340
341 341 341 341
342 342 342 342
343 343 343 343
344 344 344 344
345 345 345 345
346 346 346 346
347 347 347 347
348 348 348 348
349 349 349 349
350 350 350 350
351 351 351 351
352 352 352 352
353 353 353 353
354 354 354 354
355 355 355 355
356 356 356 356
357 357 357 357
358 358 358 358
359 359 359 359
360 360 360 360
361 361 361 361
362 362 362 362
363 363 363 363
364 364 364 364
365 365 365 365
366 366 366 366
367 367 367 367
368 368 368 368
369 369 369 369
370 370 370 370
371 371 371 371
372 372 372 372
373 373 373 373
374 374 374 374
375 375 375 375
376 376 376 376
377 377 377 377
378 378 378 378
379 379 379 379
380 380 380 380
381 381 381 381
382 382 382 382
383 383 383 383
384 384 384 384
385 385 385 385
386 386 386 386
387 387 387 387
388 388 388 388
389 389 389 389
390 390 390 390
391 391 391 391
392 392 392 392
393 393 393 393
394 394 394 394
395 395 395 395
396 396 396 396
397 397 397 397
398 398 398 398
399 399 399 399
400 400 400 400
401 401 401 401
402 402 402 402
403 403 403 403
404 404 404 404
405 405 405 405
406 406 406 406
407 407 407 407
408 408 408 408
409 409 409 409
410 410 410 410
411 411 411 411
412 412 412 412
413 413 413 413
414 414 414 414
415 415 415 415
416 416 416 416
417 417 417 417
418 418 418 418
419 419 419 419
420 420 420 420
421 421 421 421
422 422 422 422
423 423 423 423
424 424 424 424
425 425 425 425
426 426 426 426
427 427 427 427
428 428 428 428
429 429 429 429
430 430 430 430
431 431 431 431
432 432 432 432
433 433 433 433
434 434 434 434
435 435 435 435
436 436 436 436
437 437 437 437
438 438 438 438
439 439 439 439
440 440 440 440
441 441 441 441
442 442 442 442
443 443 443 443
444 444 444 444
445 445 445 445
446 446 446 446
447 447 447 447
448 448 448 448
449 449 449 449
450 450 450 450
451 451 451 451
452 452 452 452
453 453 453 453
454 454 454 454
455 455 455 455
456 456 456 456
457 457 457 457
458 458 458 458
459 459 459 459
460 460 460 460
461 461 461 461
462 462 462 462
463 463 463 463
464 464 464 464
465 465 465 465
466 466 466 466
467 467 467 467
468 468 468 468
469 469 469 469
470 470 470 470
471 471 471 471
472 472 472 472
473 473 473 473
474 474 474 474
475 475

la table

AUTOUR D'UN PLAT

LE CANETON A LA ROUENNAISE

Par
La Reynière

L vient de se créer, à Rouen, un Ordre des canardiers. Son but est de sauvegarder les recettes du caneton à la rouennaise, autrement dit du canard à la presse dont Escoffier nous a laissé la recette. Il y faut un volatile né du croisement du canard sauvage et du canard domestique, et ceux de Duclair, près de Rouen, en sont le type. L'animal doit être étouffé et non saigné, et c'est ce sang conservé dans le corps du canard qui lui donne une saveur particulière lorsqu'on le rôtit (pas plus de dix-sept à vingt minutes). On le découpe alors en détaillant les filets en fines aiguillettes alignées sur un plat tiède et assaisonnées de sel et de poivre. D'autre part, on

concasse, puis hache et presse la carcasse en l'arrosant de bon vin rouge. On ajoute au jus obtenu un filet de cognac. On en arrose les aiguillettes que l'on porte à ébullition, sans laisser bouillir, et l'on sert.

La presse à canard, monument d'argent massif sur table roulante de bois précieux, est surtout aujourd'hui objet d'ornement, voire de musée.

Et à Rouen même ce plat ne figure guère sur les cartes. Les toques Gault-Millau vont à un canard aux pommes de terre et pied de porc, un canard aux navets confits, un caneton aux olives, un canard au cidre, etc. On retrouve le caneton à la rouennaise à la carte du vieux et classique restaurant de La Couronne (31, place du Vieux-Marché), où Marie-

Thérèse Duval est au « piano » de ces murs vieux de plus de six siècles, et aux Quatre Saisons (Hôtel de Dieppe) de la place Bernard-Tissot, sans qu'il soit bien exaltant du reste.

Mais à Paris ?

C'est vers les années 1890 que Frédéric Delair adopta et adapta la recette du canard à la rouennaise pour en faire ce qui allait devenir un best-seller sous le nom de canard Tour d'argent. Quelques variantes : les filets levés, la carcasse est pressée avec un consommé de canard très épicié, et l'on y ajoute la foie haché et cuit à feu vif avec porto et cognac. D'autre part, les cuisses (qu'Escoffier dédaignait) sont ici grillées et servies ensuite avec une salade.

Le canard, chez Claude Ter-

rait, vient de ses élevages vendéens de Challans. Il est, on le sait, numéroté, et la petite histoire a noté que le prince de Galles, futur Edouard VII, eut le numéro 328 tandis qu'un quart de siècle plus tard, en 1914, on en était déjà au numéro 40 362 (attribué à Alphonse XIII). On a dépassé aujourd'hui le demi-million.

Nous n'en sommes plus au temps où le « grand » Frédéric lui-même « avec son lorgnon, ses favoris grisonnants, son sérieux imperturbable » découpait « sans coincer dodo », salant et poivrant comme peignait Claude Monet, avec « le recul du jugé et la précision du mathématicien, avançant d'une main sûre à l'avance toutes les perspectives du goût » (Daudet). Mais aujourd'hui encore, à La Tour, le canard à la presse est un plat de théâtre et, le soir, c'est sur une petite scène que les canar-

diers, dans un éclairage à la Jordaens, découpent sur fond... de gueule (et de Notre-Dame illuminée) ce fameux canard dont le marquis Lauzières de Thémines fit, en 1900, une chanson :

Là, d'un canard dont reste
[la carcasse,
Dans une boîte, on la broie, on
[la maud,
Un rude engin l'écrase, la
[concasse,
Il en résulte un goût exquis
[au goût...
Loin de jeter aux tautous le
[squelette
La Tour d'argent tire parti
[des os !

L'Ordre des canardiers de Rouen, s'il réussit à remettre à la mode ce plat savoureux, aura bien mérité... de la basse-cour !

SEMAINE GOURMANDE

CHEZ
GRAND-MÈRE

« La cuisine et moi avons vécu un roman d'amour... » Ainsi parle Léone Long, et il serait bien triste qu'il finisse mal. Oh ! cela ne troublerait pas la digestion de M. Michélin et Gault-Millau, non plus que les gens du Guide Hachette ou des diverses « bibles »... qui l'ignorent ! Léone Long, donc, toute seule dans sa mini-maison, cuisine toute la journée pour ses clients, amis du soir. Des entrées à 15 francs (boudin froid, pâté végétal, lentilles estragon), des plats de 50 F à 65 F (le pot au feu avec son bouillon et les os à moelle, la potée aux choux, les langues de mouton en ragout), un camembert bien affiné (10 F) et des desserts : panade sauce chocolat chaud (18 F), pommes au four (15 F). Ici les vieux apéritifs sont à l'honneur : Picon, Byrrh, Dubonnet, Guignolet, Clocquesin, Mandarin...

et les vins sont à 35, 55 et 58 F. Oui, il faut aller Chez Grand-Mère, histoire de vivre un instant ce roman d'amour d'un temps qui s'oublie !

► CHEZ GRAND-MÈRE
92, rue Broca (13^e) - tél. : 47-07-13-65.
Fermé aux dîners et le dimanche.

LE BOURBONNAIS

Un successeur pour ce bistrot « sympa », ancien chef Chez Pauline, ce qui est référence. Avec sa femme, sa fille et, en salle, un autre ancien de Chez Pauline, Robert, M. Roger Le Meur propose une carte maitonnée : œufs meurette, persillade de Bourgogne et escargots en poêlon, ris de veau épicé, frites, cassée de lepreux, oignon à l'échalote, coq au vin pâtes fraîches, gâteaux desserts (remarquable tarte chaude glace vanille) et, pour faire

souvenir de l'ancien patron et justifier l'enseigne, les mardis et jeudis, le fameux pâté aux tartouffes du Bourbonnais. Vins de 45 F à 79 F (excellent Marnetou Salon, domaine de la Loge). Compter 200 F.

► LE BOURBONNAIS
29, rue Delambre (14^e) - tél. : 43-20-61-73.
Fermé samedi midi et dimanche.

PRUNIER
MADELEINE

Changement de direction et, sinon peu neuve, du moins quelques changements (dont l'installation, au premier, d'un bar - piano-bar le soir - agréable le temps de se retrouver et de passer commande). Un jeune cuisinier a été adjoint à l'ancien - souhailons surtout qu'il ne cuisine pas trop « new style » - et la carte poissonnière considérablement enrichie (dix présentations de Saint-Jacques, par exem-

ple !). On retrouve les classiques « maison », du filet Boston au turbot « tout vient de la mer » en cuisine : bouillabaisse, homard à l'américaine. Et aussi des appellations inévitables : chateaubriand de thon brosse, saumon de lotte ou portfeuille de saumon. Compter 500/600 F.

► PRUNIER MADELEINE
9, rue Duphot (1^{re}) - tél. : 42-60-36-04.
Pas de fermeture.

CANDIDO

C'est un rappel mais il convient de vous en faire souvenir, du Candido, 6 combien - et malicieux - Candido qui, si ce n'est plus la saison de manger « au jardin » et de cueillir soi-même les tomates de sa salade, perpétue en sa vieille maison baroque sa tradition de cuisine espagnole-italo-française, de bonne

humeur et d'accueil gentil. Hispanisme surtout avec le superbe paella (on peut commander et emporter) et bien d'autres plats d'outre-Pyrénées, comme le parillada à arroser d'un rija superbe. Compter 200/250 F.

► CANDIDO
40, avenue de Versailles (16^e) - tél. : 45-27-86-88.
Fermé dimanche soir.
Salon agréable pour trente couverts.

L. R.

P.S. Et rectifions une erreur impardonnable : le Saint-Amour, ce charmant « bistrot » dont nous parlions l'autre semaine, n'est pas rue du Mont-Thabor, mais bien au 8 de la rue de Port-Mahon (2^e) avec son numéro de téléphone : 47-42-63-82. Allez vite vous y régaler de la rale aux orties, du carré d'agneau et de la tarte Tatin.

Couly-Dutheil
le grand nom du Chinon

CHINON
A. Couly
Propriétaire de vignobles

Je désire recevoir un tarif.

Nom _____

Adresse _____

A retourner à Couly-Dutheil - B.P. 204 - 37002 CHINON Cedex

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

CHAMPAGNE Clauda DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHES
VENTE 51200 ÉPERVAY. T. 26-68-48-37
Vins vus en foudre. Tarif sur demande.

SAUTERNES 1^{er} GRAND CRU
« CHATEAU LA TOUR BLANCHE »
BOMMES 33210 LANGON
Tél. : 16 (56) 63-61-55
Tarif sur demande - Vente directe

PRODUITS RÉGIONAUX
Bis-gourmets : savourez le vrai pain d'épice. Fabri. artis. cuit au bois. Douc. c. 1 L. à MELISSA, BP 37, 46200 PRAYSSAC.

Château d'Estève
100 médailles
25^e année de vente aux amateurs
Offre spéciale réservée aux lecteurs du Monde
12 BOUTEILLES ASSORTIES
AOC Côtes du Rhône Villages et Côtes du Rhône CHATEAU SAINT-ESTÈVE, rouge
Mise au châteaui
518 F (11 TTC, rendu à domicile)
Millésime 1983 3 bouteilles
Millésime 1984 3 bouteilles
Millésime 1985 6 bouteilles
G. François & Fils, propriétaires-régisseurs
Rue de l'Orangerie - Tél. : 90-34-34-04
(1) Joindre le règlement à la commande
Catalogue sur demande

ARTOIS ISIDORE
MAISON ROUZEYROL
42-25-01-10 - F. sem., dim.
SPÉCIALITÉS AUVERGNATES
LE COQ AU VIN DE CAHORS
LES CHARCUTERIES D'AUVERGNE
LES QUELQUES DE BROUET MAISON
CHER EN SAISON
13, rue d'Artois - 8^e

Le Bourdonnais
La Cantine des Gourmets
Micheline COAT
113, av. de la Bourdonnais, 75007 PARIS
Réservations : 47-05-47-96
Fermé dimanche.
Ouv. de 11 h à 1 h, 7 jours, 12 h.

la main à la pâte
Grand ouvrier pâtissier... dans un cadre raffiné.
10, rue SAINT-ROCHE, PARIS 6^e
Tél. 32-34-42-43, 32-35-55-56

LE SAVOIR FAIRE PLAISIR
Sous forme de plateaux cocktail prêts à servir, Coquelin Aine vous propose pour vos réceptions, lunchs, soupers, goûters d'enfants, une formule simple composée de ses meilleures spécialités.

Coquelin AINE
1 PL. DE PASSY 75016 PARIS
Tél. : 288.21.74

BOUCHARD PÈRE & FILS
250 ans de grands vins

« Domaines du Château de Bezu »
« 92 hectares dont 71 hectares de premiers crus et grands crus »

Côte de Beaune Villages
Savigny-lès-Beaune « Les Liroires »
Beaune Clos de la Mouze
Vins Propriétaires
Beaune Tronçais
Beaune Marconnets
Beaune Grèves
« Vignes de l'Enfant Jésus »
Volnay Premiers
« Clos de la Ruepierre »
(vins Propriétaires)
Volnay Châteaui
Volnay Tailly
(vins Propriétaires)
Volnay Caillerets
« Anassene Carée Carme »
Pommard 1^{er} cru
Le Clos de
Chambolle-Villages
Chambolle
Beaune Clos Saint-Landry
Nuits-sous-Beaune
Corton Charlemagne
Clos de Montmoyne
Montrachet

Documentation 148 sur demande
à Station Bouchard Père & Fils
ou Château B.P. 70
21252 Beaune Cedex. Tél. 82.23.14.41
Tél. Bouchard 352.51.15
Distributeur exclusif de « La Romanée »
et du « Romanée »
« Les Vignes » de la Société Civile du Château de Vaux-Romanée

EQUIPHOTEL Pta de Versailles
Niv. 2. Allée N. Stand 25 (2N25)

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

Auvergnates ARTOIS ISIDORE ROUZEYROL, 13, r. d'Artois, 42-25-01-10. F. sem., dim. Bourguignonnes CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel, 45-06-45/1744. F. sem., dim. Cuisine bourgeoise. Bretonnes TY COZ, 35, r. St-Georges, 46-78-42-95. F. dim., jeudi. POISSONS, COQUILLAGES, CRUSTACÉS. Françaises traditionnelles RELAIS HELLMAN, 37, r. François-1 ^{er} , 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cuisine élégante. Fermé samedi, dimanche. Fruits de mer et poissons LA BONNE TABLE, 45-39-74-91. F. sem., dim. 42, r. Friant. PARKING. Spéc. POISSONS.	Lyonnaises LA FOUX, 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 43-25-77-66. Allez aux fourneaux. Sarladaises LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 9. 45-22-33-62. Cassoulet 78 F. Confit 78 F. Sud-Ouest LE PICHET, 174, r. Ordre, 46-27-85-28. F. dim. Grillade. Poisson. F.M.R. 130 F. Le Repaire de Cartouche 47-00-25-56, 8, boulevard des Filles-du-Calaire (11 ^e). F. sem., midi, dim. Bresiliennes GUY, 6, rue Mabillon, 6. 43-54-87-61. Ouvert désormais aux dîners.	A'CHICA , 71, rue Saint-Martin, 4. Rés. 43-87-73-57. Recommandé par Gault et Millau. Ambiance assurée par 4 musiciens tous les soirs. Accueil jusqu'à 2 h. Danoises et Scandinaves 143, av. des Champs-Élysées, 63-59-38-41. COPENHAGUE, 1 ^{er} étage. FLORA DANICA et son agréable jardin. Espagnoles EL PICADOR, 80, bd Raspail, 43-87-26-87. F./midi-credi. Env. 145 F. Ethiopiennes ENTOTO, 143, r. L.-M.-Nodding, 19. Dorowott, Beygenstou av. l'Indjara. Hongroises LE HONGROIS DE PARIS LE PAFRIKA, 43, r. Poisson, 9. 43-61-63-86. Orchestre trique de Budapest. 15 les soirs.	Indiennes-Pakistanaïses MAHARAJAH, 72, bd St-Germain, 43-54-26-07. T.L.J. M. Maubert. PRIX KALI 84 : meilleur curry de Paris. « Grill d'Or 86 » de la gastronomie indienne. Italiennes L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Mouches, 12. 45-99-08-15. F./dim., jeudi. EMILIE ROMAGNE. Marocaines IL BARONE, 5, r. Léop.-Robert, 14. 43-20-87-14. Le Marocainisme de qualité. M'AUSSA , 5, rue Ste-Barbe, 43-48-07-22. 20 h. à 9 h. 15. F./dim. et lun. COUSCOUS. PASTILLA. TAGINES. Cuisine marocaine de FES par ZOIRA MERNISSI. Rés. à part. 17 h. Carte bleue. SAADA , 37, rue Beaumont, 3. 48-87-28-23. T.L.J. Cadre raffiné. Spécialités concoues, mchouli, tagines, pastels. Déj. et dîners d'affaires. Banquets. Mariages. Ambiance typique avec danseuse.	Portugaises SAUDADE, 34, rue des Bourdonnais, 1 ^{re} (Châtelet), 42-36-70-71. Serv. j. 23 h. F. dim. Spécialités portugaises. PRIX MARCO POLO CASANOVA 84. Vietnamiennes NEM 66, 66, rue Lauriston (16 ^e). 47-27-74-52. F. sem. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Salons pour dîners et banquets

ALSACE A PARIS 43-26-89-36. Salons de 10 à 60 couverts. Tous les jours 9, place Saint-André-des-Arts (6^e).

Ouvert après-midi

GUY 6, rue Mabillon, 6 - Tél. : 43-54-87-61
Ouvert désormais aux dîners
Cuisine et atmosphère bresiliennes

SERVICE TRAITEUR

MAHARAJAH, 72, bd St-Germain, 9. 43-54-26-07. Spéc. indiennes-pakistanaïses.

THÉÂTRE

L'avenir de la Gaîté-Lyrique

La mouche et l'éléphante, fable tragique

**La Gaîté-Lyrique a abrité
bien des succès.
Pourtant cette salle
née sous le second Empire
n'a jamais connu la gloire.
Ni la fortune.
A l'abandon depuis dix ans,
elle vient
de trouver preneur.
Mais, faute d'un accord
entre la Ville et l'Etat,
la scène parisienne
va perdre
un de ses plus beaux
théâtres.**

Dans le milieu des années 70, il n'était pas exceptionnel, pour qui longeait le boulevard Sébastopol entre la gare de l'Est et le Châtelet, de croiser à la hauteur du square des Écoles-Médiers (de son vrai nom École-Chautemps) la lente et majestueuse progression d'une éléphante. Funeuse éléphantine ? Transfuge fantomatique ? La Bastille... ou se dressait là l'éléphant-cachette de Gavroche ? Réponse précoce pour l'Année de l'Inde ? Rien de tout cela. L'éléphant existait pour de bon et se nommait Toffy.

A cette époque, qui suivait la disparition des grands chapiteaux, les intellectuels défendaient l'art du cirque et n'hésitaient pas à envoyer leurs mêmes grimper sur les trapèzes ou se peindre le nez en rouge, plutôt que d'intégrer la rue d'Ulm. Silvia Monfort, qui avait obtenu son carré Thorigny, avait quitté le 1^{er} octobre 1974 les cloîs de la Gaîté-Lyrique, et dans ce « nouveau carré » elle tentait d'inscrire le cercle sacré d'une piste, celle de son école du cirque. On verra dans quelles conditions.

« Mais plus tard, le théâtre de la Gaîté-Lyrique, œuvre de l'architecte Cuzin (qui on attribue avec obstination à Hittor) abandonnée par la vie sans que la postérité ait en elle rien de remarquable, a été reconstruite dans le plus féroce goût qui soit. Malheur ! Assurément, et même plus que cela : extorité, mutilé, ravagé, méprisé et, on le serait à moins, fatigué, il faut surtout sciemment parer à la décadence de l'art par une ruelle conduit on ne sait pas trop où, aux frontières de la salle et de la scène, dans une de ces zones théâtrales d'où partent en tout sens escaliers et couloirs, et où seule la hifanerie des costumes et des accessoires peut découvrir à quelle famille on appartient. Car l'architecture ne supporte, plus et mieux que les bâtiments de moindre fonction spectaculaire, croise deux géographies, celle de la scène, celle de la salle, les deux habitats de la salle. Ils ont des habitudes différentes, y créent des situations différentes, y créent des

réflexes différents, s'y déplacent avec des fiertés de propriétaires qu'ils ne perdent qu'en cherchant l'entrée (ou la sortie) des artistes.

Dans le cas de la Gaîté-Lyrique, les répétées se sont largement effacées sous les interventions des bâtisseurs de la deuxième heure. D'autres casiers sont apparus, qui conduisent à des espaces imprévisibles où pensent des lambeaux d'étoffe, où des meubles improvisés, provisoires, existent, leur forme dessinée entre autres naturelles se sont perdues. Le hall d'accueil, dont l'escalier à double volée avait été la place, au début de ce siècle, à une seule et monumentale série de marches, a perdu sa fonction, étiolé par un plancher de béton. Seul le foyer anecdotique a conservé son caractère, même son usage, mais les escaliers cheminaient (dont on peut bizarrement la sculpture à Rodin ?...), son stuc et presque ses contours. L'état est sans doute en est défectueux, et l'on reste étonné de voir qu'il y a dix ans ces ora, et ces plâtres et cette architecture laissaient assez indifférent ou marquaient pour être méprisés, avaient dans la construction. Ils ont effondré, et les balcons souffrent car de là d'événements dont il est difficile de mesurer la gravité. Les portes-faux nombreux, qui donnent à cette salle une des meilleures

visibilités de Paris, autorisent en même temps des mises en garde sécuritaires et suscitent corollairement les enthousiasmes salvateurs des architectes contemporains : comme la salle est pourrie, on peut y faire n'importe quoi.

L'initiation au cirque

Est-ce ou raisonnement, ou bien est-ce au contraire, comme l'*Architecture d'aujourd'hui* l'affirmait en 1974 (*voir encadré*), un véritable respect du « libre de Cazin ? En 1974, C. Gilbert et J. Nouvel, accompagnés du scénographe Jacques Le Marquet, ont entrepris un travail qui, dans son état présent, ridiculise la construction traditionnelle. Les banquettes ont été installées à intervalles réguliers tout autour de la salle, traversant sur toute la hauteur du bâtiment les liaisons qui l'encerment. Les piliers, qui ont été conservés, ne passent pas sur les plans publiés en 1974, supportent, entre le plafond du théâtre et le toit du bâtiment, une structure d'acier qui a ramoté du lustre à l'évacuation des fumées, une salle dite « d'initiation au cirque ». Le volume en est sans doute superbe, l'utilité plus singulière. Trois ou quatre plans dans les futurs trappèzes ont à l'ailé de manière une sorte de fosse, deux

nous vous passons les détails techniques. De méchants esprits ont eu tôt fait de la qualifier de « fosse aux éléphants ».

Pour l'ortage de cet espace, laissé pour mort dans les libérés, la fée électricité, est née une devouée gourmande, un mus pour tout administrateur. On a vu récemment comment l'Opéra de Paris avait pu y installer ses studios de danse grâce à une pousseuse d'ingénieur qui laisse intacte, bien sûr, l'œuvre de Garnier. A la Gaîté-Lyrique, on a manifestement choisi d'écarter la mouche avec un certain brio. Et si la rénovation de l'édifice impliquait un renforcement des structures, la solution la plus minutieuse, la moins réfléchie qui semble avoir été choisie. Laissons de surcroît inachevée, cette « rénovation » dégage une impression d'imbécillité consternante, triste fonction pour d'aussi forts pylônes.

Valse-hésitation

La Grande-Lyrique fut mise au Théâtre de la Gaîté, l'un des fleurons du « boulevard du Crime », avant par la nouvelle place de la République : mille cent places, sur donjon du sol sa placard, inauguré le 3 septembre 1862. Il avait l'inconvénient d'être à l'écart des nouveaux circuits à la mode. Les directeurs lyriques qui succédèrent à sa tête à une époque d'effervescence lyrique ne purent composer une ligne de programme cohérente. Une vaste hésitation entre le mélodrame et la féerie aboutit à une série d'échecs répétés. Le *Châtelet des cours* de Gustave Flaubert, une fantaisie philosophique fantastique, sombra avec fracas. Seul *Orphée aux enfers*, d'Offen-

coach, à travers des foules considérables
en 1872. Trente ans plus tard, ce
même homme, devenu directeur des
municipaux. Les Ballets russes de
Diaghilev y triomphèrent une der-
nière fois au lendemain de la pre-
mière guerre mondiale. Ensuite,
entre deux opérettes, les périodes de
vacances de l'Opéra de Paris. L'
"Orchestre de Paris tenta d'y instal-
ler un théâtre de la musique. Il fut
insuffisant : reconstruit, l'acoustique était
insuffisante. Entre deux complete-
ments *Swiss Charity*, Bob Wilson y donna
une dernière *Regard de cour*
en 1972. Le théâtre de Paris, à l'épo-
que, sous le Disparde, Jack Lang,
passé par les travaux du Palais de
Chailly s'y réfugia un moment.
Chant du cygne pour une salle pen-
trée maudite mais à coup sûr décoré-
e par les peintres du Danemark à
Silvia Monforte. Le futur théâtre
à culture lui confiera : « Il faut
des machines à tous les soirs pour
lever les fauteuils ».

Silvia Monfort, expulsée du Marais, se vit donc confier par le préfet Verdier - Paris n'avait pas

encore recouvré son statut municipal — la Gaîté-Lyrique. Un cadeau empoisonné. A peine installée, elle reçoit la visite des services de la sécurité de la Ville, qui lui interdisent l'accès de la grande salle : un théâtre ne s'écrirait sur la tête des spectateurs. Pour tout dire, c'est un théâtre *faudé depuis quatre-vingt ans*, lui annoncent-ils en partant.

Silvia Monfort, qui loge, outre sa troupe, une école de cirque, le chapiteau des frères Grass et un atelier de danse et de mime, en est réduite à louer une salle. A priori, il y a fallu vider les 30 tonnes d'ordures qui encombrement les sous-sols et faire déguerpier les squatters plus ou moins légaux qui coexistent dans une proximité aussi défratante qu'un réseau électrique mêlant joyeusement des voltages différents. Bricolage et vieux bâtiment, affirment les architectes, impliquent une refonte totale (voir encadré).

La gaité ludique

La municipalité, nouvellement élue en 1977, confirme les travaux qui doivent officiellement s'achever en 1981. Simsa Moufou va voir sa patience couronnée de succès. Aussi son rôle facilitateur, en tant que chasseur, est-il décisif. Il décide de s'installer provisoirement au Jardin d'acclimatation. En 1978, au cours d'une tournée dans le sud-est de la France, elle apprend fortuitement que les entreprises qui cueillaient à la Gâtée-Lyrique venaient de descendre le boulevard pour s'attaquer à la rénovation de Clignancourt. Elle décide, cette suspension n'est qu'un provisoire. Simsa Moufou trouvera refuge dans les anciens abattoirs de Vaugrard — où elle est encore.

Place de l'Hôtel-de-Ville, on ne dissimule pas l'état de délabrement de l'épave lyrique « hérisée dans cet état » ou faisant toutefois remarquer qu'elle a toujours été maintenue « hors d'eau ». « Mais que faire d'un

tel gouffre financier? », s'interroge Françoise de Panafieu, responsable de la politique culturelle de la Ville de Paris. Elle estime de 80 à 100 millions de francs les travaux nécessaires pour achever sa remise en état. Et ensuite, il faudrait une subvention annuelle de 40 millions de francs pour le faire tourner. La Ville, qui soutient déjà le Châtelet et le Théâtre de la Ville — sans parler des salles d'arrondissement, — ne peut supporter cette charge supplémentaire sans sacrifier la création. »

Elle affirme avoir longtemps cherché un partenaire pour l'associer à cette entreprise. En vain. « Le ministère de la culture nous a fait des propositions. Mais la direction du théâtre nous a fait savoir qu'elle ne disposait d'aucun financement pour cette opération. »

Aussi quand, il y a trois ans, un virtuose du gadget électronique, Jean Chalopin, tombé amoureux de ce lieu abandonné (voir ci-contre) propose à la municipalité de reprendre la Galté-Lyrique, son plan est vite accepté.

La façade doit être restaurée ainsi que le foyer, le hall d'entrée et le grand escalier. Mais sa destination changera probablement. La grande salle coupée en deux à mi-hauteur abritera sans doute un petit théâtre en rond de trois cent cinquante places, l'essentiel du volume sera occupé par des jeux de toutes sortes destinés aux enfants, composé à des salles techniques de communication, à des espaces de projections vidéo et d'enregistrements. Une coquille dorée pour un Disneyland sans cloche. L'injustice du sort, voulant tout arranger, a préservé à la Gaîté-Lyrique son exceptionnelle cage de scène. Un volume impressionnant puisqu'il a, en profondeur, la taille de la salle et une largeur triple du cadre de scène. Devant un pareil outil, comment les gens de théâtre ne frémiraient-ils d'espoir ? Il n'est que sa utilisation qui est en jeu. Ce bâtiment, pour s'il doit être arraché à ces rêves pour être livré au rire carnassier des enfants ?

**FRÉDÉRIC EDELMANN
et EMMANUEL DE ROUX.**

Les rêves d'enfant de Jean Chalopin

Le nouveau patron de la Galté-Lyrique n'a pas le «Rambo look» de Tapio le tapageur. S'il avait eu le temps d'être boy scout, Jean Chalopin, trente-trois ans, aurait mérité le totem d'écureuil entreprenant. Un sourire de gamin puni dans une barbe très rousse, il paraît en visite au siège parisien de sa société, la DIC, un local de dimensions modestes, au cœur du Marais, avec standardistes bilingues dans l'entrée et disques d'or aux murs.

L'auteur producteur se présente comme « writer producer », coquettement pardonnable pour un Français qui a vraiment réussi en Amérique. Ici, il n'a même plus de bureau à sa disposition, commis voyageur de son succès, naviguant entre Tokyo et Los Angeles, Jean Chalopin, père comblé de l'inspecteur Gadget et des Minipouss (sortis en salle mercredi), continue son ascension planétaire avec le timidité sinistre d'un clerc de notaire.

Son enfance est ingratissimble.
*« Je suis né à Samots, flabèteux
 Argentin, puis je suis allé au lycée
 d'Enghien. J'étais un petit garçon
 très sage, je suguais mon pouce. Ma
 mère était une bonne théâtrienne.
 Allait pendant quelques mois pour
 un problème assez réins. J'ai décou-
 vert le théâtre en faisant Bais clos,
 de Sartre. J'avais peut-être... j'ai aus-
 sitôt voulu devenir dramaturge.
 Confrontant ma passion en existant
 aux relations de mon père, Théodore,
 du Monde de Roland Barthes,
 j'étais amoureux de la fille qui
 jouait le rôle du Petit Poucet, - j'ai
 commencé à écrire des pièces. A la
 manière de... De Sartre. Sans le
 talent. De Gdtry, sans le talent.
 J'envoyais mes pièces à des
 professeurs d'Elzéar. On me les retour-
 nait sans ouvrir les enveloppes. Je
 n'ai jamais perdu l'espoir.*

comme moi, complexé... Etre rouquin, en France, c'est une tare. Et, en plus, il y avait mon nom. Je l'ai toujours eu en horreur. Tout, j'ai tout entendu à l'école : « chaud lapin », « chalope », « chaloupe... Affreux. D'autant plus que ce n'est pas le vrai nom de mon père : orphelin à sept ans, il a été adopté, privé de son vrai patronyme, bien sûr. Il y a là une blessure.

« Si Cyrano était mon héros, mon dieu, mon guide, c'était mon père, en effet. Il avait le goût des devises, taillées à mes mesures de timide : « Rougis, mais fais-le quand même », ou « Quand tu n'as rien à perdre, tu as tout à gagner ». Ces formules, je les ai gardées. Elles me servent encore quand je vais me lancer. »

- Lorsque j'ai eu treize ans, mon père a eu, comme on dit, « des revers de fortune ». Façon de parler, il n'avait jamais eu de fortune. Desclauxeur sur tisseurs, il a voulu ouvrir

«...surpris sur l'usage, il a voulu devenir un acteur. A Paris. Un an après, il faisait faillite. Je me suis retrouvé tout seul à Quimper. J'ai arrêté l'école, à quatorze ans. Et j'ai trouvé mes premiers boulots. Qui m'ont amené où je suis aujourd'hui. Dernier assistant sur des films publicitaires... Comme j'étais discret et effacé, on m'a confié des rôles de « *la petite Lingerie* ». Le mannequin, ne me voyaient même pas, je passais inaperçu dans une vitrine de femmes dénudées... Ça, c'était le job numéro un. Le job numéro deux consistait à distribuer des prospectus dans les boîtes aux lettres, sérieusement. Je les distribuais à ma clientèle, 1 000 prospectus, 2 semaines, 2 fois par semaine. Ça faisait du temps pour aller au théâtre, pour prendre des cours par correspondance...

J'avais tellement envie de recréer une famille, de retrouver une maison. Ma femme était plus âgée que moi, je me suis trouvé papa des deux enfants qu'elle avait déjà, six ans et demi et huit ans et demi... J'ai créé une entreprise... de distribution de prospectus. A mon avis les étudiants n'étaient pas assez sérieux, j'ai embauché une armée de deux cent cinquante retraités, je pouvais compter sur eux. Il me fallait un dessinateur... de prospectus. J'ai rencontré Bernard Dreyfus, il est toujours avec moi, directeur artistique du studio de Tokyo, puis du studio de Los Angeles.

* Notre affaire de publicité directe prospère! donc, j'avais vingt et ans. On nous a proposé de nous diversifier. Pourrions-nous faire un dessin animé? C'était le jardin secret de Bernard. Nous avons acheté un local de petits films publicitaires à Tours pour la somme de 5000 francs. Tout est

parti de là...
 « Aujourd'hui, quinze ans plus tard, où en sommes-nous ? Après avoir démarré aux États-Unis en tant qu'entrepreneur (nous avons commencé à travailler dans la cuisine de la mère de mon producteur américain, devenu depuis administrateur général), nous sommes désormais là pour la grosse entreprise de produits pour la jeunesse outre-Atlantique. Nous sommes américains, nous sommes américains, aussi bien sur le câble que sur les « networks ». DIC représente onze sociétés, employant trois cents personnes dans le monde, produisent des films d'animation et des séries pour nous, nous sommes les seuls à payer avec un chèque... Nos affaires d'environ 100 millions de dollars. Les quatre-vingt-six épisodes de « L'inspecteur Gadget », par exemple, sont diffusés depuis quatre ans dans cent six nations... »



Jean Chalopin

« Ce qui me reste de mon démar-
rage un peu rude dans l'existence l'est
seulement des bons souvenirs. Mais
c'est ce qui, depuis, me rapporte
l'argent, son rôle, son importance
l'aurait toujours peut-être marquée.
Et si l'on avoue que lorsque l'on a
des petits moments de dépression
comme tout être humain, lo seules
choses qui me console, c'est de faire
mes comptes... Je n'ai pas vraiment
de vie privée, j'essais d'installer
une maison à Los Angeles, une
autre à Paris... Il faudrait que j'en
possède un lit qui se dépose, comme
Gadret... »

« Mon projet concernant la Gâtif-Lyrique, ce n'est pas une caprice, loin de là. Il y a trois ans, je venais de divorcer, je me suis installé dans un petit hôtel, situé justement en face de ce théâtre que je trouvais admirable. Des tables en masquaient l'entrée. Un jour, je suis entré. Des clochards dormaient dans l'intérieur, couchés sur des cartons. Je me suis juré d'essayer de sauver ce lieu. Si du moins je parvenais à financer mon rêve... »

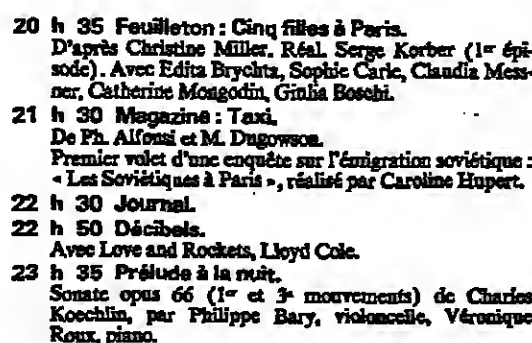
Propos recueillis par
DANIEL HEYMANN



1



Dimanche 26 octobre



20 h 30 D'accord, pers d'accord.
20 h 35 La nuit des sept d'or.
Emission de l'Académie des arts de la télévision, de Télé-
Jours et de l'INA, proposée par Georges Cravenne et
Jean-Louis Langlois, présentée par Patrick Sabatier.
Vingt-neuf sept d'or seront décernés, au cours de cette
deuxième fête de la télévision, aux meilleures émissions
et aux meilleurs professionnels du petit écran.
0 h Journal.
0 h 15 C'est à lire.
0 h 30 TSF (Télévision sans frontière).
Tropical parade, avec Papa Wemba, Les Nègres, Malawyo,
Bambino, Les Fous du Zoo, Mercedes Sosa en
concert; Fréquence: La Joconde vue par la télévision
européenne.

20 h 35 **Série : Deux fois à Miami.**
h 35 **Apostrophes.**
 Magazine littéraire de Bernard Pivot.
 Sur le thème : « Une source complotiste », sont invités :
 Jean Sarrailh, Louis Veuillot, Guy de Maupassant, 1986 ; Vladimir
 Dimitrievitch (Poussane déplaqué) ; Fritz Raddatz (Ed-
 mond White) ; Han Suyin (Su n'a resté que l'amour) ; Ed-
 mund White (Le héros effarouché) ; avec la participation
 de Marcel Schwob et Yves Berger.

22 h 40 **Journals.**

h 50 **Ciné-club : Les carabiniers.**
 Film français de Jean-Luc Godard (1963), avec Mario
 Mazzariello, Albert Joroux, Geneviève Galetta, Catherine Ri-
 baude, Barbet Schindler.

23 h 45 **Vivants dans la bidonville d'un riche romain
 imaginaire, ne laissez convaincre par les carabiniers des
 avantages de la guerre. Ils y vont.**

**A NOUS L'ANTENNE
SAMEDI
A 13 HEURES
SUR FR3**

CANAL PLUS

20 h 34, Football: (14^e journée du championnat de France): Lille-Saint-Etienne; **22 h 34, Flash d'informations;**

22 h 40, Cinéma: Le fil à la patte. *m* Film français de Guy Lefranc (1954); Les Notti e Noi, Sory Delmar, Beauvill, Henry Huissol; **23 h 55, Cinéma:** L'empire. *m* Film américain de Sidney Lumet (1961); Les hommes d'acier. *m* Film américain de David Laubson; **24 h 10, Cinéma:** Le femme here. *m* Film américain de Paul Mazursky (1977); Les Jilly Clayburgh, Alain Bates, Michael Murphy...; **4 h 10, Série:** Ravishes; **5 h, Cinéma:** Hollowmen. *2* Film américain du Rick Rosson; **5 h 10, Cinéma:** Jamie Lee Curtis, Donald Peterson, Charles Cyphers.

20 h 30, Série : Thriller ; 21 h 40, Série : Kojak ;
22 h 30, Série : Arabesque ; 0 h 30, Série : Kojak ;
1 h 20 Série : Arabesque ; 2 h 10 Série : Chaps.

20 h - Tonic 6: 23 h - NRI 6: 0 h - Tonic 6.

20 h 30 Le grand débat.
Le chômage est-il incompréhensible ?
21 h 30 Musique : Black and Blue.
Le Festival de jazz de Paris.
22 h 30 Nuits magnétiques.
La nuit et le moment : à 23 h. Nos amies les bêtes.

20 à 36, Concerto (donné le 1^{er} février 1986, émis de Sarrebrück)
Concerto pour violon et orchestre en ré mineur, op. 35, première, de Schumann; Symphonie n° 5 en ré mineur, première, de Mahler, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebrück, dir. Wyung-Whan Chung, avec Gidon Kremer, violon.

22 à 28 Les soirées de Franco-Musique.
A 22 à 28, Les pêcheurs de péchés : Marcelle Meyer (congrégation), 19.00; Les Gosses du Malin : Marcelle Meyer (Petrassi, Poulenc, Debussy, Rostropovitch) à 0 h 30, Méfi-méfomane : Familium : La vie et l'œuvre du dernier fils de Jean-Sébastien Bach.

octobre

- 15 h 35 Théâtre : *Timon d'Athènes*.
Cyrille Wilkins. Avec Jonathan Pryce, Norman Rodway, John Shrapnel.
- 17 h 30 Jeu : *Génies en herbe*.
- 17 h 55 *Croqz soleil*.
- 18 h Flash info.
- 19 h 4 *Spécial 19-20*.
Demi-finales du championnat de France d'orthographe, avec Bernard Pivot et ses invités.
- 19 h 15 Actualités régionales.
- 19 h 35 *Spécial 19-20 (suite)*.
- 20 h 63 Dessin animé : *La panthère rose*.
- 20 h 4 Disney Channel, pour les tout-petits : *Winnie l'ourson*.
- 20 h 35 Disney Channel, pour les jeunes et les moins jeunes.
- 22 h Journal.
- 22 h 25 Série : *Mission casse-cou*.
Une nuit d'angoisse. Avec Michael Brandon, Glynn Barber, Ray Smith.
- 23 h 25 Musical.

14 h, *Téléfilm* : *Une vie comme je veux* ; 15 h 25, *Cahos Cédix* ; 16 h, *Série* : *Batman* ; 16 h 25, *Série* : *Flash Gordon* à la conquête de *Pandore* ; 16 h 45, *Série* : *Mélie Hammer* ; 17 h 30, *Documentaire* : *Les animaux du soleil* ; *Angol* : *Grand Sud* ; 17 h 55, *Téléfilm* : *Good bye, New-York* ; 19 h 35, *Top 50* ; 20 h 30, *Documentaire* : *Le monde des super-héros* : en direct du *Zénith*. *Mae McCaslin* : film américain de *Wes Craven* (1984), avec *Ronnie Blakely*, *Heather Langenkamp*, *John Saxon* ; 1 h 30, *Cinéma* : *Liste noire* n° 1, film français d'*Alain Bonnot* (1994), avec *Amie Girardot*, *François Marthout*, *Bernard Brieux* ; 2 h 55, *Cinéma* : *Halfonen* 2 n° 5, film américain de *Rick Rosenthal* (1981), avec *Janis Lee Curtis*, *Donald Pleasence*, *John Cullery* ; 3 h 55, *Cinéma* : *Le 13ème jour* de l'aventure, film américain de *Stewart Raffill* (1984), avec *James Brolin*, *Lindsay Wagner*, *Anthony Quinn* ; 5 h 55, *Cinéma*.

11 h 50, 16-20, Série : Kojak ; 14 h 20, Série : Arabesque ; 17 h 10, Dessins animés : les Schtroumpfs ; 18 h, Série : Shérif falo-moi peur ; 18 h 50, Série : K 2000 ; 19 h 40 Série : Star Trek ; 20 h 30, Les grands films du petit écran : « Les Hommes d'argent », 1^{re} partie ; 22 h 10, Inspecteur Derrick ; 23 h 15, Football américains ; 0 h 25, « Les Hommes d'argent » : 2^e et 3^e parties ; Inspecteur Derrick.

14 h, Tonic 6; 17 h, Système 6; 18 h, Variétés : Show;
19 h 35, Une page de Pub; 20 h 10, Série : Insiders;
21 h 15, Série : No Soap Radio; 21 h 45, Série : A. Hitch-
cock.

28 h 30 Nouveau répertoire dramatique. Les guerriers, de Frédéric Auriant.
22 h 10 Dénarques.
22 h 30 Musiques : Les portes de l'enfer. Opéra de chambre : Requiem pour ceux qui s'aiment, de Susuma Yoshio, enregistré au Mance 1986 à l'Esplanade Magnan le 23 janvier 1986 ; Auriant lyrics expérimental : Képa et Moctio ; Le mari de Képa, par l'Orchestre Provençal-Camus-Côte d'Azur, dir. Philippe Bender.

20 h 30 Concert (en direct de la salle Pleyel à Paris) :
Concerto pour piano et orchestre n° 5 en mi bémol
mineur, op. 73 ; Symphonie n° 8 en fa majeur, op. 93, de
Beethoven, par l'Orchestre national de France, dir. Walter
Weller, avec Radu Lupu, piano.

10. **Magazine : Mosaïque.**

8 h Bonjour la France.
Journal présenté par Jean-Claude Bourret.

9 h 00 Émission islamique.

9 h 15 Orthodoxie.

9 h 30 Foi et tradition des chrétiens orientaux.

10 h Présence protestante.

Culte en direct depuis l'église réformée de Passy Association.

10 h 30 Le Jour du Seigneur.

11 h Messe.

Célébrée en l'église de la mission catholique polonaise à Paris.

11 h 50 Votre vérité.

12 h Télé foot 1.

13 h Journal.

14 h 25 Série : Starsky et Hutch (rediff.).

14 h 30 Variétés : A la folle, pas du tout.
Émission présentée par Patrick Poivre d'Arvor. Invités : Jean Le Geyt, André Bars, Dani, Bambou.

15 h 30 Sports directs.

Tirés en direct de Longchamp ; résumé du Grand Prix d'Anstrlie.

16 h 30 Variétés : A la folle, pas du tout (suite).

17 h 35 Les animaux du monde.
Émission de Maryse de La Grange et Antoine Reille.
Le Tom Ponce des Caraïbes.

18 h 5 Série : Pour l'amour du risque.

19 h Magazine : Sept sur sept.
Émission de Jean Luzzi et Anne Sinclair.
Invité : Michel Delebarre, ancien ministre, député PS de

h Journal.
h 30 **Cinéma :**
Le femme d'à côté. 田
Film français de François Truffaut (1981), avec Gérard
Depardieu, Fanny Ardant, Henri Garcin, Michèle
Bergman, Yvonne Silver...
Une belle venue d'attaler avec sa femme et son fil-
sous une hampe des environs de Grenoble, retrouve et
se voisine d'en face, elle-même mariée, une ancienne
maîtresse qui avait tenté de se suicider. Elle le guette, le
pourrait jusqu'à ce qu'il redévolement amant. Le na-
d'amour absolu, l'obsession dévorante d'une femme qui
est un poème. Truffaut a mis en scène
Fanny Ardant comme une étrangère au monde réel, un
élément de trouble et du drame dans une petite société
où Véronique Silver, infirme, rescapée également d'un
suicide, est le témoin privilégié.

h 15 Sport dimanche soir.
h 15 **Journal.**
h 30 C'est à lire.

9 h 36 Les chevaux du Tiéraf.
Récit A 2.
Mafalda : Cosmicos ; la dramatique de Récaré A 2.
Charlemagne : Ça, c'est du cinéma : Buster Keaton.
1 h 30 Dimanche Martin.
Interv. les artistes.
Invité : Nana Moukouri.
3 h
Journal.
3 h 20 Tout le monde le sait.
Invités : Paris Brés ensemble, Nana Moukouri, Pierre
Cosmo, Jean-Claude Amoux.
4 h 30 Série : Flicier Gracéche.
Scénario et dialogues : Sylvain Joubert. Réalisation :
Michel Veyn.
Avec : Sylvain Joubert, Pierre Sautin, Anne-Marie Besse,
Jenny Gryn, Claude Progent.

7 h 26 Le kiosque à musique.
 8 h Série : Prête-moi ta vie.
 D'après le best-seller de Judith Michiel.
 Yves Bouteiller, Barry Bostwick, Jeremy Brett,
 James Funnell (seconde partie).
 8 h 35 Stade 2.
 9 h 30 Série : Maguy.
 Ni film ni à faire.
 9 h Journal.
 9 h 35 Téléfilm : Les enquêtes du commissaire
 Maigret.
 D'après Georges Simenon.
 Stéphane Frechet.
 Avec Jean Richard, Yves Burau, Françoise Vilbert, Fran-
 coise Lagarde.
*Magret avait été prévue par un message : « Demain
 apprendrai-je à 5 heures, je aurai la réponse. Signé
 M. Maigret. » Les présentations préve, une réponse
 est effectivement assésée vers Cavallinour.*
 2 h 5 Musiques au cœur.
 Émission présentée par Eve Ruggieri.
 Maryl Mepple interpréter en direct des mélodies de
 Chopin, accompagnée au piano par Gabriel Tacchini.
 3 h 15

h Debout, les enfants.
Disney Channel : Winnie l'ourson : à 9 h 25 Croq'soleil :
à 9 h 30. Insecteurs Gadget : à 9 h 50. Victor et Marie

10 h Magazine : Mosaïque.
13 h Dialectiques.
14 h 30 Annus 3.
Bombs : à 17 h 25, Dessin animé : Les entouchés ; à 17 h 55, Speedy Gonzales ; à 18 h, Splendeurs sauvages, de Frédéric Solard.
18 h 30 RFO Hebdo.
19 h Annus 3 (Suite).
19 h 45 Jeu : Cherchez la France.
20 h 4 Série Benny Hill.
21 h 35 Les géants de la musique.
Concerto nr 2 en fa mineur et Scherzo en si bémol mineur op. 31 de Frédéric Chopin par l'Orchestre symphonique de Londres, dirigé par André Previn.
(Rediffusé en simultané sur France-Musique).
21 h 35 Aspect du corps anti-intrégrade française.
21 h 55 Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit : Trois camarades.
Film inédit américain en noir et blanc, vo. de Frank Borzage (1958), avec Robert Taylor, Erich Lohkamp, Margaret Sullivan, Patricia Holland.
En Allemagne, au début des années 20, trois jeunes gens ont fait la guerre ensemble à l'ennemi pour monter un grand garage à trois étages, car ils croient. L'un d'eux vit un amour désemparé avec une jeune fille atteinte de tuberculose. L'un des plus célèbres et des plus beaux mélodramas romantiques de l'époque.
0 h Prétendue à la nuit.
Deux chanteurs pour enfant : L'enfant du vent ; Tanki Pontine de Nelaide, extraits de Six songs for children, chantés par l'Orchestre de chambre d'Oslo.

[illegible]

7 h 40, 10 h 55 : *Shérif, fais-moi peur* ; 8 30 *Strie : Star Trek* ; 9 h 28, 12 h 55 *Strie : K 2000* ; 10 h 10 *Dessins animés : les Schtroumpfs* ; 11 h 45, 16 h *Football américain ; 13 h 45 Strie : L'inspecteur Derrick* ; 14 h 50 *Strie : Thriller* ; 17 h 10 *Dessins animés : les Schtroumpfs* ; 18 h *Strie : Shérif, fais-moi peur* ; 18 h 50 *Strie : Clips* ; 19 h 40 *Strie : Star Trek* ; 20 h 30 *Strie : Les Hommes de l'espace* ; 21 h 10 *Strie : Les Hommes de l'espace* ; 22 h 10 *Les Grands* ; 23 h *Supercoeur* ; 23 h 55 *Les Grands* ; 24 h 55 *Supercoeur* ; 25 h 55 *Les Grands* ; 26 h 25 *Supercoeur*.

14 h Tonic 6; 17 h Clips; 19 h NRJ 6; 20 h 10 Clafans :
Les survivants de Pinfall; 22 h Tonic 6.
Immense.

20 h Musique : Repérages. Catherine Villiers, interprète, comédienne.

20 h 30 Ateliers de création radiophonique. Au bois du roi, les cochons y'en a guère.

22 h 30 Musique : Klezmerin. Groupe de jazz yiddish.


20 h 30 Concert retransmis en simultané sur FR 3 :
Concerto n° 2 en fa mineur et Scherzo n° 2 en ré bémol
de Frédéric Chopin, par l'Orchestre symphonique de Londres. And. Eustache et D. L. concert donné le 3 septembre 1986 à l'Église Saint-Eustache à Paris : Peasme 116 ; Landate Domini omnes gentes ; Missa solennelle de Gran, de Luzzi, par le chœur et l'orchestre de la Philharmonie de Cracovie, dir. Jerzy Koczka, Révérend Père Emile Martin (pour le Peasme 116).

23 h Les soirées de France-Musique. Musiques traditionnelles : Le chœur byzantin d'Atchinsk ; à 1 h, Champ d'étolles : Voyage à travers la chanson, les chansons de la

15 h Championnat de France d'orthographe
Demi-finale, en direct du lycée Montaigne à Paris.

CHEZ PHOX PAS D'INTOX

1190F **KONICA MT-9.** Compact autofocus 24 x 36.
Exposition programmée. Motorisé à charge-
ment, avance, rembobinage auto. Codage
DX. Retardateur.



phox

CHEZ PHOX, PAS D'INTOX.

350 PHOTOGRAPHES DANS TOUTE LA FRANCE

LES LILAS : PHOTO CINE RECORD - 151, rue de Paris - Tél. 43 82 71 31
PAS 2° : PHOTO CINE CHOISEUL - 87, passage Choiseul - Tél. 42 96 87 39
PAS 3° : SELECTION PHOTO CINE - 24, boulevard Malesherbes - Tél. 47 42 33 58
PAS 4° : A.P.S. - 57, rue de Châteaudun - Tél. 43 74 73 81
PAS 5° : SELECTION PHOTO CINE - 81, rue La Fayette - Tél. 48 78 07 81
PAS 6° : PHOTO CINE - VISION - 85, avenue Mozart - Tél. 42 88 37 69
SEMILAS : PHOTO DE LA HALLE - 27, place de la Halle - Tél. 44 53 16 07

ARTES INTERMEDIA

مكتبة ابن أبي عمير

[illegible]

Le gouvernement prépare le projet de loi sur l'épargne

Salariés, reprenez votre entreprise !

Le projet de loi sur l'épargne qui devrait être soumis au Conseil d'Etat la semaine prochaine contient des dispositions destinées à favoriser la reprise des entreprises par leurs salariés. Les arrières de la loi d'arrêter M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, devraient rapprocher le système d'incitation fiscale français des dispositifs anglo-saxons de LMO (Leverage Management Buy Out).

« Salariés, reprenez votre entreprise ! » L'idée ne peut que séduire M. Balladur, chancelier du capitalisme populaire et de la participation des salariés à la gestion et au capital de leur société. Elle est aussi, comme on le souligne chez M. Madelin, ministre de l'industrie, l'une des réponses au problème de la transmission d'entreprise. Plus de quinze mille petites et moyennes entreprises doivent changer de main dans les dix ans à venir, d'après le Crédit d'équipement des PME. La privatisation de grands groupes industriels pourrait accroître le nombre des affaires à reprendre : leurs dirigeants pouvant souhaiter vendre certaines divisions ou filiales ne correspondant pas à leur stratégie de reconquête.

Aussi, dès leur accession au pouvoir, MM. Balladur et Madelin ont-ils envisagé une réforme du dispositif d'incitation fiscale à la reprise d'entreprise par leurs salariés (le RES). Cette réforme constituerait l'un des chapitres du projet de loi sur l'épargne. Les professionnels (banquiers, investisseurs en capital, notaires...) avaient craint que, sous couvert de libéralisme, les solutions retenues ne « tuent le LMO en France », selon l'un d'eux. Les décisions que vient d'arrêter M. Balladur devraient les rassurer.

Introduit par la loi du 9 juillet 1984, le système d'incitation fiscale à la reprise d'entreprise par ses salariés n'a en jusqu'à présent que des résultats modestes. En deux ans, une

centaine d'entreprises seulement ont été rachetées (sur cent soixante-dix demandes d'agrément déposées au ministère de l'économie). Une trentaine de dossiers sont en attente. Les avantages fiscaux sont pourtant très importants, supérieurs à ceux des dispositifs anglo-saxons : les salariés reprenneurs peuvent déduire les intérêts des emprunts qu'ils ont contractés de leur revenu imposable jusqu'à hauteur de 100 000 F, et surtout l'Etat rembourse à la société holding reprenneuse la totalité de l'impôt sur les sociétés payé par l'entreprise. Si la formule n'a connu qu'un démarrage modeste, c'est que, en fait, les contraintes du dispositif sont très fortes.

Pour obtenir le « cadeau fiscal », un agrément du ministère de l'économie est nécessaire. Une lettre de M. Pierre Bérégovoy à l'AFEC (Association française des établissements de crédit) datée de mai 1985 précisait les conditions à remplir pour obtenir cet agrément : l'accord ne pouvait être donné pour un reprenneur unique, pour des salariés héritiers et pour des salariés ayant moins d'un an d'ancienneté dans l'entreprise.

Suppression de l'agrément

Deux projets de réforme, sensiblement différents, ont été soumis à M. Balladur. Le ministre d'Etat d'abord, semble-t-il, laisse entendre que ses préférences allaient vers la solution d'apparence la plus libérale : une suppression totale de l'agrément et une forte réduction des avantages fiscaux. Le crédit d'impôt aurait été supprimé. En revanche, le plafond des intérêts déductibles du revenu imposable pour les salariés reprenneurs aurait été fortement relevé. Les avocats de ce dispositif insistent sur la possibilité de réduire ainsi le coût fiscal de ces opérations de reprise d'entreprise. Mais, en même temps, l'incitation à la reprise était, sinon annulée, en tout cas très limitée.

Les opposants à cette solution, notamment les professionnels, ont

vivement contesté cet argument du coût fiscal. La centaine d'affaires en cours n'aurait qu'un coût budgétaire annuel d'environ 25 millions de francs, bien peu de choses en réalité. Se fondant essentiellement sur la capacité d'emprunt personnelle des seuls salariés reprenneurs, une telle formule aurait selon eux été un véritable arrêt de mort pour la reprise d'entreprises par leurs salariés.

M. Balladur a finalement retenu l'autre proposition qui lui avait été faite. L'agrément sera supprimé. Celui-ci, de nature « administrative », avait été vivement contesté pour son caractère discrétionnaire, non motivé et parfois arbitraire. L'impossibilité de recours en cas de refus de l'administration des finances avait également fait l'objet de vives critiques.

Les avantages fiscaux en faveur des salariés reprenneurs sont désormais accrus : le plafond des intérêts d'emprunt déductibles de leurs revenus imposables (actuellement fixé à 100 000 F par an) sera relevé. En revanche, ceux accordés à la société holding — l'intermédiaire dans l'opération — seront réduits.

Un lieu de remboursement la totalité de l'impôt sur les sociétés versé par l'entreprise reprenneuse au lieu de la moitié, le taux de l'IS en vigueur sera plus que doublé (de 45 % à 90 %). Les salariés seront incités à s'endetter un peu plus à titre personnel — et ainsi à s'engager davantage dans la réussite de l'opération, — le holding en revanche sera amené à s'endetter un peu moins.

Avec cette réduction sensible du crédit d'impôt, le système français se rapproche des dispositifs fonctionnant à l'étranger, où ils se révèlent d'ailleurs particulièrement efficaces. En Angleterre, par exemple, près d'une transmission d'entreprise sur deux passe par un LMO (Leverage Management Buy Out). Les salariés seront dorénavant sur un pied d'égalité avec les autres reprenneurs possibles de l'entreprise, soumis à l'impôt sur les sociétés.

La suppression de l'agrément, la réduction du crédit d'impôt et le relèvement du plafond de déductibilité des intérêts pour les salariés reprenneurs : toutes ces mesures, la loi précisée les conditions dans lesquelles les avantages fiscaux pourront être obtenus. Les décisions ne sont pas encore totalement arrêtées. Le système ne devrait toujours pas être accessible aux seuls héritiers de l'ancien propriétaire. Les conditions d'ancienneté dans l'entreprise (actuellement fixées à un an) pourraient être assouplies. De même à favoriser le transfert vers la direction des PME des cadres du « baby boom » bloqués dans leur développement de carrière au sein des grands groupes, les conseillers de M. Madelin souhaitent que cette condition d'ancienneté soit totalement supprimée. Un souhait qui sera sans doute exaucé.

« Un tel dispositif répond assez bien à la reprise d'affaires moyennes, valant moins de 20 millions de francs, mais pour les plus grandes les blocages subsistent », commente un professionnel. Certains auraient souhaité un aménagement facilitant la reprise d'entreprises plus importantes. Les salariés reprenneurs doivent détenir au moins la moitié des fonds propres du holding qui achète la société reprenneuse. Leur capacité d'emprunt personnel reste malgré tout limitée. Même un cadre hésite à s'endetter pour plus de 1 million de francs. Aussi les investisseurs en capital-risque auraient-ils souhaité, sinon une suppression, de moins une réduction de cette majorité absolue. « On pourrait par exemple autoriser le holding à émettre des actions à double droit de vote en faveur des salariés reprenneurs ou à émettre des actions sans droit de vote pour les partenaires financiers des personnels », suggère un expert. Une hypothèse qui n'est pas exclue Rue de Rivoli. Des grandes sociétés, comme Matra ou certaines des privatisables, pourraient ainsi être reprises par leurs salariés.

ERIK IZRAELWICZ

Unilever devient le numéro un des essences pour parfums

Le groupe anglo-néerlandais Unilever, numéro deux mondial de l'industrie agro-alimentaire (143 milliards de francs de chiffre d'affaires), a pris le contrôle de Naarden, troisième fabricant d'essences pour parfums.

L'OPA amicale lancée le 19 septembre dernier par la puissante firme de Rotterdam, déjà en possession de 40 % des actions (le Monde du 20 août), a réussi. Par cette opération d'un montant de 1,1 milliard de francs environ, le géant de l'agro-alimentaire devient numéro un mondial des essences et arômes. Naarden sera fusionné à PPF, filiale d'Unilever spécialisée dans cette activité industrielle.

Le nouvel ensemble réalisera près de 4,5 milliards de francs de chiffre d'affaires, détrônant ainsi le groupe américain International Flavors and Fragrances (IFF).

Un marché secret pour un produit magique

Monde merveilleux et troublant des parfums, où se mêlent les senteurs les plus subtiles et l'odeur du papier monnaie. Métier à haut risque, le travail des essences pénalise sévèrement l'erreur de jugement, mais récompense généreusement la réussite en procurant souvent des rendements de situation inimaginables dans tout autre secteur d'activité. Car il faut bien savoir que la rentabilité de la branche est étroitement liée au succès, comme à l'échec, de ses clients. Une affaire de nez, d'imagination et de pressentiment, trois paramètres impossibles à mesurer en équation et bien sûr très volatils.

A cinq ans de distance, en véritable volageur ou comme on paker, le parfumeur établit ses plants et définit le ou les produits à lancer en fonction de la mode vestimentaire, de la coiffure et des goûts présumés à l'horizon fixé. Il fournit un cahier des charges à un fabricant d'essences, son fournisseur mais aussi son conseiller, à qui revient la tâche de préparer la potion magique, le « cœur », comme le nomment les professionnels, qui servira de base au futur parfum, et dont la formule restera secrète à vie, enfermée dans un coffre sous un numéro de code.

Autour de cette base essentielle, le parfumeur, muni de ses propres recettes, tout aussi secrètes, composera patiemment le précieux liquide. Des parfums aussi célèbres que Chanel n°5, Shalimar et Jicky (Guer-

lain), de création ancienne, ouvrent ainsi des possibilités de profits interminables. Véritables poissons-pilotes d'une industrie internationale des produits de beauté (produits cosmétiques, parfumerie) éblouissante de santé, avec des ventes (230 milliards de francs) en progression constante (10 % en moyenne par an), les fabricants d'essences la précèdent sur les chemins de la prospérité, mais avec des hauts et aussi des bas, à cause d'une mode parfois capricieuse. Leurs marges bénéficiaires ? Quelquefois « coquettes », souvent « sèches », assurent à demi-mot les professionnels. Impossibles à chiffrer en tout cas. Le secret est bien gardé.

Il est déjà difficile d'obtenir le chiffre d'affaires des sociétés concernées, qui, quand elles consentent à livrer un résultat, l'incorporent soigneusement aux ventes réalisées dans le secteur des arômes et additifs alimentaires. Pour améliorer leurs revenus, tous investissent dans cette branche en plein essor (140 milliards de francs de chiffre d'affaires à l'échelon mondial), qui représente souvent un bon tiers de leurs activités. Les seules données dont on dispose concernent le marché mondial des essences, évalué à 5 milliards de dollars, soit 34 milliards de francs, lui aussi en expansion régulière (+ 5 % en volume par an).

L'opération lancée sur Naarden par Unilever n'a donc rien pour surprendre. Le groupe était assuré de réussir, pour deux raisons. Naarden est néerlandaise : c'est un atout aux Pays-Bas, où les OPA sont rares. En outre, le marché des essences est très fermé et solidement tenu par six grands : le groupe américain International Flavors and Fragrances (IFF), jusqu'ici numéro un avec 501 millions de dollars de chiffre d'affaires (3,4 milliards de francs) ; Hoffmann La Roche (Suisse), avec ses deux filiales spécialisées, Givand et Roure et Bertrand ; Naarden (Pays-Bas) ; PPF (Unilever) ; Haarmann und Reimer (groupe allemand Bayer) ; et Firmenich (Suisse).

Le rachat de Naarden et sa fusion avec PPF modifient seulement l'ordre du classement. A l'évidence, Unilever fait une bonne affaire en se renforçant d'un coup dans des industries, celle du parfum, éternelle et prestigieuse, celle des arômes alimentaires, en développement, dans laquelle tous les chimistes tentent de s'engager. Cette opération peut le consolider de l'avoir pas réussi à clarifier ses positions aux Etats-Unis par acquisition.

ANDRÉ DESSOT.

● Succès CGT à des élections professionnelles. — La CGT a consolidé sa domination aux élections professionnelles de l'usine Renault de Sandouville, aux élections de délégués du personnel, en obtenant 71,89 % des voix dans le premier collège (ouvriers, employés, soit 8,8 points de plus qu'en 1985, aux dépens du FO (12,1 % soit - 4,4 points) et surtout de la CFDT (4,79 %, soit - 4,4 points). Elle recueille 26,06 % des voix dans le deuxième collège (cadres, techniciens), soit 4 points de plus, la CGC avec 37,1 % perdant 2,9 points, FO (31,8 %) restant stable. A la Française de mécanique, à Douvrin (Pas-de-Calais), pour les délégués du personnel la CGT a obtenu la majorité absolue dans le premier collège (52,8 %, soit plus de 9 points de progression) au détriment de la CFDT (30,05 %, soit - 10 points), FO (17,15 %) remuant légèrement.

● Alstom : manifestation nationale de la CGT. — La Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT n'hésite, le jeudi 23 octobre, à une manifestation nationale des salariés du groupe Alstom, pour protester contre les 2 378 suppressions d'emploi annoncées la semaine dernière. Celles-ci vont toucher, selon la CGT, 28 établissements (mécanique, condensateurs, ferroviaire, construction navale, etc.) sur 42. La CGT dénonce, en particulier, la fermeture des unités de Fourchambault (Nièvre, transformateurs), Dubigeon (Nantes, construction navale) en 1987, et Estrées-Saint-Denis et Marseille (électromécanique) pour la fin de 1988.

A Mulhouse

Quand un comité d'entreprise aide au reclassement de salariés licenciés

Il n'est pas banal de voir un comité d'entreprise s'occuper du reclassement de salariés licenciés. C'est pourtant ce qu'a fait celui d'une entreprise alsacienne en difficulté. Un exemple d'activité nouvelle, comme celles présentées dans des domaines aussi divers que l'économie sociale, l'emploi, les loisirs, la formation, les conditions de travail ou le logement, lors du deuxième « forum des CE », organisé la semaine dernière à l'initiative de la CFDT.

MULHOUSE de notre envoyé spécial

Depuis plus de cent cinquante ans, la Société alsacienne de constructions mécaniques de Mulhouse (SACM), fondée en 1826, enracinée dans son cadre un peu vieillot, semblait vivre sur la lancée de ses succès. Avec ses deux branches principales, la construction de machines textiles et les moteurs diesel, elle prospérait. Son métier à tisser n'était-il pas considéré comme

un des « meilleurs du monde » ? Un secteur défaillant était repêché par un secteur en forme et, l'entreprise poursuivait sa route.

En 1980, premier coup de tonnerre : l'activité textile subit de plein fouet une importante baisse de commandes. A partir de 1981, les pouvoirs publics apportent une aide. Mais ils refusent en 1984 toute nouvelle rallonge. La sanction ne tarde pas : SACM-T (Société alsacienne de construction de machines textiles, filialisée en 1982) est mise en règlement judiciaire le 30 octobre avec à la clef 733 licenciements. Le mauvais feuillet d'été depuis rebondi : il y a un mois, la liquidation de biens de la SACM-T était prononcée (146 licenciements). Reprise par un entrepreneur local, qui ne gardera que 100 salariés (ce qui va entraîner 74 nouveaux licenciements), la SACM-T est sortie du giron de la société-mère, qui traverse, elle aussi, une phase difficile.

Avec son bleu de travail et son air décidé, M. Roger Imbery, entré comme apprenti à la SACM il y a trente-deux ans, a l'image du syndicaliste qui ne s'en laisse pas compter. Délégué syndical de la CFDT, largement majoritaire au comité d'entreprise depuis 1978, il a pris part à toutes les luttes syndicales à la SACM dans les années 1980, de la prise d'assaut de la chambre patronale à la séquestration du PDG.

Connaître les intéressés

Aujourd'hui, il tient un langage hyper-réaliste et même très économe : « La crise nous a obligés à nous occuper d'économie », explique-t-il. On a fait appel à un cabinet d'experts comptables et, depuis quatre ans, on a tenu de faire une analyse économique. Le seul moyen de s'en tirer — même si nos revendications restent — c'est de négocier avec la direction un plan social pour l'entreprise. Nous voulons assurer la survie de la SACM et créer l'entreprise de demain. « L'économie de marché », ajoute M. Imbery, je dois en tenir compte même si elle ne l'accepte pas, car je ne condamne sinon à mourir en dehors des faits. »

La CFDT n'est plus loin dans l'innovation syndicale : en juin 1985, le comité d'entreprise, malgré les réticences de la CGT, lançait une « cellule d'accueil et d'appui des licenciés de la SACM-T » pour tes-

ter de reclasser 324 des 733 licenciés de la société pour lesquels aucune solution n'avait été trouvée. Une cellule à moyens limités : un salarié à mi-temps, rémunéré par la direction départementale du travail, deux bénévoles puis une TUC (embauchée par le CE), un local, le tout dans des locaux de l'entreprise, loué par un CE qui fournit aussi téléphone, timbres et photocopieuse. Une installation artisanale pour une reconversion importante. Menée avec beaucoup de bonne volonté.

Aidé également par le service du personnel de la SACM, la cellule a essayé d'établir rapidement des relations avec l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi), l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes), la chambre des métiers, les chambres de commerce et d'industrie, les organismes privés de formation. Après une phase d'indifférence, voire de méfiance, est venu le temps du dégel. Mais il restait aussi convaincre les licenciés eux-mêmes. « Pour la plupart d'entre eux, explique M. Henri Michelin, amateur bénévole et ancien ingénieur de la SACM, la SACM, c'était la garantie de l'emploi. Ils étaient très traumatisés par leur licenciement, considéré comme un affront. Ils se sont repliés sur eux-mêmes et ont refusé tout contact avec ce qui, de près ou de loin, leur apparaissait venir de la SACM. Ainsi, la cellule n'a pas reçu plus de cent visites et encore beaucoup venaient-ils « avec l'espoir qu'on leur fournirait immédiatement un emploi ».

Pour reclasser ces trois cent vingt-quatre licenciés, les handicaps étaient légion. L'âge d'abord : la majorité des licenciés avait entre trente-cinq et cinquante ans (et trente et un plus de cinquante ans). La formation ensuite : la plupart étaient OS ou manœuvres ; et la SACM-T avait renvoyé d'abord des femmes et des immigrés (1). Mais surtout, explique M. Michelin, la plupart des licenciés avaient tous fait le même travail, préparé, organisé par d'autres. Les qualifications de la SACM-T ne correspondaient pas à celles des petites entreprises et encore moins de l'artisanat, lequel par exemple exige des gens très débrouillards et très polyvalents. Le tourneur savait régler sa machine, tourner sa pièce mais non la contrôler. Or, maintenant, on lui demande de pouvoir réparer sa machine. »

Mais un nouveau problème surgit : le refus de la mobilité. Sur les 146, seuls deux sont prêts à quitter leur région. Le maximum accepté c'est... Colmar à 41 kilomètres. Quatre propositions d'ajustement — 5 pour le métro de Lille, les autres près d'Annecy — n'ont pas trouvé de candidat. Il est aussi dur de quitter la SACM que de quitter l'Alsace. Même si, dit M. Imbery, « comme syndicalistes, nous devons arriver à ne plus aller dans le sens du poil des gens ».

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Elle emploie encore 250 femmes et 210 immigrés.

La signature de l'accord sur les licenciements

Force ouvrière a joué avec le feu

C'est finalement le jeudi 23 octobre que Force ouvrière a confirmé sa volonté de signer l'accord sur les procédures de licenciement, après la CFDT et la CGC.

Pendant deux jours, l'attente s'est prolongée dans une situation extrême où on se sentait acquis mercredi (le Monde du 23 octobre) était remis en cause quelques heures plus tard. Ce faisant, Force ouvrière a joué avec le feu, dangereux pour elle-même et pour la politique sociale.

Ce sont certaines fédérations, et notamment celles de la chimie, du bâtiment et des employés et cadres, qui ont provoqué cette difficulté inattendue. Contrairement à ce qui était prévu, elles ont demandé à être informées du contenu de l'accord et à pouvoir en débattre, alors que la délégation avait obtenu le pouvoir de décider seule. Si, en soi, une telle exigence peut paraître naturelle, le précédent de décembre 1984, à l'issue des négociations sur la flexibilité, en montrait bien le danger. Quand un compromis difficile est trouvé, le temps accordé à la réflexion accrout le risque de refus et du dévancement de la délégation. Depuis deux ans, les organisations syndicales vivent avec ce sentiment d'échec, qui a entraîné une apathie de la politique contractuelle. Ce malaise est particulièrement présent à la CFDT et à FO, qui avaient dit, à l'époque, ne dégrader dans des conditions discutables. L'une et l'autre avaient découvert, à cette occasion, moins le poids de leur base que les réticences de leurs « échelons inter-

médiaires », habitués à un certain fonctionnement du syndicalisme.

Pour cette raison, l'enjeu de la négociation sur les procédures de licenciement dépassait largement son seul objet. Il entraînait bien des intentions des deux délégations de franchir un obstacle devenu psychologique, et c'est d'ailleurs pourquoi Force ouvrière et la CFDT s'étaient vite révélées compliquées. En commun, elles avaient adopté une attitude, dictée par la même analyse. Il fallait que les délégations soient fermement mandatées par leurs instances respectives et ne connaissent pas le doute. Elles devaient pouvoir choisir sans en référer, de crainte de voir se produire des dérapages. Si la CFDT s'en est tenue à ce programme et s'en va répétant qu'elle est désormais débarrassée « du syndrome de 1984 », Force ouvrière n'a pas eu le même comportement.

La conclusion positive de cette affaire ne sera pas sans incidences. Les deux organisations peuvent maintenant espérer poursuivre leur marche vers une modernisation devenue indispensable. A l'intérieur de Force ouvrière, cela peut aussi avoir d'autres résultats. Tandis que se profile la succession de M. André Bergson à l'horizon de 1989, un choix stratégique se dessine en faveur de la modernisation. Il confirme une orientation qui avait déjà été prise le 3 octobre quand il avait été mis fin à la contestation de l'accord sur l'aménagement du temps de travail signé par la Fédération de la métallurgie.

ALAIN LEBEAUE.

Affaires

Pour ses quarante ans

L'INRA mise sur les biotechnologies

Pour ses quarante ans, l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) s'offre une stratégie toute neuve en misant à fond sur les biotechnologies et la liaison avec les entreprises. Les chercheurs aujourd'hui sont sans tour d'ivoire, exposés au vent de la concurrence internationale. Pour maintenir la France dans cette compétition, l'INRA regroupe ses forces sur quelques pôles de recherche, que M. Guy Paillotin, directeur scientifique de l'INRA, préfère appeler d'aujourd'hui plutôt que de demain. Il les a présentés à la presse, lundi 20 octobre.

Pour maintenir ou développer leurs parts de marché, dans un monde solvable saturé, les entreprises font appel aux meilleures équipes mondiales. La recherche est devenue elle-même un marché avec le danger de voir l'accès à l'information scientifique se fermer quand ces équipes sont contrôlées par les grandes firmes. Dans la filière agro-alimentaire, le défi ressemble à une course sans fin : pour accroître son marché, il lui faut une recherche puissante et donc coûteuse qui, pour être rentabilisée, doit obtenir des débouchés toujours plus importants.

Les industries agro-alimentaires pour ce faire misent sur la qualité et la diversification de l'offre (adaptation à des marchés « ciblés » : enfants, sportifs, personnes âgées, restauration collective, repas de fête etc.), sans oublier les autres domaines tels que les industries du bois et du papier, les matières plastiques, la chimie fine, la pharmacie, l'énergie enfin.

Ce contexte économique n'est pas si nouveau : c'est plutôt sa prise en compte qui est tardive, tout comme celle d'un autre défi que l'INRA se propose de relever : la protection de l'environnement (effets nocifs des nitrates, phasphates, pesticides, etc.). La tâche se complique car, dans le même temps, il n'est pas question d'abandonner les objectifs anciens, à savoir la productivité (sur une génération, celle de l'agriculture est passée de l'indice 100 à l'indice 650), l'économie de moyens

(avec par exemple la stabilisation de l'emploi des engrais), l'autonomie (comme l'explosion des cultures oléo-protéagineuses, colza et tournesol).

Regroupement sur les points forts

Le contexte scientifique aussi a changé. Les frontières entre les disciplines s'estompent (par exemple, la technique de l'ultrafiltration du lait vient de la recherche atomique), et les programmes eux-mêmes, dans ce climat de concurrence, deviennent rapidement obsolescents. D'où la nécessité de remonter toujours plus vers les recherches d'appoint afin de contrôler l'éventail le plus large de technologies diffuses. Pour s'y adapter, l'INRA, dont la caractéristique plutôt heureuse était d'avoir de nombreuses équipes décentralisées sur le territoire national, procède à un regroupement des points forts, points stratégiques, que M. Paillotin compare aux « comptoirs » des temps coloniaux : leur terme permettait de contrôler des étendues plus vastes.

Ces comptoirs, ce sont l'information (mise en point de systèmes experts sur les pathologies végétales ou pour la gestion des exploitations agricoles), la production (projet de robotisation dans l'industrie de la viande), la télédétection et, bien sûr, les biotechnologies sur lesquelles l'INRA entend regrouper ses équipes. Les biotechnologies végétales seront donc surtout concentrées sur Versailles et Toulouse ; la biologie cellulaire et moléculaire des insectes sera renforcée à Saint-Christol-les-Alès et Antibes ; Jouy-en-Josas sera le pôle des biotechnologies animales (comme le séchage des embryons déjà acquis, mises en point de vaccins, hormones de croissance, etc.), avec la microbiologie à finalité industrielle, également renforcée sur Grignon, où se trouve déjà le laboratoire de génie agro-industriel.

Par rapport aux équipes existant en Grande-Bretagne (Plant Breeding Institute), en Belgique (équipe de Marc Van Montagu à Gand) et en Allemagne fédérale (équipe de Jeff Shell à Cologne), le directeur

scientifique de l'INRA reconnaît que la France part avec du retard « avec un minimum pour un minimum d'indépendance ». Pour aller plus loin, notamment dans la compétition avec les États-Unis, « il faut développer, estime M. Paillotin, une coopération européenne ».

La coopération avec les industriels aussi va en s'intensifiant. En amont de la production agricole avec les semenciers, comme avec les grands groupes de la santé animale et de la phytothérapie (mise au point de techniques hormonales pour la synchronisation des chaleurs des truies, ou création d'aliments de régénération avec le groupe Roussel-Uclaf, création de vaccins avec Rhône-Mérieux, amélioration de la fixation de l'azote grâce à des bactéries avec le groupe L'Air liquide).

Avec les agriculteurs eux-mêmes, l'INRA cherche à améliorer le passage du laboratoire au champ. D'où la création récente d'une direction du développement agricole. A l'aval, le nombre des accords avec les grands groupes agro-alimentaires est en train d'augmenter. Le tissu des PME, qui ont moins l'habitude de la recherche et pour lesquelles l'effort de recherche est entravé, selon M. Paillotin, « par le système français de la distribution qui récupère le maximum de plus-value », est en train de bouger. On assiste en effet à la création d'entreprises nouvelles qui maîtrisent bien les techniques qui sont issues de la recherche. C'est le cas de Cognitech, qui développe un système expert de diagnostic sur les maladies des végétaux.

L'INRA, enfin, apporte une assistance financière et technique aux entreprises pour les études de développement des produits comme la création des sociétés. Ainsi, il participe à Agrinov, structure de capital-risque. Mais, quel que soit son désir d'aller plus avant dans la valorisation des recherches, il reste pour l'heure contrarié par la faiblesse des moyens que l'Institut peut « risquer », en dépit d'un budget de 2,2 milliards de francs dont 10 % seulement sont des ressources propres.

JACQUES GRALL

La BNP crée une direction des marchés

La Banque nationale de Paris (BNP) va créer une direction des marchés, qui va intégrer dans une même structure toutes les activités des marchés, y compris les changes. Cette structure comportera, à Paris, une salle des marchés avec plus de cent dix opérateurs, qui interviendront sur les marchés monétaire et financier français aussi bien qu'international. Dans cette salle, seront mis en œuvre les nouvelles techniques de trading : fonds propres, options de change et de taux, etc. La création d'une telle direction, confiée à M. Thierry Coste, polytechnicien de quarante-quatre ans, directeur à la BNP, est justifiée par l'interconnexion croissante des marchés de capitaux mondiaux. Elle suit de près une initiative analogue de la Société Générale.

La nouvelle direction assurera également le conseil aux entreprises et aux investisseurs institutionnels, grâce à des équipes pluridisciplinaires pour toutes les activités des marchés : fonds propres, options de change et de taux, etc. La création d'une telle direction, confiée à M. Thierry Coste, polytechnicien de quarante-quatre ans, directeur à la BNP, est justifiée par l'interconnexion croissante des marchés de capitaux mondiaux. Elle suit de près une initiative analogue de la Société Générale.

Procordia va prendre le contrôle de Fermenta

Procordia, société holding de l'Etat néerlandais, vient de prendre une option d'achat sur 32 % des actions Fermenta, premier groupe pharmaceutique néerlandais. L'opération serait menée à son terme en 1987. En la réalisant, Procordia deviendrait ainsi actionnaire majoritaire de Fermenta avec une participation de 43 %, qui, ultérieurement, pourrait être portée au-delà de 50 %. La prise de contrôle de Fermenta par ce holding financier était attendue. Elle est la conséquence directe des efforts déployés par son président, M. Raafat El Sayed, pour faire échec à la candidature du groupe italien Montedison.

So perfectionner, on apprendra la langue est possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
Cours avec explication en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BBM
8, rue de Béri - 75008 Paris

Etranger

L'exposition internationale des transports et communications a fermé ses portes

Trouvailles françaises à Vancouver

Ouverte au début du mois de mai, l'exposition de Vancouver, consacrée aux transports et aux communications, a fermé ses portes à la mi-octobre. Si l'on s'en tient aux chiffres, Expo 86 a été une complète réussite. Les organisateurs tablaient, avant l'ouverture, sur treize ou quatorze millions d'entrées. Il y en a eu plus de vingt-deux millions, ce qui doit correspondre à quelques sept millions de visiteurs.

VANCOUVER de notre envoyé spécial

Une exposition comme celle de Vancouver, héritage des grandes manifestations du dix-neuvième siècle, coûte toujours très cher, et si le succès populaire ne fait aucun doute, le bilan financier est plus difficile à établir. Les dépenses entrées par Expo 86 ont été évaluées à 1,5 milliard de dollars pour le Canada (1). Elles ont été supportées pour leur plus grande part (80 %) par la Colombie britannique, la province des bords du Pacifique, dont la richesse en forêts, en devises touristiques et en produits de la pêche cache mal l'insuffisante industrialisation, et donc, le manque de ressources financières. Le gouvernement central d'Ottawa a supporté, quant à lui, la charge du pavillon canadien et, d'une façon générale, 20 % du coût de l'exposition. Le déficit était tout de même évalué, début octobre, à environ 310 millions de dollars canadiens.

Du côté français, le coût pour le Trésor public de notre présence libère est de 25 millions de francs. Bilan difficile à faire parce que, pendant cinq mois et demi, Vancouver a été inondée de visiteurs, venus principalement des États-Unis. Toutes les apparences d'une grande activité. Des travaux d'urbanisation ont été entrepris sur le site de l'exposition. C'est un acquit pour la ville. Commence maintenant une période pendant laquelle Ottawa et surtout la Colombie britannique vont faire leurs comptes. Ceux-ci seront probablement déséquilibrés, mais Vancouver, qui est toute jeune — cent ans — s'est fait connaître et probable-

ment aimé. L'exposition universelle de Montréal, en 1967, avait été très déficitaire. Mais la ville avec son nouveau métro n'en a-t-elle pas finalement tiré un certain prestige ? Beaucoup de sociétés sont venues s'y installer. Et ceci est peut-être un peu dû à cela.

Reste l'expo elle-même et les expositions. Ceux qui ont visité Tsukuba au Japon en 1985 sur le thème de « la maison et son environnement », n'ont pas une seconde l'exposition japonaise était du point de vue technologique bien supérieure à la canadienne.

Vancouver a été autre chose : faire à la saucisse et à la bière sur les bords du Pacifique autant qu'exposition technologique, seuls les Européens ayant réellement respecté le thème imposé des transports et des communications. Mais réussite esthétique pour la ville avec le pavillon canadien, qui restera à la limite de l'Océan comme un beau bateau aux voiles blanches gonflées. Réussite économique peut-être aussi, contrairement à l'exposition de Knoxville dans le Tennessee, qui, en 1982, sur le thème de l'énergie, avait été aussi complètement oubliée.

Une occasion unique

Une exposition spécialisée permet aux industriels de se faire connaître, quand elle est bien préparée, ce qui n'était pas du tout le cas à la Nouvelle-Orléans en 1984 (« L'ami source de vie ») qui tomba au désastre financier.

Parmi les productions françaises exposées à Vancouver, à côté du TGV, du TAG (le futur tramway de Grenoble) et d'autres technologies : le système SK de transport automatique, fonctionnant sans arrêt (les cabines ralentissent simplement pour laisser monter les voyageurs). Le SK est fabriqué par Soudis, une société de Bagneres-de-Bigorre, employant six cents personnes et créée à la fin du dix-neuvième siècle. D'abord spécialisée dans la fabrication de voitures de chemin de fer, cette PME, malgré un début de diversification (cibles de tir, équipement pour voitures amphibies, parafoudre pour TGV) souffrait des difficultés inhérentes au secteur

ferroviaire. Aussi saisit-elle l'offre d'un ingénieur, qui lui proposa de fabriquer de petites cabines tractées par câble, se déplaçant sur rail métallique et transportant douze personnes, à 20 kilomètres à l'heure, sur des distances courtes.

L'engin est exposé à Vancouver avec un ingénieur qui s'installe sur place. Au début de l'expo, le SK donne l'impression d'un jouet grandeur nature. Mais, comme il fonctionne sans arrêt, deux mois après l'ouverture, ce sont les premiers coups de téléphone et une réunion avec le directeur de l'aéroport de Vancouver. Première question posée au représentant français de l'entreprise : « Vous vous êtes arrêtés tel jour avant l'heure de clôture, pourquoi ? » Preuve que les spécialistes de l'aéroport avaient surveillé scrupuleusement, jour après jour, le fonctionnement du minuscule engin français.

D'autres contacts sont pris avec la société de transports qui assure la liaison Vancouver-Victoria — la grande île d'en face — avec l'agence d'urbanisme de Los Angeles. A la fin de l'expo, le PME de Bagneres-de-Bigorre, qui n'a pas pu vendre son installation, va être obligée de la rapatrier en France. Déception. Mais on ne peut pas espérer. Le SK aura fonctionné deux mille heures à Vancouver sans aucun incident et transporté quinze mille personnes par jour.

Le système est efficace pour raccourcir, sur une courte distance — moins de 10 kilomètres — deux endroits à forte densité de voyageurs : fin d'une ligne de métro, aéroport... Il fonctionne déjà au parc des expositions de Villepinet. Son prix de revient semble très inférieur aux systèmes des tramways roullants.

On estime que Soudis que le pari était risqué — il aura coûté 12 millions de francs, auxquels se sont ajoutés 3 millions de subventions publiques, — mais que c'était une occasion unique de prendre pied sur le marché américain.

Prochaine expo : Brisbane, capitale du Queensland, en 1988. Thème : retour des loisirs à l'ère de la technologie. Le petit train SK, qui ressemble à des cabines de neige, y sera-t-il ?

ALAIN VERHOLLES

Séoul refuse de sacrifier sa croissance aux intérêts américains

SÉOUL de notre envoyé spécial

Les succès des uns suscitent l'irritation des autres. La Corée du Sud, qui est en train d'enregistrer de nouveaux records en matière d'exportation, est l'objet de pressions croissantes de la part des États-Unis pour réduire son excédent commercial et, en particulier, pour révéler sa monnaie. Au cours des dernières semaines, Séoul a laissé le won s'apprécier par rapport au dollar d'environ 1,4 %. On estime, à la Banque de Corée, que cette tendance pourrait se poursuivre pendant les prochains mois : le cours de la monnaie nationale devrait s'établir autour de 840 won pour 1 dollar, enregistrant une appréciation de 5 %.

Cette réévaluation de fait est sans doute modeste. Elle n'est constituée pas moins d'une inversion de tendance : lorsque le dollar était fort, la Corée du Sud a délibérément poursuivi une politique de sous-évaluation du won (dont le cours s'établissait à 660 won pour 1 dollar en 1980) afin de faciliter ses exportations. Les autorités financières coréennes estiment que l'appréciation actuelle du won reflète le redressement de la balance des paiements enregistré en 1986, mais elles n'entendent pas laisser la monnaie nationale s'apprécier au-delà des 5 % par rapport au dollar.

A Séoul, on n'en attend pas moins des pressions accrues de la part de Washington au lendemain des élections américaines de novembre. Mais on est prêt à y résister : la Corée du Sud considère un risque politique latent, et l'équilibre qui prévient actuellement pourrait être gravement compromis par un étrangement de son économie. « Changement du faible » sans doute, mais les Coréens ne semblent pas disposés à compromettre la relance de leur économie par des concessions visant à satisfaire ce que l'on appelle ici l'« égoïsme » des États-Unis. Concessions qui ne feraient au demeurant que nourrir un anti-américanisme encore diffus mais réel dans la population.

Si, en 1985, l'économie coréenne a connu des résultats peu brillants compte tenu de ses performances antérieures, au point que l'on pouvait s'interroger sur son aptitude à

redresser la situation, elle vient de démontrer en moins de six mois son extraordinaire capacité d'adaptation. La baisse du prix du pétrole, l'affaiblissement du dollar et la réduction des taxes d'importation à travers le monde ont favorisé une relance spectaculaire. L'année en cours devrait se terminer pour la Corée du Sud sur un succès « historique » : pour la première fois de manière aussi substantielle, ce pays, dont la dette extérieure est la troisième du monde (47 milliards de dollars) et qui, chaque année, enregistre des déficits chroniques de sa balance commerciale et de sa balance des paiements, dégagera des excédents. Ainsi, la balance commerciale sera-t-elle excédentaire d'au moins 1,8 milliard de dollars et la balance des paiements de plus de 500 millions (celle-ci avait été déficitaire de 800 millions en 1985).

Une souplesse étonnante

Cette amélioration des équilibres extérieurs est sans doute avant tout conjoncturelle. Elle n'est néanmoins pas moins de la souplesse étonnante de cette économie qui a su mettre à profit l'allègement de la facture pétrolière et la baisse du dollar (100 millions de dollars d'intérêts à verser au moins au titre du remboursement de la dette extérieure). Conjugués à une croissance des exportations due à la compétitivité accrue des produits coréens (qui favorise la hausse du yen), ces économies permettront une progression d'environ 2 % du taux de croissance : prévue à 7,5 % au début de l'année, elle devrait passer à 10 %.

Au cours des six premiers mois, le total des exportations coréennes s'est chiffré à 19,3 milliards de dollars, enregistrant une augmentation de 23,5 %. Elles devraient atteindre à la fin de l'année 33,5 milliards de dollars.

L'excédent commercial avec les États-Unis (4,3 milliards en 1985) va s'accroître ; le déficit avec le Japon (3 milliards) pourrait faire de même. Cette évolution n'est pas nouvelle mais elle s'accroît : en effet, alors que sur le marché américain, les produits coréens ont gagné en compétitivité par rapport à ceux en provenance du Japon, sur le marché nippon, les producteurs coréens doi-

vent se fournir en pièces détachées et en composants à des coûts plus élevés : évalués en dollars, les importations de machines en provenance du Japon ont augmenté de 47,9 % au cours des six premiers mois de l'année.

Un autre aspect négatif des facteurs qui, globalement, favorisent l'économie coréenne est l'effet dévastateur qu'a eu la chute des prix du pétrole sur les contrats de construction au Proche-Orient : une perte estimée à 400 millions de dollars.

Les Coréens semblent d'autant plus déterminés à résister aux pressions américaines qu'ils sont conscients du caractère conjoncturel de l'amélioration de leurs équilibres extérieurs. Cette reprise insérée devrait faciliter les ajustements nécessaires des structures économiques.

L'économie coréenne dépend étroitement à 80 % du commerce extérieur. Un changement de l'environnement international pourrait avoir des effets extrêmement rapides, mais cette fois négatifs.

PHILIPPE PONS

Les Japonais plus riches que les Américains

Le revenu par tête des Japonais a pour la première fois dépassé celui des Américains. Cheena des 121 millions de Japonais dispose d'un revenu moyen de 17 000 dollars, contre 16 000 pour chacun des 242 millions d'Américains. Quand on se rappelle qu'en 1965, le revenu moyen des Japonais était le quart de celui des Américains, on mesure le chemin parcouru en vingt ans. Encore faut-il relativiser ces chiffres par les phénomènes monétaires récents, ce que ne manque pas de faire l'économiste britannique *The Economist*, qui illustre sa conclusion d'un samouraï tenant dans sa main un petit oncle Sam et lui disant : « Maintenant, je suis plus riche que vous ». La valeur en dollars du PNB japonais a été accrue de l'ordre de 30 % du seul fait de l'évolution des devises. Il n'en reste pas moins, ajoute *The Economist*, que la valeur actuelle de la devise japonaise est « proche de ce qu'elle devrait être » pour « refléter justement les différences de productivité et de coût ».

M. Chirac premier ministre de l'agriculture française

L'avenir de l'agriculture suscite bien des interrogations et des angoisses aussi chez les premiers intéressés que sont les agriculteurs. Cette question lancinante soulevée aussi beaucoup de débats, colloques et séminaires. Que pouvons-nous faire d'autre ? L'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA) que de s'interroger à son tour pour sa session d'octobre : « Quel avenir pour l'agriculture française dans une économie de compétition et un aspect rural vivant ? »

La seule réponse apportée à cette respectable assemblée tenue dans la présence jeudi 23 octobre à Paris du premier ministre, M. Jacques Chirac, à côté de M. François Guillaume, ministre de l'agriculture, l'unique réconfort apporté par le chef du gouvernement tenait en fait qu'il soit là. Les dirigeants de l'agriculture française sensibles à ce genre d'honneur s'en satisfaisaient. Les autres non. Le président de l'APCA a bien proposé « un contrat entre la nation et son agriculture ». Le premier ministre a bien répondu que la « concertation sur le fil des mois permettra de nourrir cette idée » à laquelle il faudra étendre la prochaine conférence annuelle qu'il a décidé de remettre en vigueur et qui réunit les organisations professionnelles officiellement reconnues et le gouvernement.

J. G.

ÉNERGIE

Divergence de la centrale nucléaire de Cattenom

Le ministre français de l'Industrie a donné son accord pour la mise en marche de la première tranche (1300 mégawatts) de la centrale nucléaire de Cattenom (Moselle). Le réacteur a connu le feu nucléaire (divergence) dans les premières heures de la matinée du vendredi 24 octobre. Mais ce n'est qu'après de nombreux essais que le couplage de cette tranche au réseau français pourra intervenir. Il pourrait avoir lieu à la mi-novembre.

Cette série d'événements ne devrait pas être du goût de tous dans

la mesure où cette centrale a suscité de fortes protestations de la part des pays riverains. Il y a quelques jours, le président du gouvernement luxembourgeois, M. Jacques Santer, avait d'ailleurs dit : « Nous n'avons attendu ni Tchernobyl ni les élections en RFA pour réclamer l'arrêt du projet de Cattenom. Mais il ne faut pas rêver : aujourd'hui, nous demandons seulement que la France renonce aux tranches 3 et 4, qui, en période de pénurie d'énergie, ne sont justifiées par aucune raison économique ».

DOUL
Garde
LIRE
OUR
AISIE

هنا من الدول

La situation économique du Brésil à la veille des élections

Les faiblesses d'un « plan cruzado » toujours populaire

SAO-PAULO

de notre envoyé spécial

Le « plan cruzado », lancé de façon spectaculaire le 28 février afin de couper court à une inflation galopante mais en préservant la croissance, est-il menacé, voire déjà mort ? L'expérience antécédente du suppression brutale de l'indexation et de blocage des prix tentée par le gouvernement du président José Sarney traverse une phase difficile : l'explosion de la demande que personne n'avait prévue provoque des difficultés d'approvisionnement. La viande fait gravement défaut, au point que le gouvernement réquisitionne le bétail. D'autres produits alimentaires mais aussi des matières premières deviennent introuvables. On voit des queues dans les villes. Le marché noir se développe, l'inflation réapparaît.

La proximité des élections pour la nomination des gouverneurs et le renouvellement du Congrès, les premières depuis l'avènement de la « nouvelle démocratie » qui a succédé début 1985 au régime des militaires, contribue à brouiller les cartes. Elle empêche le gouvernement de prendre les mesures de correction nécessaires. Celles-ci, dont personne à Brasília ne met en cause la nécessité, auront pour effet de freiner la demande. Elles feront évoluer le plan vers une politique de stabilisation plus traditionnelle. Pourront-elles être prises à temps ? Est-il encore possible d'agir en douceur, d'éviter la rupture, c'est-à-dire l'échec patent de la politique engagée depuis huit mois ? Celui-ci serait consommé si le gouvernement, devenu incapable de contenir l'inflation, était obligé, sous la pression des syndicats, de rétablir l'indexation.

« On ne quittera pas cette expérience sans une très forte inflation et sans doute une récession », prophétise M. Celso Martore, un jeune économiste de l'université de São Paulo. La droite libérale, les milieux financiers, la grande presse, partagent ce point de vue. La Bourse baisse et le dollar monte. Mais le pessimisme, tant s'en faut, n'est pas général. Le pouvoir d'achat de la majorité de la population a augmenté et, de leur côté, commerçants et industriels font de bonnes affaires. Bref, le Brésil aujourd'hui vit plutôt mieux qu'hier, et le plan cruzado demeure populaire.

Car ce plan, dont la mise en œuvre est critiquée par les économistes, a été un formidable succès politique. Le président Sarney, proche des militaires au temps de la « révolution nationale », inconnu et plutôt suspect lorsqu'il a succédé à Tancredo Neves, a gagné sa popularité grâce au plan cruzado. Celui-ci, qui pouvait se résumer à quelques slogans porteurs d'espoir — prix bloqués, inflation zéro, — a été accueilli avec enthousiasme par un pays que la valse quotidienne des étiquettes épuisait. Les détracteurs de la politique actuelle décrivent le gouvernement comme paralysé, incapable, après avoir cru au miracle, d'adopter les ajustements qui s'imposent. « La gestion de l'économie est récupérée par les politiciens ; ceux qui ont conçu le plan n'ont plus voix au chapitre », commente M. Alfonso Celso Pastore, ancien collaborateur de Delfino Neto et longtemps gouverneur de la Banque centrale. Cependant, à Brasília, les équipes qui entourent MM. Dilsen Fumero et Juan Sayard, ministres respectivement des finances et du plan, préparent, apparemment dans le calme, une seconde phase. « Nous allons gagner les élections et nous serons alors bien armés pour compléter la politique actuelle », affirme avec une belle sérénité M. Celso Furtado, le ministre de la culture, un économiste très proche du président Sarney.

Pour réussir : deux atouts

Pour réussir, le gouvernement dispose de deux atouts : la forte croissance que connaît le pays depuis deux ans et la crainte qu'inspire à l'ensemble de la classe productive un retour à l'hyperinflation. Personne ou presque d'ailleurs ne conteste l'opportunité d'avoir lancé le plan au début de l'année. Le Brésil, après avoir traversé, de 1980 à 1983, la pire récession de son histoire, avait renoué avec la croissance. En 1985, celle-ci avait atteint 8 %. Restait l'inflation. « En 1985, la hausse des prix atteignait 17 % par mois. Il fallait tordre le cou à la spirale inflationniste », commente M. Yves Claude Abesat, le président de la Banco Sogeral à São Paulo. Pour frapper l'opinion, le gouvernement n'a pas fait dans la dentelle : le blocage des prix a été général, avec les erreurs que cela

suppose. Pour certains produits ou services (produits pharmaceutiques, automobiles, courant électrique), l'ajustement qui était nécessaire pour annuler les derniers mois d'inflation a été mal calculé et les prix ont été gelés au-dessous du prix de revient. Quant aux salaires, déjà sensiblement relevés en 1985, non

depuis de 40 %. Mais un tel niveau signifie le retour à l'indexation et la dévaluation du cruzado », conclut somberement M. Alfonso Celso Pastore.

Les pessimistes évoquent d'autres symptômes révélateurs d'une économie déséquilibrée. Le commerce extérieur, même s'il reste très excé-

cative du niveau de vie et l'inflation ramènent de quelque 300 % à quel que 10 %. « Le succès du plan est certain. Il faut refroidir l'économie, ce qui ne veut pas dire accepter la récession mais revenir à un taux de croissance de 6 % », note M. Philippe Reichstul, un des principaux adjoints du ministre du plan. Au reste, ajoute-t-il, le gouvernement n'est pas resté les bras croisés.

Afin de pallier les difficultés d'approvisionnement, il a importé 200 000 tonnes de viande de la CEE et 90 000 tonnes des États-Unis ; pour aider les éleveurs, il a supprimé la taxe sur la viande, il a relevé les taux d'intérêt qu'on disait trop bas. Désirant freiner la consommation, il a instauré un emprunt obligatoire de 25 % sur l'essence, l'alcool-carburant, les billets d'avion, les voitures. M. Reichstul conteste que cette dernière opération ait échoué et souligne, au contraire, qu'elle rapportera 2 milliards de dollars en 1986 et 3 milliards en 1987.

blissement. « Ce gouvernement ira très loin pour l'éviter », commente M. Furtado. Comment s'y prendre ? Le ministre indique quelques têtes de chapitre :

1) Éponger une partie de la demande par des mesures fiscales, favoriser l'épargne spontanée, si nécessaire poursuivre dans la voie des emprunts, freiner de manière sélective les dépenses publiques. « En période d'expansion, de telles mesures de stabilisation seront acceptées par la population », estime-t-il.

2) Réduire la pression de la dette extérieure et réorienter vers le marché national une partie de la production. Chacun admet que la poursuite du plan cruzado exigera un minimum de compréhension de la part des pays créanciers.

La partie sera difficile. Le gouvernement, c'est l'avis général, ne pourra libérer les prix que de manière graduelle et sélective. Un vrai travail d'horloger. Mais il n'y a pas d'alternative tant que l'écart entre l'offre et la demande n'aura pas été réduit. Le plan prévoit que les salaires seront ajustés lorsque les prix auront progressé de 20 %. Une échéance qu'il vaut mieux retarder si l'on veut éviter l'emballement inflationniste. Les salariés accepteront-ils les efforts, voire les sacrifices, le décrochage de la réalité par rapport à la vérité officielle qu'implique le sauvetage du plan ? On s'attend, sur le front social, à un mois de novembre dur, constate un observateur européen.

PHILIPPE LEMAITRE.

L'inflation a été maîtrisée et la croissance relancée, mais l'explosion de la demande et les pénuries qui en résultent rendent nécessaires des mesures au demeurant impossibles à prendre avant les élections.

seulement ils ont été ajustés, mais ils ont bénéficié d'une prime de 8 %.

L'explosion de la demande, qui est à l'origine du drapage actuel, s'explique par une série de facteurs. Les entreprises tournent au plein de leur capacité et, conscientes de garder leur personnel, ont dû souvent consentir des relèvements de salaires supérieurs à ce qui avait été officiellement prévu. « En septembre, nous avons accepté une augmentation de 10 % pour nous aligner sur ce qui se faisait à côté », nous fait remarquer M. Camilo Munaro, le directeur général de Carrefour à São Paulo.

Autre phénomène, les gens qui, auparavant très nombreux, plaçaient une partie de leurs revenus sur le marché financier et, grâce à la correction monétaire, c'est-à-dire à l'indexation, encaissaient un bon profit ont massivement retiré cet argent des banques, préférant le dépenser lorsque la suppression de l'indexation a entraîné la disparition du bonus. Bref, on a assisté sur une durée de quelques mois à une monétisation spectaculaire de l'économie.

L'opposition reproche au gouvernement de n'avoir rien fait pour en atténuer les effets et de n'être parvenu à maîtriser les dépenses publiques. Celles-ci se sont envolées. Leur déficit, qui était de 3,5 % du PNB en 1985, se situera cette année autour de 5 %. « Comment ont-ils pu imaginer éliminer l'inflation sans couper dans les dépenses de l'État ? S'ils y parviennent, il faut leur donner le prix Nobel », s'exclame M. Alfonso Celso Pastore. Le déséquilibre entre l'offre et la demande a relancé la hausse des prix. Selon les indices officiels, très contestés, elle se situe depuis mai au-dessus de 1,2 % par mois. Les opinions varient sur son rythme réel, autrement dit sur le taux effectif de marché noir. « Sans le gel des prix, le plan cruzado craque. Cependant, à moins d'abandonner l'économie de marché, on ne pourra pas maintenir les prix éternellement bloqués. Lorsqu'ils seront libérés, il sera difficile de maintenir l'inflation au-

dehors de 40 %. Mais un tel niveau signifie le retour à l'indexation et la dévaluation du cruzado », conclut somberement M. Alfonso Celso Pastore.

Les pessimistes évoquent d'autres symptômes révélateurs d'une économie déséquilibrée. Le commerce extérieur, même s'il reste très excé-

Un vrai travail d'horloger

Et l'avenir ? Le Congrès qui sortira des urnes le 15 novembre sera constituant ; c'est dire l'importance des élections. M. Reichstul reconnaît qu'il est difficile de lancer un programme d'ajustement avant cette échéance. Mais, ce programme, l'équipe au pouvoir le prépare activement. La grande victoire du plan, c'est la suppression de l'indexation. Il n'est pas question de s'accommoder de l'inflation de 50-60 % à laquelle conduirait son réta-

EDIMBOURG ABERDEEN: UNE NOUVELLE LIGNE.



Air France, c'est, à partir du 26 octobre, deux nouvelles destinations en Grande-Bretagne : Édimbourg et Aberdeen. Trois vols par semaine : mardi, jeudi et dimanche vous sont proposés en Boeing 737 avec le choix de la Classe Affaires et de la Classe Économique. Édimbourg et Aberdeen, encore des preuves de la volonté d'Air France d'innover sans cesse afin de mieux répondre aux attentes de ses passagers.

AIR FRANCE INNOVE

ODOUL AGENT DE L'ART DÉCO
Garde-meubles
42 08 10 30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

A LIRE
POUR
LE
PLAISIR.

La
Femme
et son
Plaisir

Dr. Gilbert Tordjman

La sexualité de la femme est complexe, plausible et subtile. À partir de ces trois axes de réflexion, le Docteur TORDJMAN a écrit le nouvel ouvrage de référence sur les mystères du plaisir féminin.

J.P. ELKABACH, EUROPE 1.

LONDREYS

396 pages
95 F

23 OCTOBRE

**Cours relevé
à 17 h 38**

Compan-	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
son		du jour	du jour	du jour	de la semaine	son		du jour	du jour	du jour	de la semaine	son		du jour	du jour	du jour	de la semaine
1800	A.E.S. 1973	1700	1708	1688	- 0 11	2000	Comcast S.A.	2208	2208	2208	+ 1 33	4000	Manitex	72	74 50	74 80	+ 2 19
1820	C.R.E. 1973	4480	4446	4480	- 0 88	2020	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4020	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
1840	C.R.E. 1974	4480	4446	4480	- 0 88	2040	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4040	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
1860	C.R.E. 1975	1182	1200	1210	+ 2 28	2060	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4060	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
1880	C.R.E. 1976	1182	1200	1210	+ 2 28	2080	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4080	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
1900	C.R.E. 1977	1182	1200	1210	+ 2 28	2100	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4100	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
1920	C.R.E. 1978	1182	1200	1210	+ 2 28	2120	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4120	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
1940	C.R.E. 1979	1182	1200	1210	+ 2 28	2140	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4140	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
1960	C.R.E. 1980	1182	1200	1210	+ 2 28	2160	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4160	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
1980	C.R.E. 1981	1182	1200	1210	+ 2 28	2180	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4180	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2000	C.R.E. 1982	1182	1200	1210	+ 2 28	2200	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4200	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2020	C.R.E. 1983	1182	1200	1210	+ 2 28	2220	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4220	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2040	C.R.E. 1984	1182	1200	1210	+ 2 28	2240	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4240	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2060	C.R.E. 1985	1182	1200	1210	+ 2 28	2260	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4260	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2080	C.R.E. 1986	1182	1200	1210	+ 2 28	2280	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4280	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2100	C.R.E. 1987	1182	1200	1210	+ 2 28	2300	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4300	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2120	C.R.E. 1988	1182	1200	1210	+ 2 28	2320	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4320	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2140	C.R.E. 1989	1182	1200	1210	+ 2 28	2340	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4340	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2160	C.R.E. 1990	1182	1200	1210	+ 2 28	2360	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4360	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2180	C.R.E. 1991	1182	1200	1210	+ 2 28	2380	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4380	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2200	C.R.E. 1992	1182	1200	1210	+ 2 28	2400	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4400	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2220	C.R.E. 1993	1182	1200	1210	+ 2 28	2420	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4420	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2240	C.R.E. 1994	1182	1200	1210	+ 2 28	2440	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4440	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2260	C.R.E. 1995	1182	1200	1210	+ 2 28	2460	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4460	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2280	C.R.E. 1996	1182	1200	1210	+ 2 28	2480	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4480	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2300	C.R.E. 1997	1182	1200	1210	+ 2 28	2500	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4500	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2320	C.R.E. 1998	1182	1200	1210	+ 2 28	2520	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4520	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2340	C.R.E. 1999	1182	1200	1210	+ 2 28	2540	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4540	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2360	C.R.E. 2000	1182	1200	1210	+ 2 28	2560	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4560	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2380	C.R.E. 2001	1182	1200	1210	+ 2 28	2580	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4580	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2400	C.R.E. 2002	1182	1200	1210	+ 2 28	2600	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4600	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2420	C.R.E. 2003	1182	1200	1210	+ 2 28	2620	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4620	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2440	C.R.E. 2004	1182	1200	1210	+ 2 28	2640	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4640	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2460	C.R.E. 2005	1182	1200	1210	+ 2 28	2660	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4660	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2480	C.R.E. 2006	1182	1200	1210	+ 2 28	2680	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4680	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2500	C.R.E. 2007	1182	1200	1210	+ 2 28	2700	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4700	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2520	C.R.E. 2008	1182	1200	1210	+ 2 28	2720	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4720	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2540	C.R.E. 2009	1182	1200	1210	+ 2 28	2740	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4740	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2560	C.R.E. 2010	1182	1200	1210	+ 2 28	2760	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4760	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2580	C.R.E. 2011	1182	1200	1210	+ 2 28	2780	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4780	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2600	C.R.E. 2012	1182	1200	1210	+ 2 28	2800	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4800	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2620	C.R.E. 2013	1182	1200	1210	+ 2 28	2820	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4820	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2640	C.R.E. 2014	1182	1200	1210	+ 2 28	2840	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4840	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2660	C.R.E. 2015	1182	1200	1210	+ 2 28	2860	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4860	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2680	C.R.E. 2016	1182	1200	1210	+ 2 28	2880	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4880	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2700	C.R.E. 2017	1182	1200	1210	+ 2 28	2900	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4900	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2720	C.R.E. 2018	1182	1200	1210	+ 2 28	2920	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4920	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2740	C.R.E. 2019	1182	1200	1210	+ 2 28	2940	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4940	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2760	C.R.E. 2020	1182	1200	1210	+ 2 28	2960	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4960	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2780	C.R.E. 2021	1182	1200	1210	+ 2 28	2980	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	4980	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2800	C.R.E. 2022	1182	1200	1210	+ 2 28	3000	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	5000	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2820	C.R.E. 2023	1182	1200	1210	+ 2 28	3020	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	5020	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2840	C.R.E. 2024	1182	1200	1210	+ 2 28	3040	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	5040	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2860	C.R.E. 2025	1182	1200	1210	+ 2 28	3060	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	5060	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2880	C.R.E. 2026	1182	1200	1210	+ 2 28	3080	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	5080	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2900	C.R.E. 2027	1182	1200	1210	+ 2 28	3100	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	5100	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2920	C.R.E. 2028	1182	1200	1210	+ 2 28	3120	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	5120	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2940	C.R.E. 2029	1182	1200	1210	+ 2 28	3140	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	5140	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2960	C.R.E. 2030	1182	1200	1210	+ 2 28	3160	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	5160	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
2980	C.R.E. 2031	1182	1200	1210	+ 2 28	3180	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	5180	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
3000	C.R.E. 2032	1182	1200	1210	+ 2 28	3200	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	5200	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
3020	C.R.E. 2033	1182	1200	1210	+ 2 28	3220	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	5220	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
3040	C.R.E. 2034	1182	1200	1210	+ 2 28	3240	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	5240	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
3060	C.R.E. 2035	1182	1200	1210	+ 2 28	3260	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	5260	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
3080	C.R.E. 2036	1182	1200	1210	+ 2 28	3280	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	5280	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
3100	C.R.E. 2037	1182	1200	1210	+ 2 28	3300	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	5300	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
3120	C.R.E. 2038	1182	1200	1210	+ 2 28	3320	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	5320	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
3140	C.R.E. 2039	1182	1200	1210	+ 2 28	3340	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	5340	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
3160	C.R.E. 2040	1182	1200	1210	+ 2 28	3360	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	5360	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
3180	C.R.E. 2041	1182	1200	1210	+ 2 28	3380	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	5380	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
3200	C.R.E. 2042	1182	1200	1210	+ 2 28	3400	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	5400	M. West	378 50	385	385	+ 2 26
3220	C.R.E. 2043	1182	1200	1210	+ 2 28	3420	Canwest	3190	3190	3190	+ 2 32	5420	M. West				

Comptant (collection)

Second marché (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations																	
Exp. 75 972	8198		Classe	851	811	Alco	180	183	A.R.P. S.A.	1255	1310	Dominic S.T.A.	1350	1320	Melin	298	298
Exp. 8,00 5 77	123 40	3713	Calafat Sgl	1300	1352 d	Alcatel	100 50	100	Albi Marcellin	840	847	Dominic	1930	1920	Melin	730	730
8,00 5 78/95	104 10	2762	Capit	510	510	Alcatel Sgl	163	169 50 d	Aspetal	430	440	Doyelle	222	222	On. Gas. Flt.	427	434
8,20 5 78/96	100 08	7818	Comptel	441	469	OPF Prolong	340 20	340	B.A.P.	595	595	Dumont-Intercomm	580	580	Parasol S.A.	3440	3420
8,20 5 79/90	107 10	1479	Cr. Ind. Ind. Ind.	5780	5650	Orsay	170 50	175	C.I.M.J.M.	1640	1640	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622	Edouard Ind. Ind.	265	265	Paulo Boute	450	441
8,20 5 80/82	104 60	1910	Cr. Lyonn. Ind.	811	800	Orsay Sgl	3700	3690	Edouard Ind. Ind.	1622	1622						

Droits et bons

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 Le retour à Bangui de Jean-Bedel Bokassa. — La séjourn à Paris de Jonas Savimbi. 6 M. Raymond affirme que « la France continuera d'assurer ses responsabilités » au Liban. 7 Philippines : M ^{re} Aquino durcit le ton.	8-9 La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale. 10 La réforme de l'enseignement supérieur au Sénat. — Un entretien avec le ministre chargé des collectivités locales. — Journal d'un amateur : Grève par Philippe Boucher.	12 L'appel des treize Algériens menacés d'expulsion a été rejeté. 13 Carrefour du développement : le secret des fonds secrets. DÉBATS 2 La réforme des universités.	25 L'avenir du Théâtre de la Gaîté-Lyrique. 26 Michel Serrault dans l'Avenir... — La prix Nobel de littérature attribué à Apostrophe. — Mode. 11 Communication.	31 Le projet de loi sur l'épargne. — Un lever devient le numéro un des espagnols pour l'INRA. 32 Les quarante ans de l'INRA. — L'exposition internationale de Vancouver. 33 Brésil : les faiblesses du plan cruzado. 34-35 Marchés financiers.	Radio-télévision... 28 Petites annonces... 30 Carnet... 30 Météorologie... 29 Mots croisés... 22 Philatélie... 27 Loto... 27 Programmes des spectacles... 27

L'affaire du « Southern Raider »

Un diplomate australien attendu à La Réunion

SAINT-DENIS
DE LA RÉUNION
de notre correspondant

Quinze jours après le naufrage du chalutier panaméen dans les eaux des Terres australes et antarctiques françaises, à la suite de l'intervention de la Royale, l'affaire du *Southern Raider* conserve toujours sa part de mystère. Deux instructions judiciaires sont engagées contre les neuf membres d'équipage (austro-lyonnais, néo-zélandais et australiens) du chalutier surpris à proximité de l'Îlot de Saint-Paul, le 8 octobre dernier par le patrouilleur *l'Albatros* : une pour pêche illicite et refus d'obtempérer aux injonctions du patrouilleur, une deuxième pour infraction à la législation sur les stupéfiants.

Un diplomate de l'ambassade d'Australie à Paris était, ce vendredi 24 octobre, attendu à la Réunion. Les quatre Australiens, les quatre Néo-Zélandais ainsi que le Suédois font l'objet d'une mesure de contrôle judiciaire, et il leur est interdit de communiquer entre eux ainsi que de quitter l'île.

Le capitaine du *Southern Raider*, John Chadderton et son second demeurent en détention, et une caution de 1 million et demi de francs est exigée pour leur remise en liberté provisoire.

Selon les services de renseignements réunionnais, trois hypothèses peuvent expliquer la présence du *Southern Raider* dans les eaux territoriales françaises de l'Îlot de Saint-Paul.

La première, la pêche à la langouste (d'un bon rapport financier) n'est pas à exclure, même *l'Albatros* n'a pas surpris le chalutier en lis-

grant d'ail. Il est admis à la Réunion que l'Îlot de Saint-Paul fait l'objet d'un important braconnage à la langouste : à chaque mission de *l'Albatros* ou du navire océanographique *Marion-Dufrenoy* dans le secteur, les autorités maritimes retirent de l'océan de nombreux caissons destinés à la capture des crustacés.

La seconde piste est celle de la drogue ; elle repose davantage sur le passé du capitaine John Chadderton — soupçonné en Australie de faire partie d'un réseau de trafiquants, et bien que son nom figure dans un rapport de la commission royale sur le crime organisé en Australie. Chadderton n'a jamais été condamné — que sur la découverte de preuves irréfutables.

Dernière hypothèse : le trafic d'armes ou d'espionnage. Les photos du *Southern Raider* prises par *l'Albatros* avant le naufrage indiquent que le chalutier paraissait très chargé, sa ligne de flottaison se situant bien au-dessous de la normale. Un fait que le capitaine Chadderton a expliqué de la manière suivante : le *Southern Raider* avait volontairement rempli d'eau de mer ses viviers pour y transporter les langoustes pêchées vivantes. Une justification assez peu plausible selon les spécialistes.

Une position stratégique

Quant à l'espionnage, on indique à Saint-Denis que la position géographique des TAAF et les recherches menées par la France dans la zone intéressent au plus haut point les pays voisins, en particulier l'Australie. Une chose est sûre : le

chalutier panaméen disposait d'un matériel électronique sophistiqué. On estime même que le *Southern Raider* avait un rendez-vous avec un autre bâtiment, d'où sa présence très rapprochée de Saint-Paul, qui aurait été le point de rencontre.

Est-ce pour avoir confirmation de cette dernière hypothèse qu'un émissaire du gouvernement s'est rendu à bord de *l'Albatros* avant même qu'il ne touche le port de la Pointe-des-Galets pour entendre une partie de l'équipage du chalutier ?

Selon des sources bien informées, l'émissaire aurait proposé un marché au capitaine du *Southern Raider* : dire pour qui il travaillait en la circonstance en échange de billets d'avion pour son équipage et le retour du navire naufragé. La mission n'ayant pas abouti, les autorités — y compris le premier ministre — ont décidé la Réunion — ont d'abord mis la présence d'un émissaire sur *l'Albatros* (transporté par un Puma de l'armée) avant de l'admettre de manière implicite.

Le *Southern Raider* reposait par 3 000 mètres de fond, toutes les suppositions relatives à son naufrage sont permises, dont notamment celle d'un sabotage. Les observations de la Réunion sont en fait la discordance entre l'inculpation de John Chadderton pour refus d'obtempérer retenu par le juge d'instruction et les déclarations faites par M. Chirac à la Réunion suivant lesquelles il avait personnellement donné l'ordre à *l'Albatros* de tirer pour s'opposer à une tentative d'abordage opérée par le *Southern Raider* qui mettait en danger le patrouilleur français.

ALIX DLOUX.

Mozambique

Hypothèses contradictoires sur la mort de Samora Machel

Les autorités mozambicaines ont nommé, mercredi 22 octobre, une commission d'enquête sur les causes de l'accident de l'avion qui transportait le président Samora Machel. Présidée par M. Armando Gueboza, membre du bureau politique du Frelimo (parti au pouvoir), cette commission, composée de quatorze membres, comprend des responsables politiques, ainsi que des pilotes et des experts de l'aéronautique civile et militaire du Mozambique.

A Pretoria, un diplomate soviétique, ainsi que la femme du pilote blessé dans cet accident, ont rendu visite à l'hôpital où il est soigné (la femme du pilote, Nadejda Novoselova, a également rencontré le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Botha). Les autorités sud-africaines ont accepté que des experts soviétiques fassent partie de la commission d'enquête qu'elles ont mis en place.

S'agissant des hypothèses concernant les causes de la catastrophe, l'un des surpistes, M. Fernando Jose, qui était l'un des gardes du corps de Samora Machel, a affirmé qu'il avait entendu « comme un claquement ou un coup de feu » à bord de l'appareil, avant que celui-ci ne s'écrase au sol. Il a ajouté : « Nous avons entendu un croquement dans l'avion, comme si on avait tiré dessus ». Enfin, selon l'agence Associated Press, qui cite l'agence portugaise ANOP, les autorités mozambicaines seraient convaincues que l'accident serait dû à une erreur humaine de pilotage. ANOP ne cite cependant aucune source pour appuyer cette affirmation. — (AFP, Reuters.)

Mais il semble bien que cet accord — selon lequel Cerus et Pochelbrom renonceraient à leur offre publique d'échange pour constituer, avec la Générale occidentale de M. Goldsmith, « le futur pôle d'attraction des Presses de la Cité » — ait été entériné de manière définitive au sein des adversaires de ce dernier. Cerus et Pochelbrom, qui détiennent, à Paris, sensiblement 22,5 % du capital des Presses de la Cité à eux deux, à la suite d'achats en Bourse, ont en effet, en vertu de la loi, le droit de proposer au nouveau conseil d'administration des Presses.

Mais un divorce est clairement apparu entre la position de Pochelbrom, défendue par M. Pierre-Brossolette, président de Cerus, et par ailleurs associé-gérant de M.M. Worms, par l'intermédiaire de son opérateur à caractère financier et assés sur la perspective d'une plus-value, et celle défendue par M. Alain Minc, directeur général de Cerus, lequel prône une politique plus industrielle. A l'image de celle que le groupe De Benedetti entend

appliquer, via Cerus, dans Vallo, dont il a acquis 18,3 % du capital à l'été, à l'issue d'une dure bataille.

Ces différences de vues pourraient constituer le point de départ d'une bataille à l'été 1987, lorsque la présidence de Cerus, laquelle serait alors assurée par une personne par M. Carlo De Benedetti. Le patron d'Olivetti entendrait ainsi confirmer l'intérêt qu'il porte à la ramification française de son groupe, laquelle devrait intégrer début 1987 l'ensemble des activités de Baitoni, de façon à créer un véritable pôle de développement du secteur agro-alimentaire.

On notera, au passage, que ce nouvel épisode de l'affaire Presses de la Cité — confronte la position de M. Jimmy Goldsmith, D'ores et déjà assuré de l'emporter, celui-ci aura réalisé, à moindre coût, (par un simple échange de titres entre les Presses et sa société, la Générale occidentale), une fort belle opération.

Mais un divorce est clairement apparu entre la position de Pochelbrom, défendue par M. Pierre-Brossolette, président de Cerus, et par ailleurs associé-gérant de M.M. Worms, par l'intermédiaire de son opérateur à caractère financier et assés sur la perspective d'une plus-value, et celle défendue par M. Alain Minc, directeur général de Cerus, lequel prône une politique plus industrielle. A l'image de celle que le groupe De Benedetti entend

appliquer, via Cerus, dans Vallo, dont il a acquis 18,3 % du capital à l'été, à l'issue d'une dure bataille.

Ces différences de vues pourraient constituer le point de départ d'une bataille à l'été 1987, lorsque la présidence de Cerus, laquelle serait alors assurée par une personne par M. Carlo De Benedetti. Le patron d'Olivetti entendrait ainsi confirmer l'intérêt qu'il porte à la ramification française de son groupe, laquelle devrait intégrer début 1987 l'ensemble des activités de Baitoni, de façon à créer un véritable pôle de développement du secteur agro-alimentaire.

On notera, au passage, que ce nouvel épisode de l'affaire Presses de la Cité — confronte la position de M. Jimmy Goldsmith, D'ores et déjà assuré de l'emporter, celui-ci aura réalisé, à moindre coût, (par un simple échange de titres entre les Presses et sa société, la Générale occidentale), une fort belle opération.

Mais un divorce est clairement apparu entre la position de Pochelbrom, défendue par M. Pierre-Brossolette, président de Cerus, et par ailleurs associé-gérant de M.M. Worms, par l'intermédiaire de son opérateur à caractère financier et assés sur la perspective d'une plus-value, et celle défendue par M. Alain Minc, directeur général de Cerus, lequel prône une politique plus industrielle. A l'image de celle que le groupe De Benedetti entend

appliquer, via Cerus, dans Vallo, dont il a acquis 18,3 % du capital à l'été, à l'issue d'une dure bataille.

Ces différences de vues pourraient constituer le point de départ d'une bataille à l'été 1987, lorsque la présidence de Cerus, laquelle serait alors assurée par une personne par M. Carlo De Benedetti. Le patron d'Olivetti entendrait ainsi confirmer l'intérêt qu'il porte à la ramification française de son groupe, laquelle devrait intégrer début 1987 l'ensemble des activités de Baitoni, de façon à créer un véritable pôle de développement du secteur agro-alimentaire.

On notera, au passage, que ce nouvel épisode de l'affaire Presses de la Cité — confronte la position de M. Jimmy Goldsmith, D'ores et déjà assuré de l'emporter, celui-ci aura réalisé, à moindre coût, (par un simple échange de titres entre les Presses et sa société, la Générale occidentale), une fort belle opération.

Mais un divorce est clairement apparu entre la position de Pochelbrom, défendue par M. Pierre-Brossolette, président de Cerus, et par ailleurs associé-gérant de M.M. Worms, par l'intermédiaire de son opérateur à caractère financier et assés sur la perspective d'une plus-value, et celle défendue par M. Alain Minc, directeur général de Cerus, lequel prône une politique plus industrielle. A l'image de celle que le groupe De Benedetti entend

appliquer, via Cerus, dans Vallo, dont il a acquis 18,3 % du capital à l'été, à l'issue d'une dure bataille.

Ces différences de vues pourraient constituer le point de départ d'une bataille à l'été 1987, lorsque la présidence de Cerus, laquelle serait alors assurée par une personne par M. Carlo De Benedetti. Le patron d'Olivetti entendrait ainsi confirmer l'intérêt qu'il porte à la ramification française de son groupe, laquelle devrait intégrer début 1987 l'ensemble des activités de Baitoni, de façon à créer un véritable pôle de développement du secteur agro-alimentaire.

On notera, au passage, que ce nouvel épisode de l'affaire Presses de la Cité — confronte la position de M. Jimmy Goldsmith, D'ores et déjà assuré de l'emporter, celui-ci aura réalisé, à moindre coût, (par un simple échange de titres entre les Presses et sa société, la Générale occidentale), une fort belle opération.

Mais un divorce est clairement apparu entre la position de Pochelbrom, défendue par M. Pierre-Brossolette, président de Cerus, et par ailleurs associé-gérant de M.M. Worms, par l'intermédiaire de son opérateur à caractère financier et assés sur la perspective d'une plus-value, et celle défendue par M. Alain Minc, directeur général de Cerus, lequel prône une politique plus industrielle. A l'image de celle que le groupe De Benedetti entend

appliquer, via Cerus, dans Vallo, dont il a acquis 18,3 % du capital à l'été, à l'issue d'une dure bataille.

Ces différences de vues pourraient constituer le point de départ d'une bataille à l'été 1987, lorsque la présidence de Cerus, laquelle serait alors assurée par une personne par M. Carlo De Benedetti. Le patron d'Olivetti entendrait ainsi confirmer l'intérêt qu'il porte à la ramification française de son groupe, laquelle devrait intégrer début 1987 l'ensemble des activités de Baitoni, de façon à créer un véritable pôle de développement du secteur agro-alimentaire.

On notera, au passage, que ce nouvel épisode de l'affaire Presses de la Cité — confronte la position de M. Jimmy Goldsmith, D'ores et déjà assuré de l'emporter, celui-ci aura réalisé, à moindre coût, (par un simple échange de titres entre les Presses et sa société, la Générale occidentale), une fort belle opération.

Mais un divorce est clairement apparu entre la position de Pochelbrom, défendue par M. Pierre-Brossolette, président de Cerus, et par ailleurs associé-gérant de M.M. Worms, par l'intermédiaire de son opérateur à caractère financier et assés sur la perspective d'une plus-value, et celle défendue par M. Alain Minc, directeur général de Cerus, lequel prône une politique plus industrielle. A l'image de celle que le groupe De Benedetti entend

appliquer, via Cerus, dans Vallo, dont il a acquis 18,3 % du capital à l'été, à l'issue d'une dure bataille.

Ces différences de vues pourraient constituer le point de départ d'une bataille à l'été 1987, lorsque la présidence de Cerus, laquelle serait alors assurée par une personne par M. Carlo De Benedetti. Le patron d'Olivetti entendrait ainsi confirmer l'intérêt qu'il porte à la ramification française de son groupe, laquelle devrait intégrer début 1987 l'ensemble des activités de Baitoni, de façon à créer un véritable pôle de développement du secteur agro-alimentaire.

On notera, au passage, que ce nouvel épisode de l'affaire Presses de la Cité — confronte la position de M. Jimmy Goldsmith, D'ores et déjà assuré de l'emporter, celui-ci aura réalisé, à moindre coût, (par un simple échange de titres entre les Presses et sa société, la Générale occidentale), une fort belle opération.

Sur le vif

Joyeux anniversaire !

J'ai le cœur navré, là, aujourd'hui. Ses soixante-dix ans, vous savez comment il va les fêter, dimanche, mon père ? Sans flâner ni trop tarder, au cadran, dans l'intimité d'un déjeuner familial, rue de Bivres. Même qu'on l'aurait pas su sans une indication de Bourard ce matin dans *France-Soir*. Enfin, c'est pas possible ! Ça ressemble à rien ! C'est nul ! Vous me direz : non, pas complètement. Son fils, Jean-Christophe, il vient de lui filer une nouvelle succette à l'Elysée. Alors, il y aura quand même quelque chose de très haut placé à la droite de Mère Mitterrand.

Où, bon, peut-être, mais comparé aux cérémonies qui ont marqué l'anniversaire de la Queen ! Sans parler de celui de Staline, vous vous souvenez ? Le monde entier avait été invité à lui envoyer des télégrammes d'adoption reconnaissante. Il avait reçu des millions de cadeaux. Alors que là... Des clopinettes, des bricoles déposées, parait-il, au château par une poignée de vieux militants, deux, trois bougies, des chapeaux brochés... Minable, quoi !

D'accord, mon Jacques et ses copains du RPR vont se fâcher.

d'un gros gîteur pour voir s'il a encore la force de souffler toutes ses bougies. C'est que ça court mal à en faire pas mal. Neuf de moins qu'en 1995, à la fin de son second mandat, mais quand même ! Et ça m'étonnerait que Rocard, vieille pas manquer le coup, lui aussi, essaye de rappeler aux Français le respect dû à l'âge de leur président.

Remarque, c'est tellement crétin, ça même, que j'en arrive à me demander si c'est pas exagéré. Par coquetterie. C'est qu'il porte encore beau, mon Mimi. Prenez Cécile Sorel, elle aurait pas tellement aimé qu'on vienne lui rappeler sa date de naissance. Et puis à une époque où à partir de sixième les garçons n'ont plus bon qu'à diriger le pays, à 60 ans, on est effrayé de donner des idées, au petit père Barre. Moi, j'aimerais bien. Avec la modestie qu'on lui connaît, s'il succède à mon père, son soixante-dixième anniversaire passerait pas inaperçu. Ça va être l'apothéose, le 14 juillet. A moins que, là encore, on ne mette la sourdine. Rapport à Chirac.

CLAUDE SARRAUTE.

Conséquence de la bataille des Presses de la Cité

M. Claude Pierre-Brossolette quitterait la présidence de Cerus

La bataille boursière engagée entre, d'une part, Cerus (déclat à 40 % par la CIR, l'une des sociétés holdings du groupe De Benedetti) et Pochelbrom (société de portefeuille du groupe privé Worms et Cie), et d'autre part, M. Jimmy Goldsmith, le patron de l'Express et de la Générale occidentale, s'est conclue, on le sait, par un armistice entre les deux belligérents (le *Monde* du 24 octobre).

Mais il semble bien que cet accord — selon lequel Cerus et Pochelbrom renonceraient à leur offre publique d'échange pour constituer, avec la Générale occidentale de M. Goldsmith, « le futur pôle d'attraction des Presses de la Cité » — ait été entériné de manière définitive au sein des adversaires de ce dernier. Cerus et Pochelbrom, qui détiennent, à Paris, sensiblement 22,5 % du capital des Presses de la Cité à eux deux, à la suite d'achats en Bourse, ont en effet, en vertu de la loi, le droit de proposer au nouveau conseil d'administration des Presses.

Mais un divorce est clairement apparu entre la position de Pochelbrom, défendue par M. Pierre-Brossolette, président de Cerus, et par ailleurs associé-gérant de M.M. Worms, par l'intermédiaire de son opérateur à caractère financier et assés sur la perspective d'une plus-value, et celle défendue par M. Alain Minc, directeur général de Cerus, lequel prône une politique plus industrielle. A l'image de celle que le groupe De Benedetti entend

appliquer, via Cerus, dans Vallo, dont il a acquis 18,3 % du capital à l'été, à l'issue d'une dure bataille.

Ces différences de vues pourraient constituer le point de départ d'une bataille à l'été 1987, lorsque la présidence de Cerus, laquelle serait alors assurée par une personne par M. Carlo De Benedetti. Le patron d'Olivetti entendrait ainsi confirmer l'intérêt qu'il porte à la ramification française de son groupe, laquelle devrait intégrer début 1987 l'ensemble des activités de Baitoni, de façon à créer un véritable pôle de développement du secteur agro-alimentaire.

On notera, au passage, que ce nouvel épisode de l'affaire Presses de la Cité — confronte la position de M. Jimmy Goldsmith, D'ores et déjà assuré de l'emporter, celui-ci aura réalisé, à moindre coût, (par un simple échange de titres entre les Presses et sa société, la Générale occidentale), une fort belle opération.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 24 octobre

Nouvelle et forte hausse

Sur sa lancée précédente, la Bourse de Paris a poursuivi, vendredi matin, son ascension en accéléré, le mouvement. En avance de 1,8 % à l'ouverture, l'indiceur instantané s'élevait finalement à 2.15 % au-dessus de son niveau précédent. Aucune baisse n'a été enregistrée. Progression de Club Méditerranée (+ 5,1 %), Compagnie bancaire (+ 4,6 %), Accur (+ 3,6 %), Thomson (+ 3,4 %), Lafarge-Michelin, Sanofi, Pochelbrom (+ 3,2 %).

Valeurs françaises	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accur	412	424	427
Agropar	1590	1601	1609
Alcatel	126	142	145
Banque Paribas	1095	1120	1126
Bouygues	2326	2325	2380
Bouygues	2395	1289	1365
B.S.M.	4170	4240	4280
Carrefour	3570	3650	3630
Chargem SA	1293	1325	1330
Club Méditerranée	590	615	620
Odéon National	1540	1570	1585
Euro (GDF)	1234	1280	1280
ELF-Aquitaine	311 90	315	315
Eurol	3158	3250	3280
Lafarge-Capelle	1306	1360	1347
Michelin	2500	2678	2590
Mid (GDF)	1500	1530	1540
Michelin	2266	2366	2300
Navig	1067	1100	1103
Oréal (L)	3418	3520	3520
Pochelbrom	1120	1150	1165
Peren-Hicard	990	1000	999
Prestat S.A.	1089	1120	1119
Sanofi	900	705	712
Sauvage Poirier	800	800	810
Télécom	2730	2740	2740
Thomson C.S.F.	1485	1500	1515
Toutat-G.S.F.	428	434	434 10
V.I.T.	2710	2720	2720
Vallo	509	518	515

Où trouver l'agence de publicité de Gienturret ? Bernard Moors & Associés, un concentré de grande agence. Jusqu'ici vous ne pouviez pas savoir qui était l'auteur de cette campagne très pointue. Aujourd'hui vous pouvez découvrir l'ensemble des productions de l'agence en demandant sa toute nouvelle brochure au 60 rue de Londres Paris 8^e.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

A B C D E F G

M. PIERRE MÉHAIGNERIE

invité du « Grand Jury RTL - Le Monde »

M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL - Le Monde » dimanche 26 octobre de 18 h 15 à 19 h 30.

Le président du Centre des associations de consommateurs, président du conseil général d'Île-de-France, répondra aux questions d'André Peyronnet et de François Grosrichard, du *Monde*, et de Gilles Leclerc et de Dominique Peyronnet, de RTL, le dimanche 26 octobre dirigé par Olivier Mazerolle.

République sud-africaine

Deux détenus retrouvés pendus

Johannesburg (Reuters). — Deux détenus noirs sud-africains ont été retrouvés pendus, mercredi soir, dans leur cellule, ont annoncé, jeudi 23 octobre, les autorités pénitentiaires. Xoliso Johannes Jacobs, âgé de vingt ans, se serait pendu avec sa chemise à la prison d'Uppington (province du Cap).

L'autre détenu, condamné à mort pour meurtre, se serait également pendu avec ses vêtements, à la prison centrale de Pretoria.

LITERIES CHEZ CAPELOU
Les meilleures marques aux meilleurs prix
TRECA EPEDA SIMMONS PRELLI
37, Av. de la République 75011 PARIS Tél. (1) 43.57.46.35 Métro : PARMENTIER

PIANO: LE BON CHOIX
• Vente à partir de 8.600 F ou 175 F par mois*
(Crédit souple et personnalisé).
• Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
• Location à partir de 235 F par mois.
• Service après-vente garanti.
Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.
Prix comptant 8.600 F.
*sur 73 mois. Coût de la location : 4.207 F.
Après acceptation de l'organisme financier. La maison de la musique.
139, rue de Rennes, 75006 PARIS. Tél. 45 44 38 66 Parking à proximité.

Je fais mes courses d'un coup de baguette
Faites vos courses de votre fauteuil.
Le Monde sur Minitel 36.15 tapez : LEMONDE
LE MINTEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN LES PRIX ! TISSUS RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

lafont
11 rue Vignon 75008 Paris tél. 42660097 tél. 265277